

REFUSER
DE PARVENIR
IDÉES ET PRATIQUES

LIVRES PARUS
AUX ÉDITIONS NADA

COLLECTIF, *Viva la social !*

Rachel VINÉ-KRUPA, Maud GUÉLY, *Un ruban autour d'une bombe*

André BERNARD, Pierre SOMMERMEYER, *Désobéissances libertaires*

Tomás IBÁÑEZ, *Anarchisme en mouvement*

À CONTRETEMPS, *Rudolf Rocker ou la liberté par en bas*

COLLECTIF, *Amérique(s) anarchiste(s)*

Jean-Marc DELPECH, *Voleur et anarchiste*

Paco Ignacio TAIBO II, EKO, *Pancho Villa. La Bataille de Zacatecas*

Philippe PELLETTIER, *Climat et capitalisme vert*

John REED, *Esquisses révolutionnaires*

AU CIRA

Albert MINNIG, EDI GMÜR, *Pour le bien de la révolution*

Marianne ENCKELL, Eric JARRY, *Les Anarchistes à l'écran, 1901-2003*

Note à propos de la féminisation : Les textes écrits ou traduits par le collectif d'édition sont généralement féminisés lorsque cela n'est pas trop anachronique, tandis que les autres contributions et les citations sont reproduites telles que formulées par leurs auteur·e·s.

nada éditions (Paris)

contact@nada-editions.fr

nada-editions.fr

Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA)

Avenue de Beaumont 24

1012 Lausanne, Suisse

info@cira.ch

cira.ch

Illustration de couverture : **Fanny Vaucher**

Couverture : **Atelier des grands pêcheurs** (contact@adgp.fr)

Maquette : **David Doillon**

Correction : **Théodore Vial**

ISBN : 979-10-9-2457-10-0

Les textes peuvent être reproduits avec indication des noms d'auteur·e et de provenance.

CIRA LAUSANNE

REFUSER DE PARVENIR

IDÉES ET PRATIQUES

nada



« Dès que le révolutionnaire est “arrivé”, dès qu’il s’est casé dans une niche gouvernementale, il cesse naturellement d’être révolutionnaire pour se faire conservateur ; cela est fatal. De défenseur de l’opprimé il se change à son tour en oppresseur [...]. Nous n’avons point à citer ici de noms propres : l’histoire contemporaine les crie. Mais comment pourrait-il en être autrement ? C’est la place qui fait l’homme ; c’est l’ensemble de la machine qui donne leurs diverses fonctions aux rouages, et ceux-ci doivent s’y adapter. Ainsi que l’a dit depuis longtemps un célèbre diplomate, Robert Walpole : “Les intérêts des gouvernants sont toujours absolument contraires à ceux des gouvernés.” Qui se fait gouvernant se fait en conséquence ennemi du peuple¹. »

Élisée Reclus

1. *Le Travailleur. Revue socialiste révolutionnaire*, Genève, 2^e année, n° 1, janvier-février 1878.



Illustration pour le programme du cycle
de discussions au CIRA, 2013-2014.

AVANT-PROPOS

« L'copain qui pass' contremaîtr'
Deviendra salop :
Le troubad' parle en grand maître
Dès qu'il est cabot ;
À l'usin' comme en caserne
On devient rossard,
Aussitôt que l'on gouverne,
Te dit l' pèr' Peinard ! »

CET RECUEIL FAIT SUITE À UN CYCLE DE DISCUSSIONS ORGANISÉ par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne en 2013 et 2014². Il comporte des contributions originales, qui vont de l'étude historique à l'entretien, en passant par le témoignage biographique. Certaines s'apparentent à des textes académiques rodés, d'autres sont le résultat de processus de réflexion et d'écriture plus collectifs. Nous y avons ajouté quelques reproductions d'articles et traductions revues ou inédites en français.

À travers la diversité des textes réunis, nous espérons fournir un aperçu stimulant du large éventail de thématiques qui s'ouvre dès qu'on s'intéresse au refus de parvenir (on peut l'appliquer à

1. « Le Père Peinard » (extrait), *Chansonnier de la révolution*, Genève, Éditions du Réveil, 1902, p. 61-62.

2. Voir en annexe.

la réussite professionnelle, sociale, académique, artistique, politique, militante, etc.) et susciter un nouvel intérêt pour cette idée, cette attitude et cette pratique.

Dans l'introduction, nous présentons la notion (définition, historique, actualité) et précisons les choix qui ont présidé à l'élaboration du recueil.

Plusieurs contributions prolongent notre éclairage historique. Grégory Chambat présente les conceptions pédagogiques d'Albert Thierry – à qui l'on doit l'expression « refus de parvenir » – et des enseignant·e·s proches du syndicalisme révolutionnaire au début du ^{xx}^e siècle en France qui visaient à mettre l'éducation au service de la classe ouvrière.

En s'appuyant sur les entretiens menés avec des ouvrières et ouvriers anarchistes sur les luttes des années 1930 à Lyon, Claire Auzias rappelle à quel point l'idée même de parvenir leur paraissait alors incongrue. En présentant des thématiques portées par des anarchistes individualistes, elle témoigne également que le refus de parvenir n'est pas l'apanage du seul syndicalisme révolutionnaire, très marqué par l'idéologie du travail.

Gianpiero Bottinelli évoque le débat récurrent sur la place des intellectuel·le·s au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Jean-Christophe Angaut revient sur le rôle révolutionnaire que Bakounine attribue aux déclassé·e·s, contrairement à l'aile marxiste de l'Internationale qui n'y voit qu'un lumpenprolétariat indigne d'intérêt. Cette vision bakouninienne permet d'élargir la réflexion sur le refus de parvenir en y intégrant les « marges » de la société, et pas seulement les élites étudiantes renégates de la bourgeoisie ou un prolétariat conscient et organisé³.

3. Pour prolonger cette réflexion, voir par exemple, « Les Dépossédés. Figures d'un refus social », *Marginales*, n° 3-4, Agone, hiver 2004-2005.

À titre de document, l'article de la légendaire militante anarchiste Emma Goldman publié dans son mensuel *Mother Earth* en 1914 aux États-Unis fait également écho à la thématique des positions sociales. Dans le contexte américain de l'époque, elle décrit avec subtilité mais sans complaisance la spécificité du statut des intellectuel·le·s dans le mouvement révolutionnaire.

Anne Steiner montre comment la démocratisation des études en France a contribué à effacer la conscience de classe et comment elle a marqué l'avènement d'une idéologie méritocratique qui masque la persistance sociologique des inégalités. Tirant un trait d'union entre le passé et l'époque actuelle, elle évoque aussi ces étudiant·e·s qui refusent les rôles auxquels l'université est supposée les former et qui explorent d'autres façons de vivre ensemble, d'agir, de partager.

De leur côté, les entretiens rassemblés dans cet ouvrage présentent diverses expressions contemporaines de refus de parvenir, dans leurs ressemblances et dissemblances avec sa forme historique. Une interview d'une personne du collectif de rédaction propose d'abord une réflexion générale sur la thématique et sur son actualité dans le cadre de divers engagements militants. Les autres abordent des domaines plus spécifiques, tels que l'architecture (les collectifs français Etc et mit, par l'entremise du Collectif d'architecture participative et écologique à Lausanne – CArPE), la musique (avec plusieurs formations musicales ancrées dans les milieux de la culture alternative et autogérée en Europe) ou la photographie (le collectif Interfoto, actif à Genève depuis 1976). Depuis leurs situations respectives, ces collectifs débattent du rapport au travail, au salariat et à la spécialisation, du lien entre art et militantisme, et plus généralement de questions d'organisation, d'autonomie, de financement, de cohérence entre discours et pratiques. En filigrane, ces entretiens soulèvent également la question des engagements dans la durée.

Dans une perspective féministe contemporaine, le collectif lausannois Les Pires présente sa conception du refus de parvenir face à l'institutionnalisation du féminisme dans l'université et le monde associatif. Le groupe évoque sa pratique politique, individuelle et collective, de rejet des rapports de pouvoir, de la compétitivité, du carriérisme et de l'expertise qui se font sur le dos des luttes féministes.

Les témoignages de Fredric Carlsson-Andersson et Attila Piskin illustrent la problématique des positions et des *habitus*³ de classe. Ils relatent en effet les difficultés rencontrées par les personnes de la classe ouvrière lorsqu'elles intègrent le milieu de la « culture alternative » ou des groupes d'extrême gauche, principalement composés d'hommes et de femmes provenant des « classes moyennes ». Si ces deux textes s'inscrivent dans le contexte particulier suédois, ils n'en font pas moins écho à des dynamiques présentes dans de nombreux mouvements militants⁴.

Enfin, il est curieux de constater à quel point Albert Thierry fait figure de référence en matière de « refus de parvenir », mais qu'il est le plus souvent cité sans retourner aux textes originaux. C'est pourquoi nous avons voulu reproduire en annexe un extrait qui témoigne de l'esprit tourmenté et parfois confus qui animait ce jeune instituteur⁵.

3. Comportement acquis, caractéristique d'un groupe social au point de sembler inné.

4. Voir aussi Terry Morgan, *My experiences as a working class anarchist*, Manchester, Openly classist, [2000 ca] ; ou Joe LeVasseur, *Class warfare in the USA and the proper way to mutiny*, 2003 (en ligne sur infoshop.org).

5. Même si certaines conceptions de Thierry sont aujourd'hui dépassées, Henri Blanc attire élogieusement l'attention sur la complexité de cet « homme en proie au doute », « qui pèse toutes les situations et leurs conséquences ». Henri Blanc, « Pédagogies de l'émancipation », *À contretemps. Bulletin de critique bibliographique*, n° 44, novembre 2012, p. 23-24 (critique des ouvrages *Pédagogie et révolution* de Grégory Chambat, Paris, Libertalia, 2011, et *L'Homme en proie aux enfants* d'Albert Thierry, réédition Fabert, 2010).

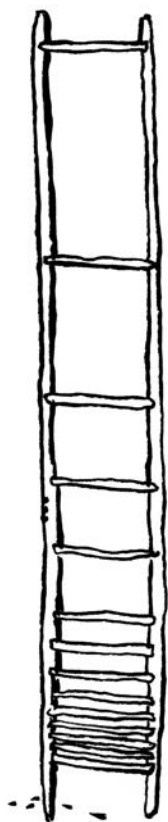
Parmi les documents, on trouve en outre quelques articles qui introduisent la notion dans la presse libertaire (*Civilisation libertaire. Cahiers d'études sociologiques*, 1983) ou auprès d'un public plus large (« L'ascenseur est dans l'escalier », 2013).

Nous avons disposé les textes en deux grandes parties, mais ils peuvent se lire indépendamment les uns des autres, selon les intérêts particuliers. Par la diversité des thématiques et des points de vue abordés, nous espérons ébranler les murs de la spécialisation, faire se rencontrer des réalités parfois éloignées les unes des autres, et favoriser l'ouverture d'espaces de réflexion, de conscientisation et de liberté tels que nous avons pu en voir dans le cadre de notre cycle de présentations.

Nous avons tenté de rendre les textes accessibles à un public non spécialiste, en y ajoutant au besoin des notes de bas de page ou des introductions spécifiques, en espérant ne pas les avoir trop alourdis.

À titre de bibliographie, les références citées dans le volume fournissent des points de départ possibles pour qui souhaiterait approfondir le sujet. Comme nous le faisons toujours avec les lectrices et les lecteurs qui viennent à la bibliothèque du CIRA, nous appelons néanmoins à faire preuve de curiosité et d'imagination. Cette précaution est d'autant plus nécessaire dans le cas présent, pour dépasser les références passablement redondantes des trop rares textes s'intéressant au refus de parvenir à ce jour.

COLLECTIF DU CIRA,
Lausanne, été 2015



INTRODUCTION DES CHOIX INDIVIDUELS DOUBLÉS DE PRATIQUES COLLECTIVES

« Sans doute je suis professeur, mais mon père est un ouvrier :
je me considérerais comme ingrat si je n'étais pas révolutionnaire¹. »

Albert Thierry

DANS CE TEXTE D'INTRODUCTION, NOUS COMMENÇONS PAR donner quelques éléments de définition du refus de parvenir. Une large place est donnée à des citations d'époque, qui permettent de mieux comprendre le contexte historique dans lequel l'expression s'est développée. Dans un deuxième temps, nous cherchons à voir dans quelle mesure cette idée peut se traduire aujourd'hui. Pour finir, nous précisons l'approche adoptée pour ce recueil.

ORIGINES DE L'EXPRESSION

L'expression « refus de parvenir » est formulée au début du xx^e siècle en France par Albert Thierry (1881-1915), un jeune enseignant proche du syndicalisme révolutionnaire, qui fut également écrivain, poète, homme de théâtre et militant. Fils d'ouvrier maçon, il fait de brillantes études mais décide de rester enseignant de primaire par fidélité envers la classe ouvrière. Admirateur des

1. « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, 5 décembre 1909.

thèses de Proudhon², lecteur de Tolstoï³, Nieuwenhuis⁴ et Sorel⁵, le jeune Thierry entretient des liens avec des milieux engagés très différents. Il participe entre autres aux revues littéraires, dreyfusardes et anticléricales *Pages libres*, *Les Cahiers de la quinzaine* et *L'Union pour la vérité*. Il contribue également au journal anarchiste *Les Temps nouveaux* de Jean Grave, ainsi qu'au bimensuel syndicaliste révolutionnaire *La Vie ouvrière* de Pierre Monatte.

Albert Thierry est fortement influencé par la pensée de Fernand Pelloutier (1867-1901), anarchiste et syndicaliste, principal artisan de la Fédération des Bourses du travail, sortes de bastions ouvriers à partir desquels les syndicats exerçaient leurs activités pour promouvoir l'agitation, l'organisation, l'entraide et la culture ouvrières. S'appuyant sur le leitmotiv de la Première Internationale selon lequel « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Pelloutier préconise

2. Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), souvent considéré comme le premier théoricien de l'anarchisme social, était lui-même d'origine ouvrière.

Pour la plupart des personnages cités, on trouve des notices plus détaillées dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Éditions ouvrières, devenues éditions de l'Atelier), en particulier dans le volume *Les Anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, L'Atelier, 2014. Ces dictionnaires sont partiellement accessibles en ligne (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>) et dans des versions plus étendues depuis des accès autorisés.

3. Figure majeure de la littérature russe du XIX^e siècle, Léon Tolstoï (1828-1910) fut aussi un penseur et pédagogue libertaire. Dénonçant les institutions oppressives et la violence, il se tourna progressivement vers une existence simple et spirituelle, pour ne pas dire mystique.

4. Ferdinand Domela Nieuwenhuis (1846-1919), ancien pasteur luthérien néerlandais qui devint anarchiste et se voua principalement à fustiger le militarisme.

5. Georges Sorel (1847-1922) est connu surtout pour ses *Réflexions sur la violence* (rédigées en 1906), où il se consacre avec ardeur à la théorie syndicaliste, partisan d'un mouvement ouvrier pur et autonome, qu'il considère comme la seule chance de sauver le monde de la décadence morale. Personnage à multiples facettes, qui a plusieurs fois changé de directions jusqu'à côtoyer à une période des intellectuels de droite, il reste difficile à classer.

qu'à l'auto-organisation du prolétariat doit s'ajouter son auto-éducation. Pour lui, émancipation et éducation sont en effet étroitement liées, ce qu'il traduit par la formule « instruire pour révolter ». Il affirme en outre que c'est au sein du syndicat que le travail et l'éducation autonomes doivent se compléter pour préparer des femmes et des hommes libres, seulement alors capables de mener à bien la révolution. De souche bourgeoise, Pelloutier était lui-même allé au peuple, s'était « fait naturaliser prolétaire »⁶.

Dans cette filiation, Thierry définit le refus de parvenir comme une exigence éthique consistant à « refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi »⁷. En d'autres termes, il s'agit pour les prolétaires de ne pas chercher à s'extraire de leur condition – aujourd'hui, on parlerait d'ascension ou de promotion sociale – et ainsi trahir leur classe par une recherche personnelle de profit, de carrière, de pouvoir ou de prestige. Celui ou celle qui veut aider le peuple doit l'aimer et souffrir avec lui, partager avec le prolétariat le communisme de la douleur. Il ne s'agit pas pour autant d'une acceptation de la misère, mais au contraire d'une irrésignation face au monde tel qu'il est, puisqu'Albert Thierry précise que « refuser de parvenir, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de vivre »⁸, signant par là cette velléité qui doit travailler à l'élévation de toute l'humanité.

Ce principe de mener une vie qui s'accorde avec les idéaux d'émancipation collective est loin d'être nouveau. La tradition anarchiste en témoigne, tant dans sa « doctrine » que dans les faits. On peut citer Carlo Cafiero (1846-1892), fils de propriétaires

6. Georges Yvetot, « Fernand Pelloutier (deuxième partie) », *La Vie ouvrière*, n° 41, 5 juin 1911. Yvetot précise encore : « Si [Pelloutier] se mêla aux travailleurs, ce ne fut ni pour les conduire ni pour les diriger, mais pour lutter avec eux à l'émancipation commune. »

7. Albert Thierry. *Des conditions de la paix. Essai de morale révolutionnaire*, Paris, Union pour la vérité, 1916, p. 114. Voir en annexe.

8. *Idem*.

terriens du sud de l'Italie, qui mit sa fortune à disposition de la lutte révolutionnaire dans laquelle il s'engagea résolument. Ou, plus connus encore, les théoriciens Michel Bakounine (1814-1876)⁹ ou Pierre Kropotkine (1842-1921), tous deux issus de la noblesse russe, qui renoncèrent aux privilèges que leur promettait leur rang pour se lancer dans la propagande et la lutte sociale. Plusieurs passages de *La Morale anarchiste* (1889) de Kropotkine sont d'ailleurs très explicites :

« En nous déclarant anarchistes, nous proclamons d'avance que nous renonçons à traiter les autres comme nous ne voudrions pas être traités par eux. [...] En devenant anarchistes, nous déclarons la guerre à tout ce flot de tromperie, de ruse, d'exploitation, de dépravation, de vice – d'inégalité en un mot – qu'elles [la Loi, la Religion et l'Autorité] ont déversé dans les cœurs de nous tous. Nous déclarons la guerre à leur manière d'agir, à leur manière de penser. [...] Tout homme de cœur demande à l'avance qu'on le tue si jamais il devient vipère, qu'on lui plonge le poignard dans le cœur si jamais il prend la place d'un tyran détrôné¹⁰. »

Au XIX^e siècle, plusieurs décennies avant l'essor du syndicalisme révolutionnaire, c'est probablement sous la plume de l'anarchiste géographe Élisée Reclus (1830-1905)¹¹ que l'on trouve les plus beaux passages vitupérant inlassablement la réussite et le succès. En voici un exemple :

9. Voir la contribution de Jean-Christophe Angaut dans ce recueil, p. 83-102.
10. Réédition Mille et une nuits, 2004, p. 48-49.

11. Ainsi que son frère Élie, qui avait lui aussi fait sienne l'injonction : « Et surtout, garde-toi de réussir ! » (lettre de démission du poste de pasteur qui lui était promis après la réussite de sa thèse en théologie). Voir : « Vie d'Élie Reclus », par Élisée Reclus, *Les Frères Élie et Élisée Reclus ou du protestantisme à l'anarchisme*, Les amis d'Élisée Reclus, 1964, p. 174.

« L'histoire des associations ouvrières est déjà longue, et nous savons comment, en pareille matière, il est encore plus dangereux de réussir que de succomber. Un insuccès est une expérience de plus, et permet à ceux qui l'ont subi de rentrer dans le grand courant de la vie et de la Révolution. Mais un succès, voilà qui est fatal ! Une association qui réussit, qui gagne de l'argent et se fait propriétaire, se conforme fatalement aux conditions du capital, elle se fait bourgeoise, elle escompte des traites, poursuit ses débiteurs, a recours aux hommes de loi, place ses valeurs en banque, spéculé sur les fonds publics, accumule son capital et le fait valoir par l'exploitation du pauvre. Devenue riche, elle entre dans la grande confrérie des privilégiés ; elle n'est plus qu'une compagnie financière, obligée de se fermer à ceux qui n'apportent que leurs bras. Complètement séparée du peuple, devenue simple excroissance sociale, elle se constitue en État : loin de seconder la révolution, elle la combat à outrance ; tout ce qu'elle avait de force vive en commençant son œuvre, elle le tourne désormais contre ses anciens amis, les déshérités et les révolutionnaires ; en dépit de toute la bonne volonté des membres, elle passe au camp de l'ennemi : ce n'est plus qu'une bande de traîtres. Ah ! mes amis, rien ne déprave comme le succès ! Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ; soyons toujours vaincus¹² ! »

À travers sa formule, Albert Thierry ne fait donc que consacrer une idée plus ancienne. À ce jour, nos recherches n'ont pas permis de trouver des équivalents aussi probants dans d'autres langues. Mais cela ne signifie en rien que le principe n'ait pas été revendiqué et appliqué dans de nombreux autres contextes et

12. « L'Évolution légale et l'anarchie », *Le Travailleur. Revue socialiste révolutionnaire*, 2^e année, n° 1, janvier-février 1878.

aires géographiques. En allemand, on pourrait faire un rapprochement avec le postulat de renoncement (*Postulat der Entsagung*) formulé par Robert Michels en 1911 comme antidote à l'embourgeoisement des élites ouvrières¹³. En Espagne, dans une certaine mesure, avec la figure des militant·e·s anonymes (*activistas anónimos*). Aux États-Unis, c'est cette affirmation du leader syndicaliste Eugene V. Debs (1855-1926) qui tient lieu de référence :

« Si je m'élève, ça sera avec la masse et non au-dessus d'elle¹⁴. »

En France, dans le sillage d'Albert Thierry, le refus de parvenir est affirmé et discuté dans différentes revues syndicalistes révolutionnaires comme *La Vie ouvrière* ou *La Révolution prolétarienne*, ainsi que par des groupes d'enseignant·e·s qui cherchent à se rapprocher de ce courant et publient des revues aux titres explicites (*Les Primaires*, *Les Humbles*, *L'École rénovée*, *Jeunesse enseignante*, *L'École émancipée*, etc.) :

« Des considérations égoïstes de carrière et de fortune ne doivent jamais passer au premier plan dans la vie d'un vrai révolutionnaire. Nous rejoignons ici la règle du "refus de parvenir" si énergiquement formulée par Albert Thierry. Non pas que l'on refuse de "parvenir" par une espèce de masochisme, pour le plaisir de se diminuer. Mais, [...] si l'on examine ce qui se passe dans la réalité, on voit qu'il est impossible à un véritable révolutionnaire de parvenir à quoi que ce soit, dans la société telle qu'elle est. Même s'il consentait à essayer (bien entendu, la plupart du temps il n'essaye même pas), aussitôt qu'il fera la moindre tentative pour monter d'un échelon, on lui

13. Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, trad. Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2015, p. 456-463.

14. « When I rise it will be with the ranks, not from the ranks », Canton, Ohio Anti-War Speech, 1918.

demandera des sacrifices qui équivaudront à un reniement. En d'autres termes, non pas même pour parvenir à coup sûr, mais uniquement pour pouvoir courir sa chance de parvenir, il lui faudra immédiatement et totalement renoncer à toute activité, à toute attitude révolutionnaire. Veut-il se lancer dans les affaires ? Il sera aussitôt complice et bénéficiaire de toutes les combines bourgeoises qu'il serait de son devoir de dénoncer. Est-il journaliste ou homme de lettres ? Non pas même pour parvenir, mais pour gagner sa croûte, le voilà esclave des commanditaires, des académies, des ministres et des critiques influents dans le beau monde. Est-il fonctionnaire ? Dès qu'il s'agit d'accéder aux hautes fonctions, aux postes de commande, et d'ailleurs à toutes les fonctions administratives, même peu importantes, ce n'est plus le concours, le mérite, la compétence, qui président au choix, mais l'intrigue et la servilité. [...] Imagine-t-on un vrai révolutionnaire posant sa candidature à un poste de cette nature ? Et surtout imagine-t-on qu'il pourrait être choisi¹⁵ ? »

UNE EXIGENCE ÉTHIQUE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION ENTRE SACRIFICE ET RÉALISATION DE SOI

La littérature socialiste et anarchiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle regorge de ces principes moraux qui doivent guider les révolutionnaires « authentiques ». La « Cause » étant parfois considérée comme supérieure aux intérêts personnels, les plaidoyers de l'époque sont souvent marqués par une forte dose d'héroïsme et de martyrologie, pouvant aller jusqu'au sacrifice de sa vie. Les idéaux de pureté et d'abnégation qui caractérisent ce stoïcisme ouvrier prennent par moments une dimension quasi religieuse. Cette tendance se manifeste également chez Albert

15. Régis Messac, « Propos d'un utopien : réflexions sur une morale pour révolutionnaires », *Les Primaires*, 1^{er} janvier 1934.

Thierry et ses hagiographes, au point qu'il sera décrit parfois comme un « saint laïc » ou un « janséniste révolutionnaire »¹⁶. L'historien du mouvement ouvrier Édouard Dolléans canonise quasiment Thierry :

« Il a été un chevalier, l'apôtre d'une croisade en faveur d'une foi qui inspirait chacun de ses gestes quotidiens. Sa personnalité incarne l'idéal du militant dans sa pureté et dans son entier désintéressement¹⁷. »

D'autres relativisent néanmoins ce côté apostolique et sacrificiel de l'engagement militant, sans pour autant faire preuve de légèreté :

« Tout est commandé par le refus de parvenir, sans quoi on ne devient pas anarchiste. Toutefois, entendons bien que ce refus n'est pas celui des biens de la terre ni un vœu de pauvreté. L'anarchiste aime trop la vie pour s'en interdire les plaisirs et les joies, mais il a trop le sens des valeurs pour ne pas choisir, trop le respect de soi pour ne pas se permettre certains mépris. Le refus de parvenir, c'est le dédain des distinctions sociales, c'est s'exonérer des démarches avilissantes, des promotions de tout ordre qui supposent un compromis avec soi-même et une compromission avec autrui. C'est accepter au besoin, sans la rechercher, la pauvreté digne plutôt que d'enfreindre ces règles¹⁸. »

16. Par exemple dans *Les Primaires*, numéro spécial Albert Thierry, 1921.

17. Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier. Tome III. De 1921 à nos jours*, Armand Colin, 1967, p. 267 ss.

18. Charles-Auguste Bontemps, « Le Refus de parvenir », *L'Anarchisme et le réel. Essai d'un rationalisme libertaire*, Les Cahiers francs, 1963, p. 107-112.

L'engagement désintéressé qu'implique le refus de parvenir est également une façon de forger son indépendance. Celle-ci est nécessaire pour « muscler son bon sens »¹⁹, c'est-à-dire maintenir son esprit critique en éveil, développer sa personnalité et oser être soi-même, même si cela implique de naviguer à contre-courant :

« Si vous voulez “réussir dans le monde”, ne soyez point anarchiste. Obéissez gentiment, vous arriverez peut-être à commander un jour. Vous aurez des valets, et des pleutres viendront vous dire que vous êtes beau et que vous avez du talent. Mais si vous tenez, avant tout, à savoir la vérité et à régler votre vie d'après elle, pensez pour vous-même, passez les ordres reçus, les conventions et les formules traditionnelles, les lois faites pour protéger le riche et pour émasculer le pauvre, soyez votre propre professeur et votre maître, et peut-être qu'on vous appellera “fou”, “détraqué”, mais au moins votre vie sera bien vôtre et vous aurez la joie parfaite de connaître des égaux et des amis²⁰. »

Dans le même ordre d'idées, la mortification de la vanité individuelle est une bonne manière de ne pas donner prise aux tentatives de corruption, de ne pas fournir à l'adversaire les leviers pour mieux nous endormir ou nous retourner (nous récupérer, selon une terminologie plus contemporaine). Cela est formulé très explicitement dans cet hommage à Pierre Monatte (comptant parmi les rares irréductibles à la Première Guerre mondiale, celui-ci ne pardonna jamais aux organisations ouvrières d'avoir renié leur credo internationaliste en se ralliant

19. Georges Pioch, cité dans *Le Congrès national de 1933. Compte rendu sténographique*, Paris, Ligue des droits de l'homme, 1933, p. 398.

20. Élisée Reclus, lettre du 18 juillet 1892 [sans mention de destinataire], *Correspondance. Tome III*, Alfred Costes, 1925, p. 121-123.

à l'Union sacrée, qui valida l'entrée en guerre et signa le déclin du syndicalisme révolutionnaire)²¹ :

« [Pierre Monatte] était parfaitement compréhensif pour ceux qui le critiquaient. À une seule condition : que leur conviction soit totalement désintéressée. Que leurs négations et leurs affirmations ne puissent en aucune manière s'expliquer par le désir d'obtenir ou d'acquérir un avantage personnel, matériel ou d'amour-propre. Ce qu'il reprochait le plus, en définitive, à l'état-major des majoritaires de la guerre de 1914-1918 c'était, disait-il, d'avoir introduit dans le mouvement syndical des habitudes de corruption destinées à recruter une clientèle asservie²². »

La conduite découlant de l'application du refus de parvenir est préconisée comme une hygiène de vie quotidienne, elle est considérée comme une « gymnastique révolutionnaire »²³ :

21. Après la guerre et la révolution russe, les « anciens » sont en plus confrontés, selon les mots de Marcel Martinet, à « la jeunesse des petits leaders ouvriers nés de la dernière pluie », ceux dont « nous savions pourtant ce qu'avait pu être l'adolescence [...] dans la guerre ». « Ceux parmi nous qui avaient toute leur vie vécu la vie ouvrière savaient bien quelle prudence il faut garder devant ces feux de paille tôt éteints, d'un enthousiasme et d'une générosité qui souvent se fatiguent vite quand ils ne sont pas gâtés dès la base par un arrivisme qui n'est pas le privilège des intellectuels. » Toutes les citations sont tirées de « Contre le courant », *Europe*, 15 mai 1926.

22. *Recherches. Éléments d'études et de recherches pour militants syndicalistes*, n° 54, 1960, p. 39.

23. Fréquemment utilisée dans l'univers du syndicalisme d'action directe, l'expression est attribuée à Émile Pouget par Jacques Julliard (« Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste », *Le Mouvement social*, n° 65, octobre-décembre 1968, p. 55-69, cit. p. 59). Dans des textes de Pouget tels que *Comment nous ferons la révolution* (1909), *L'Action directe* (1910), ou *La Confédération générale du travail* (1910), mais aussi dans la presse syndicale de l'époque, on trouve toute une déclinaison de cette idée (« gymnastique d'imprégnation », « gymnastique éducative », « gymnastique de révolte », etc.), entendue comme une action quotidienne de l'individu au contact du collectif au sein du syndicat, par opposition à la grève, qui, elle, n'a lieu que de temps en temps. Voir Émile Pouget, *L'Action directe et autres écrits syndicalistes*, textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2010.

« Tout en repoussant toujours l'ascétisme en principe, je crois qu'il ne serait pas mauvais de pratiquer dans la vie quotidienne un certain ascétisme à titre d'exercice d'assouplissement, pour se maintenir en forme et toujours prêt aux sacrifices qui peuvent d'un instant à l'autre devenir nécessaires, pour éviter de s'endormir dans une quiétude trop bourgeoise. Mais qu'il demeure toujours entendu qu'il ne s'agirait là que d'une morale "par provision", la vraie morale révolutionnaire, définitive, étant au contraire une morale de la joie et de l'épanouissement²⁴. »

Un accent important est également mis sur le fait que l'émancipation individuelle n'a de sens que dans une société elle-même émancipée, comme le rappelle Louis Bertoni, vétéran des luttes ouvrières en Suisse ayant toujours été en contact étroit avec un important réseau international, suite à la fête organisée par des camarades pour ses 70 ans :

« Plus que me rendre un hommage personnel, que tant d'obscurs mériteraient autant que moi, les compagnons ont sans doute voulu remuer les eaux qui dorment [...] ; je ne peux que me réjouir si mon nom a pu servir à cela. Défendre énergiquement la valeur, la dignité, le droit de chacun n'empêche pas que l'individu en soi et pour soi ne compte pas, qu'il ne compte que comme un être social dans un milieu solidaire, une communauté d'idées et de coopérations volontaires²⁵. »

24. Régis Messac, *Propos d'un utopien*, op. cit.

25. « Ai compagni », *Le Réveil anarchiste*, série clandestine, mars 1942, p. 9. La traduction française de Marianne Enckell et Alain Perrinjaquet est reprise de l'ouvrage de Gianpiero Bottinelli, *Louis Bertoni. Une Figure de l'anarchisme ouvrier à Genève*, Genève, Entremonde, 2012, p. 141.

UNE CRITIQUE DU POUVOIR ET DES AVANT-GARDES

Dans la tradition anarchiste et le syndicalisme révolutionnaire, le refus de parvenir est profondément ancré dans le monde du travail. En toute logique, il s'applique alors en premier lieu au contexte professionnel. Toutefois, il se traduit également par une critique virulente du pouvoir politique et de la représentation, dénonçant particulièrement les carrières politiciennes, selon le principe que le pouvoir corrompt. Dans le domaine syndical, cela prend la forme de la revendication d'un « syndicalisme sans galons » :

« [Le syndicalisme révolutionnaire] n'aurait jamais admis comme profession le fait d'être révolutionnaire et créé le "révolutionnaire professionnel", précieux quand il est restreint à quelques individualités exceptionnelles, mais si dangereux lorsqu'il tend à former un clergé révolutionnaire. Le syndicalisme admettait le fonctionnarisme syndical, mais il entendait que ses fonctionnaires, que ses chefs vivent la même vie que les ouvriers de leur corporation et qu'ils plongent à l'usine après un temps de fonctionnarisme syndical. C'est de lui qu'est sorti le "refus de parvenir", comme c'est du communisme qu'est partie cette ruée vers les postes de généraux, de commandants, adjudants de l'armée ouvrière, cette ruée vers les postes à venir de commissaires du peuple²⁶. »

Outre cet aspect idéologique de principe, on craint aussi les écueils pratiques de la concentration des responsabilités sur les épaules d'une seule personne :

26. *La Révolution prolétarienne*, n° 94, 15 décembre 1929.

« Un groupement, dans lequel un seul dirigeant pense et prend toute initiative, ne vit que d'une vie factice ; du jour au lendemain il peut se scinder et se dissoudre. D'ailleurs, au moment de l'action, l'homme qui se sent responsable pour toute une foule hésitera bien davantage que l'homme qui n'a d'autre responsabilité que la sienne. Et cela, même en admettant que notre chef soit incorruptible, ce qui n'a pas souvent été le cas ! [...] La plus large participation de tous à l'œuvre commune et la suppression toujours croissante des délégations et des représentations, voilà la tendance qui doit guider le syndicat. Car il faut craindre surtout qu'il puisse servir à une ambition quelconque, à obtenir la moindre place, les divisions ne tardant pas à se produire en pareil cas, au profit de la bourgeoisie, qui voit son règne se prolonger indéfiniment²⁷. »

C'est une autre manière de réaffirmer les paroles d'Élisée Reclus²⁸, qui déjà critiquait la formation d'avant-gardes :

« Si nous voulons rester utiles à notre cause, celle des opprimés et des vaincus, sachons donc ne pas sortir des rangs. À aucun prix ne nous séparons de nos camarades, même sous prétexte de les servir. [...] Que tout homme d'honneur fasse grève dès qu'il s'agit pour lui de titres, de pouvoir, de délégation qui le place au-dessus des autres et lui donne une part d'irresponsabilité²⁹. »

Fondamentalement, le refus de parvenir implique une inversion par rapport aux valeurs dominantes de la société, à l'image

27. Louis Bertoni, « Le mouvement ouvrier (III) », *Le Réveil anarchiste*, 16 août 1902.

28. Louis Bertoni aimait reproduire régulièrement des citations d'Élisée Reclus dans *Le Réveil anarchiste-II Risveglio anarchico*, publié de 1900 à 1947 à Genève. La citation mentionnée ici figure en couverture du *Réveil* de mars 1945.

29. « L'Évolution légale et l'anarchie », *op. cit.*

de celle que Lucien Descaves fait prononcer dans son roman à Colomès, un proscrit de la Commune de Paris :

« Nous avons été écrasés, déportés, proscrits... ; nous n'avons pas été vaincus [...]. Ce que vous appelez défaite est victoire. Les vaincus de la vie sont ceux d'entre nous qui se cachent aujourd'hui dans un emploi, des fonctions, des honneurs..., acquis au préjudice de leur foi, de leur dignité, de leur idéal³⁰. »

En filigrane de toutes ces considérations, revient régulièrement la question de l'engagement dans la durée :

« De temps en temps il arrive bien un jeune homme qui rêve tambours et barricades, et qui vient chercher des scènes à sensation, mais qui déserte la cause du peuple dès qu'il s'aperçoit que la route de la barricade est longue, que le travail est pénible et que sur cette route les couronnes de laurier qu'il rêve de conquérir sont mêlées d'épines. Le plus souvent, ce sont des ambitieux inassouvis, qui, après avoir échoué dans leurs premières tentatives, cherchent à capter les suffrages du peuple, mais qui plus tard seront les premiers à tonner contre lui, dès qu'il voudra appliquer les principes qu'ils ont eux-mêmes professés, peut-être même feront braquer les canons contre le prolétaire s'il ose bouger avant que, eux, les chefs de file, en aient donné le signal³¹. »

En résumé, le refus de parvenir est donc porté par une éthique aussi simple qu'exigeante, basée sur la recherche de cohérence et de constance qui doit guider les révolutionnaires. Clé de voûte de cette attention permanente, l'affirmation que les

30. *Philémon, vieux de la vieille*, Crès et Cie, 1922, p. 283.

31. Pierre Kropotkine, *Aux jeunes gens*, Genève, Imprimerie jurassienne, 1881 (brochure maintes fois rééditée et reproduite).

moyens comptent autant si ce n'est plus que la fin, c'est-à-dire que la révolution n'a de sens que si les chemins empruntés pour y tendre correspondent à l'idéal émancipateur.

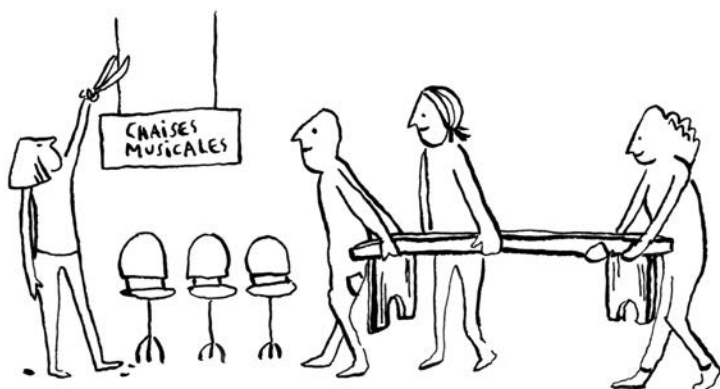
DE LA LUTTE DES CLASSES

À LA LUTTE DES PLACES

Après la Première Guerre mondiale, les anarchistes se retrouvent encore plus isolé·e·s qu'avant pour maintenir ce type de positions. En effet, des pans importants du syndicalisme se sont institutionnalisés et professionnalisés en s'engouffrant dans la voie réformiste, tandis que la bolchevisation consécutive à la révolution russe – qui exerce une forte attraction sur nombre de révolutionnaires, authentiques ou opportunistes – participe elle aussi à la bureaucratisation, au caporalisme et au clientélisme, reniant le célèbre couplet de l'Internationale « ni dieu, ni César, ni tribun ». Quelques décennies plus tard, le bilan est sans appel :

« [La lutte des places] sévit plus que jamais ; on pourrait presque dire qu'elle a remplacé toutes les autres. La bureaucratisation croissante des syndicats, des partis, des coopératives devait forcément faire écarter sinon supprimer la lutte des classes. [...] Avoir la place d'abord, la garder ensuite, non sans chercher à monter d'un ou plusieurs échelons dans la hiérarchie des places, voilà tout le programme de soi-disant militants et révolutionnaires. Or, le parvenu finira par appuyer et faire tout ce qu'il a combattu pour parvenir. Le fonctionnarisme de tout le mouvement social forme déjà une classe à part avec groupements distincts, preuve évidente que ses intérêts ne se confondent plus avec ceux de la masse³². »

32. « La lutte des places », *Le Réveil anarchiste*, août 1946.



À noter que les textes de l'époque dénoncent autant les arrivistes que les « dilettantes », qui ne prennent pas suffisamment au sérieux leur tâche de révolutionnaires :

« Nous sommes ceux qui ne veulent être ni généraux ni amateurs. La révolution pour la révolution n'a pas de sens pour nous. Nous ne voulons pas travailler dans une matière méprisée. Nous voulons travailler dans le respect de l'homme³³. »

Malgré ce contexte difficile, le refus de parvenir continue à représenter dans l'entre-deux-guerres une référence explicite (un « fil à plomb », pour reprendre la belle expression de Philippe Geneste³⁴) pour plusieurs générations de militant·e·s de base. Il constitue un moyen d'entretenir la culture de classe en se démarquant des arrivistes, des parvenu·e·s, des « grimpon·ne·s »,

33. Marcel Martinet, « Contre le courant », *Europe*, 15 mai 1926, à propos de « la conception militaire de pions sur l'échiquier » des « sous-maîtres imposés par les apprentis sorciers de l'Internationale » après la révolution russe de 1917. Cité dans le dossier « Marcel Martinet au service de la classe ouvrière », préparé par Charles Jacquier, *Gavroche. Revue d'histoire populaire*, n° 134, mars-avril 2004, p. 11.

au-delà des cercles strictement anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires, pour lesquels la question de parvenir ne se pose même pas³⁵. Il influence également une frange d'écrivains qui s'interrogent sur la place et le rôle des intellectuels, particulièrement autour d'Henry Poulaille et son combat d'une vie pour la défense de la littérature prolétarienne³⁶.

Sa mise en pratique force également le respect dans un cercle plus large, à l'image de l'historien Marc Bloch³⁷, qui l'exprime dans sa préface à un roman-témoignage d'Albert-Vincent Jacquet sur l'école rurale, justement intitulé *Refus de parvenir*:

« J'ai vu, autour de moi, dans les milieux dits "intellectuels", trop de ravages causés par la fièvre du parvenir, par l'ambition d'occuper certaine chaire, par le prurit académique, pour ne pas sentir, profondément, tout ce qu'il y a de noblesse et de sagesse dans le geste de l'instituteur décidé, d'avance, à faire sa vie entière dans de petites écoles de village : où d'ailleurs [...] il demeure, quoi qu'il en ait, toujours un peu à part de la société villageoise³⁸. »

34. *Le Refus de parvenir. Étude*, juin 2004-avril 2005. En ligne : lekti-écriture.com/contrefeux/Le-refus-de-parvenir.html (consulté en mai 2015). Philippe Geneste est enseignant, syndicaliste et rédacteur de la revue *Marginales*.

35. Voir le texte de Claire Auzias dans ce recueil.

36. *L'Ascension* (autobiographie d'un ouvrier autodidacte) de Lucien Bourgeois (1882-1947), publié en 1925 et réédité chez Plein-Chant en 1980, est souvent considéré comme l'acte de naissance de la « littérature prolétarienne ». Voir par exemple Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne*, Albin Michel, 1986 ; ou Philippe Geneste, *Visages de la littérature prolétarienne contemporaine*, Acratie, 1992.

37. Marc Bloch (1886-1944) a été cofondateur de l'école des Annales, connue pour avoir remis fondamentalement en question l'approche événementielle de l'histoire. Il mourut fusillé par les nazis en 1944.

38. L'Amitié par le livre, 1956 (mais écrit dans les années 1930). La lettre de Marc Bloch faisant guise de préface date de fin 1941. Elle est adressée à l'auteur suite à la lecture de son manuscrit. Bloch précise encore : « Vous dirai-je qu'il [le refus de parvenir] a notamment beaucoup frappé mon fils aîné, à l'âge – 20 ans – où l'on cherche encore sa vie ? »

Mais en définitive, l'écho du refus de parvenir auprès de « l'intelligentsia révolutionnaire » ne s'avère pas si important. D'autant plus qu'il se traduit rarement dans les faits, selon l'aveu même de Pierre Monatte, dans son hommage à Marcel Martinet, continuateur de la pensée d'Albert Thierry³⁹ :

« Quand je regarde vingt ans en arrière, vingt années remplies d'événements, si je vois un certain nombre d'écrivains et d'artistes témoigner de la sympathie pour le mouvement révolutionnaire, j'en vois peu se mêler à lui et participer à sa vie [...]. Dans notre courant syndicaliste révolutionnaire, je n'en ai vu qu'un seul [...]. C'est Martinet⁴⁰. »

UNE FORME DE RENOUVEAU DANS LES ANNÉES 1960

Après la Seconde Guerre mondiale, la démocratisation des études et le boom économique des « Trente Glorieuses » consacrent l'idéologie méritocratique, selon laquelle la réussite est à la portée de chacun·e pour autant que l'on y travaille suffisamment. Cette conception, encore largement en vigueur aujourd'hui, fait reposer la responsabilité du succès ou de l'échec sur de simples choix individuels, masquant les logiques sociales d'inégalité.

39. Marcel Martinet (1887-1944), ayant fait sienne l'éthique du refus de parvenir, a joué un rôle important dans la publication posthume des écrits d'Albert Thierry après la mort de ce dernier en 1915 dans les tranchées. L'ouvrage le plus connu de Martinet est son recueil de poèmes *Les Temps maudits*, d'abord publié en Suisse en 1917 à cause de la censure, puis en France en 1920 (réédité en 2003 par Agone-Marginales). On peut aussi se rapporter à *Culture prolétarienne* (1935), recueil d'articles de Martinet, réédité par Agone en 2004.

40. *La Révolution prolétarienne*, n° 218, 10 mars 1936.

Ce n'est donc que bien plus tard, dans un contexte très différent de l'âge d'or du syndicalisme révolutionnaire, que le refus de parvenir voit une sorte de renouveau dans le sillage de mai 1968. Il prend alors la forme d'une critique radicale de l'idéal bourgeois, des élites et de la bureaucratie, modèles qu'il s'agit pour de larges franges de la jeunesse d'alors de ne pas reproduire, selon le slogan phare : « Nous ne voulons plus perdre notre vie à la gagner. »

La critique des institutions et du « système » s'inscrit plus largement dans la contre-culture qui éclôt aux États-Unis dans les



Brochure sur la formation pour adultes
publiée à Strasbourg, 1974.

années 1960. Le fameux collectif anarchiste des Diggers de San Francisco expose ainsi son « idéologie de l'échec », qui consiste à abandonner le jeu de « qui gagne-gagne imposé par la société, à désertier la consommation et refuser toute forme de succès et de leadership » :

« Nous resterons dans la marge. Nous n'allons tout simplement plus jouer le jeu plus longtemps. Nous retournons dans la prospère société de consommation, mais nous refusons de consommer. Refuser de consommer. Et nous faisons tout pour rien. En vérité, nous vivons notre protestation. Tout ce que nous faisons est libre et gratuit parce que nous sommes des échecs. Nous n'avons rien, donc nous n'avons rien à perdre [...]. Faire preuve d'Amour, c'est échouer. Aimer échouer, c'est l'Idéologie de l'Échec. Montrez votre Amour. Faites vos trucs. Faites-le Gratuitement. Faites-le par Amour. Nous ne pouvons pas échouer⁴¹. »

À noter que cette valorisation de la marginalité volontaire n'est pas nouvelle en soi, puisqu'au début du xx^e siècle certains courants anarchistes prônaient eux aussi le fait de « sortir du troupeau », de devenir des « en-dehors » et de développer des communautés et des réseaux parallèles⁴².

Aujourd'hui, les grands médias ont beau jeu de pointer les élites dirigeantes issues de la contestation idéologique de la fin des années 1960, d'autant plus risibles quand elles sont constituées de personnalités ayant fustigé à grands cris la réussite sociale. Mais cela ne devrait pas occulter le fait, moins médiatique,

41. George Metesky, « L'idéologie de l'échec », *Berkeley Barb*, 18 novembre 1966, p. 6. La traduction s'inspire de celle d'Alice Gaillard, *Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)*, Paris, L'Échappée, 2009, p. 86.

42. Voir par exemple Anne Steiner, *Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »*, Paris, L'Échappée, 2007.

que d'autres militant·e·s de cette époque sont demeuré·e·s fidèles à leurs idéaux jusqu'à nos jours, refusant de retourner leur veste.

LE REFUS DE PARVENIR AUJOURD'HUI

L'année 2015 marque le centenaire de la mort d'Albert Thierry dans les tranchées de la Première Guerre mondiale⁴³. Le contexte actuel est certes très différent de celui qui a vu naître son expression, mais les questions de fond demeurent. La réaffirmation d'un refus de parvenir conscient et délibéré, collectif et revendicatif, garde pleinement son sens à l'heure où la passion du succès à tout prix tend à imposer la compétition et l'individualisme comme horizon indépassable auquel il n'y aurait plus qu'à se plier. La réussite étant le privilège d'une minorité, la misère et la médiocrité le lot de la majorité.

Or, malgré la pression sociale, nombreuses sont les manifestations de cette conviction profonde qui pousse à refuser de se mettre sur les rails de la réussite individuelle, à critiquer en actes les faux-semblants de l'apparence, les diktats de la vitesse, du profit, du tout technologique, de la discrimination, pour privilégier la solidarité, l'entraide, le partage, les biens communs. Ce recueil en fournit quelques exemples.

Certes, les personnes, mouvements et collectifs concernés ne se réclament pas du refus de parvenir tel que formulé par Albert Thierry. La plupart n'en ont vraisemblablement jamais entendu parler. Cela n'est pas étonnant, puisque même dans le domaine syndical, presque totalement réduit à un instrument d'administration et d'encadrement de la force de travail dans lequel on peut

43. À cette occasion, *La Révolution prolétarienne* lui consacre un petit dossier dans son n° 789 (juin 2015), avec des contributions de Stéphane Julien et Raymond Jousmet.

faire carrière, la mémoire du refus de parvenir est soit occultée, soit reléguée au rayon du folklore des origines. Malgré leurs limites et leurs contradictions, les manifestations actuelles de non-participation au « système » ont le mérite d'exister envers et contre tout. Elles ont tout à gagner de s'alimenter et se renforcer entre elles, tant sur le plan pratique que théorique.



Affiche, vers 1980.

Pour faire écho à une déclinaison *no future* du refus de parvenir exprimée dans un fanzine punk⁴⁴ – « Nous sombrerons, mais en amenant du monde dans notre chute » (vision apocalyptique ne mettant aucun espoir dans un idéal constructif tel que préconisé par un Albert Thierry ou un Marcel Martinet) –, on pourrait rappeler comment, presque un siècle plus tôt, Pierre Monatte formulait lui aussi sa profonde désillusion (à propos du ralliement patriotique de la classe ouvrière à la Première Guerre mondiale) :

« La meilleure boussole, c'est de n'avoir pas d'autre intérêt que celui de ses idées, pas d'autre désir que d'être utile à sa classe, pas d'autre ambition que d'avancer avec ses idées, de reculer avec elles, de tomber même, s'il faut tomber⁴⁵. »

APPROCHE POUR CE RECUEIL

L'interprétation que nous adoptons pour cette publication revendique résolument la dimension collective, émancipatrice et constructive du refus de parvenir, légataire de la conception historique si bien résumée par Marcel Martinet :

« Le refus de parvenir du prolétaire capable de parvenir n'a de sens que doublé par la volonté de parvenir du prolétariat⁴⁶. »

On ne s'attardera donc pas sur des expressions jusqu'aboutistes mais purement individuelles, telles qu'on peut en trouver dans la littérature chez un Bartleby ou un César Capéran,

44. *Ramasser ses miettes/ les morceaux, compile du punk (Le punk pour les nul·le·s)*, Grenoble, 2011.

45. *La Révolution prolétarienne*, n° 218, 10 mars 1936.

46. *Culture prolétarienne*, 1935 (rééd. Agone, 2004, p. 153).

personnages qui font tous les deux preuve d'un manque d'ambition truculent⁴⁷. Ni sur de simples appels à désertier le système (ou du moins ses contraintes)⁴⁸. Et encore moins sur des manifestations religieuses (comme les vœux de renoncement), par extension spirituelles, mystiques ou relevant du développement personnel.

Autre aspect incontournable relevé par Marcel Martinet dans la citation ci-dessus : pour refuser de parvenir, il faut être en mesure de parvenir. Comme nous l'écrivions dans les premiers dépliants du cycle de discussions, « la possibilité même de parvenir n'est pas identique selon qu'on est homme ou femme, sans-papiers ou bourgeois·e “bien de chez nous” ». D'où l'importance d'un questionnement sur la (ou les) *position(s)* que nous occupons dans la complexe superposition des hiérarchies sociales et des mécanismes de domination, qui transcendent la conception historique stricte de classes (le métier de maçon est souvent mieux payé que celui de libraire, alors que le deuxième jouit communément du prestige des professions de l'esprit ; les femmes ou les minorités sont souvent moins bien considérées que les hommes, même si elles occupent de meilleurs postes professionnels, etc.).

Relevons également les avatars du « transfert de classe » débattus dans plusieurs textes de ce recueil, mais déjà formulés au milieu du XIX^e siècle par l'historien Jules Michelet (fils de

47. Herman Melville, *Bartleby. The Scrivener. A Story of Wall Street*, 1853 (nouvelle maintes fois rééditée, traduite et adaptée au théâtre et au cinéma) ; Louis Codet, *César Capéran*, Gallimard, 1918 (rééd. Canevas, 1993).

48. Allant du droit à la paresse revendiqué par le gendre de Karl Marx à l'expression humoristico-artistique, en passant par les questionnements existentiels ou l'hédonisme aventurier : Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, régulièrement réédité depuis 1880 ; Julien Prévieux, *Lettres de non-motivation*, Zones, 2007 ; Thierry Beinstingel, *Ils désertent*, Fayard, 2012 ; Jérôme Akinora, *Les Aventuriers du RMI*, L'insomniaque, 2004.



typographe, il avait lui-même commencé par composer des livres avant d'en écrire) :

« Presque toujours, ceux qui montent y perdent, parce qu'ils se transforment ; ils deviennent mixtes, bâtards ; ils perdent l'originalité de leur classe, sans gagner celle d'une autre. Le difficile n'est pas de monter, mais, en montant, de rester soi⁴⁹. »

Si la dernière partie de la citation peut sembler contraire à l'esprit du refus de parvenir, elle montre néanmoins qu'on ne peut grimper qu'au prix d'un reniement.

Durant le cycle de discussions du CIRA, nous avons pris une certaine liberté avec la définition historique stricte. Le contenu de ce recueil est lui aussi marqué par ce choix, en particulier les entretiens reflétant des pratiques contemporaines apparentées (ou apparentables) à des formes de refus de parvenir. Notre volonté était d'ouvrir la réflexion et susciter des discussions.

Enfin, nous voulions éviter de focaliser outre mesure sur des « maîtres à penser », toute analyse devant se reformuler et

49. *Le Peuple*, Flammarion, 1974 (1846), p. 72.

s'enraciner dans les époques et les contextes respectifs. C'est pourquoi, par le biais d'Albert Thierry, nous avons cherché à aller au-delà de Thierry. D'ailleurs, quelle personne se revendiquant du refus de parvenir et fuyant les honneurs, fussent-ils le fait de camarades, accepterait de se voir ériger des monuments⁵⁰ ? Sur ce sujet, laissons encore une fois le mot de la fin à Élisée Reclus, dans un dialogue datant de la fin de sa vie, rapporté par son neveu Paul Reclus au moment où le conseil municipal de Paris délibère pour attribuer son nom à une rue :

« Tu sais, tu n'y échapperas pas à un buste dans ta ville natale [...].
— Eh bien ! J'espère qu'il se trouvera un camarade pour le renverser et mettre à la place un arbre fruitier⁵¹. »

COLLECTIF DU CIRA,
Lausanne, été 2015

50. Voir « Bakounine sans monument », *Bulletin du CIRA*, n° 71, 2015, p. 17-19.

51. « Pour Élisée Reclus », *Les Temps nouveaux*, 11 mai 1907, p. 2.

RÉUSSIR (1983)¹

ANDRÉ PANCHAUD

QUEL LIBERTAIRE NE CONNAÎT PAS LA CÉLÈBRE RECOMMANDATION d'Élie Reclus : « Et surtout, mon ami, garde-toi bien de réussir » ? Par cette exhortation, l'aîné des frères Reclus n'entendait certes pas préconiser la médiocrité. Son « garde-toi de réussir » ne signifiait nullement : « Sois un raté. » Inutile, je pense, d'insister sur cette évidence.

Élie Reclus était intimement convaincu que la plus belle des réussites consiste précisément à éviter de « réussir » à la manière de certains médiocres « arrivés ». Arrivés... mais dans quel état ! comme ironisait Alfred Capus.

Lorsque le succès récompense un individu qui ne l'a pas recherché par un vrai besoin de célébrité, mais qui ne le doit qu'à son travail, son talent et son intelligence, rien de plus juste que cette renommée de bon aloi. Qu'il soit artiste, ouvrier, écrivain,

1. Article publié dans *Civilisation libertaire. Cahiers d'études sociologiques*, nouvelle série, n° 252, juillet-septembre 1983. André Panchaud, anarchiste et libre-penseur suisse établi à Mulhouse, a assumé avec Charles Langand l'édition de ce périodique après la mort de son fondateur Gaston Leval, de 1978 à 1984.

artisan, comédien, philosophe ou homme de science, il aura contribué, par son propre exemple, à la satisfaction, au bien-être, au développement culturel et mental de toute la collectivité. Son succès vient couronner un mérite utile à tous.

VANITÉ ET ARRIVISME

À l'opposé se situe celui que dévore l'ambition de parvenir. Intrigant, sans scrupules, brutal, méprisant, arrogant, obséquieux, servile, mesquin, tels sont les aspects – entre bien d'autres encore – que revêt le médiocre pour assouvir sa soif de gloriole... pour « réussir ».

« Pour moi, je n'ai qu'un besoin : celui de réussir. » Ce propos de Napoléon illustre parfaitement le personnage. Ce pourrait être la devise de tous les conquérants et de tous les despotes. Comme celle aussi des vaniteux, ambitieux, arrivistes qui, à tous les niveaux, fourmillent dans les affaires et la politique, terrains de chasse privilégiés de cette inquiétante et redoutable faune.

Vanité et arrivisme... Telle est en effet la marque distinctive de ces individus obnubilés par la « réussite sociale ».

Pour le vaniteux, la réussite dans un seul domaine ne saurait suffire. Il lui faut être de tout et partout. Il soigne son « image de marque » et vit dans la hantise de passer inaperçu. Sa valeur s'estime à proportion de l'agitation qu'il déploie au sein de la masse grégaire. Rien ne le flatte plus que le sentiment de « jouir de la considération de ses contemporains ». Il s'intègre à tous les groupes, adhère à toutes les sociétés, fréquente toutes les coteries. Honoré ici, distingué là, décoré par-ci, remarqué par-là, accueilli partout... Ah ! le grand homme !

Du vaniteux, qui recherche par-dessus tout la considération d'autrui, il faut distinguer l'arriviste² qui, lui, ne reconnaît ni amis

2. Encore que ces deux « vertus » soient cumulables.

ni camarades. Il n'a que des complices ou des rivaux. Tout chez lui n'est que calcul et ne s'apprécie qu'en fonction du profit à envisager. Le vaniteux peut n'être que caricatural et encombrant ; l'arriviste s'avère toujours dangereux.

Pour Ossip-Lourié³, les arrivistes deviennent souvent des délinquants. Et même lorsqu'ils ne sombrent pas dans le crime, ils sont, dit cet auteur, « toujours nuisibles soit par leur action directe, soit par les exemples dissolvants qu'ils donnent et les imitateurs qu'ils font naître ».

Calculer, jouer des coudes, intriguer sont les moyens habituels par lesquels l'arriviste se pousse dans la hiérarchie sociale. C'est ce qui en fait un personnage odieux au-delà de toute expression.

Sont-ils écœurants, ces êtres toujours préoccupés des avantages que peuvent leur procurer un emploi, une relation, une adhésion. Et combien méprisables aussi ceux qui n'ont d'autre objectif dans la vie que celui d'accaparer, de profiter, d'investir, de rentabiliser, de spéculer, consacrant à cet idéal mesquin tout leur temps, toute leur énergie, toutes leurs pensées.

L'ANARCHISME

UNE « RÉUSSITE » DIFFÉRENTE

Faire ses affaires, parvenir, réussir. Voilà tout à la fois le credo et la morale de notre société contemporaine.

M'enfin... comme dirait Gaston Lagaffe, les êtres humains étant nés inégaux, physiquement et mentalement, ne semble-t-il pas tout naturel que les plus doués dans tous les domaines (force physique, habileté manuelle, imagination, intelligence) parviennent à émerger ? Faudrait-il donc couper toutes les têtes qui

3. *L'Arrivisme. Essai de psychologie concrète*, Paris, Félix Alcan, 1929.

dépassent ? Ne trouve-t-on pas, chez les anarchistes aussi, tous les degrés imaginables de compétence et de capacité ?

Faisons d'abord remarquer que – en l'état actuel de notre « civilisation » – les têtes qui dépassent ne sont pas forcément celles des plus doués. Dans un système qui privilégie la promotion des médiocres, des tricheurs et des incompetents, les valeurs intellectuelles et humaines sont la plupart du temps ignorées, étouffées, combattues ou ridiculisées. « Dans le grouillement des hommes-numéros, ce qui surnage ne peut avoir que la couleur du conformisme⁴. »

Pour ce qui est des anarchistes, il existe en effet – dans ce milieu comme dans tout autre – des différences de nature... mais non de niveau.

Car l'éthique anarchiste se différencie de la morale bourgeoise sur deux points essentiels :

Primo, les libertaires n'établissent pas une hiérarchie des fonctions et des valeurs. L'harmonie dans la diversité proclame la richesse de notre idéal.

Secundo, la « réussite » de certaines individualités, dans le mouvement libertaire, ne se fait jamais au détriment d'autrui. Au contraire. Les figures éminentes de l'histoire de l'anarchisme, les Bakounine, Elisée Reclus, Kropotkine, Louise Michel, Francisco Ferrer, Malatesta, Sébastien Faure et tant d'autres ont contribué à l'évolution de l'ensemble. Tout comme eux-mêmes – de leur propre aveu – devaient beaucoup à l'influence de la collectivité.

La réussite sociale, au sens où on l'entend dans notre société mercantile, c'est le triomphe de l'individualisme égoïste. L'anarchiste, lui, n'envisage comme réussite sociale que celle qui résulte de la solidarité et de l'altruisme.

Il importe beaucoup plus de « se réussir » que de réussir. Ou, pour user d'un terme moins entaché d'infamie, il s'agit d'abord

4. Raymond Borde, *L'Extricable*, Paris, Le Terrain vague, 1963.

de se réaliser. C'est un effort sur soi-même, moins turbulent que ceux que requièrent les agitations du business affairiste, mais qui a le mérite de prévenir tout recours à la médiocrité.

La modestie, la discrétion, la mesure n'expriment pas, comme se l'imaginent les imbéciles, une résignation à l'insignifiance. Ces qualités-là n'excluent ni la détermination ni la volonté. Ce sont elles qui confèrent à nos convictions une profondeur à laquelle jamais ne pourront prétendre les vaines et superficielles idéologies liées au caprice des modes et des pouvoirs.

La « réussite » de l'anarchisme ne devra rien aux valeurs frelatées, fruits de l'intrigue, de la bêtise, des rivalités de clans. Elle ne surgira pas des urnes électorales ni ne proviendra d'une intervention de la Providence. Elle ne s'accomplira pas dans des activités inutiles, nuisibles, parasitaires et puérides.

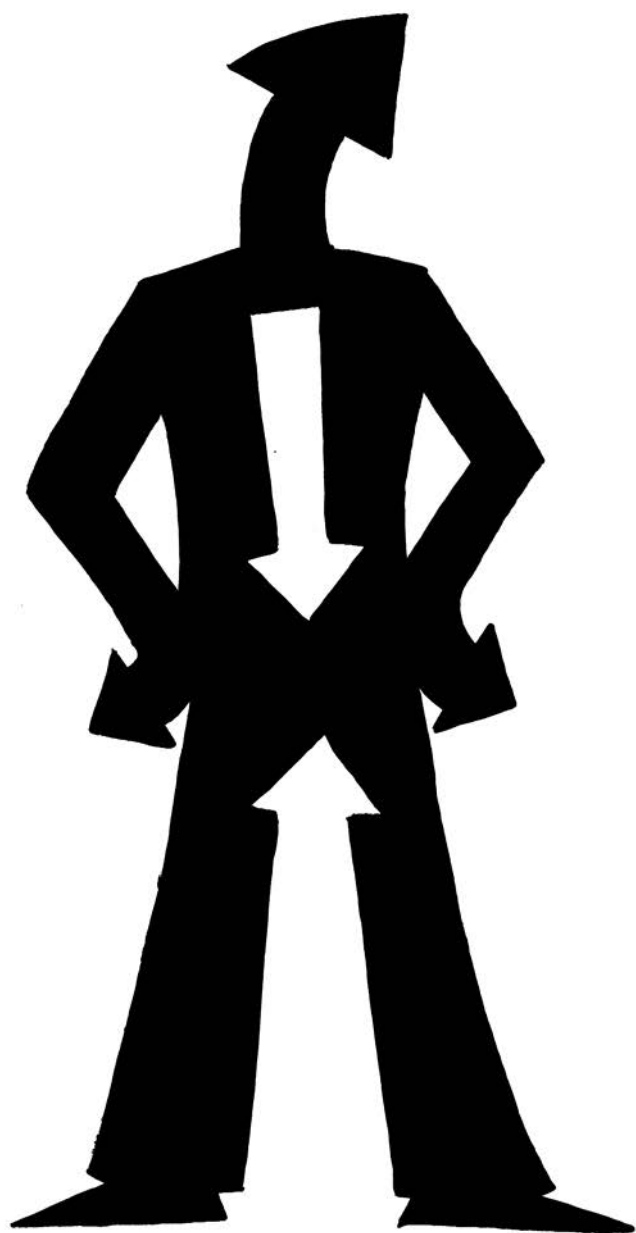
Ce n'est pas à la réussite minable des ratés de l'esprit et du cœur qu'aspirent les anarchistes, mais à une réussite... sans ratés.

ANDRÉ PANCHAUD

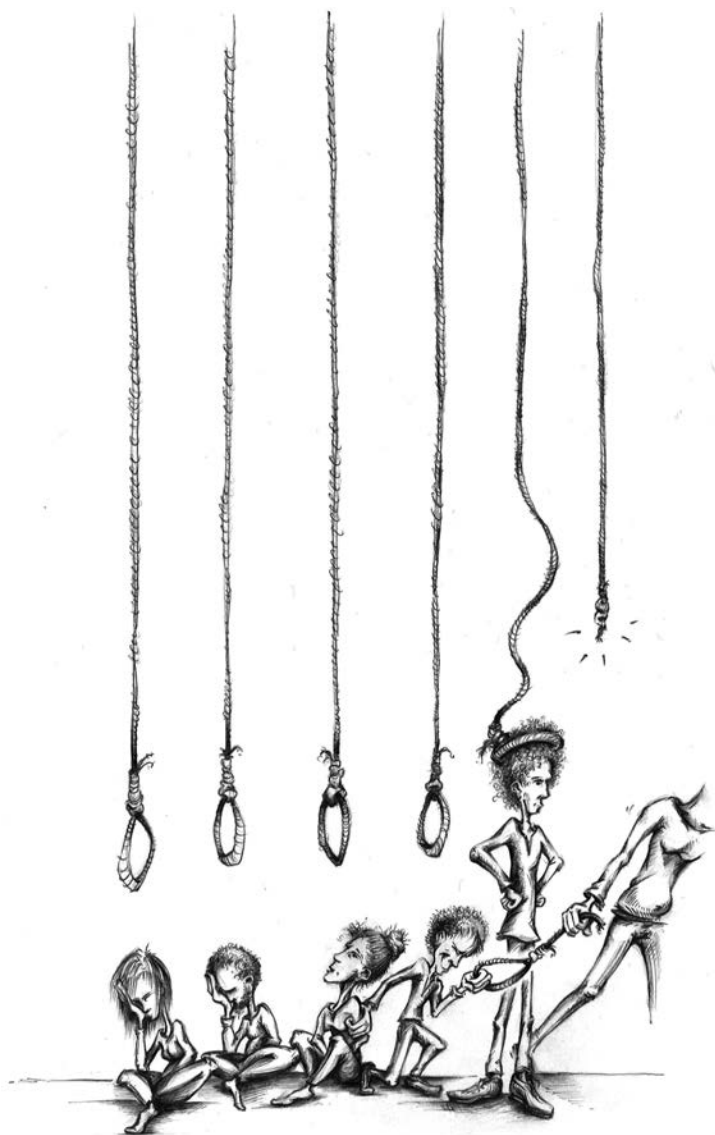
ATTENDRE...
(la réussite)



**IL Y EN A QUI SONT
MORTS COMME ÇA**



HISTOIRE
ET IDÉES



UNE ÉCOLE DU « REFUS DE PARVENIR » ?
LA PÉDAGOGIE D'ACTION DIRECTE
D'ALBERT THIERRY (1881-1915)

GRÉGORY CHAMBAT

QUE LE PRINCIPE DU « REFUS DE PARVENIR » AIT ÉTÉ PORTÉ par un instituteur de la III^e République a assurément de quoi surprendre. Fils d'un « gars du bâtiment »¹, brillant étudiant, sorti premier de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Albert Thierry avait tout pour incarner le modèle de la promotion républicaine au « mérite ». Une carrière universitaire était envisageable, elle lui aurait apporté confort matériel et prestige intellectuel, il serait alors devenu un « clerc » de la République, sans peut-être renier ses idéaux progressistes. Il choisit cependant d'embrasser le métier d'instituteur, s'appliquant à lui-même ce devoir – « le refus de parvenir, voilà ce qu'une vie unique m'a enseigné d'unique² » – dont il fera le socle de sa doctrine complétant le corpus idéologique du syndicalisme révolutionnaire

1. En l'absence d'une biographie conséquente sur Albert Thierry, on se référera au texte de Maurice Dommanget, *Albert Thierry*, chapitre XVI de l'ouvrage *Les Grands Socialistes et l'éducation. De Platon à Lénine*, Armand Colin, collection U, 1970.

2. Citation rapportée par Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier. Tome III. De 1921 à nos jours*, Armand Colin, 1967, p. 267 sq.

(action directe, grève générale, sabotage) avec l'exigence du refus de parvenir.

« TELLE RÉVOLUTION, TELLE ÉDUCATION »³

Qu'Albert Thierry, « le jeune instituteur » comme le définissaient ses contemporains, soit, par ailleurs, le promoteur de la « pédagogie d'action directe » dit combien il entend faire de l'éducation le pivot central de sa réflexion. « Telle révolution, telle éducation », écrit-il avant de préciser ce qu'il faut entendre pour relier l'une à l'autre :

« De trois choses l'une :

Ou vous appellerez révolution une émeute politique, moins que rien ; un tumulte d'un jour, grandiose et criard, glorieux, superficiel, et qui le lendemain laissera la même vie (ou pire) recommencer avec les mêmes hommes (ou pires) : et je n'ai rien à dire, ces révolutionnaires-là n'ayant pas besoin d'éducation.

Ou vous appellerez révolution une théorie sociale, pas grand-chose ; une doctrine et un dogme, syndicalistes si vous voulez ; et révolutionnaires tous ceux qui achèteront cette petite société de poche : et je me tairai encore, car ces fanatiques-là, l'éducation dont ils ont besoin, ils ne peuvent pas la recevoir dans une école de liberté.

Ou enfin vous appellerez révolution une invention plus étonnante que la machine à vapeur ; une organisation technique, intellectuelle, morale du travail sur la terre ; vous essayerez de la commencer aujourd'hui dans l'école, dans l'atelier, dans le syndicat, avec la collaboration constante des travailleurs ; et alors j'estime que les écoliers et les apprentis peuvent vous aider.

Et leurs maîtres aussi. »

3. « L'École et la révolution », *La Vie ouvrière*, 5 avril 1912. Les références sans auteur sont d'Albert Thierry.

D'autres avant lui, tel Fernand Pelloutier, avaient fixé au syndicalisme la tâche « d'instruire pour révolter », s'inscrivant dans un riche héritage libertaire de réflexions sur l'éducation et l'émancipation. Et pourtant, on réalise bien tout ce qu'il peut y avoir de paradoxal, voire de « scandaleux » à aborder la question pédagogique à la lumière de ce refus de parvenir qui, à première vue, semble incompatible avec « l'élévation »⁴ attendue par tout processus éducatif. Surtout, ce principe d'une émancipation collective heurte de front les deux piliers du système éducatif français : l'élitisme et la méritocratie. Comment cette idée a-t-elle pu être adoptée par une fraction de la profession, à contre-courant des valeurs de l'institution et du parcours personnel de ces individus, mais aussi comment a-t-elle pu nourrir une analyse audacieuse et révolutionnaire du rôle de l'école et de la pédagogie ?

**« FIDÈLES À VOUS-MÊMES ET AVEC L'AIDE DE VOS FRÈRES,
VOUS DEVIENDREZ DIGNES DE DÉLIVRER LE MONDE »⁵**

Issus dans leur immense majorité de milieux modestes – paysans, artisans ou employés –, les institutrices et instituteurs de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e sont élevés et éduqués dans le culte de la méritocratie républicaine. Ils en sont les représentants, les symboles mais également les chantres. Formés dès 14 ans dans les Écoles normales – ces « séminaires de la République » –, ils y apprennent les bases de leur métier, mais également les valeurs qu'ils devront incarner aux yeux du peuple. Leur « prestige » est censé compenser l'indigence des traitements... Continuuel objet de conflit avec la hiérarchie, cette question salariale

4. Idée que l'on retrouve dans l'utilisation même du mot « élève ».

5. « L'enseignement primaire », *La Vie ouvrière*, 20 octobre 1912.

donna à Ferdinand Buisson⁶ l'occasion d'une formule éclairante : « Les instituteurs font crédit à la République... »

En réalité, le rôle de ces enseignants n'est pas de faire émerger une élite – c'est là la chasse gardée du lycée, système éducatif parallèle, public mais payant, réservé aux dominants. Il s'agit d'œuvrer dans le cadre d'une école ségrégative (l'école du peuple pour le peuple, l'école de l'élite pour l'élite), de rendre naturelles ces inégalités, de les légitimer : « Il ne faut pas, écrivait en 1833 le ministre Guizot, donner aux élèves des goûts et des habitudes incompatibles avec la condition modeste où il leur faudrait retourner⁷. » De la monarchie à la République, il y a continuité puisque Jules Ferry invite l'école à « préserver les intelligences [...] du socialisme grossier et malsain [...] ». Si les institutions arrivent à enseigner la morale sociale... ce sera l'émancipation intellectuelle et morale venant après l'émancipation politique et la mettant à l'abri des orages⁸. »

6. Ferdinand Buisson (1841-1932), directeur de l'Enseignement primaire en France, accompagna et supervisa la mise en place de l'école publique sous Jules Ferry et ses successeurs. Cofondateur et président de la Ligue des droits de l'homme et président de la Ligue de l'enseignement, il présida également, en 1905, la commission parlementaire chargée de mettre en œuvre la séparation des Églises et de l'État. Son intérêt pour les questions pédagogiques est réel, comme en témoignent la rédaction du *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* (avec pour collaborateur principal James Guillaume ; deux éditions, en 1887 et en 1911) mais aussi son soutien au pédagogue libertaire Paul Robin, qu'il aida à ouvrir son orphelinat de Cempuis (en en faisant un établissement public). Il reçut en 1927 le Prix Nobel de la paix avec le professeur allemand Ludwig Quidde en hommage aux efforts pour le rapprochement franco-allemand. Il dédia ce prix aux instituteurs et institutrices de l'école publique.

7. Projet de loi présenté le 2 janvier 1833.

8. Jules Ferry, dans *Le Progrès de la Somme*, 1878.

Pour Albert Thierry, l'analyse de cette école de la République est sans appel : « Si le secondaire est le préceptorat des exploiters, si le primaire est le préceptorat des exploités, le primaire supérieur⁹ est le séminaire des traîtres, le préceptorat des jaunes¹⁰. » En conséquence, « l'éducation intégrale est dans l'État bourgeois impossible et criminelle »¹¹.

« INSTITUTEURS SYNDIQUÉS, MES AMIS »

L'irruption d'un courant syndicaliste révolutionnaire dans le corps enseignant, qui doit beaucoup à la perte de crédibilité des institutions républicaines dans le sillage de l'affaire Dreyfus, pourrait presque apparaître comme une anomalie. Il ne concerne de fait qu'une infime minorité, quelques centaines de militantes et militants, particulièrement actifs et résolus il est vrai. Que disent-ils en substance ? D'abord qu'ils rejettent l'enseignement nationaliste et belliqueux qui a remplacé le culte de Dieu par celui « de la patrie et du coffre-fort ». Ensuite, qu'issus de la classe des dominés ils veulent se mettre à son service. Par leurs luttes – en rejoignant la

9. L'enseignement primaire supérieur (EPS) était un ordre d'enseignement créé en 1833 (il disparut en 1959) suivi par les élèves à la suite de l'école primaire. Il relevait des écoles primaires et non de l'enseignement secondaire. Cet enseignement était donné soit dans les écoles primaires sous forme de « cours complémentaires », soit dans des établissements scolaires spécifiques appelés dès lors écoles primaires supérieures (EPS). Albert Thierry enseignait dans ce type de classes.

10. *L'Homme en proie aux enfants*, Paris, Cahiers de la quinzaine, 1909, réédition Fabert, 2010.

11. Marcel Martinet, préface aux *Réflexions sur l'éducation* d'Albert Thierry (Librairie du travail, 1923), reprise dans *Culture prolétarienne*, Marseille, Agone, 2004.

Confédération générale du travail (CGT) et les Bourses du travail¹² – mais également par leurs pratiques quotidiennes, dans leurs classes. Le fameux *Manifeste des instituteurs et institutrices syndicalistes*¹³ de 1905 expose cette volonté :

« C'est, enfin, pour des raisons morales de l'ordre le plus élevé, que les instituteurs réclament le droit de se constituer en syndicats. Ils veulent entrer dans les Bourses du travail. Ils veulent appartenir à la Confédération générale du travail.

Par leurs origines, par la simplicité de leur vie, les instituteurs appartiennent au peuple. Ils lui appartiennent aussi parce que c'est aux fils du peuple qu'ils sont chargés d'enseigner. Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous songions à nous retrouver avec les hommes du peuple, le soir ? C'est au milieu des syndicats ouvriers que nous prendrons connaissance des besoins intellectuels et moraux du peuple. C'est à leur contact et avec leur collaboration que nous établirons nos programmes et nos méthodes. »

12. Inspirées et animées par les partisans d'un socialisme antiautoritaire, les Bourses du travail apparaissent en France à la fin du XIX^e siècle. Elles représentent un immense espoir et symbolisent l'aspiration à l'autonomie ouvrière. Embryons de la société future, selon leurs promoteurs, les Bourses accordent une attention toute particulière à leur dimension éducative. Pour Fernand Pelloutier, l'infatigable secrétaire de la Fédération nationale des Bourses du travail, celles-ci sont le lieu de l'éducation ouvrière, là où l'on combat l'ignorance « qui fait les résignés ». Le « service d'enseignement » est donc constitutif de l'action des Bourses, non seulement par la mise en place de bibliothèques, mais aussi par l'organisation de cours techniques ou généraux. Ces Bourses, puis les syndicats professionnels groupés au sein de la CGT, s'efforcent de réfléchir et même de mettre en pratique une « éducation syndicaliste », héritière de l'enseignement intégral de Proudhon, de la Commune ou de Paul Robin, mais réactualisée dans sa dimension sociale et révolutionnaire.

13. Le *Manifeste des instituteurs syndicalistes* (dit Manifeste des 133) est publié en novembre 1905 suite aux poursuites intentées contre la création du syndicat de la Seine en octobre 1905.

La classe ouvrière se méfie cependant de ces fonctionnaires, porte-parole de l'État, « déclassés » aux airs parfois hautains qui ne sont pas forcément les bienvenus dans les Bourses du travail. L'impitoyable répression dont les institutrices¹⁴ et instituteurs syndicalistes sont l'objet – trois des sept premiers secrétaires de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices ont été révoqués pour leur activité militante ! – aura raison de ces réticences. Celles-ci n'étaient pas dénuées de fondement : la « fonctionnarisation » du syndicalisme s'accompagnera, dans l'entre-deux-guerres, d'une omniprésence des instituteurs dans les structures de direction de la CGT¹⁵. Ce ne sera pas le fait des instituteurs révolutionnaires mais des « ex-amicalistes »¹⁶, l'immense masse de la profession, qui, après bien des hésitations, rejoint une CGT assagie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ceux-ci n'auront pas connu les mises à pied, les sanctions, les révocations de leurs confrères et consœurs de la Fédération de l'enseignement, restée fidèle au syndicalisme révolutionnaire au sein de la CGT-U. Cette abnégation, cet attachement à leurs convictions, témoignent de ce refus de parvenir. Pour eux, les propos d'Albert Thierry font écho à leur propre vécu : l'engagement militant correspond à un refus des honneurs,

14. Dans ce texte, la précision est uniquement apportée quand elle a un sens dans le contexte historique – comme par exemple pour l'intitulé de la fédération « des instituteurs et des institutrices ».

15. Principalement à la tête des unions départementales.

16. Initiée par l'administration, les Amicales d'instituteurs – transformées en association après 1901 – rassemblent l'immense majorité de la profession. Les plus radicaux les quitteront pour fonder des syndicats. En parallèle, une fédération nationale des Amicales est constituée et s'oppose aux « syndicalistes ». Ce n'est qu'en 1920 qu'elle rejoindra la CGT.

des promotions, des « arrangements »¹⁷. Rejoindre le camp des dominés, c'est sacrifier les maigres avantages du statut et le confort d'un emploi physiquement peu éprouvant.

Mais cette dimension sociologique n'est qu'un aspect des enjeux du refus de parvenir. Sa formulation politique et pédagogique en est l'élément central. Comment, à qui, pourquoi enseigner, non pour attendre les bras croisés la révolution, mais pour la préparer dès aujourd'hui ? Ce sont les questions que se pose par exemple Célestin Freinet dans les colonnes de la revue pédagogique et syndicale *L'École émancipée*, dans les années 1920. Sa pédagogie, celle de « L'Éducateur prolétarien » (nom du bulletin du mouvement de l'École moderne, dont il est le fondateur), se veut révolutionnaire en pratique et en finalité. Son mouvement se construit non pas pour rechercher une reconnaissance institutionnelle mais dans le sillage du syndicalisme, œuvrant à faire advenir un élan issu de la base.

« SANS SAVOIR UN MOT DE PÉDAGOGIE, JE N'IGNORAI PAS QU'IL FALLAIT LA DÉTRUIRE »

Le collectif et le social, voilà tout à la fois le ressort, la méthode et l'horizon du projet éducatif d'Albert Thierry. C'est pourquoi le refus de parvenir est indissociable de l'essor du syndicalisme révolutionnaire. « Refuser de parvenir, précise Albert Thierry, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de vivre ; c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi. » Sur le plan politique, les modalités de l'action – de la lutte – sont corrélées à leur finalité

17. De nombreuses autobiographies relatent ces parcours d'instituteurs et d'institutrices qui consacrèrent leur vie au syndicalisme. On signalera par exemple : Louis Bouet, *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, Éditions L'Amitié par le livre, 1973 ; Jean Cornec, *Josette et Jean Cornec. Instituteurs. De la butte à la lutte. 1886-1980*, Clancier Guénaud, 1981 ; François Mayoux, *Marie et François Mayoux. Instituteurs pacifistes et syndicalistes*, Éditions Canopé, 1992.

sociale : « Le moyen de la révolution, écrit-il, c'est sa fin. » L'individu n'est pas nié, il est inséré dans une communauté qui le transcende. Dans sa préface aux *Réflexions sur l'éducation*, Marcel Martinet, l'inlassable promoteur de la pensée d'Albert Thierry, rappelle ce qui pour ce dernier était une évidence : « Le "refus de parvenir" du prolétaire capable de parvenir n'a de sens que doublé par la "volonté de parvenir" du prolétariat¹⁸. » Il est important de noter qu'il n'y a là nul déterminisme : le refus de parvenir se construit en tant que choix individuel du collectif. « Individualiste et syndicaliste », telle sera l'éducation prônée par Albert Thierry pour reprendre l'expression de Maurice Dommanget¹⁹. Si le travail de réflexion pédagogique est tout entier tourné vers l'avènement de la révolution sociale, Albert Thierry, ardent partisan du syndicalisme révolutionnaire, ne cache pas son agacement face aux illusions romantiques insurrectionnelles. À la révolution des barricades, il oppose, en préambule à ses *Réflexions sur l'éducation*, la révolution constructive, œuvre patiente et quotidienne. Parce que c'est bien par son action continue et résolue que le syndicalisme a su donner au socialisme la pratique qui lui faisait jusque-là défaut.

Mais comment alors un principe qui apparaît en contradiction avec l'essence même de l'éducation peut-il la renouveler ?

En premier lieu parce que ce refus est un choix conscient et éclairé qui présuppose chez les dominés la conscience de leur domination, la « science de [leur] malheur » pour reprendre la formule de Pelloutier. Le pédagogue – étymologiquement l'esclave qui accompagne l'enfant du maître sur le chemin qui le conduit à l'école – est aussi un éveilleur. C'est là le premier « moment pédagogique » éprouvé par Albert Thierry. Car cette conscientisation ne saurait être une propagande, s'illusionner sur le potentiel

18. Marcel Martinet, préface citée.

19. Maurice Dommanget, *Albert Thierry, op. cit.*

révolutionnaire de l'éducation serait une grossière erreur : substituer au catéchisme chrétien ou bourgeois le catéchisme syndical est une impasse.

Confronté à des adolescents, Albert Thierry sait combien il y a loin de la théorie pédagogique à la réalité de l'enseignement. « J'arrivais dans une maturité dogmatique et déclamatoire. Mes enfants s'en moquèrent ; et d'abord, content de mon stoïcisme, je me soumis à leur raillerie comme à une souffrance féconde. » Lui, le fils de maçon arraché à sa condition, le boursier, est habité d'un immense et naïf espoir dans sa mission émancipatrice. Sa prise de conscience du désintérêt et de la douloureuse indifférence de ses élèves n'en sera que plus amère. Une scène, rapportée dans *L'Homme en proie aux enfants*, cristallise cette violente désillusion. Alors qu'il lit, avec, on l'imagine, toute la conviction du militant passionné, un passage soigneusement choisi des *Misérables*, il se heurte, incrédule, à l'ennui de son jeune public. Quelques minutes après, dans la cour de récréation, le texte devient le prétexte de parodies grossières et de jeux cruels. Albert Thierry est anéanti par ce pitoyable échec.

Homme de caractère, il cherche à questionner ce dialogue impossible, cet insupportable conflit entre les aspirations de l'enseignant et la résistance de l'élève. Comment sortir de cette impasse où élèves et maître vivent une égale souffrance quand les élèves sont rétifs à un enseignement qui se veut émancipateur. Comment leur refus du savoir, s'il peut porter en lui les germes inconscients du refus de parvenir, est d'abord la marque de leur aliénation²⁰.

20. Sur ce point, voir Paul Willis, *L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Agone, coll. « L'ordre des choses », 2011, qui analyse dans le contexte anglais des années 1970 la manière dont le « refus » du savoir scolaire est porté par les jeunes adolescents de la classe ouvrière... pour le plus grand profit du système !

« Ainsi, c'est moi qui les accompagne au long du difficile chemin qu'ils se font de leur enfance à leur adolescence. Tantôt je l'aplanis et tantôt je le barre. Au début ils sont éveillés et doux, puis ils deviennent hypocrites. Mais ils m'émeuvent toujours par leur effort à comprendre et à vivre²¹... »

De ce quotidien, de cette pratique torturée, Albert Thierry veut tirer sa pédagogie :

« Sans savoir un mot de pédagogie, je n'ignorais pas qu'il fallait la détruire pour en instaurer une, la vraie, qui fût anarchiste. Je détestais les programmes, je détestais l'émulation, je détestais surtout ce qu'on appelle la discipline... »

L'école, ou plus exactement les écoles sont le reflet de l'affrontement entre deux classes antagonistes. D'un côté s'élève une école de l'apparence, du semblant, du symbole : mensonge odieux de la gratuité qui ne bénéficie qu'aux riches, saucissonnage de la science et de la littérature dans les « morceaux choisis », mépris érigé en dogme pour tout ce qui est manuel, simulacre de l'effort et du travail (« tant d'heures à écrire, pour des enfants qui devenus hommes n'éciront jamais ; tant d'heures à lire, pour des enfants qui devenus des hommes ne liront jamais qu'un journal à faits divers et des proclamations électorales ; tant d'heures à compter, pour des enfants qui devenus hommes ne calculeront jamais que la paye et les dettes²²... »). Pour la bourgeoisie, l'éducation, sous la dorure des humanités et la respectabilité de la « grande culture », n'est finalement qu'un enseignement professionnel qui n'ose avouer son nom : elle prépare

21. « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, 5 décembre 1909.

22. « Principes d'une éducation syndicaliste », *La Vie ouvrière*, 5 mai 1912.

« les jeunes gens et les hommes de la classe dirigeante à diriger ». L'exploité doit prendre conscience que cet enseignement, cette culture lui sont étrangers. L'enjeu pour Albert Thierry est donc de repenser l'éducation, de la révolutionner. « La révolution dans l'école, ce n'est pas d'enseigner aux enfants des dogmes révolutionnaires, c'est de transformer le travail scolaire : le cours des études, l'emploi du temps, les méthodes d'exposition et d'explicitation, en un mot : la pédagogie²³ », cette formulation de Lechevalier que Jean Houssaye rapporte au projet d'Albert Thierry résume cette ambition et souligne sa proximité avec ce que Célestin Freinet s'efforcera de réaliser.

« Ainsi, écrit Albert Thierry, je ne consulte pas les programmes : cette cause est entendue. Je n'interroge pas les autorités. Je n'aurais pas une répugnance absolue à le faire, car je n'ai pas de principes. [...] Je n'agis pas même d'après mon savoir. Allemand, grammaire, philosophie, histoire, j'ai appris à tout désapprendre. À quoi bon fatiguer sous l'abstraction ces petits esprits débiles ? D'ailleurs, ils auraient dormi. C'est de mes élèves que je voudrais tirer toute ma pédagogie. Leur désir, je l'épie ; leur volonté m'indique leurs besoins, leur expérience me fournit mes exemples, leur curiosité dirige ma méthode, leur fatigue commande mes inventions... Voulez-vous, proportions gardées, que nous appelions cela de l'action directe²⁴ ? »

23. B. Lechevalier, *Philosophie de l'enfance et psychologie de l'enfant*, thèse d'État, université Paris-I, 1984, cité par Jean Houssaye dans sa préface de la réédition de *L'Homme en proie aux enfants*, Paris, Fabert, 2010.

24. « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, 5 décembre 1909.

« LE PRÉCEPTORAT DES EXPLOITÉS »

Pour mieux les asservir et les domestiquer, la bourgeoisie d'hier et d'aujourd'hui refuse à la majorité des enfants de la classe ouvrière l'accès à ses écoles d'élite et les parque dans les zones de rétention de l'enseignement professionnel. La situation de cet enseignement du temps de Thierry ne semble pas si différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Cette ségrégation éducative est dénoncée par les bonnes âmes progressistes qui, tout en prétendant revaloriser cet enseignement, se promettent de ne jamais y envoyer leurs propres enfants. « Collège, lycée, université, uniques pour tous ! Revendiquons la culture bourgeoise élitiste pour tous ! » s'emportent-elles, peut-être convaincues de tenir là un vrai discours radical... Postures dérisoires, indignes et stupides, réplique Thierry. Trouver la voie qui nous mènera vers l'enseignement syndicaliste, c'est se positionner de manière syndicalement conséquente, c'est aborder la question d'un point de vue social. Premier devoir, pour l'exploité conscient et déterminé : ne pas céder aux mirages de l'École républicaine. Que lui propose-t-elle ? S'élever au-dessus de sa condition, mais pour servir qui ? Ceux qui se font une spécialité d'exploiter les esprits comme ils exploitent les corps ? Faire carrière ? Mais au prix de combien de trahisons et de douleurs ? Certes, la posture revendiquée par Albert Thierry est exigeante, héroïque et le vocabulaire employé parfois désuet. Elle n'en pose pas moins la question éducative en des termes aussi originaux que stimulants. Parce que la solution ne peut être individuelle mais collective, parce que l'individu est au cœur de ce collectif, il n'est qu'une position honnête et viable : « refuser de parvenir ». C'est là, n'en doutons point, que se trouve la clé de sa pédagogie, le nœud des aspirations collectives et individuelles, la fondation du système éducatif qu'il bâtit méticuleusement, dénonçant sans relâche les hypocrisies d'hier – et d'aujourd'hui : l'égalité « des chances », la

méritocratie, l'élitisme, etc. Son refus de parvenir est une subversion en acte de l'institution scolaire, de ses valeurs fondatrices et de sa fonction de reproduction et de perpétuation des inégalités.

Albert Thierry est l'un des rares pédagogues à aborder la question de l'enseignement professionnel. Lui qui raille les utopies pédagogiques, élaborées pour un monde irréel, entend établir les plans d'une école révolutionnaire – syndicaliste, dit-il – pour aujourd'hui et surtout pour ceux qui en ont besoin dans l'immédiat. Une école qui, avant de servir les intérêts d'une cause, d'une idéologie, doit servir les intérêts et les besoins de ceux au nom de qui on la construit. Cette école n'apprendra pas la révolution – c'est entendu –, ce n'est pas à elle de le faire, mais au syndicat. L'apprenti se syndique, précise-t-il, pas l'écolier. L'école, quant à elle, tracera le chemin qui mène au syndicat. Non par la propagande, non par la persuasion, cette éducation devra veiller à offrir à chacun la voie de son émancipation individuelle et collective. Cette voie, c'est celle de l'enseignement professionnel, du métier. Personne n'a mieux pressenti que Thierry que cet enseignement était une école au rabais, aussi inefficace pour apprendre une profession que pour transmettre une culture. Ce n'est donc pas en s'inspirant de l'enseignement professionnel, ni même en le réformant, que l'on établira cette éducation syndicaliste. C'est d'abord en suivant les orientations des Bourses du travail et du syndicat. C'est là, déclare Thierry dans la continuité du Manifeste de 1905, que les instituteurs doivent se rendre, autant pour instruire que pour apprendre...

Dans ses *Réflexions sur l'éducation*, Albert Thierry trace alors les grandes lignes de ce projet. Il passe rapidement sur l'enseignement primaire, dont il est entendu qu'il n'a rien à voir avec l'éducation syndicaliste : « Pas une éducation, un enseignement », précise-t-il, avant de reconnaître : « Loin de préparer l'avenir, il répare le passé. » Il sera général et élémentaire, identique pour

tous et toutes et devra obligatoirement être complété par un enseignement secondaire. L'enfant, préservé des classements, punitions et examens, y viendra pour acquérir « l'outillage » indispensable : outillage intellectuel (lire, écrire, compter, mais également observer et exprimer), outillage physique (pratique raisonnée de la gymnastique, de l'hygiène, alimentation...) et moral. Plus de manuels ni de leçons... Parce qu'écrire c'est écrire quelque chose, lire c'est lire quelque chose... Thierry bâtit cet enseignement sur l'observation, l'expression – écrite et orale – du monde qui entoure le jeune enfant. Il entend substituer à l'enseignement scolaire des activités de production concrètes et adaptées aux besoins et à la curiosité du jeune enfant :

« Introduire à temps la production dans cette éducation, afin de la rendre vraie comme la vie, c'est évidemment en démolir le symbolisme. Substituer le travail manuel au travail intellectuel, la sensation à l'abstraction, la promenade et la causerie à la lecture, l'atelier à la classe ; bref, rapprocher, réunir l'existence économique des hommes et l'existence scolaire des enfants, voilà tout ce que contient notre principe... »

**« LE SYNDICALISME ET LA CULTURE GÉNÉRALE
– DONT L'IDÉE GÉNÉRALE SERAIT
QUE C'EST LA MÊME CHOSE »**

Doté des outils indispensables à son développement futur, armé d'une culture de l'observation et de l'expression, le jeune adolescent est prêt à entrer dans l'enseignement professionnel, à recevoir cette éducation syndicaliste, à la fois enseignement professionnel et enseignement d'une culture ouvrière.

Acquérir une culture, l'horizon de cette éducation proposée par Albert Thierry nous rappelle que rien n'est plus éloigné de ce « refus de parvenir » que le refus de s'élever par la science et la

connaissance. Dans sa lettre à Pierre Monatte du 5 janvier 1912, Albert Thierry formule en un raccourci saisissant cette perspective : « Le syndicalisme et la culture générale – dont l'idée générale serait que c'est la même chose. » L'auteur de *Culture prolétarienne*, Marcel Martinet, admirateur de Thierry, écrira quelques années plus tard, à propos de l'école républicaine : « Ce qui caractérise cette instruction, c'est la misère de la culture concédée au peuple », « le pire ennemi de l'intelligence, le pire ennemi de la révolution aujourd'hui, ce n'est plus l'ignorance, mais l'instruction faussée, tronquée, truquée, telle que la société bourgeoise la donne au peuple », une « fabrique de l'impuissance » qui correspond, au-delà des décennies, à notre école sous le régime du néolibéralisme... Pour Albert Thierry, comme l'a fort justement démontré Philippe Meirieu dans un documentaire passionnant²⁵, la rencontre avec la culture se vit dans la confrontation directe avec l'œuvre. Homme de littérature, de culture, son enseignement professionnel est aussi un rempart contre cette culture incomplète transmise par les humanités bourgeoises, parce que l'enseignement des pratiques professionnelles se nourrit de la découverte des sciences qui s'y rattachent. Ainsi dans l'enseignement agricole, le premier esquissé par Thierry, seront passées en revue la biologie, la géologie, la zoologie, la botanique, l'électricité, la mécanique... L'instituteur, laissant le soin aux travailleurs de déterminer, au sein de leurs organisations professionnelles, les besoins de cet enseignement, se verra attribuer une vaste tâche : « Adapter le savoir au besoin, la leçon à l'application²⁶... »

25. « *Étudier* » et non « *enseigner* »... *Albert Thierry (1881-1915)*, un film de Thierry Kübler, dans la collection « L'éducation en questions » dirigée par Philippe Meirieu. Sur Albert Thierry et le « moment pédagogique », voir le remarquable passage de P. Meirieu in *La Pédagogie entre le dire et le faire*, chapitre premier, ESF éditeur, 1996.

26. « L'apprentissage agricole », *La Vie ouvrière*, 20 janvier 1913.

**« SI HAUT QU'À L'ÉCOLE NOUS ÉLEVIONS NOTRE MUR
CONTRE LA VIE, LA PLUS FORTE MARÉE L'ATTEINT TOUJOURS »**

Comme tant d'autres, Albert Thierry n'est jamais revenu des tranchées. Alors que ses camarades syndicalistes de la Fédération des syndicats d'instituteurs et d'institutrices s'engagent résolument contre la guerre, Albert Thierry, qui n'a jamais partagé leur ferveur internationaliste, part au front, mais – fidèle au refus de parvenir – comme simple soldat et non comme officier.

Dans les années 1920, après la disparition de son initiateur, la notion du refus de parvenir va prendre une nouvelle dimension, en particulier grâce à Marcel Martinet et à sa défense d'une culture prolétarienne. C'est aussi le moment où le mouvement des Compagnons de l'Université nouvelle²⁷ lance une campagne en faveur de « l'école unique » : les pères ayant combattu côte à côte dans les tranchées, il est temps, disent-ils, que leurs enfants, fils de bourgeois ou fils d'ouvriers, se retrouvent sur les mêmes bancs en classe et que l'Union sacrée se prolonge dans les écoles. Le projet révulse les conservateurs, il séduit les progressistes et les réformistes. Il ne trouve pas l'assentiment des révolutionnaires. Pour les syndicalistes révolutionnaires, héritiers d'Albert Thierry et plus que jamais minoritaires, c'est un leurre. Dans ce combat – surprenant pour nous aujourd'hui – contre « l'école unique », on retrouve l'inspiration d'Albert Thierry. Le peuple ne doit pas se laisser tromper par ceux qui lui font miroiter une élévation individuelle, un déclassement. C'est justement en tant que classe, collectivement, que le prolétariat doit s'émanciper. C'est le programme qu'ils défendent contre ceux qui pensent qu'un système sera d'autant plus démocratique qu'il permet

27. Mouvement d'universitaires qui a défendu des valeurs d'égalité au travers d'une réforme de l'enseignement tendant à unifier le système scolaire français et à permettre un accès plus large aux études secondaires.

d'augmenter le nombre des dominés qui rejoignent le camp des dominants. Principe radical, qui ne sera guère repris ni même compris. Principe en absolue contradiction avec les raisons mêmes qui ont conduit les dominants à instaurer l'école de la République. Principe qui entre pourtant en écho avec notre actualité. Près d'un siècle plus tard, l'école unique, le collège unique sont devenus des réalités institutionnelles. Ils n'ont ni remis en question la société de classes ni la perpétuation des inégalités. Les mécanismes sociologiques, déjà décryptés dans les années 1960 par Bourdieu et Passeron²⁸, se sont au contraire renforcés, perfectionnés.

La piste du « refus de parvenir », jamais explorée, pourrait-elle nous offrir une clé pour faire sauter ces verrous ?

GRÉGORY CHAMBAT

28. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers, les étudiants et la culture* (1964) et *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement* (1970).

ANARCHISTES D'ANTAN L'INCONGRUITÉ DE PARVENIR

CLAIRE AUZIAS

MILLE DEUX CENTS PAGES DACTYLOGRAPHIÉES, SOIT SOIXANTE-cinq heures enregistrées, constituent ce qui est devenu les *Mémoires libertaires* d'une vingtaine de personnes du mouvement anarchiste lyonnais entre les deux guerres¹. Mes rencontres opérationnelles avec ces militants eurent lieu entre 1977 et 1979, date du recueil des témoignages, mais certaines sont bien antérieures au plan amical et se poursuivirent au-delà. L'aventure commune a consisté en une immersion intense dans ces vies, avec l'active complicité des acteurs pendant plusieurs années et des jours durant.

La première gratitude que nous pouvons exprimer à l'égard de ceux qui ont parlé de l'anarchisme à Lyon en leur temps est certainement celle de nous avoir rappelé qu'il n'y a pas d'anarchisme paisible, et que le leur fut tourmenté dans les faits. Bien au-delà d'une chronique, leurs récits nous transmettent le sens, l'urgence, la conscience des batailles qui furent les leurs. Ce que

1. Claire Auzias, *Mémoires libertaires. Lyon 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1993 [1980].

nous donnèrent les acteurs embarqués dans ce legs, c'est au moins autant la restitution d'une vie quotidienne, d'une représentation de leur monde et les menus gestes ordinaires qui en firent le prix². Rappeler que tous ces gens sont inscrits dans la « grande histoire », c'est aussi exalter davantage la modestie de leurs propos, illustration de leur refus de parvenir. On peut en effet qualifier nombre des attitudes de ces militants comme émanant d'un refus de parvenir, si tant est que de parvenir il eût pu être question, car cela aurait semblé à la plupart d'entre eux simplement incongru.

Nous avons décrypté ensemble ce que fut la résistance anarchiste d'entre-deux-guerres, à ce moment d'une histoire, aujourd'hui échue, que l'on croyait close. Peu de travaux et de documents étaient jadis disponibles sur cette étrange époque. Mercier Vega avait écrit son récit³, des écrivains prolétariens avaient livré leurs souvenirs, Jean Maitron avait réalisé son œuvre⁴. Il était admis que la fondation du Parti communiste français en 1921 avait sonné le glas de l'anarchisme. Et malgré de grands livres au plan international, espagnols, allemands surtout, les années 1919 à 1939 étaient méconnues. Seul certainement l'anarchisme des lendemains de la Seconde Guerre mondiale et de la décennie 1950-1960 fut davantage encore maltraité par la connaissance historique.

Ce qui ressort au plan événementiel de la condition anarchiste des années d'entre-deux-guerres traduit une âpre lutte de l'anarchisme français contre ses adversaires nombreux, une grande

2. Il demeure cependant surprenant que cette entreprise d'histoire orale globale avec ceux qui la façonnèrent ait très peu été reproduite.

3. Louis Mercier, *La Chevauchée anonyme*, Marseille, Agone, 2006 [1978].

4. Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, Gallimard, 1992 [1951].

curiosité du contemporain, et des enjeux idéologiques, intellectuels, politiques et moraux. L'entre-deux-guerres, à entendre ces témoins, ce n'est pas seulement l'Espagne de 1936 pour l'anarchisme ! Or, de nos jours encore, cette représentation inexacte reste largement partagée. La fascination pour les réalisations insurrectionnelles de l'Espagne noir et rouge et les horreurs perpétrées contre elle masque, les réalités des autres combats.

Je voudrais ici redire rapidement ce qu'il en fut de ce temps historique des anarchistes, celui de l'implantation du communisme en Europe, sur lequel ils se firent peu d'illusions et auquel ils payèrent un lourd tribut en termes d'hommes et de femmes, et de combats, mais y gagnèrent en convictions d'opposition radicale. L'entre-deux-guerres anarchiste, c'est la reformulation d'un anarchisme dans ce contexte inédit. Tous les fondements de sa pensée y sont réaffirmés et recontextualisés, notamment dans la pratique individualiste qui l'emporte en grande partie, du fait des défaites de cette période, sur les flancs communiste libertaire et anarcho-syndicaliste.

C'est donc sur la base de ce matériel abondant et en conservant cette attention portée aux idées formulées mais aussi aux aspects quotidiens de la vie de ces militants que je souhaite montrer comme le refus de parvenir, rarement explicité en tant que tel, se manifeste dans le milieu anarchiste lyonnais de l'entre-deux-guerres. Il apparaît premièrement dans un rapport au politique particulier, basé sur un fort sentiment d'identité de classe et un engagement militant quotidien, mais aussi construit dans la lutte contre les tendances à la professionnalisation du syndicalisme et contre la volonté des communistes de contrôler le monde ouvrier. Il se concrétise ensuite dans un rapport ambivalent au travail, constitué à la fois de fierté du métier et de refus de l'emploi stable, notamment par les pratiques du « trimard » et du « macadam ». Enfin, les anarchistes lyonnais de l'entre-deux-guerres se distinguent par un rapport au savoir particulier, fondé

sur une autonomie face à la morale dominante et sur la défense de l'autodidaxie : loin de constituer un outil d'ascension sociale individuelle, le savoir doit pour eux servir à la « culture de soi-même », dans un esprit de curiosité et de désintéressement.

**« SI MON FRÈRE AVAIT VOULU AVOIR UNE FONCTION
APRÈS LA LIBÉRATION, IL AURAIT PU L'AVOIR »**

Ces mémoires sont d'abord le fait d'ouvriers et de petits artisans. Le mouvement anarchiste de cette période se distingue premièrement par une homogénéité de classe, si l'on entend classe au sens large. Car au sein de ladite classe se trouvent de grandes disparités et des écarts sociaux de poids. Cette réalité était prégnante. On ne se mélangeait pas. Pas de bourgeois, pas d'intellectuel, pas de dignitaire politique ni religieux, pas de patron, même petit. Dans la périphérie du mouvement anarchiste, un instituteur socialiste, un médecin complice. Parmi eux, un anarchiste de talent devint maire socialiste d'une banlieue, Théo Argence⁵ (il sera pour cela considéré comme arriviste par Marguerite Navel). Le médecin « suridéaliste » Emile Malespine eut grand mal à se faire comprendre des compagnons. Tous abritent un vif sentiment de leur appartenance sociale subalterne. Mais c'est précisément à partir de cette subordination que les dignités s'épanouissent. Deux témoins sont devenus cols-blancs sur le tard : enseignant d'école technique, et huissier au Bureau international du travail à Genève. « Alors avec mon complexe d'infériorité, je me suis contenté de tirer le diable par la queue pour finir d'élever mes deux enfants. Et puis, je n'ai jamais cherché à

5. La plupart des personnes citées ont une notice dans le *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, en ligne, maitron-en-ligne.univ-paris1.fr.

améliorer ma situation », ironise Roger Arquier⁶. Un ouvrier devint artisan, un autre devint écrivain, Georges Navel⁷.

À la notable exception de Lucien Tronchet, sur la trajectoire duquel je reviendrai plus bas, on ne peut déceler la moindre ascension sociale déshonorante parmi toutes ces trajectoires. Or cette identité de classe ne fut aucunement un prérequis de ma recherche. Elle s'est dévoilée après coup à l'observation. Elle indique non seulement un état de la population française de la première moitié du XX^e siècle, mais confirme aussi un élément majeur de la revendication anarchiste qu'est le refus de parvenir.

Avec Lucien Tronchet, militant à Genève et à Lyon devenu secrétaire syndical, on doit en revanche parler de parvenu, car le refus du statut de permanent était explicitement formulé dans l'anarcho-syndicalisme. Comme l'évoque un témoin :

« Tronchet, c'est un arriviste, il est arrivé du reste. C'est un arriviste, mais un bosseur, il s'est vraiment fait lui-même. Il avait tourné casaque. C'est ce qui a rendu malade Bertoni⁸. Quand on parlait de Lucien, il devenait rouge, Bertoni, parce qu'il pensait passer le flambeau de l'anarchie à Lucien ; c'était vraiment quelqu'un. Mais il n'avait qu'une idée, c'était de devenir secrétaire général de la FOBB, la fédération du bois et du bâtiment. Et c'est ce qui est arrivé ici à Genève. Mais il visait plus haut ! Mais son ancienne étiquette d'anarchiste l'a scié, il n'a pas pu aller plus haut. »

6. Toutes les citations sont extraites du livre *Mémoires libertaires* ou des entretiens lui ayant servi de base, conservés au CIRA de Lausanne dans le fonds d'archives Claire Auzias (CH.CIRA_A_006_AUZ).

7. Georges Navel (1904-1993), manœuvre, ouvrier agricole puis correcteur d'imprimerie, auteur de *Travaux* (1945), *Parcours* (1950), *Sable et Limon* (1952), etc.

8. Louis Bertoni (1872-1947), militant anarchiste actif à Genève et éditeur du journal *Le Réveil anarchiste*.

À l'inverse, Paul Massoubre, métallurgiste qui accepta à la réunification syndicale de 1936 de représenter la CGT-SR au sein de la nouvelle CGT⁹, était, comme le dit sa sœur Marie-Louise Massoubre, « un militant de grande envergure, d'ordre national ».

« Si mon frère avait voulu avoir une fonction après la Libération, il aurait pu l'avoir. D'ailleurs [Ambroise] Croizat est devenu ministre du Travail sous De Gaulle ; c'était son copain. Ils avaient milité ensemble avant la guerre. Il était vraiment sans ambition. D'une rigueur morale parfois même trop dure. »

L'anarcho-syndicalisme comme arme de lutte « de classe » à proprement parler traduit aussi le refus de parvenir : dans ses préceptes et dans sa ligne de conduite. « Vous connaissez la charte d'Amiens¹⁰ ? Un secrétaire élu pour deux ans, non rééligible. Il devait gagner le salaire le plus favorisé de sa catégorie et ses déplacements étaient payés, mais c'est tout. » Pour Pierre Masneuf, l'exemple contraire, c'est Léon Jouhaux :

« Un professionnel de la CGT ; ce sont de grands patrons, ils sont là à vie. Jouhaux était élu secrétaire du comité national de la CGT en 1904, mais en 1934 il y était toujours ! C'était un professionnel du syndicalisme. »

9. La Confédération générale du travail-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) représentait les courants syndicalistes minoritaires, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, indépendants à la fois de la Confédération générale du travail (CGT), réformiste, et de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), communiste.

10. La charte d'Amiens, adoptée en 1906 par la CGT, défend le projet du syndicalisme révolutionnaire, et proclame notamment l'indépendance du syndicat face aux différents partis politiques.



Affiche, années 1930.

Marius Chabany a vécu cette histoire bouleversée, les assauts du communisme contre cette éthique sociale. Sur les chantiers, la bagarre à coup de manches de pioches, voire de revolvers, était fréquente. C'est surtout sur le terrain syndical que la lutte anti-communiste s'est jouée concrètement.

« Les communistes à Saint-Étienne, ils venaient dans toutes les réunions de la CGT-U apporter la contradiction, fallait les foutre

dehors. Ils disaient n'importe quoi. C'était pas des gens sérieux, ils disaient des conneries, il fallait qu'ils parlent. Alors que nous, quand même, qui avions une petite éducation sociale, une éducation libertaire, on ne se rabaissait pas à ça quand même. »

La solidarité avec les emprisonnés, le soutien aux grandes causes qui jalonnent les années 1919-1939, la participation à toutes les campagnes engagées dans ces années-là illustrent également la politique anarchiste au moment de ce goulot d'étranglement historique. Louis Lecoin, alors secrétaire national de l'Union anarchiste, est l'une des figures emblématiques au plan français. Les anarchistes lyonnais de ce groupe étaient peu enclins aux affiliations en cartes. Ils étaient très autonomes, et la plate-forme d'Archinoff¹¹ par exemple a trouvé peu d'écho dans cette région. La lutte contre le bagne avec l'affaire Vial¹², dont se chargèrent Marie-Louise Massoubre comme Marcel Jaccoud, le Comité de défense sociale, qui cotisait tant pour les emprisonnés que pour les situations de détresse, l'aide aux réfugiés de toutes parts, Italie, URSS, Espagne, occupent toutes les énergies.

**« J'AI FAIT TOUS LES MÉTIERS,
COMME UN RÉVOLUTIONNAIRE »**

Ouvriers et artisans, ils le sont pour l'orgueil de gagner leur vie. Pas de rentier parmi eux. « Un anarchiste qui ne travaille pas n'est

11. La « Plate-forme d'organisation de l'Union générale des anarchistes » (1926), plus connue sous le nom de « plate-forme d'Archinoff », est un projet communiste libertaire visant à organiser de manière plus structurée et unitaire le mouvement anarchiste international.

12. Louis-Paul Vial avait été condamné à dix ans de bagne pour désertion en 1917. Les syndicats lyonnais firent une campagne inlassable pour sa libération.

pas anarchiste, parce qu'il vit sur le travail des autres. Un anarchiste, il doit respecter les copains », déclare Claudio Angelini, peintre en faux marbre, qui adhère au Syndicat unique des cimentiers. Et comme tous les anarchistes, Angelini défend son honneur :

« Pour t'inscrire au Syndicat des cimentiers, il fallait deux témoins, parce qu'il fallait témoigner qu'on pouvait faire le travail, qu'on est capable d'exercer son métier. »

Le refus de parvenir se marque avant tout dans la rareté de l'emploi stable, sinon à l'approche de la retraite. Les emplois sont interchangeables. Les métiers sont pensés comme savoir-faire ouvrier, et à ce titre valorisés en tant que qualités de l'ouvrier ou de l'artisan.

« Le métier de carreleur dans le bâtiment était intéressant, parce qu'il était artisanal. La mise en place des carreaux dépend toujours de l'individu. C'est l'ouvrier qui livre la compétence du travail, pas la machine. La partie noble du travail, c'est toujours l'ouvrier qui l'accomplit. »

Nombreux sont ceux qui n'accèdent pas à une qualification d'emblée ; les compétences s'acquièrent sur le tas, aux côtés d'un compère. La rotation des postes occupés est due aux licenciements pour faits de grève et autre exercice syndical.

Mais l'une des innombrables formes de résistance au travail, c'est aussi s'embaucher pour quelques jours ou quelques semaines, puis poursuivre son chemin vers d'autres usines. L'extrême variété des emplois occupés, des durées et des lieux, villes et campagnes, dit bien qu'il s'agit de gagner sa vie, tout en conservant une sorte de maîtrise sur son cours, en ne s'engageant pas trop avant au service d'un même patron. La forme la plus certaine de

cette représentation de soi au travail est le « trimard »¹³. Le trimard, qui n'a toujours pas trouvé son historien, n'est pas une invention des anarchistes ni leur exclusivité. Il se confond avec les emplois de la première industrialisation, avec ses « bras-nus » errant de village en village, ses « Léonard, maçon de la Creuse »¹⁴ et ses compagnons du tour de France. « Le bâtiment notamment, il n'y a pas de corporation qui voyage davantage. Ils vont de partout où il y a des chantiers. Ils partaient dans la montagne travailler à des barrages. Alors ils se dispersaient », raconte Antoine Marsella.

Ces pratiques sont aussi revendiquées par les non-qualifiés, comme acquisition de qualification. On rapproche parfois les trimards de France des *hobos* américains. Mais les seconds sont bien étudiés¹⁵, ce qui leur confère un relief certain dans l'Amérique ouvrière de l'entre-deux-guerres, tandis que les premiers sortent à peine de leur relégation d'ignorance. Cela est sans doute dû à la provisoire domination en France d'une idéologie de l'ouvrier surqualifié, métallurgiste de préférence, comme fer de lance et colonne vertébrale du prolétariat victorieux. Les trimards furent ainsi considérés comme lumpen¹⁶, ce qu'ils pouvaient accessoirement être aussi.

13. Aller sur le trimard, faire le trimard : voyager, vagabonder en passant d'un travail à l'autre.

14. Voir Martin Nadaud, *Léonard. Maçon de la Creuse*, Paris, La Découverte, 1998 [1977].

15. Voir par exemple, traduit de l'américain, Ben Reitman, *Boxcar Bertha* (1937 en anglais), Montreuil, L'Insomniaque, 1994 ; Joyce Kornbluh, *Wobblies et Hobos. Les Industrial Workers of the World. Agitateurs itinérants aux États-Unis. 1905-1919*, Montreuil, L'Insomniaque, 2012.

16. Lumpenprolétariat, terme allemand créé par Marx et Engels pour désigner le « sous-prolétariat » (littéralement « prolétariat en haillons »), décrit avec mépris comme une « masse errante, fluctuante et allant de ci-de là que les Français appellent "la bohème" » (Marx).

Dans les témoignages, le trimard est au contraire valorisé comme espace de liberté pour celui qui n'a que sa force de travail pour vivre. Tous l'ont énoncé, même si tous ne l'ont pas tenté. Auguste Forgues témoigne :

« J'ai fait les routes, le trimard pour trouver du travail. Et c'est à ce moment-là que je suis devenu anarchiste. On partait trois ou quatre jours sur la route et on cherchait du travail. On restait deux ou trois jours dans une usine, et pour un oui, ou pour un non, on partait. J'ai fait tous les métiers, comme un révolutionnaire. On ne pouvait pas rester dans la même place. Un anarchiste, un anarcho-syndicaliste ne pouvait pas rester dans la même place. J'ai travaillé dans le bâtiment, dans la métallurgie, un peu partout, à Rivede-Giers, à Marseille, à Bourg-d'Oisans. »

Le rapport au travail dans ses multiples conjugaisons est révélateur de ce refus de parvenir. On ne fait pas de carrière professionnelle, notion absente de cette culture anarchiste¹⁷.

Le « macadam », résistance au travail alors que la sécurité sociale n'existait pas encore, complète ces accommodements avec les contraintes du travail marchand. Il implique peu de considération pour le bien-être ronronnant du poste garanti à vie. Le macadam, simulation d'accident du travail confirmé par la complaisance du docteur socialiste Grandclément, surnommé « le roi du macadam », ouvrait droit à un demi-salaire payé sur l'assurance patronale. Régis Eyraud s'en fit une spécialité pendant au moins cinq ans, de 1923 à 1928, et cumula jusqu'à sept arrêts de maladie à la fois dans toute la France. Il dut refréner sa

17. La perspective de carrière professionnelle avec ses stratégies d'ascension sociale, d'ancienneté valorisée, etc., est peut-être une notion d'après la Seconde Guerre mondiale et empruntée au secteur tertiaire, cadres et employés de bureau. Elle n'existe pas entre les deux guerres dans les classes laborieuses.

virtuosité lorsqu'il fut arrêté pour ce fait. D'autres locuteurs ont aussi largement commenté le macadam, et l'ont pratiqué, quoiqu'il fût très impopulaire aux yeux du moralisme syndical. La loi de 1930 sur les droits des accidentés du travail mit fin à cette résistance.

**« CURIEUX D'ESPRIT : C'EST À MON SENS
CE QUI CARACTÉRISE LES ANARCHISTES-NÉS »**

Mais il est intéressant de s'attarder davantage sur l'aspect le plus méconnu de la pratique anarchiste de ce temps, l'individualisme, trop minoré dans la connaissance habituelle que l'on croit avoir de l'anarchisme. Loin d'être une marginalité anarchiste, et contrairement à d'autres pays, l'individualisme est une branche importante de l'anarchisme en France.

Ici, certains l'ont nettement récusé. Quelques personnes, ancrées dans l'itinéraire syndical de la CGT toute leur vie, comme Marguerite Navel et Jaume Padros, ou d'autres compagnes d'anarchistes telle Louise Heim, épouse Illi, ou encore Pierre Masneuf et Marius Chabany, ardents anarcho-syndicalistes, n'ont pas goûté ce mode de vie anarchiste. Mais les autres ont tous peu ou prou approché, partagé et apprécié les bienfaits proposés par l'individualisme. On trouve des naturistes, végétariens, miajistes¹⁸, néomalthusiens, amour-libristes, libres-penseurs, antialcoolistes, et autodidactes parmi eux. Jules Vignes était un militant individualiste connu de tous. Il demeurait à Oullins, tout près de Lyon, et publiait entre les deux guerres un journal, *La Feuille de vignes*.

18. Du MIAJ, Mouvement indépendant des auberges de jeunesse. Le MIAJ est le résultat d'une scission de la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ) en 1951, opposée à l'institutionnalisation des auberges de jeunesse portée par cette dernière.

C'était un ancien alcoolique repentant et défenseur des thèses du docteur Legrain¹⁹. Tout individualiste qu'il était, il n'en fut pas moins syndiqué toute sa vie à la CGT. Tous ont pratiqué les sorties champêtres, les pique-niques, les causeries sur l'herbe dans la campagne environnante. Quelques-uns poussèrent la marche à pied et les balades à vélo plus loin, jusqu'à la Méditerranée. Certains même affichèrent une admiration épatée pour les voyageurs partis vers de lointaines contrées fonder des communautés, coopératives ou vivre parmi les « sauvages », tels les compagnons de la Jeunesse ouvrière²⁰ dont parle Oddino Rosso :

« Nous, à la Jeunesse ouvrière, nous étions libres de notre pensée et nous approchions les anarchistes parce qu'ils avaient l'air désintéressés dans leurs activités intellectuelles. »

Tous furent néomalthusiens, convaincus du bien-fondé de la limitation des naissances et favorisèrent cette propagande de toute leur énergie, en un temps où la loi de 1920 la criminalisait. Gaston Illi fut le plus ardent praticien du néomalthusianisme, il effectua nombre d'avortements et seconda le médecin Norbert Bartosek dans les vasectomies en région lyonnaise, avant que ce dernier s'installe à Bordeaux, pour son infortune²¹. Grâce à Gaston Illi, bon vivant, homme des bois, skieur, avorteur et vasectomiseur, nous disposons aujourd'hui d'un témoignage

19. Le docteur Paul-Maurice Legrain (1869-1939) est le fondateur de l'Union française antialcoolique. La question de la lutte contre l'alcoolisme est très présente dans le mouvement anarchiste du début du XX^e siècle. La notice « Alcoolisme » de *L'Encyclopédie anarchiste* (1934) s'inspire largement de ses théories.

20. Ou Jeunesse syndicaliste, organisation de jeunesse de la CGT.

21. Le médecin autrichien Norbert Bartosek fut condamné en 1936 à Bordeaux, avec plusieurs anarchistes, pour « castrations et violences ».

exceptionnel. Autant l'avortement était pratiqué, de notoriété publique, très largement et par toutes les couches sociales, autant la vasectomie fut le privilège des anarchistes.

Et, enfin, l'éducation de soi. La morale anarchiste bien comprise, c'est, au sein de sa condition matérielle, s'en extraire philosophiquement, en développant ses capacités humaines par la lecture, les conférences, l'échange des points de vue, le débat, l'exercice de la contradiction, la réflexion. La culture de soi-même, en un mot. « Chez les anarchistes justement, il y a cette culture désintéressée. Alors que, dans l'ambiance sociale, on s'instruit pour être plus riche, pour être plus fort, pour être plus puissant, pour gagner », résume Oddino Rosso.

Une fois encore, cette culture s'échafaude entre soi. La connivence hors de la sphère libertaire, avec des esprits éclairés, est très restreinte en ces temps d'ascension du communisme. Tous l'ont dit : plus de génies tutélaires, tous attirés vers le communisme, tel Romain Rolland. En ces temps de grande solitude, les anarchistes apprennent l'autogestion du savoir. Ce sont ces conférences, dont l'éventail prouve la ferme curiosité d'esprit qui caractérise, selon Antoine Marsella, l'anarchiste « de tempérament ». Et le triomphe de l'autodidacte. Car, là encore, on peut attribuer au refus de parvenir l'éloge de la formation autodidacte des anarchistes. Qu'est-ce qu'un homme de bien ? Quelqu'un qui se cultive. L'autodidactisme ici entendu est un privilège en un temps où l'école reste très sélective, et l'université, une propriété privée des couches aisées. L'éducation fut une revendication syndicale dès la fin du XIX^e siècle, Fernand Pelloutier fit des Bourses du travail les « universités » ouvrières. Mais il y a dans la fierté autodidacte un ingrédient de plus. Ce sont certainement les individualistes anarchistes qui portèrent le plus loin cet idéal de culture de soi-même. Cette insistance fut d'autant plus forte que les individualistes ne pouvaient pas dédier leurs efforts à la croyance en une libération par le salariat. L'autodidactisme

conteste à l'université de classe son arrogance dans l'accès aux choses de l'esprit, sa fonction de reproduction des inégalités sociales, son étiquette de bienséance intellectuelle, sa discipline aliénante dans l'organisation des savoirs, et pour finir sa prétention oiseuse à la domination. Les autodidactes individualistes étaient ancrés dans leur condition scolaire de l'entre-deux-guerres, dont le certificat d'études constituait la limite, réaffirmée par la guerre de 1914-1918 sur les gens de peu. L'instruction devenait générale, les jeunes militants associaient instruction avec liberté, et liberté avec émancipation. Antoine Marsella a explicité la régression que représenta la guerre de 1914 pour sa génération. Une génération mûre pour les révolutions, dont le développement fut coupé court par le bellicisme international.

MÉMOIRE ET PARTAGE

Dans les entretiens menés à Lyon, compagnes et compagnons n'ont probablement jamais cité textuellement « le refus de parvenir ». Mais à relire les transcriptions sous ce prisme, il apparaît comme une valeur essentielle. Et cela tant dans toutes les activités militantes : syndicales, culturelles, illégalistes, comme dans la vie personnelle. Ceux qui sont « parvenus » dans le mouvement ouvrier, Ambroise Croizat, Lucien Tronchet, sont condamnés sans rémission.

Pour recueillir des histoires orales de ce genre, il fallait se gagner la confiance des personnes sollicitées : les engagements de l'historienne, les liens fraternels tissés de longue date ont sans doute permis de surmonter l'obstacle qu'aurait pu représenter la préparation d'une thèse universitaire. Qui n'a d'ailleurs ouvert aucune carrière à son auteure...

BAKOUNINE ÉTAIT SALE & DÉFONCÉ...



...IL A RÉUSSI !

Affiche, 2001.

DÉCLASSEMENT ET RÉVOLUTION CHEZ BAKOUNINE

JEAN-CHRISTOPHE ANGAUT

PEU-ÊTRE LA TRAJECTOIRE PERSONNELLE DE MICHEL BAKOUNINE (1814-1876) a-t-elle contribué à le sensibiliser à un thème qu'il développa dans plusieurs textes de la maturité et qui entretient une nette proximité avec celui du refus de parvenir : le rôle révolutionnaire que peut jouer le phénomène social du déclassé. Issu de la petite noblesse terrienne russe, destiné par son père à la carrière militaire puis à la gestion du domaine familial de Priamoukhino, le jeune Michel Bakounine a en effet très tôt renoncé à son destin social pour se consacrer d'abord à la philosophie, puis mener la vie errante d'un exilé de la révolution. Davantage que Marx, qui ne dut renoncer à la carrière universitaire que parce que celle-ci, sous le régime répressif de la Prusse de Frédéric-Guillaume IV, se refusa à lui, et qui, malgré des difficultés matérielles qui ne furent pas moindres que celles du révolutionnaire russe, continua toute sa vie d'affecter les manières d'un bourgeois allemand et d'aspirer à la reconnaissance de sa puissance théorique, Bakounine illustre par sa vie et ses écrits un renoncement à toute perspective de trouver une

place dans la société, autre que celle de fossoyeur d'un ordre qu'il abhorrait. S'il serait évidemment abusif de ramener les conceptions sociales d'un auteur à ce qui relève, pour une part, des contingences de sa vie matérielle, on ne peut néanmoins qu'être frappé par le fait que Marx soit demeuré toujours attaché à conférer un rôle déterminé aux différentes classes en lutte dans la société et au contraire à dénigrer, notamment sous l'appellation infamante de lumpenprolétariat, les groupes sociaux à l'appartenance de classe incertaine, mélangeant d'ailleurs à cette occasion ce que l'on qualifierait aujourd'hui de sous-prolétariat avec la bohème littéraire, les milieux criminels, voire la paysannerie¹. On trouve au contraire, chez Bakounine, une attention extrême au rôle que jouent parfois de tels groupes sociaux au sein des processus révolutionnaires, du fait précisément qu'ils constituent un élément réfractaire à la structuration en classes de la société².

L'intérêt que Bakounine porte au rôle révolutionnaire des déclassés – ou, comme il le dit également, des « déplacés » – s'inscrit dans un intérêt plus large pour des éléments qui ne sont pas révolutionnaires en raison de leur seule appartenance de classe. On peut d'ailleurs remarquer qu'à l'occasion Bakounine s'opposa

1. Sur l'extrême instabilité des définitions fournies par Marx et Engels du lumpenprolétariat, voir Jean-Claude Bourdin, « Marx et le lumpenprolétariat », *Actuel Marx*, n° 54, 2013/2, p. 39-55.

2. Cela vaut aussi pour la période d'engagement slave de Bakounine : contre les démocrates allemands (dont Marx et Engels) qui conseillent aux Slaves de se laisser germaniser pour pouvoir participer à l'histoire universelle, Bakounine souligne ce que peut avoir de révolutionnaire l'extériorité relative de ces populations vis-à-vis de ce que l'Europe occidentale considère comme la civilisation. Voir à ce propos J.-C. Angaut, *La Liberté des peuples. Bakounine et les révolutions de 1848*, Lyon, ACL, 2009. Sans que les deux auteurs ne se soient connus, il est possible de mettre ces conceptions en rapport avec celles que développa Ernest Cœurderoy dans *Hurrab !!! ou la révolution par les cosaques* (1854), Paris, Éditions Plasma, collection Table rase, 1977.

aux penchants ouvriéristes d'une partie de l'Internationale, qui prétendait dénoncer l'adhésion des « ouvriers de la pensée »³. Bien que le rejet de ces éléments étrangers à la classe ouvrière ait été défendu pour partie par des délégués qu'il ne portait guère dans son cœur – notamment le proudhonien de droite Tolain –, Bakounine souligne que cette défiance ouvrière découle de l'instinct socialiste des prolétaires, car il est vrai « qu'il est très difficile à un enfant de la bourgeoisie de vouloir sincèrement toutes les conditions et toutes les conséquences de la justice et de l'égalité »⁴. Mais Bakounine ne s'oppose pas moins à l'injustice de ce qu'il considère comme un préjugé⁵, ce qui lui permet de mettre en avant le caractère révolutionnaire d'éléments qui n'appartiennent pas *stricto sensu* à la classe ouvrière : paysans, sous-prolétaires, jeunes et déclassés. De ce point de vue, il s'oppose très clairement à la position qui était défendue avec constance par Marx et Engels, au moins depuis le *Manifeste communiste* (1847).

3. Cela à l'occasion du congrès de Genève de l'Internationale (1866), deux ans avant l'adhésion de Bakounine à l'organisation. Cette position fut aussi défendue par certains des futurs amis de Bakounine, notamment Eugène Varlin (voir aussi dans ce volume le texte de Gianpiero Bottinelli).

4. Bakounine, *Œuvres complètes*, Paris, Champ libre, 1974-1982, vol. I, p. 212.

5. Il en va de même pour la richesse : « Ne calomnions donc pas la richesse, elle est une condition de notre humanité, et sans elle nous ne saurions accomplir le moindre progrès. Ce qui démoralise, c'est l'accaparement des richesses entre des mains privilégiées et nécessairement oisives ; ce sont les jouissances matérielles et même intellectuelles et morales, non accompagnées de travail ou surpassant la quantité, l'intensité ou la peine du travail. » (Bakounine, *Œuvres complètes*, Paris, Champ libre, 1974-1982, vol. I, p. 263.) L'adresse de février 1872 *Aux compagnons de la Fédération jurassienne* revient dans les mêmes termes sur la participation d'éléments issus de la bourgeoisie à l'Internationale (*Œuvres complètes*, édition citée, vol. III, p. 74-75).

CONTRE LE MARXISME

LA RÉVOLUTION HORS-CLASSE

Pour ces derniers en effet, l'histoire de toute société est déterminée par une lutte pour la domination entre les classes sociales qui la composent. Cela signifie que les sociétés qui ne connaissent pas de structure de classe sont en dehors de l'histoire et qu'il ne saurait y avoir de révolution sans que les classes dominées renversent la domination qu'elles subissent. Le clivage qui tend de plus en plus à prédominer dans l'histoire des sociétés, en tant que celle-ci tend à faire triompher le mode de production capitaliste, est celui qui sépare les propriétaires des moyens de production et ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail et sont donc contraints de la vendre. Cette perspective s'appuie sur le pronostic que les classes sociales intermédiaires seront de plus en plus résorbées dans ces deux classes, que Marx et Engels désignent comme la bourgeoisie et le prolétariat : par exemple, les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, paysans) sont condamnés dans leur écrasante majorité à rejoindre les rangs du prolétariat, lequel constitue la classe dominée, qui peut seule valoir dès lors pour sujet révolutionnaire⁶. Outre les présupposés très lourds de cette conception en termes de philosophie de l'histoire, outre aussi ses effets potentiellement démoralisants qu'a pu illustrer l'histoire du marxisme – l'attente des fameuses « conditions objectives », dont la réunion rend seule possible la révolution –, elle s'avère incapable de rendre compte des révolutions effectives, que ce soit celles intervenues dans le

6. Cette lecture de l'histoire a aussi son versant international : les pays où le capitalisme industriel se développe, et où par conséquent le clivage entre bourgeoisie et prolétariat devient structurant pour la société, ont plus de chance de voir apparaître des mouvements en faveur de la révolution sociale.

passé, du vivant de Marx et Engels⁷, ou même de celles qui se sont réclamées d'eux au XX^e siècle, et encore moins de mouvements révolutionnaires plus récents.

L'intérêt que porta Bakounine au rôle révolutionnaire des populations qui n'entraient pas dans la structuration (présumée) binaire des sociétés du capitalisme avancé repose aussi sur l'acuité de son regard sur les processus révolutionnaires – ce qui n'a rien d'étonnant de la part de quelqu'un qui était avant tout un révolutionnaire et n'avait rien d'un sociologue ou d'un économiste. Cela le conduisit à contester plus avant les vues marxiennes touchant au caractère nécessairement révolutionnaire du prolétariat industriel, en soulignant qu'y étaient à l'œuvre des tendances à l'embourgeoisement, et conséquemment à la défense paradoxale de l'ordre social dans lequel les ouvriers de l'industrie pouvaient faire valoir leurs revendications spécifiques.

Mieux encore, on trouve chez Bakounine une critique explicite de la notion même de classe, notamment en tant qu'on l'applique à la position du prolétariat industriel au lendemain de la révolution sociale. Ainsi, dans un projet de lettre à *La Liberté* de Bruxelles en octobre 1872, Bakounine signale qu'il y a dans le programme des socialistes allemands une « expression qui nous est profondément antipathique, à nous anarchistes révolutionnaires qui voulons franchement la complète émancipation populaire : c'est le prolétariat, le monde des travailleurs présenté comme *classe*, non comme *masse*. Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exclusion des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les

7. D'ailleurs, lorsqu'il eut à analyser des révolutions réelles, Marx fut contraint (comme dans *Les Luittes de classes en France* et *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* à propos de celle de 1848) de compliquer singulièrement le schéma présenté dans le *Manifeste*.

démocrates socialistes de l'Allemagne, deviendront proprement les sujets de leur grand État soi-disant populaire. *Classe, pouvoir, État* sont trois termes inséparables, dont chacun suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots : “*l’assujettissement politique et l’exploitation économique des masses*” »⁸. Il serait erroné de tirer de cette citation l'idée que Bakounine récusait toute pertinence à la théorie selon laquelle les sociétés, et notamment celles qui vivent sous le mode de production capitaliste, sont structurées en classes, elles-mêmes déterminées par le rapport au capital et au travail. En revanche, ce que redoute Bakounine, c'est que tout ou partie du prolétariat des villes ne demeure une classe *après* la révolution sociale. Or dans ce qu'il connaissait du marxisme (à savoir essentiellement le *Manifeste*), c'est bien ainsi que les choses se passent : de classe dominée, le prolétariat doit devenir classe dominante, avant de faire disparaître tous les instruments de la domination de classe (l'État) et réaliser la société sans classes. Le risque est alors que, sous prétexte de retourner l'ancienne domination de la bourgeoisie contre cette classe, le prolétariat urbain ne devienne une nouvelle classe exploitant le prolétariat des campagnes – et éventuellement, pourrait-on ajouter, aussi celui des villes dans la mesure où il n'a pas l'heur d'appartenir à cette aristocratie ouvrière. En allant partiellement au-delà de ce que dit Bakounine lui-même, peut-être faudrait-il dès lors considérer le processus révolutionnaire lui-même non comme un moment d'affirmation de classe, mais comme le moment de dissolution des classes sociales, le moment par excellence du déclassement et du déplacement⁹.

8. Bakounine, *Œuvres complètes*, édition citée, vol. III, p. 160-161.

9. Cela correspond, du reste, à certaines descriptions que Bakounine nous a léguées à propos du Paris révolutionnaire de 1848 dans sa *Confession* (1851). Voir Bakounine, *Confession* (1851), Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, 2013, p. 64-67.

Si la révolution sociale est un moment de remise en cause complète de l'ordre social, si à ce titre elle est le moment où les divisions de cette société éclatent de toutes parts, il est finalement assez naturel que les éléments qui ne se retrouvent pas dans cette société puissent jouer un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire. Et c'est tout particulièrement le cas de ces couches sociales qui, à des titres divers, se refusent à entrer dans cette division en classes. Toutefois, toutes les formes de résistance à l'intégration¹⁰ dans la modernité capitaliste n'obéissent pas aux mêmes causes ni aux mêmes motifs et il y a sans doute lieu de distinguer entre les éléments qui ont fait le choix du déclassé (ce qui pourrait se rapprocher du thème, propre au syndicalisme révolutionnaire français du début du XX^e siècle, du refus de parvenir), et ceux qui sont déclassés par position sociale. Bien entendu une telle distinction a quelque chose de schématique et consiste bien plus à identifier des types qu'à décrire des groupes sociaux bien identifiés : bien souvent, on se trouve mis en position de choisir le déclassé social, ou l'on fait des choix politiques qui se traduisent *de facto* par le déclassé, sans que celui-ci ait été visé. Compte tenu de la thématique de ce volume, mais aussi de la postérité ultérieure de ce thème et sans doute de son actualité, on peut toutefois s'en tenir à tout ce qui, dans les écrits du révolutionnaire russe, porte sur ces fractions de la jeunesse qui se refusèrent à leur destin social, se déroberent au rôle qui leur était socialement assigné, celui de perpétuer la domination, et allèrent au peuple, tant dans leur vie que dans leur activité de propagande.

10. Cette thématique de l'intégration, que l'on trouvera plus tard chez Herbert Marcuse, ne se trouve pas chez Bakounine. Elle constitue néanmoins un outil commode pour présenter les critiques qu'il adresse à une partie du mouvement ouvrier.

Mais, comme on le voit, il ne saurait être question d'identifier ce thème du déclassement volontaire à celui du refus de parvenir. Refusent en effet de parvenir des personnes qui, venant d'en bas, sont confrontées, à un moment ou à un autre de leur trajectoire sociale, à la question d'accepter ou pas telle position avantageuse économiquement ou tel poste de pouvoir. Or d'une certaine manière, la thématique du déclassement volontaire, telle qu'on la trouve traitée dans quelques textes de Bakounine, correspond à une question qui est l'exacte symétrique de la précédente. Si l'individu qui refuse de parvenir est issu du peuple et se trouve confronté à une opportunité d'ascension sociale, celui qui se décline volontairement est issu des classes privilégiées et renonce à ses privilèges pour « aller au peuple ». Il reste toutefois un point commun à ces deux phénomènes ou mots d'ordre, c'est qu'ils concernent avant tout la jeunesse, en tant qu'elle est amenée à se poser la question de sa trajectoire sociale – et peut-être aussi, comme le suggère Bakounine, en tant qu'elle est un élément idéaliste.

Pour l'essentiel, Bakounine a cru pouvoir souligner le rôle révolutionnaire du déclassement social dans deux pays : la Russie et l'Italie. Cela tient aux liens qui furent les siens avec les mouvements révolutionnaires de ces deux pays, par le contact avec la jeunesse émigrée dans le cas de la Russie, et par le rôle que joua Bakounine lors du premier essor du socialisme dans le cas de l'Italie¹¹. Mais cela n'a rien d'étonnant non plus si l'on songe que ces deux pays ont connu des exemples, voire des mouvements de déclassement volontaire au sein de la jeunesse révolutionnaire, exemples et mouvements qui ne sont pas sans rappeler, à nouveau, le refus de parvenir.

11. Bakounine séjourna en Italie de 1864 à 1867 et il y conserva jusqu'à la fin de sa vie de nombreux contacts. Voir David Ravindranathan, *Bakunin and the Italians*, Montréal, McGill University Press, 1989.

« ALLER AU PEUPLE »**BAKOUNINE ET LES POPULISTES RUSSES**

La Russie constitue ici le cas à la fois le plus massif et le mieux documenté. C'est aussi celui qu'il faut aborder en premier dans la mesure où c'est sur le modèle de ce qu'il connaissait de la Russie que Bakounine a analysé le rôle révolutionnaire de la jeunesse italienne, dans des termes qui sont parfois rigoureusement les mêmes. Les analyses de la situation de la Russie que Bakounine produit à la fin des années 1860, et les appels qu'il lance en direction de la jeunesse de ce pays, s'inscrivent en effet dans le développement du mouvement des *narodniki*, dont on désigne la doctrine comme *narodnichestvo*, c'est-à-dire populisme, parce qu'elle fait un devoir aux révolutionnaires d'aller au peuple, et de concevoir une forme de socialisme qui soit adaptée à la vie de ce peuple, et notamment à son caractère agricole¹². Ce mouvement se développa en Russie après l'émancipation des serfs par le tsar Alexandre II en 1861, et il contribue à expliquer pourquoi Bakounine reprend la propagande en direction de son pays d'origine à partir de 1868, propagande qui ne cessera jamais¹³. Les jeunes populistes considéraient que cette prétendue émancipation conduirait dans les faits la paysannerie russe à passer brutalement du féodalisme au salariat agricole. Sympathisant de ce mouvement (qui se référait initialement aux idées d'Alexandre Herzen et de Nicolas Tchernychevski), Bakounine n'en était pas moins conscient de ses possibles dérives avant-gardistes, les jeunes intellectuels qui s'en réclamaient pouvant se considérer comme chargés de répandre dans le peuple ignorant

12. Sur le mouvement populiste russe, l'ouvrage de référence est celui de Franco Venturi, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, Gallimard, 1972.

13. Deux volumes des *Œuvres complètes*, outre *Étatisme et anarchie* (rédigé en langue russe), sont consacrés aux relations slaves de Bakounine : le vol. V pour ses relations avec le seul Netchaïev, le vol. VI pour le reste.

la bonne parole révolutionnaire, de s'en faire ainsi les éducateurs et donc de se construire des carrières de dirigeants révolutionnaires.

C'est notamment ce qui apparaît dans un texte de mai 1869, *Quelques paroles à mes jeunes frères de Russie*¹⁴, dans lequel Bakounine s'adresse à « la jeunesse déclassée et lettrée de la Russie » pour lui lancer l'appel suivant :

« Rappelez-vous bien, frères, que la jeunesse lettrée ne doit être ni le maître, ni le protecteur, ni le bienfaiteur, ni le dictateur du peuple, mais seulement l'accoucheur de son émancipation spontanée, l'unisseur et l'organisateur des efforts et de toutes les forces populaires. »

Comme il le dit encore dans le même texte, si les jeunes bourgeois et nobles instruits ont des choses à apprendre au peuple, ils ont aussi bien des enseignements à recevoir « au milieu de ces masses aux mains durcies par le travail », à commencer par savoir comment « servir la cause du peuple ». Bien que Bakounine soit rarement considéré comme l'une des sources d'inspiration du mouvement populiste, et s'il est vrai que celui-ci naquit indépendamment de lui, il n'en reste pas moins que ses propres appels à « aller au peuple » et à servir « la cause du peuple » précèdent de plusieurs années les tentatives effectives des *narodniki* de révolutionner les campagnes¹⁵, et qu'on peut les considérer comme une

14. Sauf mention contraire, toutes les citations qui suivent sont tirées de ce texte, publié dans Michel Bakounine, *Le Socialisme libertaire*, textes choisis et présentés par Fernand Rude, Paris, Denoël, 1973, p. 204-211. Le texte fut publié une première fois en français (dans une traduction de l'auteur) dans le journal *La Liberté* de Bruxelles le 5 septembre 1869.

15. Le mouvement effectif des *narodniki* vers le peuple eut lieu en 1874 et il fut un échec, notamment du fait de l'indifférence de la majorité de la paysannerie et de la répression menée par l'État russe. Cela conduisit une partie du mouvement populiste à constituer des sociétés secrètes pratiquant l'assassinat politique – dont le plus retentissant fut celui du tsar Alexandre II en 1881.

prise de position interne à ce mouvement, cherchant à l'orienter dans un sens plus libertaire. C'est aussi pour cette raison qu'il insiste sur le fait qu'aux héros populaires du passé, tels Stenka Razine (rebelle du XVII^e siècle), doit se substituer « cette légion de jeunes hommes déclassés et sans nom », qui ne veulent être « ni voleurs ni rêveurs ». Par ailleurs, le parallèle entre le mouvement « aller au peuple » et le « refus de parvenir » des syndicalistes révolutionnaires français du début du XX^e siècle est d'autant plus tentant qu'il correspond aussi à une réalité sociologique, un certain nombre de militants populistes russes étant devenus, comme leurs homologues français, des instituteurs. Cela signifie aussi que le mouvement « aller au peuple » ne signifiait pas, pour les jeunes populistes russes, devenir soi-même un paysan – à l'instar de ceux des maoïstes français qui allèrent dans les usines et dans les champs pour « s'établir » après 1968¹⁶ – mais trouver sa place au sein du peuple.

Si la question du mouvement vers le peuple se pose à l'époque en ces termes à une partie de la jeunesse urbaine de Russie, c'est que celle-ci est essentiellement une jeunesse éduquée, qui prétend mettre au service du peuple les capacités qu'elle a acquises du fait de sa naissance au sein des classes privilégiées. On comprend dès lors pourquoi les appels de Bakounine en direction de la jeunesse russe contiennent la recommandation suivante :

« Quittez ces universités, ces académies et ces écoles dont on vous chasse maintenant, et dans lesquelles on n'a jamais cherché qu'à vous séparer du peuple. Allez dans le peuple, là doivent être votre carrière, votre vie, votre science. »

Dans une contribution qui cherche à établir le degré de proximité entre l'éloge bakouninien du déclassement et le refus de parvenir,

16. Pour un témoignage d'établi, qui est aussi un document sur la condition ouvrière dans les années 1960, voir Robert Linhart, *L'Établi*, Paris, Minuit, 1981.

on ne peut manquer de souligner la mention de la carrière dans cette déclaration – même s’il n’est pas certain qu’on entendit à l’époque derrière ce terme l’expression « faire carrière ». Dans la Russie de la seconde moitié du XIX^e siècle, le fait de fréquenter les universités mène tout droit à une carrière de fonctionnaire. Se détourner de ce parcours, c’est aussi renoncer à faire partie du personnel de l’État et refuser la séparation d’avec le peuple – c’est renoncer à faire carrière, à trouver sa place au sein des classes privilégiées.

Mais ce qui est en jeu derrière ces appels à la jeunesse instruite, c’est aussi le statut de la science. On retrouve sur ce point la position nuancée qui est celle de Bakounine, entre les deux positions extrêmes qui entrèrent en conflit lors du congrès de Genève de l’Internationale à propos de l’adhésion à l’organisation des ouvriers de la pensée – pour faire vite, entre la délégation allemande qui faisait un éloge univoque de la science, et la délégation française qui voyait dans la possibilité d’une adhésion des intellectuels un risque d’attirer des ambitieux. Or Bakounine, s’il partage la crainte des Français, et s’il souligne par ailleurs la difficulté qu’il y a pour un ancien membre de la bourgeoisie ou de la noblesse à embrasser sincèrement la cause du prolétariat, n’en est pas moins conscient de ce que les tenants d’une science libre pourraient apporter au prolétariat. C’est encore ce qui transparaît dans l’appel de 1869 à la jeunesse russe, dans la continuité de l’exhortation à désertir l’université :

« Ne vous souciez pas en ce moment de la science au nom de laquelle on voudrait vous lier, vous châtier. Cette *science officielle* doit périr avec le monde qu’elle exprime et qu’elle sert ; et à sa place, une science nouvelle, rationnelle et vivante, surgira, après la victoire du peuple, des profondeurs mêmes de la vie populaire déchaînée. »

L’opposition que propose Bakounine entre une science officielle, qui exprime et sert l’ordre social, et une science nouvelle qui émergerait d’un nouvel ordre social peut paraître sommaire.

De mauvais esprits pourraient même être tentés d'y voir une préfiguration de l'opposition entre science bourgeoise et science prolétarienne qui sévira quelques décennies plus tard dans la Russie stalinienne, et dans laquelle s'inscrivirent par exemples les théories pseudo-scientifiques d'un Lyssenko. Toutefois, à l'heure où la plus grande partie de la recherche en sciences exactes est intégrée, à des titres divers, à l'industrie, et où une tendance comparable est à l'œuvre dans les sciences humaines et sociales (dont on cherche à faire des sortes de conseillers du prince), il est peut-être moins difficile de comprendre ce que dénonce Bakounine dans cette servilité de la science officielle.

Il faut en outre lier cette dénonciation à l'éloge que ne cesse de faire Bakounine, dans d'autres textes de la même époque à destination de la Russie, d'une science libre dont les meilleurs exemples lui semblent fournis notamment par le matérialisme scientifique, qui cherche à la fois à vulgariser les progrès récents de la connaissance et à tirer des développements de la science contemporaine des conclusions philosophiques (sur la liberté, l'existence de Dieu, etc.). On en trouve un bon exemple dans l'article « La science et le peuple » que Bakounine fait paraître dans l'unique numéro du journal de l'émigration russe *Narodnoe Delo* (soit : *La Cause du peuple*) auquel il collabora au cours de l'été 1868. Cet article fait en effet des « matérialistes scientifiques » Carl Vogt, Jakob Moleschott et Ludwig Büchner des « apôtres de la science révolutionnaire » parce qu'ils ne sont pas seulement des hommes de science mais des « combattants contre tous les fantômes engendrés par l'idéalisme religieux et métaphysique qui barraient à l'homme le chemin de la liberté »¹⁷. Ce que dénonce Bakounine dans la « science officielle »,

17. Bakounine, « Comment poser les questions révolutionnaires. Article premier : la science et le peuple », *Narodnoe Delo*, 1^{er} septembre 1868 (traduction disponible sur le CD-Rom Bakounine, *Œuvres complètes*, Amsterdam, IISG, 2000 – je corrige cependant la transcription des noms des trois auteurs dans cette dernière traduction).

ce n'est pas tant sa fausseté que son enfermement et sa pusillanimité, elle est une science qui ne tire pas les conséquences philosophiques, religieuses, sociales et politiques de ses découvertes, qui demeure de surcroît à l'usage exclusif des classes privilégiées. Dans le même article, Bakounine signale d'ailleurs que tout un mouvement de fondation d'écoles populaires et d'écoles du dimanche s'est répandu en Russie au début du règne d'Alexandre II à l'initiative de jeunes instruits qui prétendaient faire profiter le peuple des campagnes de l'instruction qu'ils avaient reçue.

Ce dernier aspect du mouvement en direction du peuple d'une partie de l'*intelligentsia* russe permet de souligner un autre aspect du déclassement volontaire tel qu'il transparait dans ces textes de Bakounine : il s'agit essentiellement d'un processus de *détournement*. Détournement de soi d'abord, au sens où l'on se détourne d'un chemin que l'on serait tout naturellement amené à suivre. Détournement des ressources dont on dispose ensuite – et pour parler le langage d'une sociologie plus récente, aussi bien des ressources symboliques que des ressources matérielles. Les jeunes instruits détournent le savoir qu'ils ont reçu, et qui était destiné à l'usage exclusif de leur classe, pour « vendre la mèche » auprès du peuple – de même, si l'on veut, qu'un héritier dilapiderait son héritage pour la cause au lieu de le gérer et de le faire fructifier. Ce dernier parallèle peut être suggéré par le fait que, dans l'entourage même de Bakounine, figuraient un certain nombre de révolutionnaires issus des rangs de la noblesse et de la bourgeoisie qui sacrifièrent leur fortune à la cause de la révolution sociale – le cas le plus illustre étant celui de l'Italien Carlo Cafiero¹⁸.

18. Carlo Cafiero (1846-1892) était issu d'une famille de riches propriétaires terriens de la région des Pouilles. Proche de Bakounine à partir de 1871, il consacra une partie de son héritage à financer différents mouvements insurrectionnels, mais aussi à l'achat de La Baronata, une propriété sur les hauteurs du Lac Majeur, dans laquelle Bakounine vécut quelques mois mais qui s'avéra un gouffre financier – ce qui altéra définitivement les relations entre les deux hommes.

BAKOUNINE ET LA JEUNESSE ITALIENNE

Le contexte de l'Italie, bien qu'il soit fort différent de celui de la Russie sous le rapport politique et social, n'en va pas moins constituer une occasion pour Bakounine d'appliquer à ce pays les recommandations qu'il avait adressées quelques années auparavant à la jeunesse russe. Mais c'est aussi qu'il considère qu'il existe des parallèles possibles entre les deux pays, notamment sur le plan social. Dans un texte qui constitue une nouvelle contestation de la vision marxienne de la révolution, Bakounine souligne ainsi le retard du pays dans le « développement de la production monopolisée par le capital »¹⁹. Mais ce retard n'empêche pas selon lui qu'une révolution sociale puisse intervenir dans ce pays, avec le soutien de la paysannerie, dont Bakounine souligne les orientations antiétatiques. D'un point de vue politique, le contexte italien est en outre marqué par le recul de l'influence des idées du patriote italien Giuseppe Mazzini (qui prônait l'adoption d'une forme républicaine d'État pour l'Italie, tout en condamnant la Commune de Paris comme l'incarnation du diable) sur les associations ouvrières, et dès lors aussi par un désintérêt croissant pour les questions étroitement politiques au profit des idées socialistes. Militant depuis 1868 de l'Association internationale des travailleurs, Bakounine estime que, pour que l'organisation puisse s'établir fermement dans la péninsule, « il ne manque que des initiateurs, des semeurs, et c'est précisément ces derniers qu'il faut former ». Or, pour cette tâche, Bakounine compte sur les éléments de la jeunesse instruite qui se sont détournés de leur milieu d'origine :

19. Bakounine, *Œuvres complètes*, édition citée, vol. I, p. 81. Le texte en question est un projet de lettre à *La Liberté* de Bruxelles, daté du 29 août 1871.

« Il existe maintenant en Italie une grande masse de gens nés dans la classe bourgeoise, mais qui ayant dédaigné d'un côté le service de l'État, et n'ayant point trouvé de place ni dans l'industrie ni dans le commerce, se trouvent complètement déplacés et désorientés. Ils ont été touchés par l'esprit du siècle, et fatigués de contempler la beauté mystique de Dante et la grandeur de la Rome antique, ils se sont faits en masse des libres-penseurs, au grand désespoir de Mazzini. De la libre-pensée au socialisme, il n'y a qu'un pas qu'il faut les aider à franchir²⁰. »

On ne peut manquer de souligner le parallèle avec le texte de 1869 écrit à destination de la Russie. Dans les deux cas, la jeunesse dédaigne de se joindre au camp des voleurs et des exploiters, et sur un plan politique elle se détourne de la propagande patriotique. C'est par rapport à cette double perspective de développement de l'Internationale en Italie et de « déplacement social » d'une partie de la jeunesse que s'inscrivent les nombreux appels que Bakounine lance à la jeunesse d'Italie. Dans une lettre à Francesco Mora du 5 avril 1872, Bakounine suggère même qu'une part de plus en plus importante de la jeunesse italienne, ne trouvant pas sa place dans la société, pourrait se montrer disposée à remettre en cause l'ordre social tout entier :

« Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, *tout à fait déplacée, sans carrière, sans issue*, et qui malgré son origine bourgeoise n'est point moralement et intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays. »

Ce diagnostic fait se rejoindre deux thèmes chers à Bakounine : outre celui de la jeunesse bourgeoise qui se refuse à l'accomplissement de son destin social, il y a aussi celui de la force régénératrice

20. Bakounine, *Œuvres complètes*, édition citée, vol. I, p. 82.

que portent ces éléments de la société qui refusent d'acquiescer à son ordre – ce qui rejoint chez lui le thème d'une barbarie susceptible de venir régénérer la civilisation de l'intérieur.

Un fragment de *La Théologie politique de Mazzini* définit le rôle de la jeunesse par rapport au prolétariat :

« Jeunes gens qui voulez vous sauver de la gangrène qui a gagné et qui dévore aujourd'hui le corps de la bourgeoisie tout entière, prenez le plus souvent possible des *bains de vie populaire*. Plongez-vous dans le peuple, vivez avec lui et pour lui. Ayez du cœur pour ses misères et pour ses douleurs ; considérez-le non plus comme un instrument nécessaire à la réalisation de vos idées politiques, mais comme le but suprême de tous vos efforts. Apprenez à l'aimer et à le respecter, et comprenez que si vous avez beaucoup de choses à lui enseigner, vous en avez encore plus à apprendre de lui. En retour des pensées que vous lui apporterez, il vous apportera toute la richesse de ses instincts. Vous lui donnerez les formules de la vie, il vous donnera la vie. De l'union de votre pensée avec son instinct naîtra la vie populaire²¹. »

Le parallèle avec ce que Bakounine écrivait quelques années auparavant à propos de la Russie est, là encore, frappant. À nouveau, il s'agit que se produise une rencontre entre la vie et la théorie, entre les instincts populaires, qui seuls portent la vitalité sociale, et leur formulation. Pour Bakounine, cette rencontre ne bénéficie à aucun des deux termes plus qu'à l'autre, puisqu'elle permet à la fois au peuple de rendre ses aspirations audibles et à la jeunesse de participer au « mouvement si vivant, si puissant aujourd'hui, de la réelle émancipation populaire ». D'une manière plus nette encore que dans les textes à destination de la Russie, il apparaît que ce que cherche à concevoir Bakounine dans ses

21. *Ibid.*, p. 220 et p. 258.

appels à la jeunesse italienne, c'est une forme d'alliance inédite entre les deux pôles dont il ne cesse d'observer une tension depuis le début des années 1840 : la jeunesse instruite est en effet la représentante de la théorie, alors que le peuple est l'incarnation de la pratique, du développement spontané de la vie sociale indépendamment de toute théorie. La seule alliance qui soit alors possible entre théorie et pratique consiste en ce que la jeunesse instruite exprime les aspirations du prolétariat, contribue à l'élaboration de cette science sociale vivante qui serait le fidèle reflet de l'évolution économique et sociale spontanée. Cette manière de se mettre au service du peuple ou du prolétariat ne place pas la jeunesse instruite à la remorque de ce dernier, s'il est vrai que les aspirations qu'elle formule ne sont pas les désirs mortifères qui peuvent parfois s'emparer du peuple.

L'insistance de Bakounine sur les tendances révolutionnaires de la jeunesse instruite (mais aussi du sous-prolétariat et de la paysannerie, voire de certains éléments criminels²²) n'est pas seulement intéressante en tant qu'elle constitue une remise en cause importante du schéma marxiste qui affirme une structuration de la société en classes et qui fait de la lutte entre ces dernières le moteur du devenir historique. Elle est particulièrement intéressante pour nous aujourd'hui. Il est indéniable que le fait qu'une partie importante de la population possède à la fois un niveau élevé d'instruction et ne parvienne pas à trouver sa place dans la société, ou ne le veuille pas, constitue un facteur très puissant de contestation de l'ordre social. De fait, en Égypte et en Tunisie, ce sont notamment des jeunes instruits issus de classes moyennes en crise qui ont provoqué l'écroulement de régimes arbitraires et corrompus. Cela fait confluer les analyses de Bakounine avec

22. Voir dans la lettre du 2 juin 1870 à Netchaïev la mention du « monde des vagabonds, des brigands et des voleurs », qui serait accessible à une « propagande vivante » (Bakounine, *Œuvres complètes*, édition citée, vol. V, p. 234).

celles qui avaient été proposées dans les années 1960 par Marcuse ou par les situationnistes, autour de la question de savoir si une révolution était encore possible dès lors que le capitalisme tardif semblait constituer une machine à intégrer et que le prolétariat industriel, notamment au travers de ses organisations politiques et syndicales, semblait avoir renoncé à renverser la domination capitaliste. Il y a bien chez Bakounine la dénonciation d'une tendance à l'embourgeoisement de certaines composantes du monde ouvrier, tendance qu'il faut moins comprendre en termes sociaux qu'en termes politiques : l'embourgeoisement signifie ici l'acceptation des règles du jeu de la démocratie bourgeoise. Comparativement, l'existence de groupes sociaux, de plus en plus larges, qui ne sont pas intégrés au jeu de la négociation, des élections, de la recherche de travail, constitue donc un facteur de révolutions.

La réception souvent hostile de la thématique du déclassement volontaire dans la sociologie des mouvements révolutionnaires nous semble plaider, paradoxalement, en faveur de sa pertinence. En 1911 paraissait la *Sociologie du parti* du sociologue allemand Robert Michels, qui est le premier ouvrage de sociologie à s'intéresser aux organisations politiques. Ce livre est devenu célèbre parce que son auteur, qui avait été militant de la social-démocratie allemande, insistait sur la nécessaire dérive oligarchique des organisations démocratiques. Or, dans la cinquième partie de l'ouvrage, il évoquait une série de mesures préventives qui avaient été mises en place, dans l'histoire des organisations révolutionnaires, pour empêcher l'apparition de telles oligarchies. Parmi ces prophylaxies, à côté de la pratique du référendum, du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme, il mentionnait ce qu'il appelait le « postulat de la renonciation »²³, c'est-à-dire

23. Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, traduction Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2015, p. 456-463.

l'ensemble des mesures « pour favoriser la prolétarianisation des éléments bourgeois parmi les dirigeants ». À cette occasion, avec un certain nombre d'approximations, il rendait compte des textes de Bakounine portant sur le rôle révolutionnaire des jeunes Russes et Italiens issus de la bourgeoisie et de la noblesse, et soulignait plus particulièrement que, contrairement à Marx, « Bakounine ne conçoit pas le déclassement comme un fait historique en soi, mais comme une nécessité psychologique pour l'action socialiste de tous ceux qui ne sont pas prolétaires de naissance » (car, ajoutait-il paraphrasant Bakounine, « la conduite de vie domine le monde des idées et détermine l'orientation de la volonté²⁴ »). Mais tout en reconnaissant la pertinence de l'analyse psychologique qui sous-tendait les appels de Bakounine en direction de la jeunesse, il en rejetait le principe d'un revers de main : ces tentatives ne pouvaient aboutir, au mieux, qu'à un fanatisme partisan, et pas à une réelle absorption de l'élite intellectuelle dans la masse. Mais, précisément, le cas de Robert Michels constitue un contre-exemple intéressant aux textes de Bakounine sur le déclassement. En effet, le sociologue allemand, après avoir dû renoncer à une carrière universitaire en Allemagne en raison de l'engagement social-démocrate qu'il avait pris pour terrain d'investigation sociologique, et après avoir adopté la nationalité italienne, renonça aux convictions et à l'idéalisme de sa jeunesse et, par carriérisme, alla jusqu'à adhérer au parti fasciste pour obtenir, en 1928 à Bologne, un poste de professeur.

JEAN-CHRISTOPHE ANGAUT

24. La citation exacte est : « La vie domine la pensée et détermine la volonté », in *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale*, in *Œuvres*, vol. VIII, Paris, Champ libre, 1982, p. 41.

SOCIALISME ET INTELLECTUELS (2013)¹

GIANPIERO BOTTINELLI

AUX DÉBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER, LA MÉFIANCE ENVERS les « intellectuels socialistes » était assez répandue. Au congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) à Genève en 1866, le proudhonien français Henri Louis Tolain (1828-1897) propose d'exclure les « travailleurs de la pensée ». On lui objecte que Marx « a consacré sa vie au triomphe de la classe ouvrière ». Tolain réplique : « Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx [... mais] je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes². » Sa proposition est rejetée par 25 voix contre 20.

Quelques années plus tard, Antoine Perrare (1841-1912), mécanicien, communard condamné à la déportation et réfugié à Genève en 1871, exprime une position similaire. Lors du congrès de l'Internationale antiautoritaire de Genève, en 1873, il affirme que l'Internationale devrait être ouverte uniquement aux ouvriers

1. Texte traduit et adapté d'un article paru en deux volets dans la revue tessinoise *Voce libertaria*, n° 25, septembre-novembre 2013 et n° 28, mai-août 2014. Consultables en ligne sur www.anarca-bolo.ch/vocelibertaria

2. *La Première Internationale. Recueil de documents*, tome I, Genève, Droz, 1962.

manuels : « Ce qu'il ne nous faut pas, ce sont des hommes qui en savent trop et qui nous égarent par leurs belles phrases³. »

Le débat était loin d'être réglé parmi les antiautoritaires, surtout dans certaines sections plus « ouvriéristes ».

Ce n'est pas par hasard que la question est relancée par Errico Malatesta, délégué de la Fédération italienne au congrès de l'Internationale de Berne en 1876 : « À notre avis, à nous autres Italiens, l'Internationale ne doit pas être une association exclusivement ouvrière ; le but de la révolution sociale, en effet, n'est pas seulement l'émancipation de la classe ouvrière, mais l'émancipation de l'humanité tout entière. Et l'Internationale, qui est l'armée de la révolution, doit grouper sous son drapeau tous les révolutionnaires, sans distinction de classes. »

Dans la Fédération régionale espagnole de l'AIT, une union ouvrière a pris le nom de *Unión de Noógrafos*, le néologisme « noographes » s'appliquant à ceux qui transmettent la pensée (du grec *νοῦς*) : elle regroupe typographes, lithographes et jusqu'aux ouvriers des fabriques de papier. Jolie manière de dépasser le débat manuels/intellectuels ! Bien plus tard, les principes du Conseil économique et social pendant la révolution espagnole de 1936 disent clairement : « Sont considérées comme ouvriers toutes les personnes participant à l'activité productrice, qu'il s'agisse de travaux manuels ou intellectuels. » Cette fois-ci, c'est le mot ouvriers, *obreros*, qui est valorisé.

Cependant, cette méfiance envers les intellectuels referra régulièrement surface chez les libertaires. Pour eux, l'objectif n'est bien sûr pas uniquement la destruction du capitalisme, mais aussi – et c'est là l'originalité fondamentale de l'anarchisme – d'en finir avec toute forme de domination économique, politique et morale : l'anarchie est une société sans hiérarchies.

3. *Ibid.*, tome IV, 1971.

En 1876, François Dumartheray, « au nom d'un groupe de proscrits lyonnais », publie à Genève une brochure qui s'adresse aux ouvriers manuels comme lui, pour les mettre en garde contre l'électoratisme :

« Supposons pour un instant que l'autorité peut faire le bien, cela ne se peut pas, mais pour bien faire voir dans quelle illusion sont certains révolutionnaires nous allons voir comment ils pourront y arriver. Quelques bonshommes nous auront fait travailler pendant au moins un quart de siècle ou deux pour avoir le pouvoir, on nous aura enlevé nos plus énergiques propagandistes pour en faire des aspirants, même des hommes d'État. Des révolutionnaires qui ne se trouvent plus avoir les mêmes besoins n'auront, par cela même, plus les mêmes aspirations et arriveront à n'avoir que de la haine et du dédain pour les leurs. Ces mêmes hommes, qui auraient été d'une grande valeur et qui auraient rendu de grands services à la révolution, deviendront des misérables. Et les coupables sont ceux qui servent de marchepied à ces gredins⁴ ! »

Certains libertaires ont repris ces idées un siècle plus tard : les Groupes anarchistes fédérés italiens⁵. Ils considèrent qu'il n'y a pas seulement deux classes sociales qui s'opposent, mais trois. Il y a « lutte entre classes exploitées et classes exploiteuses, entre ceux qui exercent le pouvoir économique et ceux qui le subissent. Mais également lutte entre ceux qui détiennent les privilèges et ceux qui aspirent à en bénéficier, entre patrons et "aspirants patrons", entre classes dominantes et classes montantes cherchant de nouvelles formes de domination ». Une autre classe sociale, la classe intellectuelle, se profile dans l'ascension vers le pouvoir, une force sociale qui ne traverse pas seulement

4. *Aux ouvriers manuels partisans de l'action politique*, Genève, 1876.

5. Gruppi anarchici federati, *Un programme anarchiste*, Turin, 1977.

le camp capitaliste bourgeois, mais s'exprime avec toujours plus de force dans la pensée et la pratique de la partie du mouvement ouvrier et socialiste qui suit les traces marxistes. Ceux-là sont les « socialistes scientifiques », les maîtres de la connaissance... les « nouveaux patrons ».

Cette notion avait des précurseurs. À la fin du XIX^e siècle, des analystes critiquèrent les intellectuels socialistes qui défendaient la division de la société entre patrons et travailleurs, entre l'État et ses sujets. Citons, par exemple, Georges Sorel (1847-1922) :

« La véritable vocation des intellectuels est l'exploitation de la politique ; le rôle de politicien est fort analogue à celui de courtisan, et il ne demande pas d'aptitude industrielle. Il ne faut pas leur parler de supprimer les formes traditionnelles de l'État ; c'est en quoi leur idéal, si révolutionnaire qu'il puisse paraître aux bonnes gens, est réactionnaire. Ils veulent persuader aux ouvriers que leur intérêt est de les porter au pouvoir et d'accepter la hiérarchie des capacités, qui met les travailleurs sous la direction des hommes politiques⁶. »

Jan Wacław Makhaiski (1866-1926), partant d'un point de vue marxiste, retourne d'abord sa critique contre les marxistes russes, puis contre le marxisme, contre Marx lui-même et le socialisme en général. Selon lui, le socialisme est l'idéologie d'intellectuels qui profitent de la position centrale qu'ils occupent dans la société capitaliste – gestion de l'économie, contrôle de la production, monopole des connaissances – pour s'ériger en nouvelle classe dominante⁷.

La méfiance envers les intellectuels se poursuit aussi au début du XX^e siècle, en particulier au sein du syndicalisme révolutionnaire

6. « L'avenir socialiste des syndicats », *L'Humanité nouvelle*, mars-avril 1898.

7. *Le Socialisme des intellectuels*, présenté par A. Skirda, Paris, Spartacus 2014 (1^{re} éd. française, 1979).

romand – où sont actifs de nombreux militants anarchistes – organisé dans la Fédération des unions ouvrières de la Suisse romande (FUOSR)⁸. Son hebdomadaire, *La Voix du peuple*, publié à Lausanne puis à Genève de 1906 à 1914, souligne dès le début qu'il sera donc, ainsi que le souligne son titre, « un journal fait pour le peuple et – ce qui est mieux encore – un journal fait par le peuple, car seuls les ouvriers syndiqués y auront libre discussion »⁹.

La FUOSR a une structure fédéraliste : chaque union ouvrière et chaque syndicat conservent leur propre autonomie basée sur l'égalité, c'est-à-dire sans aucune hiérarchie ou bureaucratie. Égalité renforcée par le fait que les membres du comité ou les secrétaires syndicaux restent ouvriers : ils ne sont pas rémunérés et jouent uniquement le rôle de coordinateurs.

C'est un syndicalisme instigateur d'innombrables grèves, qui a aussi soutenu l'École Ferrer de Lausanne (1910-1919), des coopératives de consommation et de production pour résister aux listes noires et aux lock-out : la plus connue est celle des cigarières d'Yverdon, après leur grève de 1907, mais il y a aussi des salons de coiffure communistes à Lausanne et à Genève, une menuiserie coopérative à Lausanne, bientôt la Coopérative des ouvriers du bois et du bâtiment à Genève, active jusqu'en 1978.

Ces syndicalistes refusaient explicitement de parvenir, de se faire une place ou de faire carrière, ils ne voulaient pas trahir leur classe.

En 1895, le typographe tessinois Luigi Bertoni décline le poste « prestigieux » de responsable de l'imprimerie cantonale de Bellinzone. Établi à Genève, bientôt rédacteur des deux bimensuels *Le Réveil anarchiste* et *Il Risveglio anarchico* (1900-1947),

8. La FUOSR, opposée au réformisme de l'Union syndicale suisse, regroupait en 1908 une dizaine d'unions ouvrières, 70 syndicats, 8 000 ouvriers suisses, italiens, français, allemands.

9. *La Voix du peuple*, n° 1, 13 janvier 1906.

il compte dans les années 1920 parmi les secrétaires non rémunérés de la Fédération des syndicats ouvriers du canton de Genève. C'est donc en toute cohérence qu'il exprime durant les années 1930 sa contrariété à l'égard d'Adrien Buffat et de Lucien Tronchet¹⁰, devenus fonctionnaires syndicaux de la Fédération du bâtiment (FOBB) à Lausanne et à Genève.

Selon Bertoni, l'activité syndicale doit rester exclusivement entre les mains des compagnons de base continuant à travailler comme ouvriers : soit un refus d'occuper des postes de direction, en opposition également à la bureaucratisation déjà en cours dans le plus important syndicat national, l'Union syndicale suisse.

UN AUTRE REFUS DE PARVENIR ?

Peu avant l'émergence de la nouvelle globalisation capitaliste éclate Mai 68. Les événements ne se produisent pas sans signes avant-coureurs, même si on ne les attendait pas exactement à ce moment (et surtout avec une telle force). Mai 68 apporte à de nombreux jeunes gens un certain nombre de fondements théoriques qui leur faisaient défaut.

Lesquels ? Je mentionnerai juste une dimension fondamentale : une partie des soixante-huitards ne voulaient surtout pas prendre la place de leurs pères ni celle des dirigeants. Ils considéraient que le privé était aussi politique, voulaient abolir le patriarcat, les inégalités, les cheffailons, la hiérarchie, toute forme de domination morale, politique et économique. Contre la volonté de domination, ils préconisaient un engagement collectif, égalitaire, libertaire. Deux devises ? « Ni esclaves ni patrons », « Ni obéir ni commander ».

10. Concernant Luigi Bertoni, Adrien Buffat et Lucien Tronchet, voir les notices biographiques du Chantier biographique des anarchistes en Suisse, <http://www.anarca-bolo.ch/cbach/>.

On ne considérerait plus comme les moteurs de changement les seuls prolétaires, mais toutes les classes dominées, toutes les victimes du système.

LES NOUVEAUX PARVENUS ET LA MÉRITOCRATIE

La croissance économique qui suit la fin de la Seconde Guerre mondiale, soutenue notamment par une forte immigration et par le travail salarié des femmes, conduit à une hausse du niveau d'instruction et à une augmentation considérable du secteur tertiaire. Dans un contexte d'évolution technologique et de nouvelle globalisation perverse, le système n'a plus tant besoin d'ouvriers locaux que d'ingénieurs, de techniciens et de professionnels du marketing pour vendre plus de produits. Système qui génère, entre autres, une multitude de peurs et d'inquiétudes, ainsi qu'une augmentation des violences économiques, sociales, politiques, technologiques et écologiques¹¹.

Revenons un peu en arrière pour tenter de comprendre quels effets cette évolution a pu avoir sur un certain nombre d'intellectuels de gauche. Presque immédiatement après Mai 68 – paradoxalement – sont fondées de nombreuses chapelles marxistes, léninistes ou staliniennes, chacune détentrice de sa propre grande vérité, avec sa hiérarchie, ses dirigeants, son bureau politique... Par la suite, en dix ans à peine, beaucoup de contestataires retournent leur veste et s'intègrent dans la gauche parlementaire ou la social-démocratie naguère détestée. Ils y appliquent le même concept de réformisme pour le réformisme, de « réalisme », de « pragmatisme », tout en introduisant l'importance du besoin individuel de « se réaliser », convaincus que la hiérarchisation est juste puisque déterminée par le mérite.

11. Voir Marc Augé, *Les Nouvelles Peurs*, Payot & Rivage, 2013.

Ils ne luttent plus pour changer la société, mais surtout pour un capitalisme « moins agressif », pour renforcer un État en perte de légitimité à leurs yeux. Il s'agit par conséquent de s'intégrer aux institutions, de reprendre les rênes des mains de la génération précédente¹². Une aubaine pour ces nouveaux intellectuels de gauche, qui visent peu à peu des postes auréolés de prestige, de mérite. Cela les conduit également à s'impliquer dans le parlementarisme, à tenter l'ascension pour devenir de petits ou grands managers/technocrates et des pontes dans le secteur public national ou cantonal, dans l'éducation, la justice, le social, la finance ou le parapublic, dans le « fonctionnarisme » toujours plus bureaucratique des organisations syndicales, sans oublier l'ascension dans les diverses professions dites libérales. Le voici, leur grand soir ou, pour les italophones, *Il sol dell'avvenire* : travailler pour huiler les rouages du néocapitalisme et gérer l'État comme une entreprise.

Le concept politique de méritocratie n'a fait son apparition en Italie que depuis les années 1970, à la différence de la France où la logique méritocratique règne en particulier dans le système des grandes écoles. Il s'agit du pouvoir du mérite. En d'autres termes : intelligence (talent) + effort = mérite. Ce n'est plus le pouvoir transmis par dynastie, népotisme, clientélisme ou pistons, mais le fait que « les postes de direction, et spécialement la responsabilité des charges publiques, devraient être confiés aux plus méritants, c'est-à-dire à ceux qui font preuve du plus d'intelligence et de capacités naturelles, en plus de leur implication dans l'étude et le travail » (selon le dictionnaire Treccani de la langue italienne). Et j'ajouterais : à ceux qui parviennent à dégager le profit requis par le capital, et qui espèrent s'élever socialement.

12. En 1968, on désignait comme « intégrés » ceux qui étaient restés sur des positions conservatrices-réactionnaires et/ou dans des positions de domination. Et maintenant... il est demandé à tout le monde de s'intégrer, à commencer par les immigrés.

Il s'agit donc d'un système dans lequel le mérite détermine les hiérarchies, un terme assez proche de celui d'aristocratie (dans son sens étymologique), c'est-à-dire le pouvoir exercé par les meilleurs.

On pourrait citer les mots d'une ex-conseillère d'État socialiste tessinoise à propos d'« égalité des chances » :

« Garantir les mêmes opportunités à chacun, assurer que tous puissent démarrer sur la même ligne de départ. L'égalité non pas à l'arrivée – *puisque le chemin que nous parcourons dépend de nous* – mais au départ, parce que celui-ci dépend des conditions dans lesquelles nous naissons¹³. »

Encore un exemple récent d'adhésion à la méritocratie ?

En novembre 2013, la majorité des électeurs suisses ont décidé de rejeter l'initiative 1:12, portée par la gauche, dont le but était d'ancrer dans la Constitution un principe : un directeur ne peut pas gagner plus que douze fois le salaire d'un de ses subalternes. Indépendamment des résultats du vote (l'initiative a été rejetée), il m'importe ici de souligner à quel point la grande majorité de la gauche (socialistes, communistes et syndicalistes confondus) a toujours clairement cette vision hiérarchique/bureaucratique inégalitaire, cette adhésion convaincue à l'idéologie méritocratique. En effet, pourquoi une heure de travail d'un technocrate étatique, d'un privé ou d'un patron devrait-elle valoir plus qu'une heure de travail d'une vendeuse ou d'un serveur ? Est-ce que n'importe quelle activité ne devrait pas jouir de la même considération et, par conséquent, du même salaire et permettre le même style de vie ?

GIANPIERO BOTTINELLI

13. Patrizia Pesenti, *Il Caffè*, 6 février 2011 (c'est nous qui soulignons).

LES PROLÉTAIRES INTELLECTUELS (1914)¹

EMMA GOLDMAN

LA PROLÉTARISATION DE NOTRE ÉPOQUE VA BIEN AU-DELÀ DU champ du travail manuel ; en effet, au sens le plus large, tous ceux qui travaillent pour vivre, que ce soit avec leurs mains ou avec leur cerveau, tous ceux qui doivent vendre leur habileté, leur savoir, leur expérience et leurs compétences, sont des prolétaires. De ce point de vue, notre système entier, à l'exception d'une classe très limitée, a été prolétarisé.

Toute notre structure sociale est maintenue par les efforts du travail intellectuel et physique. En contrepartie, les prolétaires intellectuels, tout comme les travailleurs du commerce et de la mine, gagnent une vie précaire et pitoyable, et sont plus dépendants de leurs maîtres que ceux qui travaillent avec leurs mains.

1. Emma Goldman a publié la revue mensuelle *Mother Earth* à New York de 1906 à 1917. Cet article est tiré du vol. 8, n° 12, février 1914. Il a été traduit de l'anglais et annoté en novembre 2014 par Au Prochain Chapitre : <https://auprochainchapitre.wordpress.com/>. Pour ce volume, il a été adapté et légèrement abrégé.

Il y a sans aucun doute une différence entre les revenus annuels d'un mineur de Pennsylvanie et ceux d'un Brisbane². Ce dernier, comme ses collègues journalistes, hommes de théâtre ou professeurs, peut jouir de confort matériel et d'une bonne position sociale, mais malgré cela ce sont des prolétaires, dans la mesure où ils dépendent servilement des Hearst, des Pulitzer³, des trusts théâtraux, des éditeurs et, plus que tout, d'une stupide et vulgaire opinion publique. Cette terrible dépendance envers ceux qui font les prix et dictent les termes des activités intellectuelles est plus dégradante que la situation des travailleurs dans n'importe quel métier. Ce qui est pathétique, c'est que ceux qui sont engagés dans une profession intellectuelle, peu importe à quel point ils aient pu être sensibles au départ, deviennent durs, cyniques et indifférents à leur avilissement. C'est certainement arrivé à Brisbane dont les parents étaient des idéalistes travaillant avec Fourier⁴ dans les premières entreprises coopératives. Brisbane, qui a lui-même commencé comme un homme d'idéaux, mais qui s'est tellement empêtré dans le succès matériel qu'il a renié et trahi tous les principes de sa jeunesse.

C'est ainsi. Les succès remportés par les moyens les plus méprisables ne peuvent que détruire l'âme. Pourtant, c'est le but de notre époque. Cela aide à masquer notre corruption interne et estompe progressivement nos scrupules, si bien que ceux qui débutent avec quelque haute ambition ne peuvent, même s'ils le voulaient, créer quoi que ce soit d'eux-mêmes.

2. Arthur Brisbane, 1864-1936, était alors un célèbre journaliste aux États-Unis.

3. William Randolph Hearst, 1863-1951, et Joseph Pulitzer, 1847-1911, les deux principaux patrons de presse américains.

4. Albert Brisbane était un actif partisan de Charles Fourier, 1772-1837, philosophe et socialiste utopiste français.

Autrement dit, ceux qui sont placés dans des situations qui réclament l'abandon de leur personnalité, qui insistent sur le strict conformisme pour définir des orientations politiques et des opinions, vont dégénérer, vont devenir mécaniques, vont perdre toute capacité à engendrer quoi que ce soit de réellement vital. Le monde est plein de tels malheureux estropiés. Leur rêve est de « réussir », quel qu'en soit le prix à payer. Si seulement nous arrêtons pour considérer ce que veut dire « réussir », nous aurions pitié de ces malheureuses victimes. Au lieu de cela, nous regardons l'artiste, le poète, l'écrivain, l'auteur et le penseur qui ont « réussi » comme l'autorité suprême sur tous les sujets, alors qu'en réalité leur « réussite » est synonyme de médiocrité, avec le déni et la trahison de ce qui aurait pu signifier au départ quelque chose de réel et d'idéal. Les artistes qui ont « réussi » sont des âmes mortes sur l'horizon intellectuel. Les esprits intransigeants et audacieux ne « réussissent » jamais. Leur vie représente un combat sans fin contre la stupidité et la platitude de leur temps. Ils doivent rester ce que Nietzsche appelle « inactuels »⁵, car tout ce qui lutte pour une nouvelle forme, une nouvelle expression ou de nouvelles valeurs est toujours condamné à être inactuel.

Les vrais pionniers dans les idées, dans l'art et la littérature sont restés des étrangers à leur temps, incompris et rejetés. Et si, comme Zola, Ibsen ou Tolstoï, ils ont contraint leur époque à les accepter, c'était grâce à leur génie extraordinaire et même plus grâce à l'éveil et aux recherches de nouvelles vérités d'une petite minorité, pour laquelle ces hommes étaient une source d'inspiration et un soutien intellectuel. Pourtant même aujourd'hui Ibsen est impopulaire ; Poe, Whitman et Strindberg n'ont jamais « réussi ».

5. Dans les *Considérations inactuelles*, Nietzsche, 1876. « Untimely » dans le texte d'Emma Goldman, de la traduction anglaise de Nietzsche : *Untimely Meditations*.

Voici la conclusion logique : ceux qui ne vouent pas de culte à l'argent n'ont pas besoin d'espérer de reconnaissance. D'autre part, ils n'ont pas non plus à penser les pensées des autres ni à porter les vêtements politiques des autres. Ils n'ont pas à déclarer vrai ce qui est faux, ni à louer comme humanitaire ce qui est cruel. Je réalise que ceux qui ont le courage de défier le fouet économique et social sont une espèce rare, et nous devons faire face à la majorité.

Maintenant, c'est un fait que la plupart des prolétaires intellectuels sont dans une routine économique et ont moins de liberté que ceux qui travaillent dans les ateliers ou dans les mines. Contrairement à ces derniers, ils ne peuvent pas enfiler un bleu de travail et brûler le dur jusqu'à la prochaine ville à la recherche d'un emploi. Premièrement, ils ont passé leur vie dans une profession, au détriment de toutes leurs autres facultés. Ils sont donc inaptes à tout autre travail que celui qu'ils ont, comme des perroquets, appris à répéter. Nous savons tous à quel point il est difficile de trouver un emploi dans quelque métier que ce soit. Mais arriver dans une nouvelle ville sans relations et trouver une situation de professeur, d'écrivain, de musicien, de comptable, d'actrice ou d'infirmière est presque impossible. Si, cependant, un prolétaire intellectuel a des relations, il doit se présenter à elles sous un aspect correct ; il doit sauver les apparences. Et cela requiert des moyens que la plupart des membres de ces professions n'ont pas plus que les travailleurs, car même dans leurs « bonnes périodes », ils ont rarement assez pour joindre les deux bouts.

Puis il y a les traditions, les habitudes des prolétaires intellectuels, le fait qu'ils doivent vivre dans certains quartiers, avoir un certain confort, acheter des vêtements d'une certaine qualité. Tout cela les a émasculés, les a rendus inaptes à supporter le stress et la pression d'une vie de bohème. S'ils boivent du café le soir, ils ne peuvent pas dormir. S'ils restent éveillés un peu plus

tard que d'habitude, ils sont inaptes au travail le lendemain. En bref, ils n'ont aucune vitalité et ne peuvent pas, comme le font les travailleurs manuels, s'adapter aux cahots de la route. Par conséquent, ils sont liés de mille façons aux conditions les plus dégradantes et humiliantes. Mais ils sont à tel point aveugles à leur propre sort qu'ils se considèrent supérieurs, meilleurs, et plus chanceux que leurs camarades dans la hiérarchie des métiers.

Et puis, aussi, il y a les femmes qui se vantent de leur merveilleuse réussite économique et de pouvoir subvenir elles-mêmes à leurs besoins. Chaque année, nos écoles et nos universités déversent des milliers de compétitrices sur le marché intellectuel, et partout l'offre est supérieure à la demande. Pour exister, elles doivent se courber, ramper et mendier pour obtenir une situation. Les femmes diplômées se bousculent dans les bureaux, restent assises pendant des heures, se lassent et s'évanouissent à chercher un emploi, et pourtant elles se fourvoient dans l'illusion qu'elles sont supérieures aux ouvrières, ou qu'elles sont économiquement indépendantes.

Leurs années de jeunesse sont aspirées par l'apprentissage d'une profession, pour finalement être à la merci d'une commission scolaire, d'un rédacteur en chef, d'un éditeur ou d'un directeur de théâtre. La femme émancipée ne fuit l'atmosphère étouffante du foyer que pour se ruer de l'agence pour l'emploi à l'agent littéraire, et revenir. Elle montre du doigt avec un dégoût moral la fille du quartier chaud, et elle n'est pas consciente qu'elle aussi doit chanter, danser, écrire ou jouer, et de quelque façon se vendre un millier de fois pour gagner sa vie. En effet, la seule différence entre l'ouvrière et la femme ou l'homme prolétaire intellectuel est une affaire de quatre heures. À 5 heures du matin, l'ouvrière fait la queue attendant d'être appelée pour un emploi et se retrouve souvent face à un panneau indiquant « On n'embauche pas ». À 9 heures du matin, la travailleuse intellectuelle doit faire face à un panneau « On n'embauche pas de cerveau ».

Dans un tel état de fait, qu'advient-il de la haute mission des intellectuels, des poètes, des écrivains ou des compositeurs, hommes ou femmes ? Que font-ils pour briser leurs chaînes, et comment osent-ils se vanter d'aider les masses ? Pourtant, on sait qu'ils militent pour l'émancipation. Quelle blague ! Eux, si pitoyables et faibles dans leur propre esclavage, si dépendants et impuissants ! La vérité est que les gens n'ont rien à apprendre de cette classe d'intellectuels, tandis qu'ils ont tout à leur donner. Si seulement les intellectuels descendaient de leur piédestal hautain et réalisaient à quel point ils sont étroitement liés au peuple ! Mais ils ne le feront pas, même pas les intellectuels radicaux et libéraux.

Durant les dix dernières années, les prolétaires intellectuels aux idées avancées ont intégré tous les mouvements radicaux. Ils pourraient, s'ils le voulaient, être d'une énorme importance pour les ouvriers. Mais jusqu'à présent ils sont restés sans vision claire, sans conviction profonde, et sans réelle audace pour affronter le monde. Ce n'est pas parce qu'ils ne ressentent pas profondément les effets destructeurs des compromis pour l'esprit et l'âme, ou qu'ils n'ont pas connaissance de la corruption, de la déchéance de notre vie sociale, politique, commerciale et familiale. Parlez-leur en réunions privées, ou seul à seul, et ils admettront qu'il n'y a pas une seule institution qui mérite d'être préservée. Mais seulement en privé. Publiquement, ils continuent dans la même ornière que leurs collègues conservateurs. Ils écriront ce qui se vendra, et n'iront pas un pouce plus loin que ce que permet le goût du public. Ils expriment leurs pensées, en prenant soin de n'offenser personne, et vivent en se pliant aux conventions les plus stupides de notre époque. Ainsi, nous trouvons des hommes dans les professions juridiques, intellectuellement émancipés de la croyance dans le gouvernement, mais visant un poste de juge ; des hommes connaissant la corruption des hommes politiques, mais adhérant à des partis politiques et soutenant M. Roosevelt. Des hommes qui se rendent compte de la prostitution intellectuelle

dans le journalisme, mais qui y occupent des postes de responsabilité. Des femmes qui ressentent profondément les chaînes de l'institution matrimoniale et l'indignité de nos préceptes moraux, qui pourtant se soumettent à l'une et aux autres ; qui soit étouffent leur nature, soit ont des relations clandestines – mais Dieu les en garde, elles devraient affronter le monde et dire : « Occupez-vous de vos oignons ! »

Même dans leurs sympathies pour les ouvriers – et certains ont pour eux de sincères sympathies –, les prolétaires intellectuels ne cessent pas d'être des classes moyennes, respectables et distants. Cela peut sembler généralisateur et injuste, mais ceux qui connaissent les différents groupes comprendront que je n'exagère pas. Des femmes de toutes professions ont afflué vers Lawrence, vers Little Falls, vers Paterson⁶, et vers les quartiers en grève de ces villes. En partie par curiosité, souvent par intérêt. Mais elles sont toujours restées enracinées dans leurs traditions de classe moyenne. Elles se sont toujours trompées elles-mêmes et ont trompé les ouvrières avec l'idée qu'elles devaient donner un prestige respectable à la grève pour aider la cause.

Pendant la grève des couturières des usines de chemisiers⁷, on a dit aux femmes diplômées de se parer de leurs plus belles fourrures et de leurs bijoux les plus chers si elles voulaient aider les filles. Est-il nécessaire de dire que, lorsque des dizaines de grévistes furent malmenées et brutalement fourrées dans des

6. En 1912-1913, de grandes grèves éclatèrent dans les usines textiles de ces trois villes, où travaillaient principalement des femmes.

7. En novembre 1909, quelque 20 000 ouvrières de la confection se mirent en grève à New York ; ce n'est qu'en février de l'année suivante que leur syndicat obtint des améliorations importantes de la part des employeurs.

fourgons, les femmes élégantes furent traitées avec déférence et autorisées à rejoindre leurs foyers ? Ainsi, elles ont eu leur dose de sensations fortes, et seulement nui à la cause des ouvrières.

Les policiers sont stupides, mais pas assez stupides pour ne pas réaliser la différence entre le danger représenté pour eux-mêmes et leurs maîtres par celles qui sont conduites à manifester par nécessité, et par celles qui vont aux manifestations comme un passe-temps ou par imitation. Cette différence ne tient pas au degré d'émotion, ni même à la coupe des vêtements, mais au degré de motivation et de courage ; et celles qui continuent de se compromettre dans les apparences n'ont aucun courage.

La police, les tribunaux, les autorités carcérales et les propriétaires de journaux savent parfaitement que les intellectuels libéraux, tout comme les conservateurs, sont esclaves des apparences. C'est pourquoi leurs dénonciations de scandales, leurs investigations, leurs sympathies pour les ouvriers ne sont jamais prises aux sérieux. En effet, ils sont bien accueillis par la presse parce que les lecteurs adorent les sensations, ce qui fait que les « fouille-merde » représentent un bon investissement pour les journaux et pour eux-mêmes. Mais en ce qui concerne le danger qu'ils représentent pour la classe dirigeante, c'est comparable au babillage d'un nourrisson.

[...] Bien que les intellectuels soient vraiment des prolétaires, ils sont si imprégnés des traditions et des conventions de la classe moyenne, si liés et bâillonnés par elles, qu'ils n'osent pas bouger le petit doigt. [...] Leur sympathie n'est jamais assez forte pour établir un lien, une solidarité entre eux et les déshérités. C'est une sympathie distante, expérimentale. En d'autres termes, c'est une sympathie théorique qu'ils ont tous, continuant de jouir d'un certain confort et par conséquent ne voyant pas pourquoi quiconque devrait se priver de grand restaurant. [...]

Les prolétaires intellectuels qui sont radicaux et libéraux font encore tellement partie du régime bourgeois qu'ils sympathisent

avec les travailleurs en dilettantes, se bornant à bavarder dans les salons ou à Greenwich Village. Cela pourrait être comparé dans une certaine mesure au début de la période d'éveil des intellectuels russes décrite par Tourgueniev dans *Pères et Fils*⁸.

Les intellectuels de cette époque, bien qu'ils n'aient jamais été aussi superficiels que ceux dont je suis en train de parler, se laissaient aller aux idées révolutionnaires, coupaient les cheveux en quatre jusqu'à l'aube, philosophaient sur toutes sortes de questions et apportaient leur sagesse supérieure les pieds profondément enracinés dans le passé. Bien sûr, ils ont échoué. Ils étaient indignés par Tourgueniev et le considéraient comme un traître à la Russie. Mais il avait raison. C'est seulement quand les intellectuels russes ont complètement rompu avec leurs traditions, seulement quand ils ont pleinement réalisé que la société reposait sur un mensonge, et qu'ils devaient s'offrir à la nouveauté complètement et sans réserve, qu'ils sont devenus un puissant facteur dans la vie du peuple. Les Kropotkine, les Perovskaïa, les Breshkovskaïa⁹ et tant d'autres ont répudié la richesse et la réussite sociale et refusé de servir Mammon. Ils sont allés au peuple, non pour l'élever mais pour être élevés eux-mêmes, pour apprendre, et en retour se donner complètement au peuple. Cela représente pour l'héroïsme, l'art et la littérature de Russie, l'unité entre le peuple, les moujiks et les intellectuels. Cela explique dans une certaine mesure la littérature de tous les pays européens, le fait qu'un Strindberg, un Hauptmann, Wedekind,

8. Roman publié en russe en 1862.

9. Sofia Perovskaïa, née en 1853. Militante anarchiste russe condamnée à mort en 1881 pour sa participation à l'organisation de l'attentat contre le tsar Alexandre II. Catherine Breshkovskaïa, 1844-1934, a participé à la création du parti socialiste-révolutionnaire russe.

Brieux, Mirbeau, Steinlen ou Rodin¹⁰ ne se soient jamais dissociés du peuple.

Cela arrivera-t-il jamais en Amérique ? Les prolétaires intellectuels américains aimeront-ils jamais l'idéal plus que leur confort, voudront-ils jamais abandonner la réussite extérieure pour le bien des questions vitales de l'existence ? Je le pense, et cela pour deux raisons. Premièrement, la prolétarisation des intellectuels va les contraindre à se rapprocher des ouvriers. Deuxièmement, à cause du régime rigide du puritanisme, qui est en train d'engendrer une énorme réaction contre les conventions et les étroites contraintes morales. Les artistes, écrivains et auteurs qui se battent pour créer quelque chose de valable aident à abattre les conventions dominantes ; les centaines de femmes qui souhaitent vivre leur vie aident à saper la moralité d'aujourd'hui dans leur fier défi aux règles de M^{me} Grundy¹¹. Seuls, ils ne peuvent pas accomplir grand-chose. Ils ont besoin de l'indifférence effrontée et du courage des travailleurs révolutionnaires, qui ont rompu avec toutes les vieilleseries. C'est, par conséquent, à travers la coopération des prolétaires intellectuels, qui essayent de s'exprimer, et des prolétaires révolutionnaires qui cherchent à remodeler la vie, que nous allons, en Amérique, établir une réelle unité et, par ce moyen, mener une guerre victorieuse contre la société actuelle.

EMMA GOLDMAN

10. August Strindberg, Gerhard Hauptmann, Frank Wedekind, Eugène Brieux, Octave Mirbeau sont des auteurs dramatiques contemporains de la rédaction de cet article, auxquels Emma Goldman a consacré un ouvrage, *The Social Significance of the Modern Drama* (Boston, 1914). Le peintre Steinlen a donné des illustrations à des journaux anarchistes ; le sculpteur Auguste Rodin, qualifié d'« homme du peuple » en raison de ses origines familiales, était lié à quelques écrivains proches des anarchistes.

11. M^{me} Grundy est un personnage extrêmement attaché aux conventions, tiré de la pièce de théâtre *Speed the Plough* de Thomas Morton (1798).

UNIVERSITÉ : LA CHANGER OU L'ACHEVER ?

ANNE STEINER

LA REPRODUCTION DES ÉLITES

JUSQU'AU DÉBUT DES ANNÉES 1950, IL Y A EU EN FRANCE, comme sous d'autres noms dans la majorité des pays industrialisés, deux réseaux d'enseignement bien distincts :

– Le réseau primaire, réservé aux enfants des classes populaires, qui conduisait au certificat d'études primaires complété, éventuellement, par une ou deux années de cours en école primaire supérieure (enseignement général) ou en centre d'apprentissage (enseignement professionnel). On en sortait à l'âge de 13 ou 14 ans. Ceux qui avaient été le plus loin pouvaient espérer obtenir des emplois d'ouvriers qualifiés ou d'employés. Mais, globalement, ce réseau ne formait qu'à des emplois d'exécution.

– Le réseau secondaire supérieur réservé aux enfants de la bourgeoisie, qui conduisait au baccalauréat et aux études supérieures. On le quittait entre 20 et 25 ans. L'enseignement secondaire ne s'inscrivait pas alors dans la continuité du primaire. Il y avait un examen d'entrée en classe de sixième. Les lycées,

situés en centre-ville, possédaient leur propre premier cycle appelé « petit lycée » et, pour certains, leurs propres classes élémentaires. Fréquenter ces classes constituait la meilleure garantie d'accéder au secondaire. Le passage par ce réseau débouchait, selon le cursus suivi, sur des professions libérales, des carrières intéressantes dans l'administration, des emplois d'encadrement et de direction dans l'industrie.

Le baccalauréat et la maîtrise du latin établissaient alors une frontière étanche entre l'homme du peuple et le bourgeois. L'enseignement des langues anciennes empêchait qu'un bon élève ayant acquis après les classes élémentaires un complément de formation technique ou générale puisse devenir aussi instruit et cultivé qu'un élève moyen ayant terminé le cycle secondaire : il instituait une véritable barrière de caste et c'était sa principale fonction. Quant à l'université, telle que la définissait le décret napoléonien de 1808, elle avait pour unique mission, jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle, la reproduction des élites. On ne « parvenait », on ne devenait véritablement un bourgeois que si l'on réussissait à faire donner à ses enfants l'instruction secondaire qui ferait d'eux des bacheliers puis des étudiants.

Entre 1886, date de mise en application des lois Jules Ferry qui donnaient accès à l'enseignement primaire, et qui même l'imposaient à tous les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans, et 1921, la proportion de bacheliers dans une génération est restée stable, passant de 1,1 % à 1,4 %. La mise en place d'une école laïque, gratuite et obligatoire n'avait donc eu, en trente-cinq ans, aucun effet sur le nombre de bacheliers produits. Et cela n'a rien d'étonnant, car ces lois n'avaient pas du tout pour but d'augmenter ce nombre. En effet, il n'était pas prévu de laisser les enfants des classes populaires (à l'exception d'une infime minorité) accéder au réseau secondaire supérieur qui restait exclusivement réservé aux enfants de la bourgeoisie. L'alphabétisation et la scolarisation obligatoire de la population n'avaient pas alors pour but d'assurer

à chacun des chances de mobilité sociale, mais de faire de tous les enfants français, quelle que soit leur profession future, des républicains et des patriotes, capables d'exercer leurs droits civiques. Il fallait aussi qu'ils soient pourvus des capacités intellectuelles minimales exigées par l'évolution du travail industriel. C'était alors très explicitement, comme le montre la lecture des débats autour du vote des lois Ferry, le rôle dévolu à l'école.

Les effectifs de bacheliers ont évolué très lentement entre les deux guerres mondiales : 2,7 % d'une génération en 1936 et 4,4 % en 1946 au sortir de la guerre. Avec une aussi faible proportion de promus, personne ne pouvait être dupe de l'idéologie méritocratique. Les enfants d'ouvriers, devenus à leur tour ouvriers, n'interprétaient pas leur situation comme la conséquence d'un échec personnel. Comment l'auraient-ils pu ? Ils avaient grandi avec la certitude de quitter l'école autour de 13 ans. Certains étaient d'excellents élèves et avaient le goût de l'étude, mais cela ne pouvait les empêcher de suivre le destin des enfants de leur classe sociale, souvent sans amertume particulière. Ce destin était collectif et c'est collectivement qu'il s'agissait de changer sa condition, la condition ouvrière. C'est collectivement qu'il fallait s'élever, c'est-à-dire obtenir les conditions d'une vie digne pour tous et toutes. Ils savaient très bien, eux, que la société était inégalitaire et qu'en ce qui les concernait les chances de « parvenir » par l'école étaient quasi nulles. On ne pouvait pas leur raconter de salades à ce sujet.

Georges Navel, écrivain anarchiste né en 1904 qui avait quitté l'école à 11 ans, nous parle de la fierté ouvrière dans les années 1920 :

« J'admirais les terrassiers, assez fiers de leur métier pour en porter le costume en ville. De la poche de leur colletin dépassait un journal, *L'Humanité* le plus souvent, *Le Populaire*, *Le Libertaire*. [...] Je ne vois pas devant qui aurait pu baisser le regard l'ancien marin, notre

délégué. Il aurait tutoyé le pape s'il l'avait rencontré. C'est une conviction chez eux que l'homme n'est jamais qu'un homme sous n'importe quel costume. Le beau parler ou les discours les éblouissent, ils ne sont pas sans reconnaissance pour la musique des paroles. Mais si l'on en tire trop vanité, si l'on se met au-dessus d'eux, ils retrouvent leur fond. Ils savent qu'eux aussi en allant aux écoles auraient pu faire dans le monde figure plus avantageuse. Mais ce ne sont pas des humiliés. Quand on leur porte mépris, ils savent le rendre¹. »

DE L'ÉDUCATION POPULAIRE À LA DÉMOCRATISATION SCOLAIRE

Pour la grande majorité des ouvriers, il n'y avait pas de stratégie de sortie individuelle de la condition ouvrière, pas de volonté de « parvenir », mais une volonté d'élever la condition de la classe ouvrière tout entière. Matériellement et intellectuellement. C'est ce qu'exprime bien la revendication pour la journée de huit heures illustrée par la magnifique affiche réalisée par Grandjouan pour le 1^{er} Mai 1906 : « 8 heures de travail, 8 heures de sommeil, 8 heures de loisir ! » Et par loisir, il faut entendre distraction et éducation, car il y a alors la conviction que c'est tout au long de la vie que doit se poursuivre l'éducation, ce que permettra la réduction du temps de travail. L'homme complet, l'homme achevé exerce ses capacités manuelles comme intellectuelles, c'est un ouvrier érudit. Ce n'est ni un notaire, ni un avocat, ni un médecin !

Il y avait, avant la Première Guerre mondiale, des universités populaires en grand nombre, des théâtres populaires, des cours municipaux dans plusieurs villes ouvrières (langues, musique, dessin, sciences). Il y eut même, à Paris, une coopérative de cinéma populaire, « le cinéma du peuple », fondé par Armand Guerra, typographe de profession et anarchiste. Jeanne Morand,

1. Georges Navel, *Travaux* (1945), Paris, Gallimard, Coll. Folio, 1994, p. 187.

jeune domestique venue de Saône-et-Loire, militante individualiste, y participa ainsi que bien d'autres jeunes ouvriers et ouvrières qui avaient, comme elle, quitté l'école à 12 ans. Les Bourses du travail étaient également des lieux d'éducation populaire : on y trouvait des bibliothèques, des cours du soir et des spectacles (concerts et pièces de théâtre) pouvaient y être organisés le dimanche ou en soirée. Il y eut aussi, entre 1905 et 1914, le mouvement des Causeries populaires dans le milieu individualiste anarchiste, c'est-à-dire la tenue de réunions hebdomadaires autour de thèmes fixés à l'avance et animées, non par des « intellectuels », mais par les compagnons eux-mêmes qui faisaient partager aux autres les connaissances et les réflexions acquises par la lecture ou par l'expérience. Le nombre de publications lues par les ouvriers engagés, qu'ils soient anarchistes, socialistes et/ou syndicalistes était impressionnant. Des imprimeries coopératives éditaient des brochures présentant des textes scientifiques, philosophiques et littéraires pour les mettre à la portée du peuple à une époque où les livres étaient chers. Les journaux militants comportaient des rubriques scientifiques. Il y avait une volonté forte de mettre à la portée des ouvriers toutes les connaissances du temps présent dans tous les domaines. En fait, tant que le mouvement ouvrier a été fort, volonté de s'instruire et stratégie d'ascension sociale ont été disjointes.

C'est en 1959 que va être instituée la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans en France, ce qui correspond pour un élève n'ayant jamais redoublé à la fin d'une classe de seconde, soit deux années avant l'âge du baccalauréat. L'examen d'entrée en sixième est supprimé et les sections préparant au certificat d'études primaires se tarissent. Y subsistent jusqu'en 1968 quelques élèves qui intègrent ensuite les collèges techniques. La presque totalité d'une classe d'âge accède dès lors au premier cycle du secondaire, et plus d'un quart au second cycle. Ce qui va entraîner une hausse rapide des effectifs de bacheliers à partir du

début des années 1960. On passe de 11 % d'une classe d'âge en 1960 à 20 % en 1970 (doublement en dix ans) et à 25 % en 1981. À partir du moment où le quart d'une génération accède au baccalauréat, cela signifie qu'une fraction non négligeable des enfants des classes populaires se retrouvent sur les bancs du lycée, puis de l'université. C'est le cas en 1975 d'un enfant d'ouvrier sur quatre contre un sur dix en 1955.

Et c'est précisément pendant ces deux décennies, marquées par une forte croissance économique, que le besoin en cadres et en professions intermédiaires s'est formidablement accru. Au point que beaucoup de ceux qui ont occupé ces emplois qualifiés ont dû se former sur le tas, car les diplômés étaient produits en nombre insuffisant. Ils ont d'ailleurs fait preuve des mêmes compétences que ces derniers, dans tous les secteurs – ingénieurs maison, professeurs entrés comme maîtres auxiliaires avec juste un bac, employés d'administration promus par concours interne. Toute la structure sociale des sociétés industrielles avancées s'est élevée pendant les années d'après-guerre et c'est ce phénomène qui a fait croire que mobilité sociale et prolongation de la scolarité allaient forcément de pair. La demande et l'offre de formation et de qualification n'ont alors cessé d'enfler. À partir de la fin des années 1960, parents et enfants ont véritablement cru à la mobilité sociale, et à l'efficacité de l'école pour y parvenir. D'autant plus que la condition ouvrière, dans le même temps, commençait à se dégrader et que le chômage pointait le bout de son nez.

Et c'est ainsi que l'idéologie méritocratique s'est imposée à tous ! Une idéologie qui justifie l'inégalité des places au nom d'une prétendue égalité des chances. Une idéologie qui renforce la légitimité des dominants et désarme les dominés. Puisque chacun est censé occuper la place qui lui revient en fonction de ses compétences garanties par des diplômes, la victime de l'échec scolaire est perçue, et surtout se perçoit, comme responsable de

son échec. Comme la religion, l'idéologie méritocratique légitime les inégalités. Elle entretient la résignation (« c'est de ma faute, j'étais trop peu doué, ou trop indiscipliné, ou trop peu sérieux ») et, en même temps, elle distille l'espoir, non pas celui de l'émergence d'un monde plus égalitaire pour tous, mais l'espoir que son enfant puisse sortir de la condition de dominé et rejoindre le rang des dominants, qu'il puisse « parvenir », lui ! Beaucoup de résignation et un peu d'espoir, voilà qui assure la cohésion des sociétés inégalitaires.

Cette critique qu'on peut faire à l'université, Ivan Illich² la portait, lui, à l'école en général :

« Chacun des dollars dépensés pour l'enseignement représente un nombre accru de privilèges accordés au petit nombre aux dépens de la grande majorité. Il augmente le nombre de ceux qui, avant d'abandonner l'école, auront appris que ceux qui y restent gagnent par là le droit de disposer de plus de pouvoir, d'argent et de prestige. Le résultat d'un pareil enseignement est de définir une nouvelle hiérarchie fondée sur les années de scolarité [...]. L'opium des écoles a plus de force que celui des Églises en d'autres temps. À mesure que l'esprit de la société se scolarise, les individus oublient qu'il est possible de vivre sans se sentir supérieur à autrui. [...] Le "laissé pour compte" de l'école fait l'expérience d'une inégalité dont on le tient pour responsable. Les écoles justifient cruellement sur le plan rationnel la hiérarchie sociale dont les Églises défendaient autrefois l'origine divine³. »

2. Penseur critique de la société industrielle, né à Vienne en 1926, et fondateur en 1961 du centre interculturel de documentation de Cuernavaca au Mexique.

3. Ivan Illich, « La pauvreté planifiée », in *Libérer l'avenir*, Le Seuil, coll. Points, 1971, p. 164.

La démocratisation scolaire des années 1950-1970, en ouvrant à un nombre toujours plus grand d'enfants l'accès au secondaire et au supérieur, a permis d'inscrire massivement dans l'imaginaire contemporain l'idéal méritocratique : le succès professionnel dépend du succès scolaire qui dépend lui-même exclusivement des qualités et du mérite individuels. On peut dire que l'école démocratique, en privatisant les biographies, en faisant de chacun le responsable de sa destinée, a affaibli la perception des rapports de classe.

Dans l'ensemble, les enfants d'ouvriers qui ont eu accès à l'université du début des années 1960 à la fin des années 1970 s'en sont plutôt bien sortis sur le plan professionnel. Ils ont connu une certaine mobilité sociale, se sont « élevés » par rapport à leurs parents. Et tant qu'un pourcentage non négligeable d'enfants de dominés s'en sort grâce à l'école, le mythe peut tenir. Mais quand une fraction de plus en plus large ne trouve plus sur le marché du travail de débouchés correspondant à son niveau d'études, alors le mythe est ébranlé. Et c'est ce qui se produit aujourd'hui.

LES ILLUSIONS PERDUES

Au cours des années 1980, on est passé de la démocratisation à la massification. La loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989, dite loi Jospin, fixe comme objectif d'amener 80 % des effectifs d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. En 1992, le seuil de 50 % de bacheliers est franchi. En 2012, on compte 77 % de bacheliers pour une classe d'âge – dont un tiers seulement de bacs généraux. Mais il n'existe pas sur le marché du travail autant de postes correspondant à ce niveau de formation. Du coup, il faut suivre des études de plus en plus longues pour échapper au chômage ou à la déqualification. Sans garantie, d'ailleurs. Si le diplôme est toujours nécessaire pour parvenir à

un emploi de cadre ou de profession intermédiaire, il n'est plus suffisant. D'autres critères rentrent en compte comme le capital social (les relations), les compétences linguistiques, l'apparence physique. En vérité, tout ce qui dépend étroitement de l'origine de classe. Et voilà le mythe bien fissuré. Ce qui s'est réalisé pour les générations du baby boom (naissances entre 1945 et 1960) était exceptionnel. Ce n'était pas, comme presque tous l'ont cru, la norme des sociétés industrielles avancées. Désormais, l'évolution du nombre de diplômés est discordante par rapport à l'évolution de la structure de l'emploi. Du coup, il y a dévaluation des diplômes, et particulièrement des diplômes universitaires. En France, les enfants des milieux privilégiés évitent en effet l'université. Les plus brillants font le choix des filières sélectives (classes préparatoires et grandes écoles) et les plus moyens se tournent vers les formations payantes, pas ou peu sélectives.

La situation est à ce point critique que les illusions se dissipent. Dans les années 1990, quand j'ai commencé à enseigner à l'université, les étudiants voulaient prendre leur place au grand festin du capital, même les étudiants en sociologie. Ils rêvaient de carrières en entreprise. Devenir directeur des ressources humaines représentait pour beaucoup un destin enviable. La peur du chômage les tenaillait, car déjà la fréquentation de l'université n'ouvrait plus la voie de la réussite sociale ou difficilement, mais ils ne voulaient pas renoncer pour autant à l'idéal méritocratique. Tout au plus, lecteurs de Pierre Bourdieu, pensaient-ils que les enfants d'ouvriers n'avaient pas toutes leurs chances à l'école, que le jeu était faussé. Il faudrait corriger cela ! Ils pouvaient critiquer le fonctionnement de l'école, les modalités de la sélection, mais non son principe. Et ils étaient à mille lieues de remettre en cause la division entre travail manuel et intellectuel. Les gauchistes de tout poil ne le font toujours pas, d'ailleurs, qui soutiennent les programmes de « discrimination positive ». Plus de femmes officiers, plus de femmes *traders*, plus de jeunes des

quartiers à Sciences-po ou HEC, c'est sous cette forme que se présente à eux l'avenir radieux ! Et qu'importe si les non diplômés, hommes ou femmes, originaires ou non des quartiers de relégation, restent assignés à vie à des tâches répétitives, mornes et souvent avilissantes. Pourvu que l'égalité des chances soit vraiment garantie. Or, d'une part, sauf à élever les enfants en batterie, hors famille, l'égalité stricte des chances est impossible à réaliser. Et, d'autre part, même si elle pouvait être réalisée, un monde où les uns « parviennent » et « dirigent », tandis que les autres « exécutent » est et sera toujours un monde ignoble, quels que soient les modes d'attribution des places en haut et en bas.

Aujourd'hui, la situation est telle que le mythe méritocratique s'est gravement fissuré. Nombreux sont les lycéens et étudiants qui pensent, non sans terreur, qu'aucun avenir ne leur est offert. Aussi se donnent-ils davantage le droit de faire ce qui leur plaît. Jamais il n'y a eu autant de demandes dans les départements d'histoire de l'art, de cinéma, de théâtre, de japonais même. On peut s'en réjouir tout en se demandant si la forme actuelle de l'université répond bien aux besoins de ceux qui, libérés du souci du diplôme et des débouchés professionnels, ne sont là que pour assouvir leur curiosité intellectuelle. Peut-elle, dans ces conditions, rester ce qu'elle est, ce lieu exclusivement réservé à ceux qui sont dotés de ce précieux sésame appelé bac, où l'on est dûment inscrit entre tel et tel âge, et soumis à des évaluations semestrielles dont dépend l'autorisation d'accès à d'autres enseignements ? Ce lieu cloisonné où l'on doit évoluer dans une filière particulière, sans possibilité par exemple de se former simultanément dans des disciplines voisines, et encore moins dans des disciplines éloignées – sciences physiques et littérature, par exemple. Il n'est pas rare d'ailleurs de se voir assigné à une filière non choisie, faute de place dans celle où l'on voulait s'inscrire. Il en résulte une grande passivité des étudiants, une grande difficulté à obtenir d'eux une

participation dans la production du savoir. De plus en plus souvent, ils se dispensent d'ailleurs de suivre les cours magistraux. Une personne prend des notes pour des dizaines d'autres et les expédie en un clic. Ce qui donne le spectacle grotesque d'un professeur pérorant, juché sur une estrade, devant un amphithéâtre vide. L'introduction des cours en ligne (e-cours) viendra résoudre le problème, il est vrai. Nombreux sont les établissements qui le pratiquent déjà. Mais ces cours (série de conférences données sur un thème précis par un spécialiste devant une caméra) ont-ils vraiment besoin de l'université pour exister ? Pourquoi un café, une librairie, un collectif quelconque ne prendrait-il pas l'initiative de les organiser ? Et pourquoi seuls les étudiants dûment inscrits y auraient-ils accès ?

À côté de cette forte minorité d'étudiants qui se donnent le droit de choisir une filière sans souci des débouchés qu'elle est censée offrir, il y a cependant encore une majorité de bacheliers qui s'orientent vers des voies plus professionnalisantes comme médecine ou droit, alors que la sélection, impitoyable et précoce en médecine, éliminera les neuf dixièmes d'entre eux, tandis que nombre de « juristes », produits en excédent, ne trouveront jamais de postes correspondant à leur niveau de formation. Et il est certain que l'économie-gestion, filière littéralement prise d'assaut, ne permettra pas à tous ceux et toutes celles qui s'y engagent d'assouvir leur ambition : obtenir une place avantageuse dans la grande machine à broyer capitaliste. Le rebut généré par cette sélection à outrance produit en nombre considérable des déclassés, des frustrés, des désabusés.

Restent les filières qui voient fondre leurs effectifs dans la mesure où elles offrent peu de débouchés (en-dehors du professorat) et suscitent peu de curiosité, étant déjà enseignées dans le secondaire. C'est le cas en particulier de l'histoire, des lettres, de la philosophie, de certaines langues. Pour que ne meurent pas ces départements, ceux qui y enseignent déploient

d'in vraisemblables stratagèmes pour y attirer des étudiants « sérieux ». C'est ainsi que les enseignants des départements de lettres et philosophie de l'université de Nanterre (qui a été renommée université Paris-Ouest-La Défense, d'ailleurs) ont eu la lumineuse idée de créer un master « Humanités et management », admirable oxymore. Ce diplôme est présenté sur le site de l'université comme « une formation d'excellence destinée à valoriser le profil LShS (lettres, sciences humaines et sociales) des candidats dans une alliance originale des humanités et du management [...] ». Il entend promouvoir un nouveau profil de manager, plus souple, plus réactif et surtout plus créatif, qui soit une vraie force d'innovation et de proposition au sein des entreprises ».

Et cela fonctionne, les étudiants affluent, en particulier ceux qui ont accompli deux ou trois années de classe préparatoire littéraire sans réussir les très difficiles concours qu'ils ont présentés. Ils constituent exactement le public visé par ce dispositif. Le caractère sélectif de la filière les rassure, ils ne seraient certainement pas mécontents qu'elle soit payante, pourvu qu'un habile système de bourses en permette l'accès aux enfants « des classes populaires ». À cela, ils tiennent beaucoup ! Nombreux sont ceux qui voient désormais dans ces deux critères (sélection et non-gratuité) le gage d'une plus forte adéquation entre leur diplôme et le marché du travail.

Cette recherche désespérée des formateurs et des formés pour offrir aux étudiants diplômés quelque chose ressemblant à un avenir professionnel débouche sur la création incessante de nouveaux intitulés de diplômes, de nouveaux métiers, en bref de nouveaux types d'experts dont il faudra susciter le besoin dans la société, et dont on finira même par rendre l'usage obligatoire, au prix d'une dépossession plus grande des savoirs et savoir-faire d'en bas, et d'une plus grande dépendance de la population. Alors que chacun d'entre nous serait capable d'acquiescer dans de nombreux

domaines les connaissances de base qui lui permettraient de réaliser lui-même, seul ou en collectif, la presque totalité des tâches pour lesquelles il s'en remet à des spécialistes.

Et cela vaut également pour des métiers anciens tels qu'avocat, architecte, médecin. Bien des différends mineurs devraient pouvoir se régler hors des prétoires. De même, consulter un médecin ne devrait pas s'imposer pour des infections bénignes, et chacun devrait apprendre à mieux observer son corps et à en interpréter les signes pour une prévention efficace. Quand et où apprend-on les gestes simples permettant d'arrêter une hémorragie, de faire face à une fausse route, de protéger une personne victime d'une crise d'épilepsie ? Il est frappant de constater qu'aucun moment n'est dédié à cet apprentissage durant ces interminables années de scolarité obligatoire. On pourrait aussi édifier notre propre habitat en s'entraînant avec d'autres, à l'aide de matériaux de notre choix. Mais tous ces savoirs estampillés par un diplôme acquis à l'issue d'une impitoyable sélection, pour les médecins en tout cas, font qu'ils sont jalousement gardés par ceux qui en sont les détenteurs et qui ne souffrent pas que le profane y ait accès. L'autodidacte est perçu, dans ce domaine, comme un déviant. Je me souviens encore du torrent d'imprécations qu'avait déclenché, en 1991, une question posée par une patiente à un médecin cancérologue de l'hôpital de Villejuif. Elle avait employé le terme précis « d'aplasie médullaire », ce qui avait provoqué l'ire du praticien hurlant : « Il m'a fallu dix ans d'études pour comprendre ce phénomène, je vous défends, vous m'entendez bien, je vous défends d'employer ce terme ! » Cette jeune femme n'avait aucunement l'intention de se substituer au spécialiste qui la soignait, mais l'emploi même du terme scientifiquement exact pour désigner le phénomène qu'elle évoquait était, aux yeux de ce dernier, une audace sans nom, un véritable blasphème.

Autre exemple, dans un autre domaine : en juin 2014, un architecte français qui exerçait sans diplôme depuis trente ans

et qui avait construit un certain nombre de bâtiments (écoles, cliniques, salles communales) remarquables, démasqué à la suite d'un différend avec un client, a été jugé par le tribunal correctionnel de Versailles pour usurpation de diplôme et escroquerie, alors même que ses réalisations ne souffraient d'aucun défaut et qu'il n'avait donc causé aucun préjudice à ses commanditaires. Mais il faut bien protéger le monopole des diplômés !



Glandeuses, glandeurs de Nanterre

*La glande a perdu une bataille !
Mais la glande n'a pas perdu la guerre !*

Les glandeuses et glandeurs, isolées, peuvent capituler, cédant à la pression de l'administration, livrant la fac à la routine et à l'ennui.
Cependant rien n'est perdu !

Rien n'est perdu parce que la glande est une revendication mondiale.
Dans l'univers de la glandouille une puissance insoupçonnée n'a pas encore été révélée.
Un jour cette puissance écrasera le travail obligatoire.
Mais reste encore à nous sortir de notre isolement et à nous trouver.

Glandeuse, glandeur, seul-e tu ne peux pas lutter contre l'administration, les professeurs et les vigiles, contre le CROUS, COREP et MONEO, contre tous ceux qui, pour une raison ou une autre, chercheront à t'extorquer ton temps, ton argent et ta peine.

Glandeuse, glandeur, avec tes semblables, tu peux tout.
Viens donc rencontrer tes sœurs et frères inutiles, défaillant-e-s, fainéant-e-s, toutes celles et ceux qui préfèrent se lever tard, zoner sans but, courir après les mouches, s'aimer follement et partir sans payer !

Retrouvons nous tous les jeudi à 12h30 au bâtiment D, au free-shop de Nanterre pour bouffer, boire, fumer, échanger des fringues, des livres, discuter et apprendre à nous réapproprier la fac, apprendre à reconstituer notre inutilité en lien social et en force de démobilisation générale.

VIVE LA GLANDOUILLE !

Les inutiles de Nanterre

Facebook : <https://www.facebook.com/groups/les.inutiles.nanterre/>
Mail : les.inutiles.nanterre@gmail.com

UNE AUTRE UNIVERSITÉ EST-ELLE POSSIBLE ?

Ce que représente malgré tout l'Université de précieux, particulièrement dans les phases de lutte, qui ont été relativement fréquentes depuis la fin des années 1960, ce sont les possibilités de rencontres et de transmission entre pairs d'horizons divers. Mais dans le cours d'une année ordinaire, sans mobilisation, les étudiants ne font que passer et s'empressent de quitter les lieux dès la fin des cours. Ils ne connaissent que peu d'interactions avec leurs pairs en dehors de celles qui se produisent au sein des groupes de travaux dirigés. L'université est le plus souvent semblable à un immense hall de gare, une salle des pas-perdus.

Durant l'année universitaire 2013-2014, cependant, un petit groupe d'étudiants de sciences humaines et philosophie, renouant avec des pratiques qui ont souvent eu cours à Nanterre sous l'impulsion d'étudiants se réclamant plus ou moins de l'autonomie, ont tenté de faire vivre une certaine convivialité en organisant des repas gratuits ou plutôt partagés, chacun apportant ce qu'il voulait, l'hiver dans les halls (ce qui entraînait des escarmouches avec des vigiles) et sur les pelouses les beaux jours venus, en tenant des tables de brochures (gratuité, là aussi). Ils avaient aussi monté un *free-shop* où l'on pouvait se fournir en vêtements, livres et objets divers apportés par les uns ou les autres.

L'initiative de ces étudiants, qui se sont nommés « les Inutiles », a d'abord suscité la méfiance de leurs pairs. Que se cachait-il derrière la gratuité ? N'était-ce pas une façon de les attirer pour leur délivrer quelque obscure propagande ? Mais progressivement les participants ont été de plus en plus nombreux, de différents niveaux, de différentes filières, porteurs de différents statuts. Puis, des gens extérieurs au campus s'y sont invités. Une dynamique était en marche, hélas rompue par l'arrivée des vacances.

Dans la perspective de la rédaction de ce texte, je me suis entretenue avec quelques-uns des étudiants à l'origine de cette initiative et qui étaient par ailleurs très impliqués dans une cantine à prix totalement libre organisée dans un ancien café squatté à Paris, où se croisaient et mangeaient ensemble des personnes très différentes les unes des autres, certaines vivant dans la rue, d'autres très intégrées, hommes et femmes de tout âge. Des projections de films et des cours de français pour les étrangers y étaient proposés, des sans-papiers y étaient logés. L'expulsion du local a eu lieu en août 2014. J'ai demandé à ces étudiants ce que « parvenir », ce que « réussir » voulait dire pour eux, et si la fréquentation de l'université (ils y sont depuis trois ans) avait modifié leurs représentations.

Issus de milieux familiaux atypiques plutôt que défavorisés, ces étudiants ont grandi dans des quartiers populaires, et ont eu un parcours scolaire assez heurté. Leur conception de la réussite, durant leurs années de lycée, était uniquement matérielle, pas du tout académique, pas du tout liée à l'obtention de diplômes. Réussir, parvenir, pour eux, c'était gagner vite beaucoup d'argent. Les petits trafics auxquels ils se livraient alors leur assuraient des poches bien remplies.

Mais l'université, qu'ils ont intégrée sans bien savoir pourquoi, leur a révélé un autre monde. Ils y ont très vite rencontré des étudiants proches de l'autonomie qui distribuaient des brochures d'esprit situationniste. En les fréquentant, ils ont découvert que d'autres modes de vie étaient possibles et qu'on pouvait, en s'associant, dépenser moins (colocations, squats, fins de marché, vol organisé) ; qu'en vivant autrement l'argent n'était plus aussi nécessaire. Ils ont pris de la distance avec leurs copains de cité, estimant que, sous couvert de rejet du système, ceux-ci se plaignaient surtout de la place qu'ils occupaient à l'intérieur dudit système, sans remettre en cause l'oppression elle-même.

Pour eux, la fréquentation de l'université n'est pas liée à la volonté de réussir professionnellement, mais le moyen de connaître comment les choses fonctionnent. Leur refus de parvenir vient sûrement de loin, mais c'est en tout cas à l'université qu'il a pu être formulé par eux. C'est là et grâce à la transmission entre pairs qu'ils ont commencé à entrevoir un autre avenir possible. Mais, précisément, l'institution telle qu'elle fonctionne ne leur permet pas de satisfaire leur curiosité intellectuelle et moins encore leur besoin d'échanges. Ils souhaiteraient passer d'une filière à l'autre, mais aussi acquérir des compétences relevant aujourd'hui du lycée professionnel, plomberie, maçonnerie, électricité. Des compétences qui pourraient très bien, selon eux, être acquises au sein de l'université, où ateliers de plomberie, de réparation de bicyclettes, de cuisine pourraient voisiner avec des séminaires de philosophie du droit ou des cours d'astrophysique. Ce que regrettent en effet le plus ces réfractaires à la réussite mais non pas réfractaires à l'étude, c'est le cloisonnement des filières académiques entre elles et, plus encore, celui des filières dites professionnelles avec les filières académiques. Toutes leurs initiatives vont dans le sens d'une abolition des frontières entre étudiants de niveaux et de filières différents, entre inscrits et non-inscrits, entre étudiants, enseignants et administratifs, puisque assez timidement des enseignants et des membres du personnel ont commencé à faire leur apparition dans le joyeux « foutoir » de ces faux « glandeurs », bien plus débordants de vitalité et d'activité que les « besogneux ».

L'émergence de ces pratiques perçues comme déviantes, et même comme inquiétantes par les membres de l'administration et par une partie du corps enseignant, a suscité bien des réflexions et discussions informelles. La plupart de ceux qui n'apprécient pas cette occupation sauvage de l'espace reconnaissent, d'accord en cela avec les « Inutiles », qu'il y a un déficit de convivialité sur le campus et une déplorable tendance des

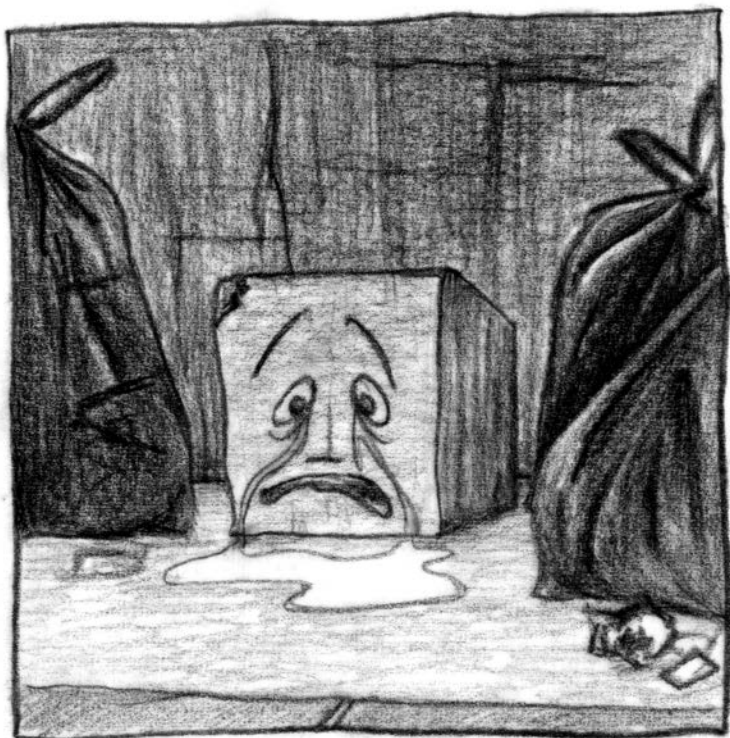
étudiants à le fuir. Il faudrait donc y injecter « de la vie », le rendre attractif. Comment, selon eux ? Eh bien, en y autorisant, par exemple, le développement de boutiques en tout genre, entre autres alimentaires. Le réenchancement par le commerce en quelque sorte, et le marché pour seul horizon... Perspective bien en phase avec la réorganisation actuelle de l'université devenue, sous l'égide successive de gouvernements de droite comme de gauche, un gigantesque terrain d'affrontement et de concurrence.

ANNE STEINER

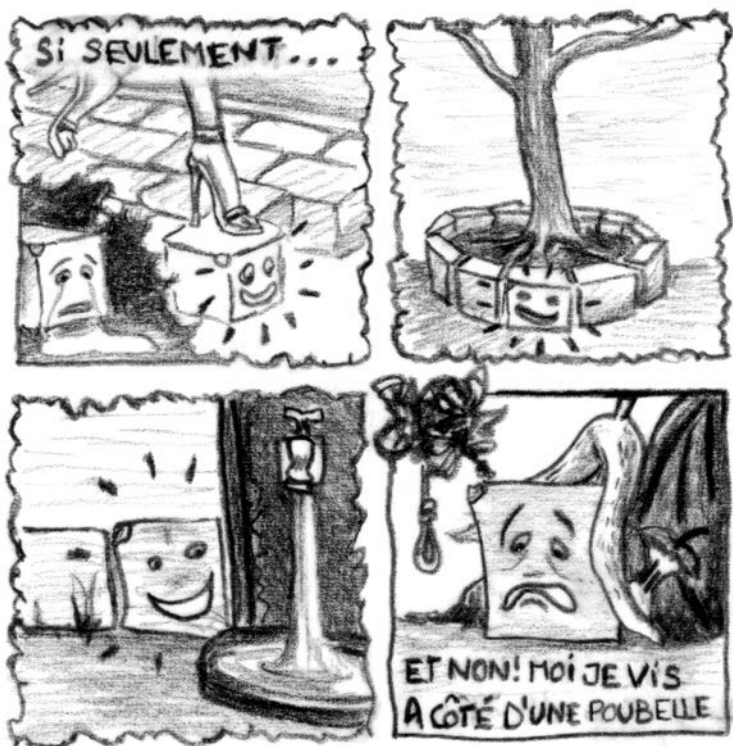


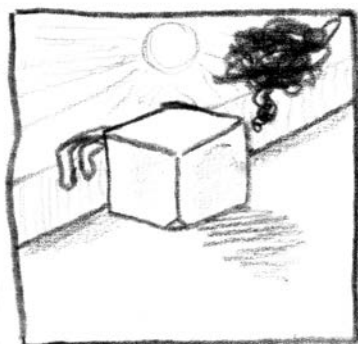
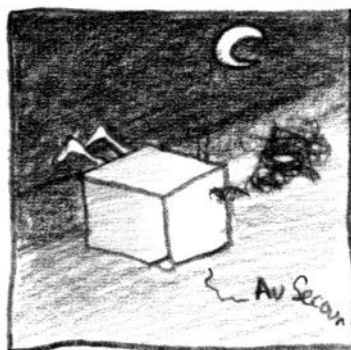
L'ASCENSION¹

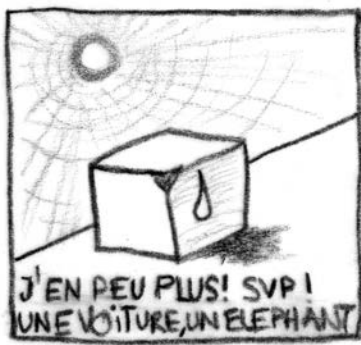
FANNY K.



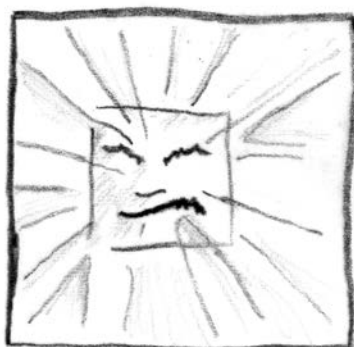
1. Initialement paru sous forme de brochure, s.l.n.d.



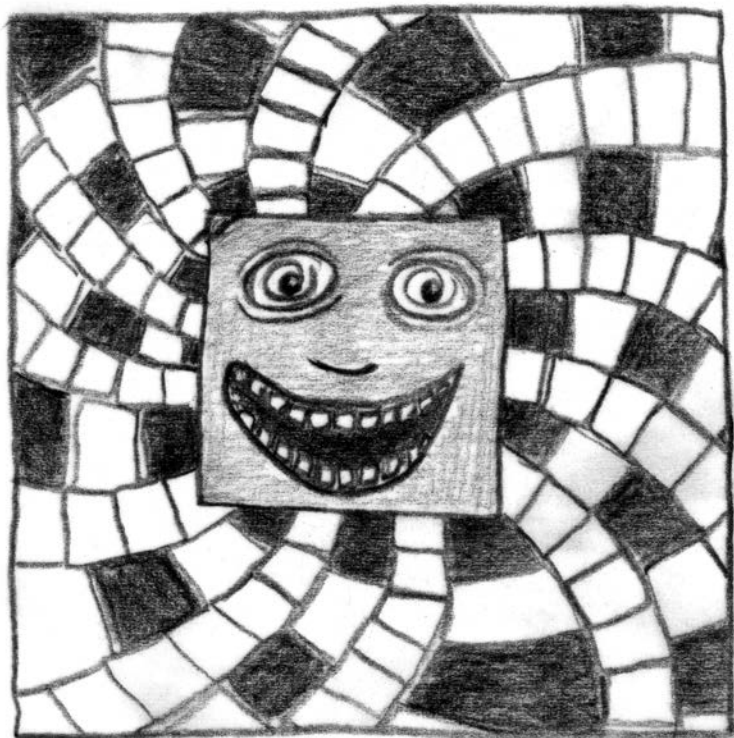


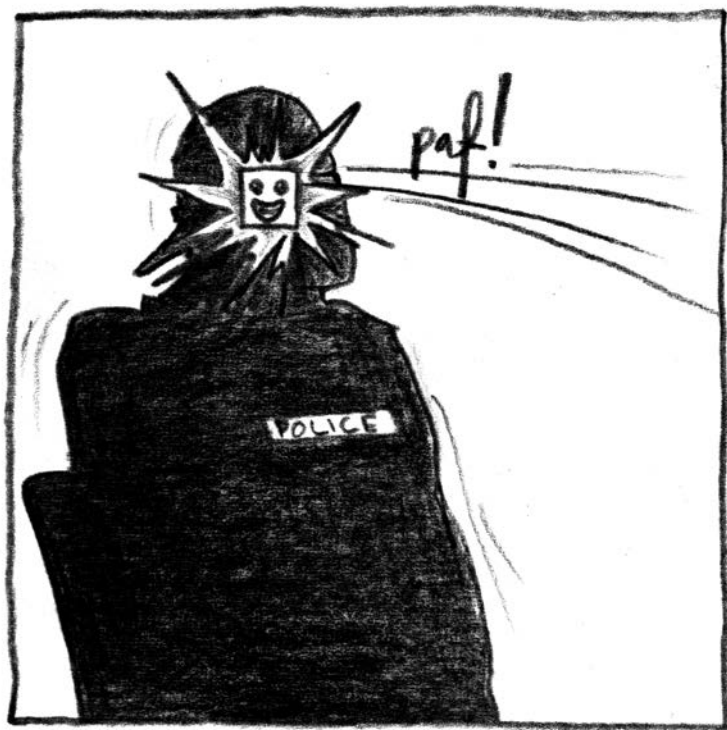




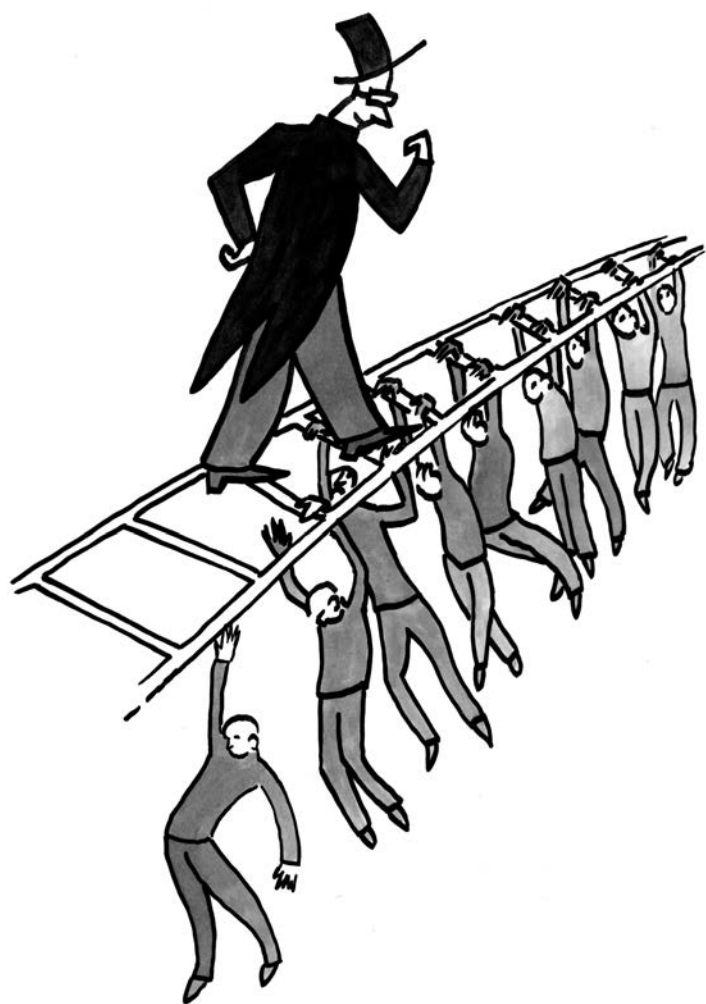








VÉCUS ET PRATIQUES
COLLECTIVES



REFUSER DE PARVENIR UNE DISCUSSION CRITIQUE

T'OKUP !

À L'OCCASION DE LA MANIFESTATION DU 1^{ER} MAI 2001 À Lausanne, en porte-à-faux avec ce que les institutionnels appellent « Fête du travail », les éditions T'Okup ! publiaient une petite brochure intitulée *Le travail rend sourd : Cinq interviews pour abolir le travail* (qui en réalité n'étaient que quatre), où témoignaient des personnes évoluant dans la mouvance anarcho-squat locale. L'idée initiale était de retrouver les protagonistes de ces interviews pour discuter des liens entre refus du travail et refus de parvenir, de la persistance des engagements dans la durée et des formes que cela pouvait prendre. Malheureusement, la plupart n'ont pas pu être retrouvés·e·s ou n'étaient pas disponibles pour se prêter à ce nouvel exercice. Nous avons donc approché d'autres personnes du milieu alternatif en Suisse romande, ce qui a donné lieu à de passionnantes discussions, mais n'a pas abouti à du matériel publiable. Finalement, le projet d'un éventail de petites interviews s'est donc transformé en un seul entretien, plus dense, qui mêle considérations sémantiques, pratiques, théoriques et autobiographiques, avec un membre du collectif de publication du CIRA sur le refus de parvenir.

Éditions T'Okup !

Lausanne, hiver 2014-2015

T’Okup ! : Lorsque le CIRA a lancé les premières discussions publiques sur le refus de parvenir en 2013, il est apparu que, pour beaucoup de gens, la compréhension de l’expression était loin d’être immédiate.

Effectivement, de nombreuses personnes ne comprenaient pas très bien de quoi il s’agissait, d’où l’idée des cycles proposés par le CIRA en 2013 et 2014 sur le sujet (précisons que je m’exprime ici de façon individuelle). Avant cela, je n’étais moi-même tombé que de rares fois sur l’expression au détour de lectures, de façon plutôt marginale et pas forcément formulée en ces termes. Par contre, l’idée du refus de parvenir faisait très clairement écho à des discussions que j’ai parfois eues avec des personnes plus âgées sur le refus d’occuper certains postes durant la vie professionnelle.

En quoi la réactualisation du sujet est-elle intéressante à tes yeux ?

Le fait de mettre un nom sur cette idée est utile pour attirer l’attention sur des pratiques bien vivantes, notamment dans les milieux alternatifs, mais trop souvent implicites. Le fait de théoriser ces pratiques pourrait leur donner une plus grande cohérence.

Mais le refus de parvenir est aussi intéressant parce qu’il est susceptible de trouver un écho au-delà des cercles militants habituels. Je pense notamment à des personnes peu politisées dans mon entourage qui ont refusé des promotions professionnelles parce que, pour reprendre leurs mots, « ce n’est pas dans leur caractère » de donner des ordres ou de vérifier le travail de subalternes. Ou plus largement à toute personne pour qui l’accomplissement individuel et collectif ne se trouve pas dans l’accumulation de richesses matérielles, la recherche de pouvoir et de prestige, la surconsommation, le *bling bling*, etc.

Puisque l'expression ne semble pas assez explicite, comment décrirais-tu la notion en tes propres termes ?

Refuser de parvenir, c'est refuser de se placer (ou de se considérer) au-dessus des autres. C'est combattre, chez soi et chez les autres, l'égoïsme, la compétition et la domination. C'est refuser les privilèges et favoriser l'entraide, la coopération, la solidarité. C'est l'antithèse de l'idéologie du *self-made-man* capitaliste, qui réussit là où les autres échouent.

Que penses-tu de l'expression elle-même ? Aurais-tu une idée de formulation plus parlante ?

Je n'ai pas de meilleure idée pour une formule percutante, mais ce qui me gêne dans l'expression centenaire de refus de parvenir, c'est que, détachée de son contexte historique, on pourrait la réduire à un choix de vie purement individuel. On risquerait alors de ne pas percevoir sa dimension politique et collective, qui constitue à mes yeux son principal intérêt.

On pourrait aussi reprocher à l'expression de concerner uniquement les personnes qui ont la possibilité de parvenir, donc d'être une préoccupation de privilégié·e·s. Même si j'admets l'importance de contextualiser (dans une société pyramidale, tout le monde n'a pas les mêmes chances de « réussir »), j'aurais envie d'élargir la portée du refus de parvenir. Je le vois comme une sorte de cadre éthique en vertu duquel on s'efforce de ne pas rechercher une position de domination ou de ne pas utiliser celle-ci au détriment des autres. Vu sous cet angle, tout le monde peut s'approprier ce principe, quelle que soit la position occupée dans la société. Même au plus bas de l'échelle sociale, il s'agirait par exemple de ne pas reporter ses frustrations sur des personnes encore plus mal loties et, fondamentalement, de ne pas chercher à devenir calife à la place du calife si un jour on en avait la

possibilité. Ou pour le dire autrement, démentir la conviction bourgeoise qu'une protagoniste du roman *42^e parallèle*¹ de Dos Passos formule ainsi (dans le contexte de la révolution mexicaine) : « Tant que vous êtes pauvres, vous êtes tous socialistes, mais dès que vous êtes riches, vous devenez très vite capitalistes. » En ce sens, le refus de parvenir pourrait se rapprocher de cet adage anarchiste : « Seul celui qui refuse d'être un maître ne sera jamais un esclave². »

Quant à l'expression, elle aussi surannée, de « rester dans le rang » (par opposition à « sortir du peloton », pour prendre une métaphore sportive qui illustre bien la sémantique compétitive de la société capitaliste), elle pourrait mieux montrer la dimension collective d'appartenance à des collectivités exploitées et dominées. En anglais, on utilise justement l'expression « *rank and file* » pour parler de la base. Mais en français, le rang me semble trop évoquer un nivellement par le bas et une obéissance moutonnière à connotation militariste, peu en phase avec des idées d'émancipation.

Que répondrais-tu aux gens qui disent que la compétition fait partie de la nature ?

Le recours aux arguments naturalistes doit déclencher nos signaux d'alarme, tant ils sont souvent utilisés pour occulter des mécanismes socialement construits. De plus, par ces pseudo-preuves, on arrive généralement à démontrer tout et son contraire.

1. John Dos Passos, *42^e parallèle*, Paris, Gallimard, Folio, 2009 (édition originale en anglais : 1930), p. 36

2. Le président américain Abraham Lincoln aurait eu une formulation presque identique en 1858, quelques années avant l'abolition de l'esclavage aux États-Unis.

Dans le cas présent, on peut certes en appeler à la sélection naturelle « à la Darwin » pour justifier la compétition et la loi du plus fort. Mais on peut aussi démontrer l'importance de l'entraide, comme l'ont fait un Pierre Kropotkine ou un Élisée Reclus. En effet, le principe de l'association a favorisé la survie et l'évolution des espèces au moins autant que la sélection naturelle, et cela tant sur le plan biologique que social. C'est d'ailleurs incroyable à quel point l'idéologie ambiante parvient à occulter cette bonne vieille évidence que « l'union fait la force », sur laquelle s'est également construite toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Si on inversait le propos, qu'est-ce que le refus de parvenir ne serait pas ?

L'apathie, la paresse ou la résignation. Comme le disait de façon très simple un slogan zapatiste : « Nous ne voulons pas le pouvoir, mais pouvoir. » Le refus de parvenir comporte une forte dimension volontariste, il n'est pas l'apologie des marche-en-rond ni le plan B des ratés. Il porte l'aspiration d'une réussite collective. Cela me rappelle qu'un des arguments lors des luttes pour un espace autogéré à Lausanne au début des années 1990 était : « Ce que nous revendiquons pour nous, nous le revendiquons pour tout le monde. » Loin du cliché des « squatteurs profiteurs » véhiculé par les médias, cela me semble bien illustrer cette volonté collective de devenir.

Vois-tu un rapport significatif entre le refus de parvenir et le refus du travail débattu il y a une quinzaine d'années pour la brochure *Le travail rend sourd* ?

Pour la majorité des gens, le domaine professionnel reste probablement celui où le refus de parvenir peut s'exprimer de la façon

la plus visible, conséquente et durable (refuser le carriérisme, les promotions et les postes à responsabilité, ne pas marcher sur la tête des autres, ni jouer des coudes ou faire le chien-chien pour se faire remarquer par la hiérarchie...). S'il faut vraiment faire preuve d'ambition comme le ressassent les ayatollahs des plans de carrière, d'accord, mais pour améliorer les conditions de travail et défendre les droits collectifs, pas pour une compétition égoïste contre nos collègues de labeur.

Ceci dit, dans la brochure contre le travail, l'accent était surtout mis sur l'importance de réduire son temps de travail (et par conséquent son train de vie matériel) pour dégager du temps libre pour les activités militantes et la contribution aux réseaux alternatifs. Le propos reste complètement actuel.

Cette position ne risque-t-elle pas d'être mal interprétée dans un contexte de paupérisation, où la réduction du temps de travail est souvent imposée par les restructurations capitalistes et où une part croissante de la population peine à boucler les fins de mois, même en cumulant plusieurs boulots ?

L'obligation de travailler ne se rappelle évidemment pas à nous de la même manière selon le salaire en vigueur dans la branche où l'on exerce, la situation familiale, les dettes qu'on a accumulées, etc. On peut aussi critiquer le temps partiel en tant que modèle dominant imposé aux femmes pour mieux les faire retourner au foyer. Ou voir ses limites, lorsqu'il devient progressivement une alternative acceptée dans les classes moyennes ou supérieures dans le but d'améliorer la « qualité de vie », expression pacifiée qui évite de remettre en cause fondamentalement la servitude à laquelle le salariat nous soumet.

Malgré tout, j'ai la conviction que, dans les pays occidentaux, la plupart des gens pourraient travailler moins et gagner en autonomie en entretenant une vie sociale en dehors des circuits

commerciaux et en renonçant à certains « besoins » présentés comme indispensables alors qu'ils sont futiles.

Comme le dernier smartphone ou téléviseur à écran plat ?

Entre autres... Mais ce débat est tronqué en raison des absurdités de la mondialisation, où il coûte moins cher de voler aux quatre coins de l'Europe avec une compagnie *low cost* que de se faire une bonne bouffe entre ami·e·s ou de changer une roue à son vélo. Le fait de pouvoir acquérir à très bas prix des gadgets technologiques, des denrées alimentaires ou des objets manufacturés produits à l'autre bout du monde devrait nous rappeler la forte persistance de formes de colonialisme et d'impérialisme, dont nous bénéficions en tant que membres des sociétés occidentales.

Cela montre par la même occasion que le refus de parvenir ne devrait pas s'appliquer uniquement à la carrière professionnelle, mais se comprendre comme une démarche beaucoup plus globale.

Peux-tu donner quelques exemples ?

Les paradoxes que je viens d'évoquer montrent par exemple qu'il ne s'agit pas juste d'une démarche individuelle, dont la frugalité ou la « consommation responsable » seraient le credo et l'absolution. À l'échelle d'un·e individu·e ou d'un petit groupe, la simplicité volontaire n'a pas une influence substantielle pour hâter la fin de la globalisation capitaliste (par contre, elle constitue un premier pas important pour nous donner plus d'autonomie, ce qui est déjà considérable).

Ensuite, il y aurait beaucoup d'autres exemples pour illustrer à quel point un refus de parvenir cohérent recouvre presque tous les domaines de la vie.

Dans les organisations politiques, partis, syndicats ou même dans certaines associations, le salaire n'est certainement pas la motivation première, mais les dynamiques pyramidales de prédation sont tellement évidentes que l'on parle communément de « jeunes loups » pour qualifier les novices « aux dents longues » qui débarquent « dans l'arène ».

À propos d'arène, le sport représente l'archétype des valeurs de compétition, d'abrutissement et d'eugénisme, tares en germe à mon avis même dans le sport amateur, récréatif ou de bonne santé (*fitness*). Dans un monde qui ne séparerait pas travail et loisirs et où l'activité physique ferait partie intégrante de la vie quotidienne (couper du bois, cultiver son jardin), il n'y aurait pas besoin de sport.

Les sciences, la recherche et les hautes écoles ne sont pas en reste avec leurs équipes en concurrence, leur course à l'innovation, leurs classements et indices de citation pour s'autojustifier et capter des fonds au prix de tous les sacrifices et compromissions. Le refus de parvenir est d'ailleurs une bonne occasion de (re)questionner le statut de scientifique, d'intellectuel·le, de spécialiste, et de rappeler que la corruption par les honneurs est parfois pire que celle par l'argent. Sans compter que, même subventionnées par l'État, les « découvertes » restent généralement privées, ce qui illustre à merveille la très libérale collectivisation des coûts et la privatisation des bénéfices si contraires à l'idée du refus de parvenir.

Pour donner encore un autre exemple désormais classique, le sociologue Pierre Bourdieu (lui-même une sorte de parvenu) a montré en 1979 dans son ouvrage *La Distinction*³ les mécanismes ostentatoires mis en œuvre par les différentes classes sociales pour se distinguer les unes des autres, non seulement selon leur

3. Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

capital économique, mais aussi selon ce qu'il appelle leur capital culturel et symbolique, ce qui permet d'appréhender la stratification sociale en termes plus subtils que les simples indicateurs économiques. Les modes de consommation culturelle ont certes évolué depuis les années 1970, mais le besoin de sortir du lot tout en restant en réalité dans un grand conformisme est loin d'avoir disparu. Je ne peux m'empêcher de faire un parallèle avec un certain « conformisme anticonformiste » qui se manifeste dans les milieux alternatifs ou artistiques. Ces phénomènes identitaires d'appartenance à un groupe, souvent basés sur l'apparence et sur des attitudes stéréotypées, font partie des dynamiques sur lesquelles on ne devrait pas faire l'impasse dans le cadre d'une réflexion contemporaine sur le refus de parvenir. S'affirmer en tant que personne n'implique pas de sortir d'un moule pour se couler dans un autre.

Tu mentionnes les artistes. Quelle forme le refus de parvenir prendrait-il si on l'applique au domaine artistique ?

La situation est peut-être un peu plus complexe, mais on retrouve le même genre de questionnements. À moins de ne considérer la création que comme un acte thérapeutique, l'essence de toute production artistique est probablement de se montrer, de partager quelque chose. La recherche d'une certaine forme de reconnaissance (par exemple dans le cadre d'un cercle amical) peut faire partie d'un processus d'émulation stimulant et permettre de progresser. Mais faut-il vraiment chercher à « percer » et qu'est-ce que cela signifie ? Qui juge ce qui est « réussi », qui définit les critères esthétiques dominants ? Le fait de rejeter la culture de masse est-il un refus salutaire de l'aliénation ou au contraire une forme d'avant-gardisme ou d'élitisme prétentieux ?

L'art peut-il encore porter la critique sociale que lui attribuait un Frans Masereel ou, même provocateur ou contestataire, ne

fait-il que renforcer la société du spectacle ? Peut-on vivre de son art sans compromettre son indépendance, en vivre fait-il forcément de soi un·e vendu·e ?

Sans même parler des artistes maudit·e·s rejeté·e·s de leur vivant mais adulé·e·s *post-mortem*, parvient-on si on obtient une forme de reconnaissance publique ? Le groupe de punk engagé Bérurier noir, célèbre dans toute la francophonie à la fin des années 1980, n'était clairement pas une formation à succès, mais il a fini par remplir l'Olympia et constituer une référence pour toute une génération, qui n'en a pas pour autant fait la révolution. Les œuvres du graffeur anonyme Banksy, toutes chargées de révolte qu'elles puissent être, figurent en excellente place dans le florissant marché de l'art contemporain.

Faut-il dès lors rejeter toute notion d'art en tant que production artificielle, extérieure aux contingences sociales ? La « culture alternative » n'est-elle qu'un leurre ?

La « culture » ne se limite pas aux productions artistiques, mais englobe notre façon de vivre et de penser ensemble. Certain·e·s artistes se considèrent super-engagé·e·s, alors qu'ils/elles se contentent de greffer leurs créations sur une thématique sociale ou contestataire pour se faire mousser, sans prendre vraiment position ou sans participer concrètement et durablement aux luttes de base.

Sur ce que pourraient être des formes de création non arrivistes, les espaces autogérés ou autres lieux alternatifs regorgent par exemple de groupes de musique qui donnent des spectacles de soutien pour diverses causes, jouent sans cachet, font preuve d'une véritable abnégation en tournant durant des années dans un milieu qui a peu à offrir en termes de confort et de participation aux frais. Ces formations refusent la tutelle de managers, de sponsors, de grosses majors. Soit dit en passant, cela n'empêche

pas des situations parfois absurdes : par exemple, lorsque pour permettre à des petits groupes extra-européens de jouer en Europe, des squats ou des petites salles underground se retrouvent indirectement à travailler (même en autogestion, à prix libre et avec un discours très clair contre le salariat) pour des labels associatifs qui ont la fâcheuse tendance à se prendre pour les rois du milieu. Très loin de l'esprit *do it yourself*, ces entrepreneurs de la marge louent des vans avec chauffeur et *backlines* à ces groupes, qui mettront souvent des années à rembourser. Tout ça pour dire que l'étiquette de « culture alternative » peut cacher des réalités bien différentes.

Les leitmotivs des artistes de la scène alternative ne devraient donc pas se limiter à l'indépendance et au non-profit, qui n'empêchent pas forcément d'attraper la grosse tête. Il s'agirait par exemple de réfléchir, et certain·e·s le font, au *leadership* et à la division du travail au sein du groupe (ou entre le groupe et l'équipe technique), à la séparation que provoque la scène entre « artistes » et « public », à la façon de faire écho aux luttes sans les fétichiser ou s'en faire les porte-parole.

Tu parles beaucoup de réflexions à mener, mais comment traduire le refus de parvenir dans la pratique ?

On a déjà évoqué tout à l'heure quelques principes (refuser les promotions, les postes de direction et les combines d'arrivistes). Pour le dire de façon schématique, si l'on se situe dans le bas de l'échelle sociale, c'est ne pas chercher à grimper au détriment des autres. Si on se situe dans les hauts, c'est renoncer à ses privilèges.

Il a souvent été dit que le refus de parvenir consiste, pour les prolétaires, à ne pas trahir sa classe (le fameux « rappelle-toi d'où tu viens »). Mais puisqu'on ne choisit pas dans quel milieu on naît, pour les privilégié·e·s il faudrait justement prôner la trahison de classe, mais vers le bas. Il est important de préciser que ce

déclassement volontaire doit aller plus loin qu'une simple excentricité bohème et s'accompagner d'une mise à disposition, c'est-à-dire s'impliquer véritablement dans les luttes de base aux côtés de celles et ceux qui les mènent. Soit totalement autre chose que la philanthropie, la charité ou le tourisme humanitaire, par lesquels les privilégié·e·s continuent à affirmer leur statut de supériorité tout en soignant leur image ou leur culpabilité. Tout le contraire aussi du coup de main donné par opportunisme, à la façon dont on placerait un capital en vue de gains futurs. Dans les collectifs et les luttes de base, si l'on s'entraide, c'est par solidarité et parce qu'on cherche l'égalité.

Dans un autre registre, il fut un temps où certain·e·s militant·e·s disaient que leur seul amour était la révolution sociale et renonçaient à toute vie amoureuse ou familiale afin de rester plus disponibles pour la lutte, en n'accomplissant pas ce qui est socialement considéré comme la base d'une vie « réussie », ce qui peut aussi être vu comme une forme de refus de parvenir.

Tes exemples se contentent malgré tout d'esquisser des grandes lignes...

Je pourrais bien dire : ne pas s'appuyer sur des études supérieures pour revendiquer un emploi « à la hauteur de ses qualifications », dilapider le patrimoine familial dans de bonnes causes plutôt que de s'asseoir sur un héritage, etc., mais cela va moyennement te parler si tu n'as pas de diplômes ou d'héritage. Si tu es un mec, je peux dire reconnaître les privilèges de sexe en vigueur dans nos sociétés et y renoncer (ce n'est pas parce que certains hommes font un peu plus la cuisine ou la vaisselle qu'autrefois que le patriarcat est en voie de disparition).

En fait, l'idée générale est facile à comprendre sans devoir multiplier les illustrations. De plus, il est toujours délicat de donner des exemples trop précis, car ils risquent d'être pris pour des modèles

universels et atemporels. À chacun·e d'adapter selon le contexte, sa position, ses possibilités. Le point commun étant de lutter contre toutes les formes de domination à partir de la situation dans laquelle on est. Par exemple, on trouve dans des professions dites libérales quelques camarades intègres qu'on ne peut objectivement pas traiter de « sociaux-traîtres », malgré le prestige, la richesse et le pouvoir communément associés à ces positions.

N'y a-t-il pas malgré tout une ligne à ne pas franchir ?

C'est une question de cohérence. Même s'il est impossible d'être 100 % cohérent·e dans le monde où nous vivons, tu ne peux pas dénoncer le système et en même temps être un rouage dominant ou répressif de celui-ci, ou alors il faut que tu l'attaques sérieusement depuis l'intérieur (ce qui est plutôt rare, ou schizophrénique). Tu ne peux pas aller à des manifs antiguerre et vendre des drones ou des mines antipersonnel, lutter pour l'environnement et bosser dans le développement des OGM. Par contre, tu peux être médecin et soigner gratuitement des sans-papiers plutôt que de faire de la chirurgie esthétique pour les riches, ou être avocat mais défendre avec ardeur les petites gens.

Comment te positionnes-tu, toi qui as fait des études alors que tu viens d'un environnement relativement modeste ?

Si l'on s'en tient aux indicateurs de niveaux de formation, je suis effectivement un stéréotype d'ascension sociale *via* la démocratisation des études. Durant mes études, j'étais une des rares personnes dont aucun des deux parents n'avait effectué de formation supérieure, et ceci incroyablement tôt, dès l'école secondaire (soit dès l'âge de 10-11 ans dans le système scolaire helvétique). Faute d'avoir eu une éducation à la conscience de classe à la maison, ça m'a surtout frappé après coup.

À l'université, je me suis senti peu d'affinités avec le commun des étudiant·e·s, qui m'ont semblé pour la plupart enfermé·e·s dans leur bulle, avec leurs petites préoccupations et leurs privilèges, ou qui semblaient découvrir le monde et ses injustices. En même temps, j'avais déjà perdu depuis longtemps tout contact avec mes anciens copains-copines d'école et de quartier qui ont suivi les voies de l'apprentissage. Je n'avais plus grand-chose à leur raconter si je les croisais par hasard.

Ce genre de choc culturel, les questionnements identitaires et les conflits de loyauté sont bien connus des migrant·e·s. Avec la migration de classe *via* l'ascenseur social, le dépaysement est plus symbolique que géographique. Il est plus lent, moins brutal. Mais sans qu'on se soit exactement aperçu quand et comment, on se retrouve tout à coup de l'autre côté, que l'on s'y reconnaisse ou non. Et il est quasiment impossible de revenir en arrière. Ainsi, moi qui, dès l'âge de raison, m'étais toujours dit que je n'irais jamais à l'université et y suis finalement arrivé un peu par hasard, je me vois parfois renvoyer pendant les repas de famille mon statut d'« intellectuel », dans un mélange de respect et de distanciation. Cela a quelque chose de désespérant, puisque mes engagements et mes choix de vie, explicites, concrets et durables, visent justement à contredire dans la pratique les canons de la réussite sociale, mais ce type d'anecdote illustre la complexité de ces questions.

Faudrait-il dès lors renoncer à accomplir toute forme d'études supérieures ?

Il faut prendre la question sous un autre angle. Tout révolutionnaire sait que l'ignorance est le creuset de l'oppression. Plusieurs camarades ont réalisé des cursus universitaires brillants mais sans se présenter aux examens finaux, choix pour lequel j'ai le plus grand respect. D'autres se sont réorienté·e·s après-coup vers des

métiers manuels. Mais ce sont le diplôme et les débouchés qui sont contestés, pas le fait d'étudier si on en a la possibilité. De plus, si on arrive à faire abstraction de tout l'aspect « formatage social » (non moins présent dans les filières d'apprentissage), les études apportent des connaissances qui peuvent ensuite être collectivisées.

Malgré ce que j'ai dit tout à l'heure sur l'ascenseur social, je ne crois donc pas que faire des études constitue par définition une trahison de classe. La frontière entre les classes n'est pas toujours parfaitement tranchée, il y a des zones grises. À l'heure actuelle, un diplôme d'études supérieures ne garantit plus un emploi stable et douillet, voire un emploi tout court. Dans quelle case faut-il mettre le nombre croissant de diplômé·e·s parmi les *working poors* ou les cohortes de chargé·e·s de recherche précaires, par rapport, par exemple, à certains métiers du bâtiment qui garantissent un revenu relativement confortable grâce à des conventions collectives gagnées de haute lutte ?

Mais, surtout, le refus de parvenir ne devrait pas se limiter à la remise en cause des privilèges de classe ou à des questions de pouvoir d'achat. Comme déjà dit avant, il doit embrasser la critique de toute forme d'exploitation et de domination, donc intégrer la lutte contre le racisme, le colonialisme, la destruction de l'environnement, ainsi que le patriarcat, qui est transversal à toutes les classes.

Est-ce que cela signe la fin de l'analyse de classes ?

Bien sûr que non. Elle reste incontournable pour rendre compte du fait qu'on n'est pas tou·te·s dans le même bateau, qu'il y a des dominant·e·s et des dominé·e·s. Mais il me semble qu'une posture ouvriériste stricte n'est plus tenable. Pour autant qu'aient jamais pu se justifier la satisfaction d'appartenir à tel corps de métier et une fierté du « travail bien fait », je vois mal comment

cela pourrait encore être le cas avec la généralisation du précariat, de la sous-traitance et de la parcellisation de la production. Pour qui fantasme encore sur la figure héroïque de l'ouvrier, il suffit de lire des bouquins comme *Putain d'usine*, *Génération précaire* ou *Ouvrière*⁴. Une grande partie du travail est inutile, dangereux, aliénant (je ne parle pas du ramassage des ordures qui devrait être valorisé comme un travail de salubrité publique). Dans ces conditions, on ne peut pas reprocher aux classes laborieuses de souhaiter un autre futur pour leurs enfants. Ce n'est pas forcément une question de parvenir, c'est juste une question de bon sens. Mais le problème est de comment y arriver, ensemble. Et ce n'est pas le vain mirage de remporter le jackpot à la loterie qui y répondra, car « tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura jamais assez pour tout le monde », comme le dit la formule.

Autre thème important, comment inscrire le refus de parvenir dans la durée ?

Dès qu'on parle de durée, vient forcément à l'esprit la question des camarades qui ont retourné leur veste. Disons qu'il y a différents degrés. Sans m'attarder sur les véritables renégat·e·s, je ne mettrais pas sur le même niveau les gens qui s'éloignent des collectifs par fatigue ou « obligations familiales » tout en conservant une attitude bienveillante, et d'autres qui vampirisent les luttes de base pour faire une carrière universitaire ou politique. Pour la deuxième catégorie, leur période d'abnégation militante aura au moins un petit goût de nostalgie à conter au coin du feu, à moins qu'elle ne constitue une expérience originale à ajouter à leur CV. Comme quoi se targuer d'un refus de parvenir pourrait

4. Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, Montreuil, L'Insomniaque, 2002 ; Abdel Mabrouki, *Génération précaire*, Paris, Le Cherche-Midi, 2004 ; Franck Magloire, *Ouvrière*, Avignon, L'Aube, Poche, 2004.

parfois aider à parvenir... Heureusement, il y a aussi des exemples inverses, mais on aime alors moins se mettre en avant.

Entre une explosion de radicalité sans lendemain et des choix a priori un peu moins radicaux, mais qui tiennent dans la durée et donnent une cohérence aux engagements, je préfère encore la deuxième solution. La pureté dont certain·e·s aiment se draper n'existe pas. Tout comme il faut savoir rester modeste dans son parcours professionnel, il en va de même en tant que militant·e·s. Je ne critique pas le fait d'avoir de grandes ambitions de changement social, mais le fait de se croire meilleur·e·s sous prétexte d'aller plus loin que d'autres dans une course à la radicalité, qui trop souvent se concentre sur quelques aspects de la lutte au détriment d'autres.

Enfin, je ne voudrais pas associer le refus de parvenir à un sacrifice condamnant à un mode de vie monacal, mais il faut malgré tout une certaine dose d'abnégation pour durer.

Comment promouvoir le refus de parvenir et prévenir les retournements de veste ?

Refuser de parvenir se fait par conviction, on ne peut pas l'imposer. Pour que cette conviction soit embrassée par un grand nombre de gens, elle ne peut pas s'appuyer uniquement sur des abstractions comme la conscience de classe, le désintéressement ou l'altruisme. Elle doit s'ancrer dans une morale, ou plutôt une culture politique, qui, pour produire du sens, doit être entretenue et alimentée en permanence, dans la pratique comme dans la théorie, auprès du plus grand nombre de personnes possible, d'où l'importance de lieux non commerciaux de rencontre, d'expérimentation et d'échanges.

L'éducation joue aussi un grand rôle. Le pédagogue anti-autoritaire britannique A. S. Neill, fondateur de l'école de Summerhill, a dit un jour : « Je serais vraiment très déçu si un

élève de notre école devenait un jour Premier ministre. J'aurais l'impression d'avoir échoué⁵. » Mais à l'opposé, je me rappelle un reportage sur des jardins d'enfants autonomes à Berlin des années 1970 et qui retrouvait des protagonistes une ou deux décennies après. Peu d'enfants ayant fréquenté ces lieux avaient suivi la voie de leurs parents. Certain·e·s soulignaient même que les compétences qui y étaient transmises (esprit critique, indépendance, capacité d'organisation...) les avaient aidés dans leur carrière professionnelle, notamment un type qui était devenu cadre dans une banque, ou quelque chose du genre. Alors, je ne sais pas... s'il y avait une réponse toute faite, on la connaîtrait depuis longtemps.

Dans le fonctionnement courant des groupes horizontaux, on a quand même recours à des techniques éprouvées pour empêcher les prises de pouvoir et favoriser le fonctionnement collectif.

Effectivement, des principes tels que la rotation des tâches, l'assemblée décisionnelle ou les mandats impératifs contribuent à s'organiser sans favoriser l'émergence de leaders, de porte-parole, ou de spécialistes. Cela se pratique avec succès dans des collectifs constitués, comme dans des luttes sociales plus larges, où il n'est pas possible de connaître tout le monde personnellement. C'est très important pour ne pas se faire déposséder des luttes par des militant·e·s professionnel·le·s (ou pour ne pas risquer d'en devenir un·e soi-même, ce qui nous couperait presque à coup sûr de la réalité).

Depuis un certain nombre d'années, notamment sous l'impulsion des groupes féministes, beaucoup de collectifs sont

5. « Discussion avec Leila Berg », in Neill & Summerhill : *A Man and His Work. A pictorial study* by John Walmsley, Penguin Books, 1969, non paginé.

également plus attentifs aux dynamiques de groupes, par exemple pour moins marginaliser les personnes qui s'expriment peu dans les réunions ou éviter la monopolisation de la parole par d'autres⁶. Une forme introspective du refus de parvenir pourrait donc amener à réfléchir sur nos relations avec les autres, notamment sur la trop grande place que prend parfois notre ego. Ce travail de déconstruction n'est pas toujours si simple, puisque derrière les grands principes politiques il touche à des fondements psychologiques et émotionnels pas toujours conscients, liés à notre socialisation, notre éducation, notre vécu, nos routines.

Et il n'est pas toujours facile de distinguer ce qui relève d'un ego surdimensionné ou d'un besoin « naturel » de reconnaissance...

Il faudrait admettre un certain besoin de reconnaissance et pouvoir y répondre au sein du milieu, ce qui éviterait peut-être à certain·e·s d'aller la chercher ailleurs. Mais il s'agirait surtout de reconnaître tout le monde au même niveau, quelles que soient les tâches effectuées. Soit, si l'on reprend l'exemple des centres sociaux autogérés précédemment évoqués, pas seulement le groupe de musique qui a son nom sur l'affiche, l'équipe qui a peint une belle fresque, soudé un nouveau bar ou sorti une chouette brochure, mais aussi celles et ceux qui remplissent le bar, nettoient les toilettes, réparent la sono ou les ampoules cassées, plient les tracts, font office de « grande oreille », désamorcent les conflits, etc.

En définitive, ces différentes pistes et techniques ne constituent pas des solutions miracles, mais elles contribuent à entretenir une

6. Voir par exemple *Textes pour construire une organisation horizontale*, Genève, Infokiosque mondial, 2004.

culture politique de base qui stigmatise la recherche du pouvoir, le carriérisme politique ou la récupération, tout en mettant des obstacles concrets pour s'en protéger et développer des alternatives organisationnelles.

On pourrait aussi mentionner l'anonymat ?

L'anonymat peut en effet être vu comme une technique supplémentaire pour ne pas mettre l'individu en avant au détriment du groupe. La signature collective ou l'usage de pseudonymes le plus souvent farfelus n'est pas qu'une façon de se protéger de la répression, mais de dire que n'importe qui pourrait se trouver derrière tel texte, communiqué ou déclaration. C'est une manière de rappeler que la formulation des idées n'est pas l'apanage de spécialistes, mais le résultat de processus collaboratifs et collectifs. Ainsi, les idées exprimées dans cette interview sont le fruit de nombreuses lectures et discussions, notamment avec des personnes peu à l'aise avec l'écrit ou la synthèse formelle, mais qui n'en participent pas moins à l'évolution des réflexions.

Malgré tous les efforts déployés, il est difficile de gommer toutes les formes de hiérarchies ou d'inégalités, même dans les groupes antiautoritaires.

Il est inévitable que certaines personnes aient plus de connaissances ou d'expérience. Tout le monde ne débarque pas dans un groupe avec le même bagage. Prôner l'égalité ne signifie pas que tout le monde est identique. La question est plutôt de ne pas occulter l'existence de ces asymétries, de ne pas en tirer profit à titre personnel et surtout de parvenir à partager avec les autres le meilleur de ses capacités.

En appui des techniques dont on vient de parler, les échanges de savoirs pratiqués dans les milieux alternatifs sont une façon

supplémentaire d'aller dans cette direction, à l'extrême opposé d'une société qui barricade le savoir derrière des murs, des institutions certifiées ou des brevets commerciaux.

Tu as plus ou moins insinué tout à l'heure qu'il pourrait exister un risque de parvenir « à l'insu de son plein gré » ?

Peut-être pas à ce point-là, mais on est à nouveau dans des zones grises. Même si on rejette les valeurs dominantes, il serait prétentieux de croire qu'on est totalement imperméable au monde qui nous entoure et à l'éducation qu'on a eue. De plus, une fois qu'on a mis le petit doigt dans un engrenage, il n'est pas toujours facile de revenir en arrière. Le pouvoir transforme celui ou celle qui le pratique, c'est bien connu : il corrompt (encore qu'on peut avoir la discussion de la poule et de l'œuf pour savoir si c'est le pouvoir qui corrompt ou s'il exerce une attraction particulière sur les personnes corruptibles).

Dans les groupes antiautoritaires, il peut aussi arriver que certaines personnes deviennent des sortes de référent·e·s, par charisme ou expérience, sans que ce soit forcément recherché de leur part. Cela a surtout pour conséquence que ces personnes sont sans cesse sollicitées et se retrouvent avec une responsabilité parfois lourde à porter. Du coup, elles finissent généralement par se fatiguer assez vite. Aux autres donc de ne pas leur attribuer une trop grande importance, de ne pas céder à la facilité et de s'occuper elles-mêmes des tâches à faire, d'apprendre à les faire le cas échéant. Pour les unes comme pour les autres, cela implique aussi d'accepter que certaines choses soient parfois moins bien faites et que quelqu'un·e assume un rôle de formateur/trice pendant une phase transitoire.

Là encore, on voit que refuser de parvenir n'est pas qu'une pratique individuelle, mais une affaire collective.

Tout au long de cette interview, tu as justement fait allusion de manière répétée à la dimension collective du refus de parvenir.

Oui, parce qu'elle est fondamentale. On peut certes appliquer des formes de refus de parvenir au niveau individuel. C'est déjà mieux que rien. Mais pour prendre un cliché, la retraite de l'ermite dans sa cabane au milieu de la forêt n'a que peu d'influence sur le monde dans lequel nous vivons.

Dans le fameux film *L'An 01*⁷, tout le monde fait un pas de côté et tout le système s'arrête, laissant la place à une joyeuse révolution. La force de l'action réside dans son caractère collectif et simultané. Pourtant, même là, on est dans le fantasme. La force d'évocation symbolique du « pas de côté » est bien plaisante, mais les murs ne tombent pas tout seuls. Le système capitaliste ne s'effondre pas lorsque des alternatives se développent dans ses marges ou ses interstices. Il ne suffit pas que 100 000 personnes disent « *not in my name* » ou « nous sommes le 99 % » pour que la guerre ou l'exploitation capitaliste s'arrêtent.

Le refus de parvenir doit par conséquent aller plus loin qu'une mise en retrait, fût-elle collective. Il doit dépasser l'acte de négation que comporte tout refus et devenir une force d'affirmation, de proposition, de construction, de partage, de mise en relation, de création de réseaux, ce qui est un travail éminemment collectif, volontariste et de longue haleine.

Sans nier l'importance de cette construction collective, il y a quand même à un moment des choix individuels à faire, non ?

7. Réalisé par Gébé, Alain Resnais, Jacques Doillon et Jean Rouch (1973), d'après la bande dessinée du même nom (1972).

La prise de conscience individuelle est un premier pas pour sortir des rails de l'idéologie dominante. Des choix comme renoncer à un boulot lucratif mais socialement ou écologiquement nuisible, baisser son temps de travail et changer de mode de vie, ont des implications très concrètes sur le quotidien d'une personne. Il faut souvent une certaine dose de courage pour sortir de la norme.

Il n'en reste pas moins que seul·e, on n'est pas grand-chose. Il est illusoire ou kamikaze de se la jouer uniquement en solo. D'autant plus que tout le monde ne part pas à égalité. Il est plus facile d'être disponible, de se détacher des contingences matérielles immédiates et de ne pas se préoccuper du futur quand on sait qu'un jour ou l'autre on va hériter d'une maison ou d'une petite fortune. Pour les autres, il vaut mieux pouvoir compter sur le collectif en cas de coup dur. C'était par exemple l'idée des caisses de grèves et de secours mutuels aux débuts du mouvement ouvrier.

Si les structures collectives sont solides et dynamiques, cela favorise les choix individuels. Plus les individu·e·s s'impliquent pour faire tourner les structures collectives, plus elles sont susceptibles d'intéresser de nouvelles personnes.

Quel degré de confiance peut-on actuellement accorder à ces réseaux ?

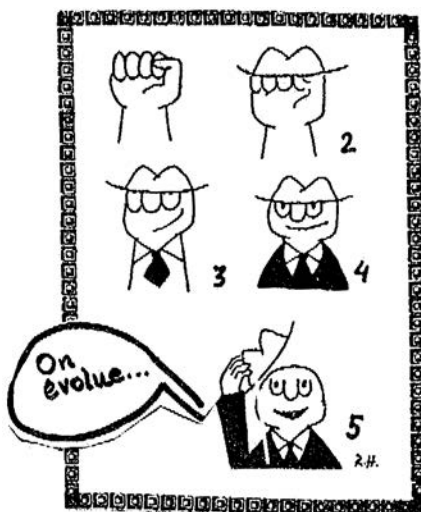
C'est impossible à savoir, mais rien ne garantit non plus que les économies que tu pourrais faire en travaillant comme un·e dingue soient à l'abri d'un krach boursier ou d'une prochaine guerre.

Pour ce que je peux observer autour de moi, des réseaux alternatifs assez conséquents existent pour les besoins immédiats (lieux de sociabilité et de culture, échanges de biens, de savoirs et de services...), mais nettement moins pour le plus long terme

(santé, sécurité du logement, prévoyance vieillesse, etc.). Ils restent aussi relativement cloisonnés et peinent à établir des liens avec d'autres catégories de la population. En outre, la majorité des personnes qui fréquentent les milieux alternatifs sont plutôt jeunes. Les structures mises en place sont-elles capables de se renouveler, de survivre dans le temps, de s'adapter à différentes réalités ? Que chacun·e y apporte sa contribution !

Un dernier mot pour conclure ?

Même dans l'historiographie militante, on a tendance à retenir surtout quelques grands noms. Donc une spéciale dédicace à toutes celles et ceux qui œuvrent en coulisses sans chercher le feu des projecteurs, qui restent fidèles à leurs idéaux, aux militant·e·s anonymes, sans qui la diffusion des pratiques et des idées solidaires et émancipatrices ne pourraient exister. Merci aussi à toutes celles et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont apporté des contributions à cette interview.



REFUS FÉMINISTE DE PARVENIR¹

LES PIRES

LA THÉMATIQUE DU « REFUS DE PARVENIR » EST UNE QUESTION qui nous taraude et occupe notre collectif depuis ses débuts, même si elle ne s'était pas posée tout à fait en ces termes, elle fait écho à nos interrogations et rétro-alimente nos échanges.

En préambule, on trouve important de parler de qui on est et de ce qu'on a fait, pour mieux entrer dans le sujet du refus de parvenir. Pour nous situer dans ce débat aussi. Les Pires est un collectif féministe de sensibilité antiautoritaire, antiraciste et anticapitaliste, à Lausanne. Ce sont d'abord des bases affinitaires et d'amitié qui nous ont réunies. Ce que nous mettons sous les termes qui nous décrivent, ce ne sont pas des étiquettes ou de grands discours, encore moins des dogmes, mais des positions qui s'incarnent dans nos pratiques. Elles se concrétisent par des manières d'échanger, d'agir, qui nous font du bien, un vécu partagé, une politisation du privé et la mise en commun de situations individuelles. Ces situations collectivisées prennent un

1. Ce texte est le fruit d'une présentation orale collective au CIRA en juin 2013, dans le cadre du cycle de discussions sur le « refus de parvenir ».

tout autre sens, et permettent de s'opposer, comme on le verra, en particulier aux logiques de pouvoir, de carrière et de pressions dans le sens de « parvenir ».

Certains axes politiques et théoriques sont essentiels pour nous. L'antiautoritarisme parce que nous ne voulons pas de chef·fe·s, ni de hiérarchies ou de pouvoirs informels et luttons contre les logiques de personnalisation. Nous tentons d'articuler la pratique à la théorie, et ce qui nous importe, ce sont les résistances au quotidien, le ici et le maintenant, pas le grand soir et ses grands hommes.

Notre féminisme, ou nos féminismes, vise une critique radicale du patriarcat, en tant que système d'oppression articulé notamment au racisme, aux dominations de classe, aux normes hétéro, à la lesbophobie et à l'homophobie ainsi qu'aux dominations Nord-Sud. Nous avons toutes eu ou avons encore des expériences militantes et avons été ou sommes encore salariées. Même si nous avons toutes fait des études universitaires, nous avons conscience de *ne pas être un groupe homogène*. Nous avons le souci de prendre en compte toutes les oppressions en reconnaissant la position de chacune : nous n'avons pas toutes la même histoire, classe, sexualité, origine ou vécu migratoire/non migratoire.

Notre collectif s'est constitué en 2011, lors d'une réunion entre quelques copines qui avaient envie de faire de la recherche militante. Nous nous sommes d'abord appelées les « pires chercheuses », allusion moqueuse aux *peer reviews* (revues anglophones prétendues prestigieuses où les textes publiés doivent être validés par des « pairs »). Cette première phase s'est centrée sur le partage d'expériences à l'intérieur, en marge et en dehors des études genre et des sciences sociales, avec la motivation de renforcer des réflexions et des pratiques de recherche critique qui travaillent *avec* et non *sur* les gens. Des recherches qui restituent des idées aux mouvements, qui parlent

d'une position située subjectivement, assumée politiquement, et non pas d'une quelconque neutralité scientifique. Dans ce premier moment, nous avons évoqué les écueils de certaines expériences de recherche et avons établi quelques liens avec des réseaux de chercheuses et chercheurs militant·e·s. On en est restées un peu là...

Rapidement, d'autres copines nous ont rejointes et nos discussions se sont élargies. Un thème commun est alors devenu central : celui de la critique de l'institutionnalisation du féminisme et d'autres mouvements contestataires. La venue de nouvelles personnes et l'évolution des parcours de certaines ont fait que le groupe s'est distancié de la recherche. Sa critique s'est élargie au monde associatif et militant : il s'est renommé Les Pires.

Dès lors, nous avons posé quelques idées sous la forme d'un manifeste inachevé. Ce manifeste avait pour but le partage et l'expression d'une critique de l'institutionnalisation du féminisme dans le monde associatif, universitaire, de la coopération, du développement et des ONG. Ces domaines correspondent à nos expériences et à nos parcours, dans lesquels nous sommes confrontées à des pressions, des contradictions, parce que, tout en devant gagner notre vie, nous tentons d'y maintenir des postures critiques radicales, de refuser des prises de pouvoir, la personnalisation, l'expertise, la professionnalisation, la récupération de la critique féministe dans des cadres institutionnels. Nos échanges ont permis de libérer la colère et le malaise vécus au quotidien face à tout cela. Nous avons commencé à écrire. Voici quelques passages qui situent nos questionnements.

INSTITUTIONNALISATION ET RÉCUPÉRATION DES LUTTES

Des espaces comme les associations de défense des droits des femmes, les ONG dans le domaine du « développement » ou les

études genre à l'université ont vu le jour suite à des luttes sociales et féministes, puis se sont institutionnalisés. Dans ce processus d'appropriation des luttes, ce qui au départ était une mise en cause de l'autorité et de la domination périclité peu à peu et se voit pris au piège des rapports de pouvoir (salaire, division hiérarchique du travail, recherche de reconnaissance par le réseau institutionnel, perte d'autonomie, dépendance au financement).

Pendant ce temps-là, l'économie capitaliste récupère et transforme des questionnements critiques en plus-value : mettre des femmes à certains postes est devenu un argument de rentabilité. La majorité des groupes de recherche féministe, des collectifs militants contre les violences faites aux femmes ou des réseaux de solidarité internationale ont été transformés en organismes qui fonctionnent sur le mode de l'entreprise (rentabilité, objectif de qualité, public cible, évaluation, concurrence). Toute contestation est ainsi délégitimée et court-circuitée.

Tandis que divers espaces institutionnels dépouillent le féminisme de ses contenus critiques, en le rendant potable voire rentable pour le système, l'égalité est affichée dans le discours politique et médiatique comme quelque chose d'acquis dans les sociétés occidentales. Ces discours renforcent le racisme en stigmatisant des communautés étrangères comme étant plus oppressives à l'égard des femmes.

LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITÉ

Dans le prolongement de nos premières discussions et réflexions, nous avons mené une action lors du Congrès international de recherche féministe francophone qui s'est tenu à l'université de Lausanne (UNIL) en septembre 2012. Ce colloque avait pour titre « Imbrication des rapports de pouvoir : discriminations et privilèges de genre, de race, de classe et de sexualité » et affichait par ailleurs dans son descriptif la volonté de « faire interagir des

recherches provenant de tous les pays francophones, issues des universités, des mouvements et des groupes d'intervention féministes ».

Toutefois, malgré ce programme alléchant, ce congrès reproduisait différentes formes d'exclusion et de domination dans son organisation et ses pratiques. À titre d'exemple, on peut mentionner les 300 francs (environ 250 euros) à déboursier pour participer au congrès ; une croisière sur le lac proposée aux participantes pouvant se la financer ; et l'intervention de deux conseillères d'État invitées, Anne-Catherine Lyon et Jacqueline de Quattro. La première a défendu un directeur de collège accusé de harcèlement sexuel, la seconde est une porte-parole acharnée des politiques sécuritaires. Ces contradictions nous ont fait réagir et nous avons distribué un tract à l'ouverture du congrès qui invitait à une discussion le soir même. Ce tract soulignait que les féminismes dominés (thème du colloque) sont issus des mouvements militants et sont les premiers à avoir interrogé le racisme, la classe et la norme hétérosexuelle. Un congrès qui veut aborder l'imbrication des rapports de domination, mais qui reproduit diverses formes d'exclusion et de discrimination, participe de la réappropriation des luttes en contradiction avec l'un des points forts du féminisme, qui est la réflexion sur les pratiques.

Lors de cette action, une trentaine de personnes ont rejoint la discussion proposée. Rapidement, il a été collectivement et spontanément décidé d'interrompre l'allocution officielle de Jacqueline de Quattro. Ce que nous avons fait par des applaudissements ironiques et une lecture de notre tract au micro, après une courte altercation avec deux organisatrices hostiles à ce que le groupe prenne la parole. Suite à cette action, plusieurs réunions ont eu lieu à la Cafétéria autogérée (la CAP) de l'UNIL.

Cette dynamique collective, soit le fait que nous n'étions pas les seules à nous interroger sur les contradictions de ce congrès,

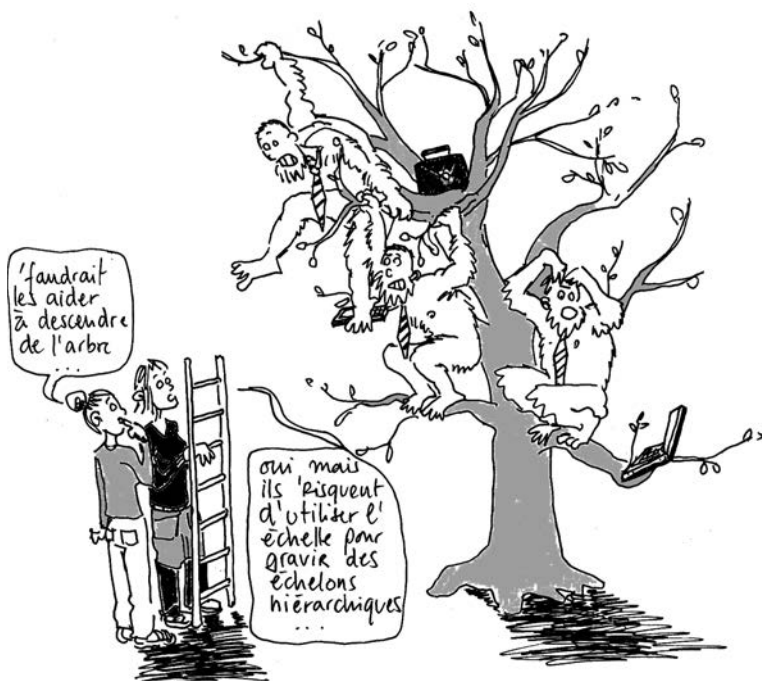
a systématiquement été niée par les organisatrices. Le caractère politique du problème a ainsi été noyé.

À l'inverse, une organisatrice a affirmé dans la presse que les études genre se légitiment en reniant leur origine militante et en s'affirmant scientifiques et applicables « de la même manière que des biologistes souhaitent légitimement que leurs recherches en laboratoire servent à fabriquer des médicaments » (« Un congrès réunit 600 féministes francophones », *Le Temps*, mercredi 29 août 2012).

Face à cette institutionnalisation des études genre présentée comme une fatalité, le refus de parvenir peut être un refus de trahir un idéal de savoir collectif ancré dans des luttes pour s'opposer aux logiques de performance et de compétitivité de la recherche féministe telle qu'elle est pratiquée dans le monde académique. En ce sens, cela questionne les carrières académiques et l'expertise individuelle. Il s'agit également d'interroger la manière dont une certaine recherche féministe est parvenue à la reconnaissance scientifique, tout en se présentant comme critique au niveau des contenus. Les études genre reproduisent ainsi au niveau des pratiques les rapports de pouvoir et de domination de l'institution dans laquelle elles se sont intégrées en se démarquant des luttes féministes, tout en les instrumentalisant. Pour l'histoire locale, des féministes se sont mobilisées dans le cadre d'une grève en 1997 à l'université de Lausanne pour revendiquer une université non sexiste et c'est ce mouvement qui a été le moteur d'un laboratoire en études genre.

PROFESSIONNALISATION DU MONDE ASSOCIATIF

Les discussions à l'intérieur du collectif portent aussi sur l'institutionnalisation et la professionnalisation des associations, notamment de celles qui sont nées suite aux luttes féministes. Nous nous référons plus spécifiquement à certaines associations



qui luttent contre les violences faites aux femmes, domaine dans lequel est notamment salariée l'une d'entre nous. Qu'est-ce que ça signifie, l'institutionnalisation et la professionnalisation dans de tels espaces, et que pourrait être le refus de parvenir féministe par rapport aux associations ?

À la base, la plupart des associations de ce secteur qui aujourd'hui se présentent comme « féminines » sont nées de luttes qui avaient une parole et une analyse féministes radicales sur les violences faites aux femmes et menaient des actions concrètes pour lutter contre la domination masculine et le patriarcat. Aujourd'hui, il ne reste que très peu d'associations qui se revendiquent du féminisme radical et qui interrogent leurs pratiques sous cet angle.

L'institutionnalisation des associations soulève la question de l'éventuelle récupération des luttes, notamment au travers de subventions étatiques, ce qui signifie un contrôle de la part de l'État, qui par la même occasion se légitime en disant « s'occuper des problèmes ». La raison d'être d'une association ne serait plus de critiquer les oppressions dues au système, mais de se voir plutôt comme un espace qui cherche à « réintégrer » dans le système des personnes qui, pour des raisons individuelles, en seraient exclues. Il s'agit de soigner une personne, de la réintégrer suite à « son traumatisme », de lui apporter un soutien individuel (certes très important), mais sous un angle uniquement médical ou psychologique, sans penser au politique. À l'inverse, une association qui lutte contre les violences conjugales sur une base féministe proposerait, en parallèle à un soutien individuel engagé, de combattre la domination masculine sur le plan collectif. C'est de moins en moins le cas. Les associations qui luttent contre les violences faites aux femmes ont pour la plupart adopté une approche psychologisante et individualisante de ces violences.



La professionnalisation implique aussi un savoir qui va « se spécialiser » dans un domaine en créant « des expert·e·s » qui vont parler au nom des personnes concernées, lesquelles deviennent « des usagères, des clientes ou des patientes ». Elle produit des hiérarchies internes à l'association, peut induire une séparation entre la pratique et la théorie ainsi que la personnalisation du pouvoir en désignant des porte-parole. Plus une association est reconnue par le réseau institutionnel, plus les personnes qui y travaillent ont un pouvoir symbolique important. Ainsi une carrière associative peut aller de pair avec une carrière dans un parti politique de gauche. Enfin, la rémunération peut constituer un piège : qu'est-ce qui prime, la sauvegarde de son salaire ou la lutte ?

Des bouts de résistance au quotidien nous semblent possibles dans de tels espaces. Le refus de faire une carrière associative, en ne cherchant pas une reconnaissance individuelle, en refusant d'être la porte-parole ou l'unique intervenante en public, même si on « vous porte », et en signant toujours collectivement les textes. Cette préoccupation s'étend également à l'association, qui ne doit pas détenir le monopole de la parole en se substituant aux collectifs militants ou aux personnes directement concernées. La remise en question de la spécialisation du savoir et de l'expertise individuelle nous paraît importante. Ne pas parler « au nom de » mais être attentive à se positionner et à insérer ses interventions dans une histoire et dans l'expérience collective de l'association. Cette expérience est constituée par les femmes qui ont fait et continuent à faire vivre l'association. Le mode de fonctionnement, les rapports de pouvoir explicites et implicites doivent être questionnés de même que le lien entre professionnalisme et militantisme.

Il nous semble aussi nécessaire de transposer dans le milieu militant ce questionnement sur le refus de parvenir, pour interroger ce qu'on pourrait appeler « les carrières militantes ». Il ne

suffit pas de se proclamer par exemple antisexiste et antiautoritaire, il s'agit de l'incarner et de questionner ses propres fonctionnements en remettant en question ses privilèges. Ne pas parler des rapports de pouvoir qui se créent à l'intérieur d'un collectif contribue à leur négation. Et, enfin, devenir « une porte-parole » implicite d'un collectif militant permet non seulement une reconnaissance du « milieu », mais peut être un tremplin pour poursuivre une carrière salariée associative.

SITUER LE REFUS DE PARVENIR

Partant de nos histoires personnelles, le constat est que nous n'occupons pas toutes les mêmes places du point de vue de la classe, de la race, de la sexualité et de l'histoire migratoire. Le choix de refuser de parvenir ne se pose donc pas de la même manière pour toutes. En revanche, au travers d'histoires et de situations diverses, notre expérience commune est qu'il est possible et politique de faire un choix, celui de refuser le pouvoir dans les rapports de travail, dans les associations et les espaces militants.

Cette perspective permet de questionner des « schémas » dont découlent des choix qui sont imposés et d'ouvrir de nouveaux possibles pour chacune. Le monde du travail salarié réclame l'entier du « temps de vie » des individus et les heures non comptées deviennent une norme implicite pour qui ne veut pas passer pour une touriste dans son travail. Ce modèle ne pourrait pas exister sans la division sexuelle du travail et le système hétérosexiste de la famille qui sépare travail de production et travail de reproduction. À la contrainte du travail à plein-temps va s'ajouter l'injonction à faire des enfants, d'autant plus si nous refusons tout aspect « carriériste » dans notre vie.

Ces différentes injonctions, écrasantes lorsqu'elles sont vécues individuellement, nous poussent alors à lutter en collectif.

COLLECTIVISER LE REFUS DE PARVENIR

Nous avons thématisé le refus d'adhérer aux jeux de pouvoir et à la personnalisation, que ce soit dans le monde académique, associatif ou militant. Cette position s'incarne pour nous dans le refus de l'individualisation, de l'expertise, dans le refus de servir d'alibi, de prendre du pouvoir sur quelqu'un·e et de récupérer des luttes menées par d'autres.

Mais ces refus ne sont évidemment pas gratuits : ça coûte de refuser, de ne pas penser en termes de stratégie personnelle. Individuellement, ça coûte d'être ostracisée, d'être celle qui dérange, à qui on dit qu'elle n'aura plus jamais de boulot dans le domaine, celle à qui on ne propose pas de participer à certains échanges. Ces choix et leurs conséquences ne sont pas toujours pensés politiquement, d'où l'importance du collectif. Ces échanges nous permettent de transformer un bout des problèmes, de les politiser, de les vivre comme une lutte et une envie d'émancipation plutôt que comme quelque chose d'angoissant.

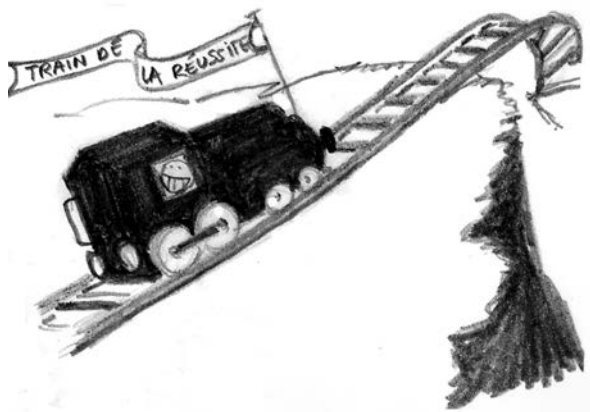
On n'a pas de recette, si ce n'est la conviction que c'est plus agréable de se débattre à plusieurs que seule face à différents systèmes d'oppression. Le but n'est pas de dire ce qui est cohérent et ce qui ne l'est pas, mais de discuter ensemble de ses propres oppressions, de ses privilèges et de ses choix et positionnements. Notre pratique au sein des Pires tente de prendre en compte dans le refus de parvenir nos histoires et trajectoires singulières. Nous n'avons donc ni vérité ni jugement à asséner, mais des questionnements, pas de « réussite » du refus de parvenir, mais des tentatives, constamment en mouvement, de déconstruction des pouvoirs militants et professionnels.

Ce qui semble toutefois possible collectivement est de s'opposer à ce que le système capitaliste et patriarcal veut faire passer comme des actes naturels et inévitables : il faut bien se ranger à 30, 35, 40 ans, avoir un boulot-métro-dodo-bébé, une

vraie carrière, prouver des compétences, sa performance, de l'expérience, de l'excellence, adorer son job et s'impliquer à fond, faire preuve d'une motivation sans limite et d'esprit d'initiative, sacrifier ses week-ends en souriant, tout en conciliant l'amour maternel, bref avoir de l'ambition, et bien sûr écraser ses collègues, surtout si on est une femme féministe parce que, sinon, *alors quoi ?*

Ces prétendus choix individuels, que l'on nous renvoie dans la figure, lorsque nous sommes seules face à un·e employeur·e, aux collègues, à la famille (« mais tu choisis la précarité ou quoi ? tu le fais exprès ? tu fous en l'air tout ce qu'on a fait pour toi... ») deviennent, collectivement, très clairement des injonctions, des normes, des contraintes et des modèles de vie dont nous ne voulons pas. Collectivement, nous arrivons ainsi à prendre du recul par rapport à ces pressions, à les voir pour ce qu'elles sont, éventuellement y répondre, peut-être même créer autre chose, mais au moins ne plus prendre sur soi, en faire quelque chose ensemble.

LES PIRES



QUARANTE ANS DE PHOTOGRAPHIE COLLECTIVE ET MILITANTE À GENÈVE

ENTRETIEN AVEC INTERFOTO

CIRA : Dans le cadre de notre réflexion sur le refus de parvenir, nous ne voulions pas nous intéresser uniquement à des aspects théoriques ou historiques, mais également montrer des mises en pratique actuelles. Lorsque nous vous avons rencontrés au 8^e Salon des éditions indépendantes en 2014 à Lausanne, il nous a semblé que la manière de fonctionner d'Interfoto illustrait parfaitement certains aspects du refus de parvenir. Invité·e·s à proposer une contribution écrite sur le sujet, vous avez préféré la forme d'une discussion. Nous voici donc réuni·e·s, jeudi (votre jour de réunion hebdomadaire) 27 novembre 2014, dans vos locaux en sous-sol dans le quartier de la Servette.

Interfoto : Oui, vous avez devant vous quatre « anciens » d'Interfoto, sur les six membres que compte notre collectif¹.

1. Le collectif compte quatre hommes et deux femmes.

Interfoto est né en 1976. En guise d'introduction, voici ce que disent les premières lignes de la présentation qui accompagne vos expositions et vos publications : « Proches des syndicats et organisations de gauche, le premier objectif était de fournir à ces groupes du matériel photographique pour leurs tracts, journaux, livres et expositions en photographiant les événements alors peu couverts par les agences commerciales : manifestations, occupations, luttes syndicales ou de quartier. Parallèlement, Interfoto s'est de plus en plus intéressé à différents aspects de la vie quotidienne : vie au travail, habitat urbain, transports en commun... » Pouvez-vous donner quelques précisions sur la création et l'histoire d'Interfoto ?

Le collectif est né dans le contexte des luttes contre la démolition du quartier des Grottes, qui se trouve derrière la gare de Genève. Des militants (à l'époque on ne disait pas encore « squatteurs ») ont voulu témoigner aussi par l'image. Un petit groupe, composé de deux photographes et une sérigraphe, a monté une première tentative. Les membres de ce groupe cherchaient par la même occasion à vivre de leurs photos, mais ils se sont rendu compte très rapidement que ce n'était pas possible. Il n'y avait pas de débouché dans les milieux alternatifs et ouvriers. Ces membres fondateurs sont donc partis chacun de leur côté, ils ne sont plus à Interfoto. Il reste de cette époque une affiche de présentation du collectif avec des photos sérigraphiées, ainsi que le local, qui est le même depuis le tout début.

À la fin des années 1970, il y a eu pas mal de brassage dans les luttes de quartier, ainsi qu'autour de la librairie militante Que faire ? qui tenait une arcade dans ce même quartier des Grottes et faisait office de lieu de rencontre entre différentes luttes politiques. Parmi les nouveaux venus, certains (ici présents) ont voulu continuer à faire de la photo, mais de façon militante. On avait tous une prédilection pour la photo engagée. On avait

d'autres professions, d'autres sources de revenus pour vivre. Au début, tout était du tâtonnement, on n'imaginait pas qu'on allait encore être ensemble quarante ans plus tard.

Quel était votre premier but ?

Le but était de distribuer des images bon marché à toutes les petites et grandes publications de gauche ou de résistance à Genève. Les photographes ne touchaient pas d'argent, les photos n'étaient pas publiées avec le nom du photographe. Les modestes revenus de la vente des photos servaient, avec nos cotisations, à payer le loyer du local et le labo. En 1977, la cotisation pour être membre d'Interfoto se montait à 50 francs suisses² par mois, ce qui était cher pour l'époque.

À Lausanne, il y avait Fotolib avec Mario Del Curto, Armand Deriaz et Philippe Maeder, qui ont fait le livre *Suisse en mouvement*³. L'idée était de faire un peu comme eux. Mais Fotolib a renoncé assez vite au travail collectif, car ses membres voulaient vivre de la photo. Ils ont quand même duré quelques années de plus que les membres fondateurs d'Interfoto. Malgré tout, la discussion avec Fotolib a été intéressante, on a appris des choses, notamment techniques. De notre côté, nous avons choisi de rester dans la profession que nous exerçons déjà, pour être libres de faire ce qu'on voulait.

Donc il n'aurait pas été possible de faire ce travail militant en étant professionnels ?

2. Environ 40 euros.

3. *Suisse en mouvement, images de luttes populaires 1970-1980*, Lausanne-Zurich, Éditions d'en bas-Rotpunktverlag, 1981.

Clairement, non. Le privilège à Interfoto a toujours été d'être libre, de pouvoir partir avec son appareil sans réfléchir aux possibilités de vente du résultat. Ça nous a aussi permis de refuser de collaborer avec des journaux de droite. On demandait souvent à voir le texte qui devait accompagner nos images. C'était uniquement possible parce qu'on ne vivait pas de ça.

D'un point de vue économique, nous avons ici un tableau, affiché dans nos locaux, qui montre l'évolution des collaborations depuis notre création. Nous avons rapidement collaboré avec une assez large palette de journaux et ainsi nous avons connu une grosse période de travail d'agence. Mais vers la fin des années 1990, le travail de distribution d'agence déclinait fortement : il n'y avait plus de demande, les clients disparaissaient et le contexte changeait. Avec l'arrivée de la couleur, du numérique, ça nous a de plus en plus marginalisés. Au début, il y avait tout un réseau qu'on connaissait. Avec le temps et le renouvellement de la branche, les gens connaissaient moins le contexte, ils arrivaient moins bien à suivre nos images. Nous aussi, nous avons peut-être changé. On a continué à faire des livres, des expos, et, maintenant, nous revisitons nos archives, on produit moins.

Est-ce que des spécialisations ont émergé au cours de l'histoire de votre collectif ? Si oui, avez-vous essayé de les contenir pour éviter l'apparition de hiérarchies ?

La plupart d'entre nous ne travaillaient qu'à temps partiel, l'implication dans Interfoto s'est faite en fonction de la disponibilité des gens, des capacités, des envies. Certains ont peut-être plus alimenté que d'autres, mais on a toujours décidé collectivement, lors de nos réunions hebdomadaires. Pour le travail d'agence, on décidait parfois à trois ou quatre, mais pour les livres, on a toujours pris plus de temps et cherché le consensus.

On a tous appris sur le tas. Quand un système atteignait ses limites, il fallait en trouver un autre. Des clients, habitués aux agences professionnelles, voulaient tel type d'images sur le champ. On a dû faire des boîtes, des classements thématiques, ça a pas mal bougé. Au début, tout le monde classait les photos de tout le monde, puis on s'est rendu compte qu'il fallait que chacun·e trie les siennes. Idem pour la presse, il y avait d'abord un gros travail d'identification, ensuite il fallait faire les tirages. Le choix était collectif, mais parfois on a travaillé seul, des après-midi entiers pour développer les photos. À un moment, submergés par le travail, nous avons décidé de faire faire les tirages ailleurs pour qu'on puisse se concentrer sur la sélection, ce qui peut être vu comme une forme de spécialisation.

Comment se passait votre financement et plus concrètement la vente d'images ? L'argent n'a-t-il jamais été source de conflits ou de divergences ?

Au tout début, les clients étaient tous des camarades. Il s'agissait de journaux tels que *Tout va bien* ou *La Brèche*, qui avaient très peu d'argent. Ils payaient un abonnement de 50 francs par an pour recevoir des images. Les « rédacteurs » venaient nous voir ou nous disaient : « On prévoit de faire des articles sur tel ou tel thème. » En plus de l'abonnement, ils payaient 6 francs par photo publiée, ce qui était un prix ridiculement bas. Des photographes professionnels nous ont reproché de casser les prix, mais, en même temps, on n'avait pas la même clientèle. Soit les photographes professionnels ne proposaient pas ce type de photos, soit elles étaient trop chères pour ces petits journaux militants.

Ensuite, il y a eu les journaux syndicaux. Ceux-ci étaient d'abord réalisés de façon militante, souvent par les secrétaires syndicaux, et non par des journalistes professionnels. Eux aussi ont trouvé nos prix trop bas, estimant qu'il était indigne pour un

syndicat qui défend le travail de sous-payer ses collaborateurs. Ils nous ont donc rétribués plus (mais pas autant que les tarifs dans la presse officielle), cela a été une entrée d'argent étonnante pour Interfoto.

Dans les années 2000, la presse syndicale s'est professionnalisée et a été externalisée. Le choix des photos a aussi changé, privilégiant la couleur et des images factuelles comme la dernière assemblée générale ou le portrait du directeur de l'usine en lutte, au détriment d'images plus militantes ou évocatrices comme cherchait à en faire Interfoto. On a donc perdu ces clients, dans le cadre de changements qui nous dépassaient.

Malgré tout, l'agence a toujours réussi à s'autofinancer. Pendant plus de vingt ans, on a même pu arrêter de payer les cotisations qu'on avait instaurées au début. Le revenu de la distribution de nos photos finançait l'agence. Parallèlement, en quarante ans, on a réussi à publier neuf livres de photographie. Et comme l'édition d'un seul livre coûte entre 30 000 et 40 000 francs, il a fallu trouver des aides à la parution pour chaque livre. Au départ, l'aide venait essentiellement du Collège du travail⁴ et des syndicats. Dès les *Contes*⁵, nous avons demandé de l'aide à la parution à l'État de Genève (Fonds Rapin) et par la suite à la Loterie romande et à la ville de Genève. Aucune de ces institutions n'a jamais fait une quelconque pression sur le contenu des livres.

Le fait de ne pas se mettre en avant comme individus et de s'organiser de façon collective non hiérarchique est assez classique dans les milieux alternatifs, mais peut-être moins dans un contexte de production artistique. N'avez-vous pas vécu des tensions, des conflits ou des tentations de carrière individuelle ?

4. www.collegedutravail.ch

5. Voir la bibliographie en fin d'article.

Pas vraiment. Le fonctionnement collectif est très rassurant. Et puis, quand on rentre dans notre local, on ne laisse pas nos convictions dehors. Notre fonctionnement a sûrement empêché des gens d'entrer dans le groupe. Ceux qui ne voulaient pas adhérer à nos conditions se sont éloignés. Dans ce collectif, on est seulement six. Il n'est pas facile de trouver de nouvelles personnes. Certaines d'entre elles, qui nous ont approchés, sont assez vite reparties.

Il faut bien rappeler que, chez nous, les négatifs sont la propriété de l'agence. On perd donc la traçabilité du créateur. Le seul copyright qui apparaît (c'est plutôt un copyleft en l'occurrence) est celui d'Interfoto, alors que, dans les autres agences, ils indiquent le nom de l'agence et du photographe. On a aussi refusé que des membres gardent des négatifs chez eux. Une agence vit parce qu'on donne, pas parce qu'on prend.

La question des noms a quand même été l'objet de débats récurrents. Dans nos premiers livres, il n'y avait nos noms nulle part et ça nous a été reproché. On nous accusait de nous cacher, de vouloir nous la jouer « clandos ». On a alors fait une photo collective (tous sur le même banc) et on l'a glissée dans un livre (*Contes de la ville quotidienne*, p. 33), mais ça n'a pas suffi à faire taire les critiques. Maintenant, nous mettons nos noms, mais ensemble à la fin du bouquin, pas sous chaque photo. Ça a été un très long débat.

Dans notre fonctionnement « artisanal », tout prend toujours beaucoup de temps, c'est en quelque sorte un éloge de la lenteur. Nous aimons bien faire plusieurs digestions, nous voyons notre fonctionnement comme un processus. Les débats traversent les époques, ce qui est sain. Chacun est libre de remettre sur la table un sujet déjà discuté, mais finalement on est toujours arrivés à une sorte d'unanimité. Certains sont partis parce qu'ils n'avaient plus le temps, mais on n'a jamais vécu de clash. Le fait d'avoir des règles claires, comme la propriété collective des négatifs, nous a probablement protégés.

Et d'où vient le nom Interfoto ?

Le nom a été choisi par les membres fondateurs. Le modèle de l'époque, Fotolib, avait une connotation politique. L'idée était d'évoquer l'internationalisme tout en donnant un nom plus neutre. Le groupe fondateur avait bricolé une sorte de carte de presse.

C'est-à-dire une fausse ?

Oui, on a travaillé avec des fausses cartes de presse, par exemple pour entrer dans les manifestations officielles. Ensuite, depuis les années 1980, on a travaillé avec *Le Courrier*⁶, mais là c'était des cartes individuelles. Toutefois, ce n'était pas une vraie carte de presse, nous n'étions pas inscrits dans le registre professionnel. L'un d'entre nous est quand même entré au meeting Reagan-Gorbatchev, en 1985. Mais ce n'est pas parce qu'on allait dans un tel sommet qu'on allait faire les mêmes photos que les autres photographes.

Avez-vous autre chose à ajouter sur les avantages ou les inconvénients du travail collectif ?

Le plus intéressant est le travail de construction d'un livre. C'est une richesse incroyable de faire cela en collectif. On débat sur le choix des images, sur la façon de les agencer pour raconter une histoire, etc. Par contre, ça met des heures et des heures. Par définition, la prise de vue est un acte individuel, mais là on choisit tous ensemble, en oubliant qui a fait telle photo.

6. Quotidien genevois.

Ça ne vous a jamais manqué de pouvoir dire d'une photo dont vous étiez particulièrement fiers : « C'est moi qui l'ai faite ? »

Tout dépend à qui. Entre amis, dans un cercle rapproché, OK, mais pas à l'extérieur. On réfléchit par rapport à la photo, à sa pertinence, et non pas en fonction de qui l'a prise. Ensuite, les discussions collectives pour retenir ou non des tirages nous aident parfois au niveau individuel, pour réfléchir sur nos propres photos. Peut-être que l'on voit quelque chose dans nos photos que les autres ne voient pas...

Mais quels sont vos critères de sélection ? Privilégiez-vous le message ou l'esthétique ? On a l'impression que vous vous considérez plus comme des militants que comme des artistes...

Oui, clairement, des militants. Pour les critères de sélection, c'est un grand débat. On a par exemple des cartons « deuxième choix » qui permettent de revenir sur des photos qui avaient été initialement écartées. Mais il y a quand même un critère esthétique. Par contre, ce n'est pas seulement une question de beauté, mais aussi la capacité à transmettre un message de façon claire, rapide. À ce propos, nos photos sont très peu corrigées, très peu recadrées.

Le débat entre une photo techniquement parfaite et une image moins réussie mais plus parlante apporte de vraies confrontations d'idées. Ce sont des questions complexes. Parfois on s'invente une esthétique parce qu'on veut dire telle ou telle chose, on se fixe un cadre pour que plusieurs images aillent ensemble dans une série. Parfois, des gens nous disent : « Vous êtes six et on dirait qu'il y a une seule vision. » Jean Mohr, photographe genevois bien connu, nous a raconté qu'on lui avait même demandé de faire des prises de vue « dans le style Interfoto ».

De façon générale, on est très critiques envers notre propre travail. Par exemple, rétrospectivement on trouve qu'on n'aurait pas dû mettre telle ou telle photo. Nous sommes sainement exigeants. La phase de choix est très intéressante et enrichissante, surtout pour les livres, car il y a plus de recherche de consensus. Si quelqu'un a un avis divergent, il est écouté et on rediscute. Ce sont des choses qu'on peut se permettre, puisqu'on n'est pas tenus par des contraintes d'éditeurs, des échéances, etc. Ce travail collectif est dans tous les cas meilleur que celui qu'on aurait pu faire individuellement.

On a beaucoup parlé de ce qui se passe pour les choix après la prise de vue, mais qu'est-ce qui se passe avant et pendant ? Quel est, en tant que militants, votre rapport avec le terrain ?

Chacun est libre de prendre son appareil et d'aller photographier ce qu'il veut, en restant toutefois dans le cadre du genre de réalités qu'Interfoto veut montrer. On est totalement libres (et responsables) concernant la façon de le montrer. A priori, il n'y a aucune ligne directrice.

On a parfois fait des sorties d'agence : chacun part de son côté dans la même ville et ensuite on compare. C'est intéressant de voir revenir quelques fois les mêmes sujets pris par différentes personnes à différents moments de la journée.

Mais au-delà des paysages, de l'architecture, des photographies d'affiches, comment se passent les interactions dans les luttes ?

Ça a évolué. Au départ, on était dans les luttes, tout le monde nous connaissait. Puis, ça s'est distendu. Actuellement, c'est l'enfer, plus personne ne sait qui on est. Si ça se trouve, les jeunes n'ont même jamais entendu parler d'Interfoto. Si on va au cortège du 1^{er} mai,

ça va, mais ça se corse pour les manifs plus musclées. On se fait cracher dessus, agresser, c'est vraiment pas simple. Avec nos cheveux gris, ils nous prennent pour la presse officielle, voire pour des flics en civil...

Au début, sur nos photos, on laissait le visage des flics, mais on masquait les militants, on faisait attention. Maintenant, c'est l'inverse. Les jeunes sont masqués et ils ne veulent pas être pris en photo. Mais comme maintenant on n'est plus insérés dans les luttes, c'est aussi normal, pourquoi nous ferait-on confiance ?

Il se trouve qu'avec l'âge on s'est éloignés des luttes. Avant, on participait à des luttes chaudes, notamment au côté de gens qui sont devenus des magistrats. Désormais, le risque est paradoxalement plus grand quand on est du côté des manifestants. C'est le monde à l'envers, à l'époque, c'était les flics qui cherchaient à nous intimider.

Vous sentez-vous quand même partie prenante des réseaux alternatifs ou militants ? Tout ce que vous venez de dire montre que vous avez toujours été un groupe assez organique, que vous fonctionnez en osmose...

Au CIRA, vous avez forcément eu entre les mains le bouquin *Grèves et contestations ouvrières en Suisse*⁶ (il comporte d'ailleurs de nos photos). Il y a eu un débat intéressant autour de ce bouquin, avec des historiens, des militants de base, etc. Que peut-on faire dans une période donnée pour changer la société ? Toutes les périodes ne sont pas pareilles, ça ne dépend pas uniquement des individus. L'action collective est parfois utile et performante, mais actuellement cela ne semble pas être une bonne période. Pessimisme ou lucidité ? On ergote sur ce genre de sujets...

6. Frédéric Deshusses, *Grèves et contestations ouvrières en Suisse 1969-1979*, Lausanne-Genève, Éditions d'en bas-Archives contestataires, 2014.

Dans notre livre *Mémoire éphémère*, on fait une sorte de critique des militants qui se sont établis, même si beaucoup ont cru qu'il s'agissait d'un éloge du militantisme. Chacun comprend ce qu'il veut.

Actuellement, on ne peut plus dire qu'on fasse partie d'un réseau. Mais le tableau qu'on vous a montré avant reflète l'évolution qui s'est opérée. Il montre la sympathie extrêmement large qu'on a eue dans la nébuleuse de gauche, bien qu'on vienne de différents réseaux de luttes, avec des niveaux d'engagements variés. En vérité, nos sympathies étaient assez limitées, on leur donnait des choses, mais on n'aurait pas forcément voulu bosser plus avec eux. On a très peu démarché tels ou tels journaux pour leur vendre des photos, c'était plutôt eux qui venaient vers nous. Idem avec le réseau du travail social, sur lequel certains militants se sont rabattus. On ne se reconnaissait pas dans l'institution (eux-mêmes étaient parfois en lutte contre elle), mais ils se sentaient proches de nous et on leur a souvent fourni des photos. Ça allait dans les deux sens, ça nous apportait de l'argent et nous permettait de porter des messages à leurs lecteurs, peut-être de les faire réfléchir. La question pour nous était de savoir si ça allait dans le bon sens, et non d'être en accord avec tout. C'était une façon de reconnaître leur liberté tout en préservant la nôtre. Et surtout d'éviter le travail à la commande.

Ceci dit, même entre nous, on n'a pas d'accord idéologique béton. On a surtout un accord de travail qui est solide. On n'a pas d'examen d'entrée... ni de sortie (rires).

Est-ce que vous avez des contacts ou des échanges avec des groupes de photographes qui fonctionneraient de la même manière ailleurs ?

On a eu quelques contacts avec des agences, mais uniquement à l'étranger et souvent de façon individuelle. On est parfois invités

pour des débats ou dans des expos, mais on ne connaît pas d'autres groupes qui travaillent comme nous.

Un des aspects qui nous intéresse beaucoup est l'inscription des engagements dans la durée. Alors qu'on a vu tout à l'heure que d'autres projets ont rapidement abandonné leur caractère collectif, Interfoto s'approche maintenant de son quarantième anniversaire. Pourquoi vous et pas d'autres ?

Cela reste un mystère à nos propres yeux (tires)... On ne peut pas répondre à la place des autres, mais c'est forcément la question de l'argent. L'enjeu n'est pas le même si on doit gagner sa vie ou si on fait ça par passion ou par engagement. Dans le premier cas, le risque de devoir faire des compromis est beaucoup plus important. Il faut aussi dire que notre expérience a pu fonctionner dans un contexte historique donné, pas à proprement parler grâce à nous. On avait du temps du fait qu'on avait des activités professionnelles à temps partiel. La liberté individuelle était aussi très importante, puisque le moment de la prise de vue n'est pas conditionné par ce qu'on va pouvoir faire de la photo après.

De plus, on sentait qu'il y avait une reconnaissance de notre travail, ça nous a motivés. Par exemple, le rédacteur en chef du *Courrier* a longtemps publié beaucoup de nos photos, on avait le feeling. Nos premiers livres se sont vendus à 600-700 exemplaires, ce qui est énorme pour des ouvrages de photo dans un marché aussi limité que la Suisse. On a également eu beaucoup d'articles dans la presse. Il faut reconnaître que ça procure un certain plaisir de voir nos photos dans tous ces journaux, même si, par ailleurs, on reste critiques envers ces titres.

N'avez-vous jamais été confrontés à la prédominance d'un ou plusieurs leaders dans le groupe ?

Dans la plupart des groupes, il y a des locomotives (dans d'autres groupes, on appelle « soucieux » ceux qui se préoccupent que les choses se fassent). Chez nous aussi, certains parlent plus que d'autres, ben voilà. Mais, comme dit avant, ça n'a pas débouché sur des conflits.

Toujours sur la thématique de la durée, comment envisagez-vous la relève, est-ce que vous cherchez à transmettre vos valeurs, votre expérience, vos manières de faire ?

Ce sont des problématiques que nous avons vécues. Il y a eu parfois des jeunes, ils sont restés un moment puis sont partis. On ne s'est pas trop posé de questions. On s'est bien dit qu'on était peut-être un peu trop dogmatiques, mais sans plus. Puis, à ce fameux Salon des éditeurs indépendants à Lausanne il y a quelques mois, on nous a reproché amicalement de ne pas avoir cherché à former une relève de notre propre initiative. Ça ne nous avait jamais traversé l'esprit, ou en tous cas on n'a pas mis notre énergie là-dedans.

Mais est-ce qu'il y a encore des gens plus jeunes qui vous approchent actuellement ?

Plus tellement, ceux qui nous approchent sont aussi vieux que nous. Il faut aussi dire qu'après quarante ans d'existence notre collectif s'appuie sur un tas d'accords tacites, on a probablement un côté hermétique qui doit décourager.

Sinon, certains des jeunes qui nous ont approchés cherchaient surtout à acquérir de l'expérience, telle qu'on en accumulerait dans un stage. Ils nous voyaient surtout comme un tremplin pour essayer de se faire un nom. Les thèmes « historiques » d'Interfoto intéressent-ils moins la génération actuelle ? Aujourd'hui, on préfère peut-être rester dans le positif que de trop faire ressortir les aspérités, en thématissant, par exemple, l'aliénation au travail.

Justement, quel regard portez-vous sur la photographie contemporaine, sur les filières des écoles d'art ou de photo-journalisme ?

L'arrivée du numérique a changé beaucoup de choses dans la façon de travailler. Ici, tout est encore argentique. Toutefois, la question de fond n'est pas vraiment un problème technique, on pourrait très bien accepter de passer au numérique, d'ailleurs on le fait de manière privée. C'est plutôt de savoir qu'il y a une histoire, un patrimoine. C'est une question de fonctionnement, d'effacement du nom individuel derrière le collectif, des thèmes choisis (mais, là aussi, on n'a jamais interdit des nouveaux thèmes).

Actuellement, il y a beaucoup de gens qui font de la photo d'art, avec des énormes tirages qui se vendent à 10 000 francs pièce ou plus, ils cherchent à faire de la photo un objet d'art. Ça donne un autre esprit à la façon de travailler.

Les photos de la jeune génération, on les voit surtout dans les expos, notamment durant le Festival images à Vevey. Il y a des choses intéressantes, mais c'est très loin de notre travail.

Vous citez un photographe comme Salgado – quelle que soit la qualité de ses photos, ça représente quarante personnes à plein temps toute l'année. C'est une véritable industrie pour les repérages, les prises de contacts, la mise en place. Nous, on aime bien rester en contact avec le sol, on fait l'éloge de l'artisanat.

La renommée permet encore de publier des photos un peu sociales ou critiques, mais de moins en moins.

Actuellement, les gens font de plus en plus leur propres images et leur propre histoire, ce qui en soi est une bonne chose, mais le résultat est affligeant. On fait face à une banalisation de l'image, on est bombardés.

Mais pour revenir à la question de la reconnaissance, il y a un problème de contexte. Interfoto ne fait plus de distribution,

il n'y a plus de débouchés pour le type de photos que nous faisons. Au contraire de la presse *mainstream*, Interfoto a toujours essayé de montrer ce qui ne va pas dans la société. Dans les journaux syndicaux également, on ne veut plus des photos qui montrent l'aliénation ou l'abrutissement du travail, on préfère de jolies images en couleurs. L'idée de fournir des photos symboliques plutôt que documentaires n'est pas en phase dans les journaux actuels. Interfoto est plutôt contre la photo d'illustration, on estime que l'image doit apporter quelque chose en plus. On connaît des gens dans le milieu de la presse et on voit bien que ce n'est pas du tout dans l'air du temps.

Donc Interfoto s'exprime encore un peu à travers des expos ou des livres, mais on n'a pas grand-chose à offrir à d'éventuels nouveaux en termes de reconnaissance. On va faire peut-être encore un livre, mais c'est quatre ou cinq ans de travail. Aujourd'hui, on ne travaille quasiment plus que sur notre histoire, ça serait quasiment impossible pour des nouveaux de se l'approprier.

D'un autre côté, actuellement, on est confrontés à des demandes de la part de gens ou d'institutions avec qui on ne travaillait pas, comme des musées. Ça devient même une source de conflits pour savoir si on les envoie balader ou s'il faut quand même essayer. Ce ne sont plus vraiment des projets qu'on mène nous-mêmes, ils sont liés à une demande extérieure. Les invitations sont de plus en plus structurées, les directeurs veulent toujours intervenir sur le contenu, mettre leur empreinte. Avec nous, ça ne marche pas bien.

Vous vous retrouvez donc dans une situation quelque peu paradoxale. D'un côté, une crise de reconnaissance puisque les milieux qui constituaient votre environnement historique se désintéressent, de l'autre vous êtes courtisés par certaines institutions dans lesquelles vous ne vous reconnaissez pas...

L'époque dorée d'Interfoto est liée à une période historique révolue, ce n'est pas que la qualité de nos photos aurait baissé. On n'a d'ailleurs jamais été reconnus très largement. Maintenant, des musées nous contactent pour raconter notre histoire lors d'événements, mais jamais pour montrer nos photos. Si on s'intéresse à nous, c'est parce qu'on est des sortes d'extraterrestres, qui sont potes depuis quarante ans et qui ont réussi à faire neuf livres de photo à six. Ça nous rend perplexes, on n'est pas là pour battre des records de longévité. On devrait s'intéresser au contenu de nos archives, pas aux personnes qui les ont faites. Il ne faudrait pas privilégier l'expérience et la mémoire au détriment du contenu.

Quant à nous, on continue à s'impliquer, à venir aux réunions. On s'amuse, on se penche sur notre histoire, qui sait... des pans de notre collection nous apparaîtront peut-être sous des angles qu'on n'avait pas vus jusqu'à présent. La reconnaissance est entre nous, on peut très bien tourner tout seuls.

Pour conclure, le « concept » de refus de parvenir vous a-t-il amené quelque chose ? Aviez-vous formulé cette idée explicitement durant ces quarante ans ?

Non, l'expression ne nous était pas familière. En fait, on se situe dans un entre-deux. On a choisi de partager nos vies en deux, voire en trois. Là, on est dans la partie libre, en dehors des contraintes financières. Dans les métiers que nous exerçons pour gagner nos vies, on n'a certes pas accédé à des postes de dirigeants, mais on a vécu complètement intégrés dans le monde, on a dû faire plein de choses dans lesquelles on ne se reconnaissait pas. Personne de nous n'est totalement sorti du système, on ne s'est pas mis à l'agriculture biologique ou d'autres choses de ce genre.

Mais on n'est pas non plus dans une position psychotique. Le fait d'être à Interfoto nous a apporté une aération, un esprit

critique, un mode de fonctionnement. Ça nous a permis de vivre une liberté qu'on ne ressentait pas dans le monde professionnel. Ça nous a influencés et incités à voir ce qu'on pouvait reproduire du mode de fonctionnement d'Interfoto ailleurs. Certains d'entre nous ont été au cœur de luttes syndicales dans le cadre professionnel, contre le salaire au mérite notamment. Ce n'est pas facile de refuser lorsqu'on vous propose de grimper. On vous reproche de ne pas vouloir prendre vos responsabilités alors que vous avez les capacités. Il est aussi facile de critiquer les chefs sans rien proposer de concret. À Interfoto, on n'avait pas tous ces enjeux, on pouvait enfin vivre, mais tout n'était pas transposable au monde du travail.

Par contre, au niveau collectif, on a clairement refusé de parvenir, par exemple en refusant de travailler avec certains journaux. Le refus de parvenir se traduit aussi dans notre fonctionnement. On préfère exposer dans une usine occupée que dans un musée, mais ces occasions sont devenues rares...

LIVRES PUBLIÉS PAR INTERFOTO

Collectif, *Vivent les Grottes. La lutte d'un quartier à Genève*, photos Interfoto, Genève, Que faire ?, 1979.

Les Couloirs du travail, Genève, Que faire ?, 1982.

Contes de la ville quotidienne, Genève, Que faire ?, 1987.

Saisons sans fin, Genève, Que faire ?, 1989.

Le Grand Réduit, Genève, Que faire ?, 1999.

Les Suisses, Lausanne, Éditions d'en bas, 1996.

Ne vois-tu rien venir ?, Reims, AÉditions, 1999.

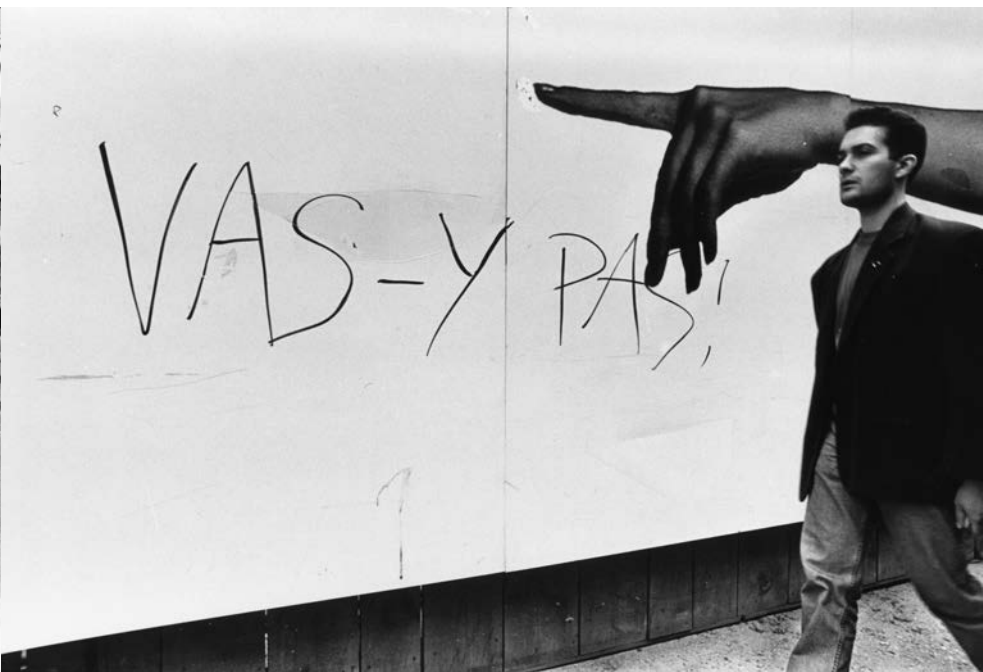
Périphéries, Lausanne, Éditions d'en bas, 2006.

Mémoire éphémère, Lausanne, Éditions d'en bas, 2011.

www.interfoto.ch



Genève, 2003.



Genève, 1993.

Pages suivantes :
Genève, 1998.
Genève, 1986.







Pays de Gex, 1980.



Fribourg, 1989.

Pages suivantes :
Genève, voirie, 1981.
Gare de Genève, 1988.



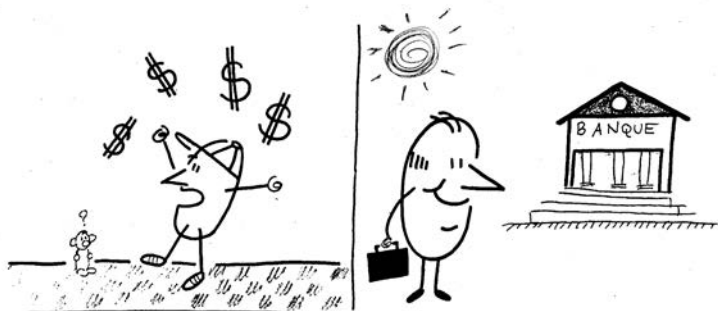




Genève, 1991.

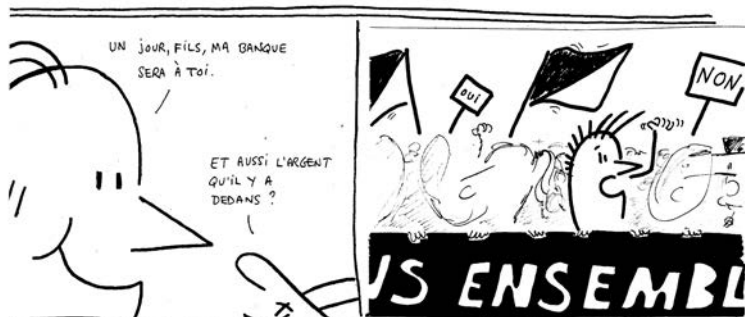


Gare de Genève, 1994.



Enfant, Pierre-Yves était complètement obsédé par l'argent.

Cela faisait le bonheur de son père qui, banquier privé de son état,



... voyait déjà sa relève assurée.

Heureusement, avec le temps, on change.

K. Ké.

REFUS DE PARVENIR EN CONSTRUCTION UN POSITIONNEMENT DE COLLECTIFS D'ARCHITECTURE

CARPE-MIT-ETC

NOUS AVONS CHOISI D'ABORDER LA NOTION DE REFUS DE parvenir dans notre domaine d'activité : l'environnement bâti. Depuis 2009, notre collectif d'architecture lausannois, CARPE, tend à remettre en question les rapports entre usagers et usagères, bâtisseurs et bâtisseuses ou maîtres d'ouvrage, notamment en construisant sous forme de chantiers participatifs ou en organisant des formations.

Évidemment, nous ne sommes pas les seul·e·s à refuser les usages et rôles conventionnels dans ce domaine. En France notamment, nous avons identifié une petite nébuleuse de collectifs qui tentent de faire avancer cette réflexion, et avons été interpellé·e·s par des articles les concernant. Nous avons donc choisi de nous adresser à deux de ces collectifs, mit¹ et Etc², en leur proposant un questionnaire. Une occasion pour nous de prendre contact, qui nous amènera peut-être à nous rencontrer sur nos chantiers.

1. www.collectifmit.fr

2. www.collectifetc.com

Les choix de systèmes constructifs, de matériaux ou encore de filières non industrialisés ont également une place importante dans notre réflexion critique sur les manières de produire aujourd'hui notre environnement bâti. Mais dans les entrevues qui suivent nous avons volontairement orienté les questions sur les processus, sur les relations entre les différents groupes impliqués et mis de côté ces questions techniques. Car c'est trop souvent l'objet, voire le « produit » qui est mis en avant, occultant les questions de fond.

Nous avons opté pour des entretiens à distance, les échanges ont donc eu lieu par courriel, et les réponses sont souvent le fruit d'un travail collectif. Il en résulte certainement un foisonnement de réflexions parfois dissonantes, qui posent des questions qui restent en suspens, traduisent des pratiques en construction plutôt que des certitudes ou des modes opératoires rodés ou figés.

Nous les accompagnons d'une sélection de photos illustrant notre pratique en Suisse romande³ : chantier formation pour le pavillon des jardins familiaux à Vernier, échange de savoirs pour des ami.e.s qui se lancent dans l'autoconstruction sur leur coopérative de maraîchage en France voisine, ou encore atelier de conception participative avec une coopérative d'habitant.e.s à Lausanne.

CARPE,

Collectif d'architecture participatif et écologique,
Lausanne

3. Les photos ont été prises par CARPE ou par les participant.e.s aux chantiers évoqués.

COLLECTIF MIT

CArPE : Pouvez-vous vous présenter rapidement ? Comment est né le collectif ?

Le collectif mit est né de la rencontre entre plusieurs étudiant·e·s de l'école d'architecture de Nantes autour de projets menés entre 2007 et 2009. Ces projets ont librement mélangé des travaux pratiques et théoriques en design, architectures légères et mobiles, bricolage en tous genres et événementiel. L'envie commune de réaliser des projets concrets sans attendre la fin des études nous a amené·e·s à nous organiser en tant que collectif sous le statut d'association loi 1901. Autour de ce projet initial, qui rassemblait des étudiant·e·s, gravitent aujourd'hui des personnes qui, collectivement, cherchent à expérimenter la construction.

Aujourd'hui, l'association est partagée entre des membres souhaitant développer leur propre activité « professionnelle » et des membres bénévoles ayant une activité salariée principale annexe, en agence d'architecture ou ailleurs. Le collectif tend ainsi à s'organiser à la manière d'une plate-forme en mutualisant outils et moyens afin de soutenir la professionnalisation (partage d'un bureau et d'un atelier, de références, de compétences, etc.). Toutefois, le souhait de porter collectivement des projets – pour le plaisir d'être et de faire ensemble – existe toujours.

Comment fonctionnez-vous ?

Dès le départ, le fonctionnement est horizontal, sans hiérarchie entre les membres. Aujourd'hui, cette volonté est formalisée dans la structure même de l'association : tous les membres actifs sont coprésident·e·s. Ainsi, les décisions comme les responsabilités sont collectives.

Concrètement, qui souhaite s'engager sur un projet le propose au collectif puis cherche à former une équipe avec les membres intéressés. Cela vaut aussi pour les demandes venant de l'extérieur. Un·e « référent·e » est alors désigné·e au sein de l'équipe. Il/elle a pour responsabilité le pilotage et la coordination du projet, l'organisation du travail avec les membres de l'équipe et il/elle est l'interlocuteur ou l'interlocutrice privilégié·e avec les intervenant·e·s extérieur·e·s. Ainsi, l'énergie assurant notre fonctionnement tient surtout à l'envie des membres pour entreprendre, construire, réfléchir et échanger ensemble.

Quels sont les objectifs, les valeurs qui vous tiennent le plus à cœur ?

Évoquer les « valeurs et objectifs communs » de mit est un exercice périlleux : jamais, à ce jour nous n'avons rédigé de texte fondateur en commun, par ailleurs le terme et la désignation mêmes de « collectif » en tant qu'unité de réflexion et socle de « valeurs communes » pose question. Le terme de collectif nous convient comme une étiquette provisoire, mais reste non-pensé à ce jour. Nous n'avons pas non plus défini d'objectifs à atteindre, au sens où l'entend le vocabulaire entrepreneurial. Aucune obligation de résultat, donc. Néanmoins, il apparaît que chacun·e d'entre nous tend vers une émancipation consciente vis-à-vis de la filière et des métiers de la construction radicalement monopolisés, au sens que donne Ivan Illich à ce terme. Nous partageons l'idée qu'il nous faut expérimenter librement d'autres voies pour construire, créer de l'espace, des lieux de vies ; à ce titre, mit fonctionne comme un micro-laboratoire. Notre collectif est une pluralité de personnes différentes et indépendantes, liées quasi exclusivement pour et par l'envie et le plaisir de partager et d'avancer ensemble (coopération) vers l'émancipation collective.

Sans que rien ne soit réellement acté, le consensus fait foi depuis le début, sans que cela ne pose de problème majeur. On s'autorise le droit, voire on s'encourage à ne pas être d'accord. Si un sujet pose problème, il est évacué sans préavis, ou au contraire amendé et remis sur la table jusqu'à ce que tout le monde y trouve son compte.

Cependant, on a tenté à plusieurs reprises d'éditer une charte commune partagée entre tous les membres, de décrire les liens qui nous unissent et nous font avancer ensemble, sans que jamais l'on y parvienne. Non pas que l'on n'arrive pas à s'arrêter sur ces valeurs communes qui font qu'à un moment un groupe devient collectif ou que l'on n'arrive pas à conscientiser et à mettre des mots sur des concepts que l'on partage. Mais on avance sur une sorte de système de valeurs « liquides », en mouvement perpétuel, sans cesse mis à l'épreuve, sans cesse remis en cause.

Tout ceci s'est opéré petit à petit, en douceur, au gré des opinions de chacun·e, des prises de paroles impromptues, et des avis contradictoires. La force du collectif n'est pas dans la somme des individus qui le composent, mais davantage dans ce petit quelque chose qui se crée en plus, cette interaction entre ses membres, cette énergie atomique invisible d'attraction/répulsion, illustrant ainsi le curieux paradoxe « $1 + 1 = 3$ ».

Empiriquement, et rétrospectivement, l'on peut tout de même noter que la plupart de nos projets ont un certain goût pour l'expérimentation perpétuelle et la découverte permanente en dénominateur commun.

C'est peut-être cela notre ligne directrice : réinterroger la recette du projet sans avoir peur des prises de risque.

C'est peut-être cela notre motto : expérimenter des pratiques « autres » du métier d'architecte.

C'est peut-être cela notre credo : un goût pour le processus qui prime sur les grandes théories.

C'est peut-être cela notre méthode : la non-méthode.

Quels outils avez-vous développés pour mettre en pratique ces objectifs ?

À l'occasion de chaque projet, les processus de conception/construction, le « lâcher-prise » et l'invitation à la participation sont autant de déclinaisons de l'organisation collective. Cette prise en main coopérative sur le projet est en soi un outil de mise en pratique ! À la division du travail ou la spécialisation des tâches, nous préférons la rotation des rôles, chacun·e devenant tour à tour porteur ou porteuse de projet, membre de l'équipe ou « petite main ». Chacun de ces rôles est défini, choisi et distribué lors des conseils d'administration mensuels qui constituent notre principal outil de délibération et d'organisation.

Bien évidemment, le réseau est un formidable outil de mutualisation. Pour la plupart, les membres du collectif prennent part aux activités de réseaux militants, associatifs et culturels nantais. Notre collectif est en lien avec un réseau croissant d'associations ou d'initiateurs et initiatrices de projets sur la scène « alternative » nantaise qui nous permet de mettre en place des collaborations et de trouver des appuis, de l'aide ou de précieux conseils.

Plus concrètement, le local que nous occupons est un outil fondamental pour notre collectif. À l'image des préoccupations de conception/construction du collectif, l'espace de travail est partagé en deux parties adjacentes et quasi égales. L'une est avant tout un lieu de rassemblement, un bureau, un espace de réunion, de réflexion. L'autre est davantage un lieu de fabrication, un atelier, un espace de construction, de production.

Nous nous efforçons de sous-traiter le moins possible, nous apprenons à faire. La formation individuelle est d'ailleurs un point significatif, certain·e·s d'entre nous participent à des chantiers ou des formations (charpente, tressage d'osier, paille, terre crue, comptabilité, soudure, paysagisme, etc.). Ainsi, nous partageons et transmettons opportunément la diversité de ces savoir-

faire lors des chantiers auxquels prennent part les membres du collectif.

Nous nous permettons de prendre le temps de douter, d'expérimenter ou même de prendre du recul sur pas mal de choses. Le temps du mûrissement n'est-il pas un outil ? Nous nous autorisons toutes les précautions qui, par défaut, sont prosrites dans le monde de l'entreprise, faute d'efficacité, de rentabilité, de compétitivité.

Vous arrive-t-il d'être confronté·e·s au risque de récupération, quand participation, écologie, voire collectif sont utilisés à outrance ? Comment le gérez-vous ?

Par choix, nous ne communiquons pas beaucoup autour de ces notions. Mis à part un blog Internet où nous postons sporadiquement quelques brèves, nous ne faisons ni démarchage ni publicité autour de nos projets.

Participation, écologie, écoconstruction, réutilisation/recyclage, alternatives, renouvelable, développement durable, et tous ces gros mots qui peuvent faire partie de nos projets sans que l'on se glousse dessus, ne sont pas gravés dans la pierre du frontispice de notre local. Ce sont davantage des moyens d'aboutir qu'un objectif à réaliser en soi.

Pour le moment, et c'est une chance, nous travaillons principalement avec des personnes qui font appel au collectif en connaissance de notre démarche, de notre philosophie et de notre travail. Les rencontres, le réseau qui doucement se construit et le bouche-à-oreille sont notre meilleure publicité. Nous travaillons d'ailleurs principalement avec des particuliers et d'autres associations.

Il arrive cependant que l'on réponde à certains appels d'offres publics ou concours, dès lors que le sujet nous stimule.

Mais nous nous écartons autant que possible des démarches

démagogiques où nous pressentons des récupérations politiques. Nous sommes attentifs à ne pas être celles et ceux qui assurent la bonne conscience des institutionnel·le·s, des entreprises ou des décideurs et décideuses face au public et à ses désirs de bien-pensance alternative.

Pour le moment, et c'est encore une fois un privilège, nous travaillons principalement à l'envie et au plaisir. Un projet ne peut être porté par le collectif qu'à partir du moment où au moins un·e des membres y trouve de l'intérêt ; l'attrait financier ne suffit pas et arrive loin derrière. Il n'y a pas de règle, pas de veto, mais la participation éventuelle à un projet est rediscutée à chaque fois.

Qu'est-ce que c'est pour vous que le refus de parvenir ? Y avez-vous été confronté·e·s dans vos choix personnels ou collectifs ?

La notion de « refus de parvenir » n'est sans doute ni consciente ni clairement affichée au sein du collectif. Nous découvrons cette notion, pour être honnêtes. Néanmoins, on s'y retrouve clairement, la forme associative en collectif nous autorise à réaliser des projets « professionnels » – si tant est que ce terme ait encore un sens – sur un mode coopératif, dans une perspective d'émancipation vis-à-vis de la filière conventionnelle de la construction. Nous ne cherchons pas à nous extraire d'une origine sociale, mais plutôt à nous extraire du monopole industriel qui vampirise la construction en exigeant des capitaux démesurés, une concurrence féroce entre tou·te·s les acteurs et actrices (et tous les processus de domination qui en découlent) et assèche les alternatives constructives par une normalisation croissante. Nous ne cherchons pas à servir les intérêts d'une classe dominante, nous préférons trouver les moyens d'une construction autonome des espaces de vie, et la réappropriation de la fabrication par et pour leurs usagers et usagères. Plus largement, notre « polyphonie »

est une réponse, une réaction face à la configuration d'une profession libérale (architecte) coincée quelque part dans une strate de l'écrasante pyramide qu'est l'industrie du bâtiment. L'organisation collective, la coopération, l'autogestion, l'autonomie nous semblent être des réactions aux structures de pouvoir et de domination auxquelles nous ne souhaitons pas participer. Nous souhaitons participer à la réappropriation populaire des savoir-faire constructifs et des manières de construire l'espace.

Pour être un peu plus clairs, certain·e·s d'entre nous font face à l'opportunité de « parvenir » dès l'issue de l'école d'architecture, quand, par défaut, le/la jeune diplômé·e accède au poste salarié d'une agence d'architecture. À partir de ce moment, beaucoup de réflexes acquis durant la scolarité sont disqualifiés, comme l'expérimentation, la culture du doute, le temps de réflexion sur les effets produits par les volets sociaux, économiques et environnementaux produits par la filière de la construction. Toute précaution est écartée au profit de l'efficacité exigée. Certain·e·s d'entre nous ont fait un pas de côté, quittant leur poste en agence après quelques années de pratique (parfois financièrement confortable). Certain·e·s d'entre nous ont renoué avec un mode de vie certes plus précaire, plus lent aussi, autorisant un recul sur les causes et les effets de l'acte de construire, et la possibilité de consacrer plus de temps à la réflexion, afin d'envisager d'autres manières de faire. Le refus de parvenir, pour beaucoup d'entre nous, c'est le refus d'être « chef·fe de projet » ou « collaborateur ou collaboratrice » en agence. C'est la volonté d'abandonner la casquette d'architecte savant·e pour s'intéresser à l'architecture sans architecte, sans chefferie de chantier, pour construire ensemble, autrement.



COLLECTIF ETC

CARPE : Pouvez-vous vous présenter rapidement ? Comment est né le collectif ?

Etc : Le Collectif Etc est né de la rencontre d'étudiant·e·s en architecture de l'INSA de Strasbourg qui se sont regroupé·e·s autour de l'idée commune d'agir dans l'espace public et de confronter l'enseignement académique aux réalités du quotidien.

Nous nous sentions, et le sommes toujours, trop contraint·e·s par des cadres formels de la pratique du métier d'architecte. En relevant les décalages parfois existants entre une commande publique institutionnelle et les nécessités ou désirs des usagers et usagères, il nous semblait important de questionner notre rôle de concepteur ou conceptrice et organisateur ou organisatrice en nous demandant comment nous pourrions être utiles à la société civile.

Un noyau dur d'une dizaine d'architectes travaillent au sein du groupe depuis plus de trois ans à temps plein. Nous collaborons sur la majorité de nos projets avec d'autres champs disciplinaires, allant de l'urbanisme à la philosophie, en passant par les arts graphiques ou le design. Nous avons à ce jour réalisé une cinquantaine d'interventions à travers la France, mais aussi à l'étranger, qui ont pris des formes aussi diverses que la réalisation de courts-métrages ou la construction de micro-architectures publiques, jusqu'à des études prospectives de stratégie de territoire.

Comment fonctionnez-vous ?

Notre collectif a la particularité d'être autant un groupe de travail qu'une communauté de vie. Nous habitons ensemble depuis les débuts. Nous vivons sur les territoires où nous travaillons le temps des projets, ce qui nous a amenés à un mode de vie

itinérant. Notre fonctionnement est depuis le départ complètement horizontal, organisé autour d'une structure associative dirigée non pas par un·e président·e mais par un collège solidaire composé de l'ensemble des dix membres permanents.

Nous refusons toute spécialisation de tâches à accomplir pour la mise en œuvre des projets et considérons qu'il est indispensable que chacun·e soit au fait de ce qui se passe au sein du groupe. Ainsi, l'utilisation d'une boîte mail unique ou l'effacement public de nos noms au profit de celui du groupe nous permet de conserver une cohésion globale entre nous. Même si pour des raisons pratiques nous mettons en place des binômes de référents pour les suivis de projets, l'ensemble des décisions est prise de manière collégiale.

Nous expérimentons de nouveaux moyens de prise de décision à chaque fois, et travaillons sur l'idée de consensus. Nous ne votons que pour prendre une décision minime et un droit de veto est praticable à tout moment sur tout sujet. Les décisions sont prises par le noyau dur, mais les réunions sont ouvertes. Ainsi, sur les chantiers, le groupe est simplement élargi aux personnes présentes, et ce sont parfois des assemblées de 25 ou 30 personnes qui débattent des enjeux d'un projet.

De plus, partageant notre vie personnelle autant que professionnelle, nous nous réunissons à huis clos environ une semaine tous les six mois pour prendre le temps de recentrer notre propos et faire des bilans autant personnels que collectifs.

Quels sont les objectifs, les valeurs qui vous tiennent le plus à cœur ?

Plusieurs valeurs qui se recoupent sont importantes à nos yeux : celles de l'autogestion et de l'autonomie des individus. Nous croyons vivement en la capacité de chacun·e à prendre part à une réflexion commune dirigée dans l'intérêt collectif.

En usant de la convivialité comme outil d'intégration, nous souhaitons reposer la question du politique, dans son sens le plus fondamental : celui de définir ensemble nos aspirations à vivre ensemble. Notre fonctionnement de collectif est un des modèles que nous souhaiterions peut-être voir repris par l'ensemble du corps social, afin de redonner une juste place d'acteur et actrice à la totalité des membres d'une communauté.

S'ensuit forcément une remise en cause de notre système de démocratie représentative, dont la logique de délégation de pouvoir ne nous intéresse simplement pas. Dans le même sens, une économie basée sur la consommation à outrance de matières premières ou de forces humaines ne peut avoir de sens dans la société que nous désirons. Les valeurs d'entraide, de coopération, de collaboration doivent remplacer celles, écrasantes, de la concurrence ou de la recherche de profits.

Partout à travers le monde, des noyaux de réinvention du quotidien se mettent en place, sans lutter frontalement contre un système trop puissant pour être vaincu, mais qui se développent de manière à le rendre obsolète et inutile.

Quels outils avez-vous développés pour mettre en pratique ces objectifs ?

Notre cœur d'action est la construction d'espaces publics ayant des durées de vie de quelques mois, voire de quelques années. Nous ne pratiquons que rarement des démarches de concertation à proprement parler en amont des projets, et suivons des intuitions que nous partageons avec les personnes rencontrées. Nous sommes convaincu·e·s que c'est dans l'action que prennent forme de nouvelles relations entre les individus, et que les temps longs de dialogue ne peuvent venir que plus tard, une fois qu'une transformation d'un lieu a été rendue effective. Une confiance mutuelle, nécessaire à toute communication franche,

doit passer par la réussite d'actions menées collectivement. Ainsi, l'idée d'un pouvoir d'agir ne reste pas une chimère mais se concrétise.

Notre pratique du chantier ouvert et inclusif se veut être une hétérotopie, dans le sens où, durant un temps donné et sur un espace en mutation, les relations sociales entre individus sont déconstruites et différemment reformées. Le travail manuel, chacun pouvant prendre part à la construction physique du projet, est posé comme essence de ces projets. Nous pensons en effet que nous devons retrouver un lien symbiotique entre l'intellect et le manuel, et que l'un et l'autre ne devraient pas être dissociés. De plus, dans ces situations, une inversion hiérarchique entre membres de différentes classes sociales peut s'esquisser, et un nouveau regard pour des « marginaux » peut apparaître.

Le mélange des genres est aussi un élément important des démarches, ou tactiques que nous mettons en place. Nous nous voyons alors comme ensemblier social : un concert de musique baroque suivi d'une paella cuisinée par des dames socialement fragiles permet une reconsidération de chacun·e.

Quelle est votre relation avec les autres acteurs et actrices impliqués dans les projets sur lesquels vous vous engagez ?

Nous tentons d'établir des rapports simples et égalitaristes avec les différents acteurs et actrices des territoires. Il est autant important d'avoir un·e élu·e impliqué·e dans un projet, même si nous pouvons personnellement récuser son rôle, qu'un·e voisin·e lambda. L'intérêt de nos actions est d'arriver simplement à mettre tout le monde à la même table, sans jugements préalables sur ces personnes. Nous parlons de démarches inclusives car nous ne sommes pas à même de dire qui a raison ou qui a tort : nous souhaitons simplement qu'il y ait de l'échange, du débat, de la confrontation. En fait, nous tentons simplement de

remettre au cœur de nos projets une notion souvent oubliée : celle du bon sens.

Selon vous, comment êtes-vous perçue·s par les autres acteurs et actrices ? Comment votre approche est-elle reçue ?

L'approche que nous mettons en place est globalement bien perçue par les différents acteurs et actrices que nous rencontrons. Tout du moins si l'on en croit les commentaires qui nous reviennent, car les désaccords ne sont sûrement pas exprimés en direct. Cela vient peut-être de la méthodologie que nous appliquons, qui est très souple dans sa formalisation. Les projets évoluent constamment en fonction des rencontres, des acteurs et actrices, des propositions. Et ne restent pas figés.

Il y a plusieurs notions que nous tentons de développer. La première concerne des logiques territoriales, et s'exprime par la volonté de ne pas être sur de la planification, mais sur de la stratégie, ou de la tactique. Cette terminologie renvoie à une démarche plus itérative, qui se construit en avançant, et qui se veut la moins dirigiste ou autoritaire possible. La deuxième est l'idée d'espace public en mouvement : un lieu public ne peut fonctionner que s'il est capable d'évoluer dans le temps. Son appropriation est favorisée par le renouvellement régulier de sa configuration, donnant la possibilité à chaque fois de tirer parti de l'observation, dans des temps longs. Et la troisième est cette idée de chantier ouvert, où une fête de quartier peut se coupler à des modifications concrètes de paysages partagés. En mélangeant les deux, on peut réussir à construire du commun.

En définitive, une vision à long terme et à grande échelle nous paraît nécessaire, mais doit pouvoir être mise en application ici et maintenant, tout en se gardant des marges de manœuvre permettant l'implication d'un maximum d'individus sur des moments et des espaces différents.

Sur quoi êtes-vous d'accord de négocier ? Y a-t-il des aspects de la démarches/du projet sur lesquels vous êtes intransigeant·e·s ?

Chaque projet est différent, autant dans le jeu d'acteurs et d'actrices que celui des territoires. Il n'est donc pas possible de généraliser une réponse : néanmoins, nous tâchons d'avoir une éthique générale, par exemple sur l'origine des financements, où nous refusons les projets dont l'argent proviendrait de grands groupes industriels ou de fondations privées. Nous ne fonctionnons qu'avec de l'argent public, et au projet, sans subventions de fonctionnement.

Sinon, nous sommes en permanence en train de peser le pour et le contre d'une action. Comme si une ligne n'était pas à franchir, entre ce que nous pensons pouvoir apporter à un quartier et les intérêts d'une maîtrise d'ouvrage publique, dans la récupération politique ou économique qu'elle pourrait y faire. A posteriori, nous pensons l'avoir parfois franchie, mais cela nous permet, nous l'espérons, de ne plus avoir à le faire de nouveau. C'est un équilibre à trouver.

Dans votre pratique, vous arrive-t-il d'être confronté·e·s au risque de récupération, quand participation, écologie, voire collectif sont utilisés à outrance ? Comment le gérez-vous ?

La récupération n'est pas un mal en soi. Tout dépend de qui récupère et dans quels intérêts. Si des citoyen·ne·s récupèrent, on a gagné. Si ce sont des élu·e·s, ça peut être dans l'intérêt du projet, car un portage politique fort est souvent nécessaire pour faire avancer des situations – ou les arrêter de manière tout aussi autoritaire.

Le seul terme que nous utilisons vraiment est celui de « collectif », qui nous plaît pour la souplesse qu'il sous-tend d'un point de vue organisationnel. Nous parlons en revanche rarement d'écologie, car les principes que cette notion soulève sont intégrés

naturellement dans nos démarches. Par exemple, si l'on doit se fournir en bois pour une action, on privilégiera la scierie locale, dans une logique de bon sens. On parlera alors plutôt d'écologie politique, qui complexifie cette notion et la rend peut-être plus pertinente car plus systémique.

En revanche, nous n'utilisons quasiment jamais le terme « participation ». D'abord parce que ce terme a été tellement galvaudé qu'il en est devenu un marqueur économique ou politique. Ensuite, car il nous semble n'être qu'une étape d'un projet, qu'un moment, et ne doit surtout pas être une finalité. Un des objectifs est d'aller vers des situations d'autogestion, alors que la participation n'est qu'une composante de ce mouvement. Aussi, nous préférons nous poser la question de notre participation à la vie de la société plutôt que de chercher à ce que la société civile participe à nos projets... Nous employons alors plus la terminologie de « projet ouvert », qui peut laisser chacun·e prendre part à l'action sans en subir une hiérarchie de fait, entre « participant·e·s » et « organisateurs et organisatrices ».

Qu'est-ce que c'est pour vous que le refus de parvenir ? Y avez-vous été confronté·e·s dans vos choix personnels ou/et collectifs ?

Le refus de parvenir semble être l'idée de ne pas suivre le chemin économico-social qui nous est destiné de par notre trajectoire socioculturelle. Notre histoire commune nous a fait nous poser des questions sur le rapport au travail tout autant qu'à la vie collective. Posséder l'entière maîtrise de l'un, négocier les conditions de gestion de l'autre sont des éléments clés de notre épanouissement collectif, même si tout est remis régulièrement en cause. Plus largement, le salariat au profit d'intérêts individuels, le système économique actuel ou la routine du quotidien sont des exemples de modèles que nous souhaitons éviter. En revanche, explorer des notions d'intimité, de rapport à l'autre, de l'organisation entre individus, sont

quelques interrogations qui nous animent en permanence. Vouloir tout maîtriser suivant nos propres désirs dans le respect de l'autre est sûrement une quête sans fin, mais nous misons sur l'intelligence collective pour avancer. Nous sommes peut-être face à une volonté de parvenir plutôt que d'un refus, mais d'une autre manière.



DISCUSSION POLYPHONIQUE

ENTRETIEN AVEC
70FPS, BOBAR, VIALKA , ZEPP0 & ABSTRAL

LA PRÉSENTE CONTRIBUTION SE PROPOSE D'EXPLORER LES formes et les particularités du refus de parvenir rapportées aux arts de la scène, plus spécifiquement à la musique. Nous, quelques mélo(wo)manes qui collaborent au CIRA, étions convaincu·e·s qu'il y avait sûrement matière à réfléchir, à développer.

Nous avons donc contacté des musicien·ne·s faisant partie de groupes actifs sur la scène musicale alternative de Suisse et d'ailleurs (Belgique, France, Italie). Ces groupes tournent depuis de nombreuses années essentiellement dans des squats ou des centres autogérés, mais aussi dans d'autres salles de concerts plus « classiques », en Europe et parfois même sur d'autres continents. Tou·te·s n'ont pas donné suite. Le camarade qui a fait l'intermédiaire avec les groupes se dédie également à la musique depuis plus d'une dizaine d'années. Le choix des interlocuteurs a été déterminé par les liens qu'il a tissés au fil du temps sur la route, lors de concerts communs ou à la maison, lorsqu'il s'agissait d'accueillir telle ou telle formation musicale afin de lui organiser des concerts, ou simplement de l'héberger quelques nuits.

Des liens de solidarité et d'amitié se sont forgés au fur et à mesure des années, renforcés par des démarches artistiques et des engagements qui diffèrent dans la forme mais se ressemblent et se complètent dans le fond.

Cinq formations musicales différentes ont participé à cette contribution : Vialka, duo nomade originaire de France, qui depuis 2002 joue des rythmes tendrement déstructurés, hurle au vent des mélodies diablement envoûtantes ; 70FPS, napolitain d'origine, traficote des projecteurs super8 et tisse au gré de dynamiques performances bruitistes et visuelles une étroite relation entre l'image et le son, jouant en live de la bobine, manipulant ses films préparés par le biais de miroirs, d'appareils photosensibles et d'autres astuces optiques ; Zeppo, groupe suisse romand, plus de vingt ans d'engagement et plusieurs centaines de concerts à travers le monde pour partager un style musical qui leur est propre, l'ecoanarcore ; enfin, pour le rap, Bobar Anarkovic de Liège et AbSTRAL de Lausanne, membre du groupe Labrats Bugband. Tous deux, accompagnés sur scène d'acolytes rappeurs et rappeuses, scandent depuis la fin des années 1990 une parole sauvage sans formes et sans contours, mitraillent leurs mots en rafale de phonèmes, le cœur à l'ouvrage, jouant d'imprévisibles convulsions du corps sur d'obsédants rythmes entraînants.

Même avant d'avoir contacté les groupes de musique sollicités, nous étions persuadé·e·s que, dans leur façon de penser et de vivre la musique, ils refusent de parvenir. Mais comment et pourquoi le font-ils ? Qu'est-ce que l'expression du refus de parvenir évoque pour eux ? Quels liens entre le refus de parvenir et leurs démarches est-il possible d'établir ?

Les échanges se sont faits à distance, par courrier électronique, entre le groupe de travail du CIRA et les formations sollicitées, qui ne se sont pas rencontrées à cette occasion.

Nous avons d'abord envoyé une série de six questions très

(peut-être trop ?) ouvertes, qui s'intéressaient au rapport à la professionnalisation (comment vivre de sa musique en restant fidèle à ses idéaux politiques d'indépendance) et questionnaient les perspectives possibles d'autonomie financière (comment financer disques et tournées). Elles traitaient également des liens avec le public et avec les lieux qui caractérisent le réseau « alternatif », de comment rester intègre par rapport à son message et face à la marchandisation de la musique.

Nous avons reçu des réponses très hétérogènes. Le ton, la forme et les positionnements adoptés différaient fortement. Par exemple, certaines formations affichent ouvertement un message politique, alors que d'autres ne souhaitent pas convaincre ou « instruire » leur public. Parfois, le style emprunté par les intervenant·e·s prenait une forme proche de l'oral avec les simplifications qui en découlent, certains propos restaient trop généraux ou manquaient de clarté pour des raisons de traduction. Certains thèmes auraient mérité un approfondissement, une relance de notre part. Et, surtout, les réponses ne contenaient pas toujours un lien explicite avec le refus de parvenir tel que nous nous l'étions représenté.

Plutôt que de nous lancer dans un fastidieux processus de relances (plusieurs allers-retours avaient déjà été effectués) et pour éviter les redondances, puisque certaines réponses allaient quand même dans la même direction, nous nous sommes questionné·e·s sur la forme que pourrait adopter la contribution définitive. Devant la grande difficulté à communiquer virtuellement avec autant d'interlocuteurs·trices, nous avons finalement choisi d'adapter et de mettre librement en relation les réponses en composant une table ronde virtuelle. En résulte une sorte de discussion polyphonique regroupant ces différentes prises de positions qui raisonnent sur des thématiques communes. Les différent·e·s intervenant·e·s ont bien sûr été invité·e·s à valider les choix que nous avons faits.

Nous sommes conscient·e·s du point de vue européenisé qui transparait dans la plupart des interventions. Nous n'avons en effet pas contacté de musicien·ne·s évoluant sous d'autres latitudes, dans des contextes bien différents. Nous ne prétendons pas ici à une vision globale de la situation, mais proposons plutôt de lancer des pistes, brosser un éventail de possibilités, initier un travail de réflexion qui mériterait d'être approfondi.

CIRA : Dans les pratiques musicales que vous avez développées, vous revendiquez tous, plus ou moins explicitement, de sortir des logiques marchandes traditionnelles et de refuser les codes du show-business. Pourquoi ? Qu'est-ce qui vous dérange dans le marché de la musique ? Estimez-vous qu'il est problématique de gagner de l'argent avec votre activité artistique ou souhaitez-vous, au contraire, vivre de votre musique ?

70FPS : Il me semble important de se concentrer tout d'abord sur la façon dont la musique et l'art occupent généralement un rôle croissant dans l'économie de ce vieux continent sur lequel nous vivons, qui produit de moins en moins de produits matériels et de plus en plus de culture, d'art et de discours, y compris les discours musicaux, destinés à réaffirmer son importance culturelle dans le monde global de la production. En considérant cela, il devient essentiel, à mon avis, de retirer toute valeur culturelle et toute importance sociale aux sons et aux images que nous produisons, si nous ne voulons pas que ces sons et ces images rentrent dans le système des distinctions sociales de l'exploitation capitaliste.

Bobar : Rentrer dans une logique marchande, vouloir (et devoir) gagner de l'argent grâce à la musique, c'est tout d'abord accepter

les règles du système capitaliste et y participer pleinement, même si c'est pour le critiquer, ce qui est aussi autorisé par les règles. Ça en revient finalement à cautionner par les actes – quoi qu'en disent les mots – l'horreur. Dans une logique de lutte, c'est s'aveugler sur les capacités de la machine capitaliste à englober, mâcher et digérer tout ce qui existe tant qu'il est possible d'y mettre un code-barres et de le vendre. C'est la marchandisation de la sous-culture, en même temps qu'un processus de normalisation de la subversion tant qu'elle n'échappe pas au business. C'est la gestion démocratique de la dictature capitaliste.

À côté de ça, c'est aussi prendre de gros risques par rapport aux dynamiques de créativité. La spontanéité est mise en danger et l'obligation de créer, de produire, de vendre, lui met la pression. Et plus tu vises haut, plus tu es ambitieuse, plus tu te retrouves englué·e dans des rapports d'argent, d'agents, de normes, de contraintes et de contrats qui pourrissent les aspects sensibles et subversifs de la création et du partage. De plus, la recherche de la plus grande reconnaissance possible, de la diffusion large sur « le marché de la musique » et dans « l'industrie du disque », pousse à la performance, à la compétition. C'est une quête d'applaudissements, et on s'érige à nouveau en spectacle et en produit de consommation.

Vouloir vivre de ma musique ne m'intéresse pas. Je ne veux pas penser la musique comme un travail, comme une source de revenus nécessaires à mon bien-être.

J'ai besoin de cohérence, de sentir que mes actes se rapprochent le plus possible de mes mots. J'ai besoin de construire des projets où je peux vivre mes aspirations ici et maintenant. Il est donc très clair pour moi que la musique fait partie d'un tout, et que, comme avec le reste, je construis avec elle une relation de patience, de sincérité, d'expériences, que je ne cherche à en tirer aucune gloire personnelle, aucune richesse matérielle.

Je fais de la musique quand ça me chante, quand j'en ai envie/besoin. Je le fais pour exprimer une sensibilité, et ensuite la partager avec qui veut l'entendre. Les textes que j'écris et que je rappe ne seront jamais des « produits » et seront toujours disponibles gratuitement. Cette gratuité est primordiale à mes yeux, dans le sens où je ne vois pas la « culture » comme libératrice si tu as besoin d'argent pour y accéder. J'imagine la musique comme un instrument d'épanouissement et d'évolution personnelle et collective. Ce qu'elle transmet n'appartient à personne en particulier et à tout le monde à la fois.

Zeppo : Il est bien clair que nous ne participerons jamais au spectacle orchestré par les majors (l'industrie musicale), ces énormes pompes à fric qui se moquent totalement des artistes dont elles tirent le jus jusqu'à la lie. Par contre, je constate qu'il y a souvent un flou lorsqu'on parle « d'industrie musicale ». Est-ce qu'on parle uniquement des majors ou est-ce que les labels indépendants en font partie ? Est-ce que l'artiste qui est totalement indépendant mais qui vit de son travail en fait partie ? C'est marquant, ce tabou autour du fric, à partir du moment où c'est lié à une activité artistique. Pourrions-nous reprocher à un·e maçon·ne, un·e agriculteur·trice ou encore un·e enseignant·e (ce sont des exemples parmi tant d'autres) d'engendrer un salaire de leur labeur ? Je ne le pense pas, du moins, pas dans le monde actuel.

Alors pourquoi est-ce que le musicien qui travaille son instrument des heures durant devrait être gêné de recevoir de temps à autre un peu d'argent pour une prestation, pour la vente d'un album ou lorsqu'il enseigne son art (car c'est aussi cela, vivre de la musique) ? Pourquoi lui, qui comme le maçon qui lie une brique à une autre pour bâtir une demeure, comme l'agriculteur qui nourrit le peuple et l'enseignant qui instruit l'enfant – bien que l'instruction actuelle soit sujette à débat –, devrait-il recevoir comme seul et unique « salaire » la reconnaissance de ses semblables ?

70FPS : Pour ma part, je voudrais souligner que j'ai horreur du fait qu'une personne puisse vivre des sons qu'elle fait, tandis qu'une autre doit travailler jusqu'à huit heures par jour, disons dans un call-center. Surtout si on considère qu'aucune de ces deux personnes ne produit quelque chose d'indispensable à la vie.

Mais il est nécessaire de mener une réflexion plus large. Je peux réfléchir sur le refus de parvenir du point de vue de la musique seulement si je considère d'abord un refus radical de la musique. J'essaie de mieux m'expliquer : avec le terme « musique », on se réfère à une production et à une articulation particulière de sons et de bruits qui, en fonction d'une certaine conscience et de certaines compétences, est différente de toute autre production de sons existants dans le monde. Il s'agit en fait de faire reconnaître, de défendre et de faire respecter cette compétence sur un plan social, en lui donnant un rôle et en établissant d'une certaine manière quelles productions de sons sont dignes d'écoute (et donc importantes pour la société) et quelles productions ne le sont pas, retombant ainsi dans une sorte de bruit de fond indistinct considéré comme peu important pour la vie sociale.

Il devient donc impératif pour moi non seulement de nier toute forme de professionnalisme et de spécialisation, mais aussi, une fois qu'il est reconnu que tout le monde produit des sons, de refuser toute attribution de compétence particulière à ma production, de nier à la base tout discours possible sur la qualité sonore d'un produit, en gardant à l'esprit que la seule qualité possible d'un son, comme de tout acte, est relationnelle, qu'on ne peut parler de cette qualité en particulier sans en faire un objet et un produit et ainsi la trahir.

Pratiquement, en quoi consiste cette expertise que vous évoquez ? Et qu'est-ce que vous proposez pour l'atténuer ou la dépasser ?

70FPS : Parfois, il y a des signes concrets de cette séparation entre le musicien et son public : la salle divisée par la scène, le silence obligatoire pour ceux qui écoutent, l'éclairage pour les musiciens tandis que l'auditeur est dans l'obscurité.

AbSTRAL : Refuser de parvenir, c'est pouvoir chambouler ces codes qui existent dans le milieu de la musique, inverser les rôles, casser les barrières public-musicien·ne·s. Comment ? Jouer au même niveau que le public (pas de scène) semble être décisif pour affirmer cette rupture, car cela place beaucoup moins les musicien·ne·s sur un piédestal. Je trouve d'ailleurs intéressant de faire le concert dans et depuis le public, même si c'est souvent compliqué d'un point de vue technique. Se mélanger au public avant et après le concert (sortir du backstage) donne la possibilité d'amorcer ou de continuer le débat autour des thèmes traités dans les morceaux, ou autour de tout autre chose.

70FPS : Dans certaines cultures, cette division n'existe tout simplement pas : il y a quelques années, lors d'un voyage dans le sud de la Tanzanie, j'ai assisté à un festival de danses dans un petit village sur le lac Malawi ; personne dans ce village ni dans les villages alentour n'est musicien ou danseur spécialiste, la plupart d'entre eux sont des agriculteurs qui, dans la période de repos des champs, se préparent à danser et à jouer pour le festival qu'ils organisent chaque année dans l'un des villages de la région ; dans leurs danses et leur musique, ils imitent la culture coloniale européenne pour s'en moquer.

Mais comment est-il possible, ici et maintenant, de faire de la musique en se soustrayant aux impératifs du marché ? Concrètement, de quels moyens disposez-vous pour produire et partager votre musique ? Et quelles stratégies mettez-vous en œuvre ?

Bobar : Franchement, il y a plein de manières de vivre sa musique, de la faire voyager et de la partager en dehors des logiques marchandes. Internet offre des possibilités presque illimitées et des réseaux alternatifs sont en place. D'autres restent à créer, et c'est à nous aussi d'y participer activement pour que les choses évoluent dans la direction que nous voulons. L'auto-production et l'autofinancement de A à Z permettent de diversifier notre implication dans les projets musicaux que nous portons et d'y participer dans leur globalité. Ne pas déléguer, ne pas se spécialiser, ne pas oublier tout ce que cela représente en termes d'organisation et de cohérence. Et c'est clair que parfois c'est dur et qu'on n'en voit pas le bout. Et qu'il y a des ratés. Mais c'est surtout la porte ouverte à tous les possibles, à toutes les aventures. C'est tracer et emprunter des chemins sur lesquels nous nous sentons vivants, présents, le cœur vibrant loin de leurs oraisons funèbres.

Zeppo : Concernant les enregistrements et les pressages¹ de nos productions ainsi que les tournées, nous nous sommes, comme bien des groupes, toujours autofinancés. Ce pécule provient donc du travail que nous faisons à côté. Nos cinq derniers albums ont profité du soutien de labels qui ont participé en partie aux frais de pressage. En échange, ils ont reçu un nombre de disques correspondant à leur investissement. Rares sont les labels qui proposent également de soutenir les groupes pour les frais d'enregistrement.

Nous avons la chance de connaître des gens qui travaillent le son et nous pouvons ainsi bénéficier de réductions, voire de la gratuité lors de nos enregistrements.

1. Étape de fabrication d'un vinyle, signifiant par extension le fait d'éditer un disque, une production musicale.

Dans un registre inverse, il me vient à l'esprit notre participation à une rencontre des Jeunesses vaudoises², celles-là mêmes qui regroupent bien souvent un bon nombre de petits fachos. Eh bien, là, nous avons été plutôt bien payés et cet argent, en le réinvestissant dans le groupe, nous sert à faire tourner notre photocopieuse afin de diffuser gratuitement ou à prix libre des brochures qui étayaient les textes de nos chansons. Parmi les personnes qui étaient devant nous ce soir-là, il en demeurerait à coup sûr qui n'avaient aucune idée du monde auquel nous aspirons et qui ont peut-être rejoint nos « rangs » depuis !

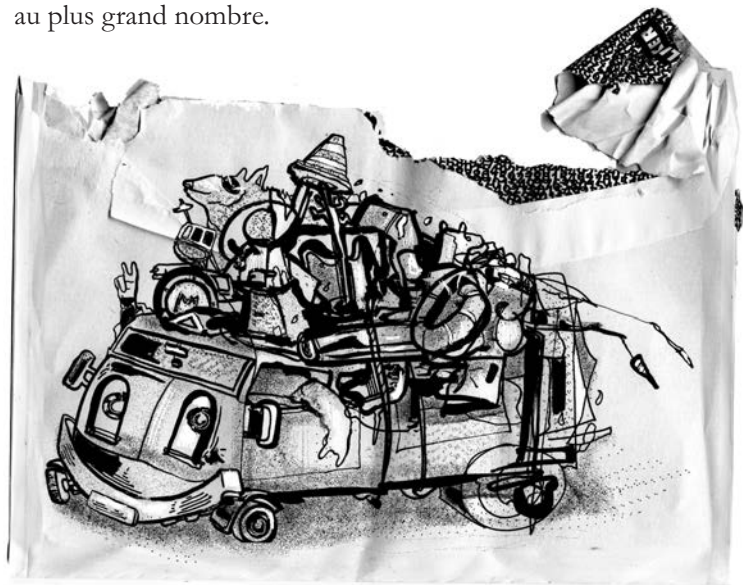
AbSTRAL : Aligner des dates de concerts pour courir après les cachets, se retrouver à jouer dans des endroits qui ne me conviennent pas, devoir laisser de côté un projet pour en commencer un autre, puis enchaîner les dossiers de subventions... j'ai décidé de ne plus le faire, je préfère plutôt gagner mon argent autrement que par la musique.

Cela dit, il m'arrive d'être rémunéré pour certains projets ou avec certaines formations, parfois même subventionné par des institutions publiques ou privées, je ne crache évidemment pas dessus, mais ce n'est pas une recherche en soi. D'ailleurs, ces opportunités proviennent la plupart du temps d'autres musicien·ne·s qui m'invitent à jouer avec eux/elles. Par contre, je ne veux toucher aucune subvention ou soutien externe pour jouer dans des squats ou des lieux autogérés.

Plus concrètement, cela permet de se rapprocher de certaines luttes en faisant des concerts de soutien ou de mettre en place une caisse commune pour financer les tournées dans des lieux où les situations et les contextes ne permettent pas d'être

2. Regroupement de jeunes personnes des zones rurales de la Suisse qui permet à ses adhérent·e·s de se retrouver et de partager des valeurs traditionnelles, patriotiques et fortement réactionnaires.

défrayé·e·s. C'est ainsi que nous finançons avec le groupe nos tournées dans les autres pays, avec les cachets gagnés en Suisse. Cela permet aussi d'acheter des aliments en commun sur la route et de les cuisiner ensemble (nous embarquons toujours avec nous une petite cuisine mobile), sans devoir acheter des sandwiches tout prêts sur des aires d'autoroutes ; bien plus convivial, plus savoureux et meilleur marché ! Se lier avec d'autres groupes ou collectifs pour organiser les tournées, presser les disques et les distribuer est une autre solution concrète. Il existe des groupes qui fonctionnent ainsi depuis plusieurs années, donc je pense que c'est viable à long terme. Entre les groupes, nous communiquons et échangeons régulièrement nos contacts de lieux pour agrandir constamment le réseau. Autoproduire ses disques (du pressage à l'impression de la pochette) permet d'avoir une vision globale du produit final, d'avoir une emprise sur le prix de vente pour le garder le plus bas possible afin que nos disques restent accessibles au plus grand nombre.



Décrivez-nous plus en détail ce réseau dont vous parlez, comment il fonctionne, comment il évolue, sur la base de quelles interactions.

AbSTRAL : En Europe, ce réseau est très établi, il existe une multitude de lieux « non-profit » qui fonctionnent de manière horizontale, sans hiérarchie, au sein desquels gravitent de nombreux collectifs impliqués dans des luttes très variées. Ces lieux sont la plupart du temps connectés les uns aux autres, les personnes se connaissent et il est relativement facile de jouer tous les soirs dans un lieu différent sans faire trop de kilomètres (soirs de semaine y compris, ce qui est rare dans les salles de concerts « traditionnelles »), fait non négligeable.

Je trouve que ce formidable réseau de lieux autogérés représente une facette importante du refus de parvenir et de la musique. Refuser de parvenir dans ce champ-là, c'est aussi pouvoir jouer n'importe où (ou presque), n'importe quand, c'est être libre de se lancer dans de nouvelles directions sans se demander si ça va fonctionner ou pas, c'est se donner la possibilité de se remettre en question à tout moment.

En quelque sorte, nous accordons tout autant d'importance au contexte et à la situation qu'au concert lui-même. Il se trouve que l'on sort autrement grandi et nourri lorsqu'un véritable échange a lieu et que l'on ne se contente pas juste de « venir-jouer-partir ».

Bobar : La plupart du temps, on se marre, on rencontre du monde et, de connexions en connexions, nos projets grandissent... à l'intérieur de notre ghetto, qui a les portes grandes ouvertes. Ben ouais. C'est clair que ça joue en circuit fermé, même s'il est en perpétuelle transformation, au gré des représentations et des résistances. La diffusion se veut large, mais encore faut-il vouloir tendre les oreilles dans cette direction-là pour

entendre son murmure... Et encore faut-il que le message adressé le soit dans un langage compréhensible en dehors de nos cercles restreints... Tout ça dépasse largement le cadre de la musique et touche à des points de stratégies collectives de diffusion des idées libertaires, des tactiques de luttes.

Est-ce que vous jouez aussi en dehors de ce réseau, de cette communauté ? Vous considérez ça comme une compromission ou comme une ouverture ? Vos productions ciblent-elles un public particulier ? Ou bien cherchez-vous à élargir votre audience au maximum ?

AbSTRAL : Parfois, il nous arrive de jouer dans une salle de concert « traditionnelle » : grande scène surélevée avec une horde de projecteurs pointés dessus, loges avec catering (buffet froid en attendant le repas chaud servi dans le restaurant adjacent), service d'ordre, entrée payante relativement chère, etc. Force est de constater que nous ne nous sentons pas vraiment à l'aise dans ce genre de contexte. Il est vrai que nous préférons les lieux plus intimes : salon, cave ou garage, pas de scène à proprement parler ou scène basse, lumière minimale, prix libre ou prix relativement bas, nuit dans un dortoir ou dans le bus (ce qui s'avère drôle après coup seulement...), filer un coup de main pour préparer le repas, manger avec les gens qui nous accueillent.

Zeppo : Dans ce milieu musical, bien souvent nous prêchons auprès de convaincu·e·s (du moins en ce qui concerne la majorité de nos propos) et, de ce fait, je pense qu'il est bon de s'immiscer ailleurs si l'on souhaite que nos messages fassent ricochet ! Je pense donc qu'il est primordial de travailler à cela sans toutefois abandonner le noyau qui nous a vus naître. C'est toujours très chouette de jouer en « famille », ce sont des liens indestructibles qui ont été créés au fil des ans et il est très important de les entretenir.

AbSTRAL : Se contenter de ne jouer que pour des alternos présente effectivement relativement peu de prise de risques, à la longue cela peut te plonger dans une espèce de confortable sentiment d'assurance. Il s'agit, sans pour autant arrêter de jouer dans ce genre de lieux, de se donner les moyens de toucher un public diversifié en gravitant entre les différentes scènes, de (sans aucune prétention) pouvoir donner la possibilité à n'importe qui d'écouter ce qu'on a à dire. Selon moi, c'est dans ce genre de situations (mais pas seulement) qu'on évolue, que notre approche musicale se précise et gagne en cohérence, en intensité.

Vialka : Nous fonctionnons assez organiquement, par tissage de liens d'hospitalité, d'honnêteté et de confiance envers les autres pour créer une communauté largement inclusive autour de moments concrets de réunion. Nous refusons cependant de plier notre composition artistique au goût populaire. Nous éprouvons plutôt un désintérêt pour la majorité, l'ensemble sociétal tel qu'il se développe. Il existe pourtant des poches d'humanité souterraines dans beaucoup d'individus. À nous de les découvrir.

70FPS : À mon avis, la question du public n'est pas du tout pertinente : si je commence à distinguer entre un certain type de personnes et un autre, entre un certain nombre de personnes et un autre, en réalité, je suis déjà sur le marché en train de vendre un produit, même dans le cas où je ne gagne pas un sou. Je n'ai plus du tout envie de rencontrer une prétendue audience. Quand cela m'est arrivé, c'était déprimant. Je laisse volontiers cette audience aux politiciens pour leurs meetings, aux artistes pour leurs œuvres, aux musiciens pour leurs compositions, à tous ceux qui veulent bien s'y mêler pour leur propre profit.

POUR CONCLURE

La réflexion ayant été amorcée, il serait intéressant de pouvoir la prolonger pour se pencher sur d'autres problématiques. On pourrait par exemple réfléchir à la spécialisation et à la division des tâches au sein des groupes, ainsi que dans l'organisation de concerts ou d'une tournée en général ; on pourrait remettre en question les rapports entre le ou les musicien·ne·s (sur scène) et les technicien·ne·s et autres membres de l'équipe de tournée, qui travaillent dans l'ombre de « l'artiste ». On pourrait réfléchir aux positions qui sont adoptées lorsqu'il s'agit de faire face aux médias importants (télévision ou radio nationales). On pourrait discuter des tentations carriéristes chez les groupes alternatifs, des risques et des dangers liés au « succès », de comment certains groupes ont commencé leur histoire dans des contextes de luttes, et comment à l'heure actuelle ils se retrouvent propulsés sur le devant de la scène, déconnectés de la cause, voguant ainsi dans le grand dédale des majors, des festivals et du marché de la musique. On pourrait discuter de manière plus détaillée de ce vaste réseau de lieux militants qui font vivre tout un ensemble de luttes et qui le font évoluer malgré les répressions et les menaces (expulsion, fermeture, procès, délocalisation...). On pourrait mettre en évidence des liens plus concrets et représentatifs entre la musique et les projets d'éditions, entre la musique et les luttes sociales. On fera tout cela une autre fois, ou peut-être que d'autres le feront avant nous.

LE POING DANS LA POCHE UNE ANTHOLOGIE SUÉDOISE

NOUS PROPOSONS ICI LES RÉCITS PERSONNELS DE DEUX ACTIVISTES suédois, Fredric Carlsson-Andersson et Attila Piskin. À partir de leur origine ouvrière, ils mettent en cause la prépondérance d'une certaine « classe moyenne » dans les milieux de la gauche alternative. Les textes originaux sont parus dans un recueil intitulé *En knuten näve i fickan* [Le poing dans la poche], édité par ces deux militants et publié en 2008. Nous n'avons pas directement traduit du suédois, mais à partir des versions allemande et anglaise¹.

Au-delà des difficultés techniques et des pertes de sens inhérentes à ce type d'exercice, nous avons achoppé à différents problèmes de fond, propres au transfert entre les cultures anglo-

1. *Mit geballter Faust in der Tasche* (Syndikat-A, 2009) et *Clenched Fists - Empty Pockets* (Kersplebedeb, 2010) ; les deux traductions sont de Gabriel Kuhn. Nous le remercions de nous avoir signalé ces textes.

saxonnes et francophones. Par exemple, en traduisant l'expression anglaise *class journey* par « ascension sociale », on perd la métaphore du dépaysement, du « voyage » ou du « transfert ». L'opposition entre classes s'efface au profit d'une représentation plus pyramidale de l'organisation sociale. De même, comment traduire *middle class*, quand cette locution semble recouvrir des réalités sociales très variées, voire diamétralement opposées² ? On a donc retenu des solutions différentes en fonction du contexte textuel : tantôt on garde « classe moyenne », mais on remplace par « bonne famille » lorsqu'il s'agit de décrire une origine sociale aisée, voire par « bourgeoisie » lorsque le texte se réfère explicitement à une position dirigeante.

En tout cas, ces questions nous paraissent révélatrices, non seulement d'une certaine imperméabilité entre les références linguistiques, mais surtout d'un flou général quant à la représentation des catégories sociales. On ne tranchera certainement pas le débat dans cette brève introduction. Il nous semble toutefois important de souligner ici que le concept de « classe moyenne » a participé à une modification insidieuse de la perception des

2. À ce propos, dans une brochure publiée à Philadelphie au début des années 2000, Joe LeVasseur raconte : « Mon père était mécanicien, et ma mère fabriquait des couronnes pour les dentistes quand elle n'était pas serveuse. Ils avaient acheté un bout de terrain au bord d'une route non asphaltée, à Rattlesnake Mountain, et ils y vivaient dans une cahute qu'ils ont ensuite agrandie. Mes parents me disaient toujours : "On n'est pas riches, on n'est pas pauvres, on est de la classe moyenne." J'avais des camarades d'école qui vivaient dans des maisons luxueuses, avaient des appartements de vacances dans le Maine, possédaient tous les derniers jeux vidéo, et ils disaient de même : "On n'est pas riches, on n'est pas pauvres, on est de la classe moyenne." Ce qu'ils entendaient par "classe moyenne", c'était évidemment différent de ce que j'entendais. » Extrait traduit de *Class Warfare in the USA and the proper way to mutiny*.

Concernant cette question, voir aussi les contributions de J.-C. Angaut, de G. Bottinelli et d'Emma Goldman dans le présent recueil.

rapports sociaux, en éludant notamment l'opposition classique entre capital et force de travail pour consacrer le mythe du mérite personnel et de l'égalité des chances dans la compétition.

Bien que les textes qui suivent comportent de nombreuses références à ce concept équivoque, ils proposent un point de vue précis sur la question. Non, tout le monde n'est pas de « classe moyenne ». Les auteurs ne sont ni universitaires ni écrivains professionnels ; ils proposent un point de vue original sur la question, sur un ton simple et percutant. Or on sait le malaise que de nombreuses personnes sans gros bagage intellectuel ni formation académique peuvent éprouver au moment d'écrire un texte, leur difficulté à prendre la parole en public. Fredric Carlsson-Andersson et Attila Piskin font part de leurs expériences personnelles, de leur position inconfortable, partagés entre des origines prolétaires et le milieu alternatif dans lequel ils évoluent, deux réalités sociales bien différentes qui se côtoient sans vraiment s'interpénétrer. Ils décrivent cette gauche radicale et hermétique qui n'assume pas ses origines bourgeoises mais se réclame du prolétariat. Avec sarcasme, ils décortiquent sa culture, ses pratiques et son folklore particulier. Si certaines anecdotes sont vraiment spécifiques au contexte suédois (par exemple les tasses Moumines, le club de foot AIK ou les tables de ping-pong dans les caves), ces textes témoignent évidemment d'une problématique bien plus large. Ces questions du décalage et du malaise social comme de la place des intellectuel·le·s ou des « bourgeois·e·s » dans les mouvements ouvriers semblent récurrentes et toujours d'actualité. Il est d'ailleurs intéressant de constater que ces deux témoignages proviennent d'un pays dont les politiques sociales et éducatives sont régulièrement citées en exemple.

COLLECTIF DU CIRA

À LA PLACE DE CHE GUEVARA (2008)

FREDRIC CARLSSON-ANDERSSON

A QUOI AURAIT RESSEMBLÉ MA VIE SI, À LA PLACE DES STICKERS de l'AIK-Stockholm¹, j'avais affiché sur ma mezzanine un poster de Che Guevara ? Si ce moustachu avait été l'idole de ma jeunesse ? Je me serais certainement senti plus à l'aise parmi les gauchistes de bonne famille, dans ce milieu où le sport est plutôt réprouvé, considéré comme une distraction des choses vraiment importantes comme la culture et, surtout, la politique. Parfois, un athlète suédois qui remporte une médaille olympique peut susciter un vague commentaire, dans le genre « C'était mérité ! » – mais jamais davantage.

En tant que garçon de famille ouvrière, le sport, c'était mon monde. Ce monde englobait tout : les potes, le plaisir, les bagarres – et, surtout, les rêves d'une vie meilleure. Dans ces rêves-là, je paradaï dans des habits de sport griffés et j'étais le meilleur sur le terrain ; celui qui serait parti de rien pour arriver au sommet. Bien que je n'aie jamais eu de talents particuliers, c'est seulement au début de mon adolescence que j'ai admis que je ne jouerai jamais pour Liverpool.

1. Club de football de Stockholm.

Dans la société suédoise, la diversité et des mots comme « égalité » ou « justice » sont très valorisés. Et ça, dans de nombreux domaines. Il y a des fonctionnaires chargés des questions de genre ou d'orientation sexuelle. Rien de similaire par contre en ce qui concerne les questions de différences de classe. Cela n'est-il pas nécessaire ? N'existe-t-il plus de classe ouvrière ou de classe défavorisée qui souffrirait de discrimination ? Bien sûr que si. Comme il y existe des gens profondément marqués par cette classe. Évidemment, ceux-là savent qu'ils existent. Pour les autres, s'ils doivent encore s'en persuader, qu'ils ouvrent seulement n'importe quel journal pour constater la situation actuelle du logement, de la formation ou du marché du travail. Les communes qui ont gagné en 2007 le concours des meilleures écoles de Stockholm sont Danderyd, Lidingö et Täby – toutes des communes de « classe moyenne ». Surprenant ? Très peu. Malgré tout, beaucoup de personnes refusent toujours de reconnaître l'existence de classes différentes : il est apparemment extrêmement difficile de déterminer qui appartient à quelle classe. Et – heureusement – la figure de l'ouvrier syndiqué, blond et en bleu de travail a quasiment disparu. (Bien sûr, les femmes ont toujours fait partie de la classe ouvrière – mais on le reconnaît seulement maintenant, après coup.) Pour une nouvelle définition de la classe, la condition de l'esclavage salarial ne suffit plus à englober les réalités des mères célibataires, des chômeurs et des migrants sans diplômes « valables ». Et puis, un maçon est souvent mieux payé qu'une bibliothécaire. Et ainsi de suite.

Je pense que les gens savent très bien à quelle classe ils appartiennent. Pour ça, il n'y a pas besoin de capacités d'analyse particulières. Ce n'est pas seulement ton métier ni l'argent que tu gagnes qui déterminent ta classe. C'est, entre autres, une question de valeurs et de préférences culturelles.

Pendant longtemps, il a été très difficile pour moi d'accepter l'étiquette de « prolo ». Lors des manifs du 1^{er} mai – je n'en ai

jamais raté aucune depuis que j'ai troqué le sport contre la politique – je n'ai jamais vraiment eu l'impression que les poings qui se levaient étaient levés pour moi, ou pour ma famille que je représentais d'une certaine façon.

Il est bien plus facile de discuter de classe avec des personnes qui partagent ton origine sociale. Dans l'anthologie *Klassresan*², quelqu'un écrivait : « C'est d'en bas qu'on distingue le mieux les classes. » La plupart des privilégiés ne perçoivent pas leurs privilèges. De la même façon que le masculin est devenu la norme pour toute l'humanité, on a fait de la classe moyenne la norme de notre société. Entre autres conséquences, ça rend invisible les classes inférieures. C'est particulièrement frappant dans le monde du cinéma. Il suffit de regarder les films hollywoodiens : les protagonistes sont avocats, ils se préoccupent de leurs relations publiques et font des cocktails sur des terrasses. Dès que des ouvriers sont mis en scène, le film devient « alternatif » ou « underground ».

Aujourd'hui, la société de classe a été gommée de notre histoire. Dans la Suède moderne, les différences de classe et la pauvreté ne sont plus à l'agenda officiel. Il est désormais typique que des quartiers traditionnellement ouvriers comme Haga à Göteborg ou Södermalm à Stockholm ne soient plus habités que par une élite culturelle fortunée, qui trouve tendance de résider dans des bidonvilles rénovés – avec, aux murs, des souvenirs des ouvriers. En général, dans les milieux de gauche, on idéalise volontiers la classe ouvrière. Par contre, c'est la classe moyenne qui fixe les règles et les traditions, qui détermine comment il convient de se comporter. C'est parfaitement clair pour tous ceux qui n'appartiennent pas à cette classe, même si cette prise de conscience peut parfois prendre du temps. À l'âge de 19 ans, j'ai quitté la banlieue pour Göteborg : une nouvelle ville, une

2. « Voyage de classe » ou « ascension sociale ».

nouvelle vie. Je voulais me faire de nouveaux amis. Gauchiste fraîchement converti, je me suis rendu, anxieux, à un cercle de lecture marxiste-léniniste organisé par les jeunesses du Parti de gauche. Je n'y suis plus retourné. J'ai compris seulement plus tard qu'il ne s'agissait pas de timidité, mais que je ne comprenais simplement pas la langue qu'ils parlaient.

Lorsque j'ai commencé ma formation pour devenir puériculteur, j'étais le premier de ma famille à entreprendre des études supérieures. La plupart des membres de ma famille, même éloignée, n'avaient même pas achevé l'école obligatoire. À la maison, on ne m'a jamais appris à me débrouiller avec des textes ni avec des questions politiques. Incroyablement longtemps, j'ai eu l'impression d'être un observateur dans les discussions, quel que soit l'enjeu. J'observais comment les autres procédaient. D'abord un coup d'un côté, puis de l'autre – comme dans un jeu de société. Dans le monde où j'ai grandi, soit tu la fermais, soit tu faisais un monologue – il n'y avait pas d'entre-deux.

C'est toujours un choc de découvrir un nouveau monde qui n'a rien à voir avec sa propre famille. Les voyages sociaux sont souvent déconcertants, surtout si on transite par la gauche : « Quand j'ai été emporté par la vague gauchiste des années 1960, je me suis retrouvé dans une position singulière. Plus j'étais radical pour les gens de gauche, plus je devenais bourgeois aux yeux de mes parents. Et, étant donné qu'ils avaient façonné ma vision du monde, je comprenais leur point de vue. Jusqu'aujourd'hui, je porte les années 1960 en moi, mais aussi la méfiance de nombreux ouvriers à l'égard des protestations étudiantes. Compte tenu de la léthargie dans laquelle la plupart des gens sont plongés de nos jours, ce conflit peut paraître passionnant, mais ce dédoublement de perspective a souvent été un handicap pour moi ; dans une manif, je n'ai jamais levé un poing socialiste sans constater en même temps qu'il était vide : une main sans outil. »

C'est ce qu'écrit Ronny Ambjörnsson dans son autobiographie, *Mitt förnamn är Ronny*³. J'ai relu le livre trois ou quatre fois. Ronny Ambjörnsson est arrivé beaucoup plus loin que moi dans son ascension sociale – si, pour autant, j'en ai vraiment effectué une. Il est devenu professeur, et une personnalité culturelle reconnue – je travaille dans un jardin d'enfants et j'écris pendant mon temps libre, sans assez de confiance en moi pour prétendre publier mes textes. Pourtant, ses expériences me rappellent les miennes. Je me reconnais dans la peur, la honte et le déracinement. Ronny a déménagé dix-sept fois. J'ai été déclaré à trente adresses jusqu'ici, dans six régions de Suède. Je connais bien les mensonges aussi. Dans un chapitre, Ronny confesse que lorsqu'il a retrouvé des amis d'enfance après dix ans il leur a donné une fausse adresse pour qu'ils ne viennent pas lui rendre visite. Dans un autre chapitre, il décrit comment, alors qu'il se promenait avec ses nouveaux camarades de classe, il a bifurqué pour éviter son oncle qui récoltait des bouteilles consignées. J'ai souvent menti à propos du travail de mes parents ou de nos prétendus voyages. J'ai aussi menti quand il s'agissait de livres politiques importants que je n'avais jamais ouverts. Et tout ça pour construire l'image d'un enfant heureux, issu d'une famille sans problèmes d'argent, avec des parents qui n'ont pas divorcé et une table de ping-pong à la cave. Une famille où on lirait le journal le matin et où on discuterait d'autre chose que des dernières séries télé.

Un jour pourtant, j'ai arrêté de mentir et j'ai commencé au contraire à éprouver de la fierté pour ma famille (ou plutôt pour mes familles au pluriel, comme c'est souvent le cas aujourd'hui). J'ai constaté que ça ne pouvait pas continuer comme ça. Je me rappelle très bien une fête où un fils de médecin premier de classe m'a demandé si « moi aussi j'étais de gauche ». Les mains tremblantes, je lui ai répondu poliment « oui ». La majorité de mes

3. (Mon prénom est Ronny), 1996.

amis alternatifs ont des parents intellectuels, issus de la classe moyenne supérieure. Ils votent pour des partis de gauche et se sentent liés à la classe ouvrière, bien qu'ils n'y aient jamais appartenu et qu'ils la connaissent seulement à partir d'histoires sur la vie dans les villages pauvres et les quartiers ouvriers que leur ont rapporté les générations précédentes. Ils mentionnent aussi volontiers quelques années « difficiles » lors de leurs études.

Il a toujours existé de nombreux ouvriers, mes parents y compris, qui ont voté pour des partis bourgeois, contre leurs intérêts objectifs. Mais ce n'est pas étonnant. Après la guerre, lorsqu'on a construit le *folkhem*⁴ suédois, l'utopie d'une société sans classe a émergé. Ça correspond parfaitement au processus décrit par l'ethnologue Orvar Löfgren⁵, qui soutient que, depuis le XVIII^e siècle, la bourgeoisie a dû constamment défendre sa nouvelle domination sociale. Dans ce processus de défense des intérêts de la classe bourgeoise intervient notamment la construction d'un mythe du progrès, selon lequel les chances de réussir dans la vie dépendent plus du mérite et des qualités individuelles que de l'appartenance à une classe donnée. Il y a quelques années, dans son discours de Noël, le roi Carl XVI Gustaf enjoignait aux personnes qui avaient la vie dure de se battre, parce qu'« on ne parvient à rien sans faire de son mieux ». Il a montré ainsi que le mythe se porte toujours à merveille. Plusieurs siècles après la chute du féodalisme, l'idée selon laquelle chacun peut gravir l'échelle sociale à condition de se donner assez de peine s'est imposée. Celui qui échoue ne peut en vouloir qu'à lui-même. L'*American Dream* sous des airs de *folkhem* suédois.

Je reconnais volontiers que je suis jaloux. Par exemple : se lever tôt le matin, appeler la Sécurité sociale ou la compagnie de

4. État-providence des sociaux-démocrates suédois. Littéralement, la maison du peuple.

5. *Den kultiverade människan* (L'homme cultivé), 1979.

télécommunications, être le 69^e sur la liste d'attente, raccrocher, composer un autre numéro et ne pas laisser tomber jusqu'à obtenir l'information recherchée ; ne pas se contenter d'un « Bien », si on pense mériter un « Très bien » ; s'inscrire à une école d'art tout en sachant qu'il n'y a pas de débouchés professionnels ; faire du stop à travers l'Inde ou l'Amérique du Sud pendant quelques mois. Tout ça présuppose un sentiment minimal de sécurité, le fait de savoir qu'il existe un endroit où, en tout temps, il est possible de venir se reposer et remplir son porte-monnaie, avant de repartir pour une nouvelle aventure.

Pour avoir du succès dans la société, il faut des contacts. Que ce soit pour un poste, pour un appartement au centre-ville ou pour publier des textes. Pendant ma formation de journaliste, j'ai interviewé la journaliste et auteure Anneli Jordahl à propos de son livre très discuté *Klass – är du nog fin* ⁶ Elle racontait comment, lors de son propre transfert de classe, elle avait pu entrer dans les rédactions de nombreux journaux du pays. Elle avait constaté que les parents de ses collègues étaient très souvent des auteurs, des journalistes, des bibliothécaires et des universitaires : « Certains travaillent pour le même journal que leur père. Parfois, ils occupent le poste que leur père occupait il y a une dizaine d'années. Partout, c'est du népotisme. Certaines zones de Södermalm⁷ sont maintenant réservées à l'élite médiatique ; là-bas, les journalistes s'entraident et se protègent mutuellement. »

L'argent contribue énormément à ce sentiment minimal de sécurité, tant directement qu'indirectement. Directement d'abord : beaucoup de mes amis, lorsqu'ils s'intéressent à quelque chose de nouveau, peuvent s'acheter dès le lendemain tout ce dont ils ont besoin – peu importe qu'il s'agisse d'un harmonica

6. (*Classe – Es-tu assez bonne ?*), 2004.

7. Banlieue de Stockholm traditionnellement ouvrière, qui a subi un processus accéléré de gentrification ces vingt dernières années.

ou d'une paire de patins à glace. Indirectement – moins évident mais tout de même significatif –, c'est surtout une question de notre rapport à l'argent : lorsque je dis que je n'ai pas d'argent pour aller au cinéma, cela signifie que je n'ai vraiment pas d'argent ; quand mes amis de classe moyenne disent la même chose, cela signifie qu'ils n'ont pas cent couronnes⁸ à portée de main, ou que leur budget mensuel pour le cinéma est épuisé – même si, sur leur compte bancaire, il reste 80 000 couronnes. Pour comprendre ce que ça fait, il faut avoir goûté aux dettes ou vécu des menaces d'expulsion. Jamais je n'oublierai le vieux sketch de Jonas Gardell⁹ : « T'as pas de thune ? Bah, va donc au bancomat ! » Je n'ai jamais eu de capital initial, ni de bourse d'études ou d'héritage. Et je n'en aurai jamais – sauf si je gagne au Loto. J'ai même une dette de 200 000 couronnes à cause d'une action politique au cours de laquelle j'ai été attrapé. Comme je n'ai pas cette somme, je ne payerai jamais l'amende – reste que ce n'est pas super marrant d'avoir l'huissier au cul... Orvar Löfgren décrit comment « l'ordre », « l'efficacité » et « le sens de l'économie » sont devenus des concepts clés de la bourgeoisie. Les ouvriers étaient réputés gaspilleurs. Peut-être parce qu'ils savaient qu'on finissait toujours par leur confisquer leur argent et qu'il valait donc mieux dépenser tout de suite ce qu'on avait.

Une autre différence entre les gens de la classe moyenne et ceux de la classe ouvrière consiste dans l'importance qu'ils accordent à l'apparence : pour les personnes sûres de leur position sociale et de leur valeur personnelle, les signes extérieurs de réussite ne sont pas spécialement importants, surtout s'ils sont de gauche. Ils se fichent de la dernière mode et préfèrent envoyer leurs enfants faire des séjours linguistiques ou des études à

8. Environ 10 euros.

9. Comédien suédois populaire.

l'étranger. Par contre, les ouvriers préfèrent en général avoir des choses belles et neuves. Les trucs vieux et usés sont vus comme des signes de pauvreté. Ils sont gênants. Si malgré tout des ouvriers vont dans des magasins de seconde main, c'est parce que c'est bon marché – et non pas parce que c'est leur style de vie. Dans *Klassresan*, un auteur écrit que la plupart des « bohèmes », avec habits usés et rapiécés, sont de la classe moyenne ou supérieure.

Pour être *hype*, il faut connaître toutes les règles. Et, de nouveau, elles sont déterminées par les classes supérieures. La plupart des ouvriers qui ont vécu une ascension sociale peuvent rendre compte de situations embarrassantes – de moments où ils se sont sentis épinglés par les « flics de la culture ». Dans *Klass – är du nog fin ?*, Anneli Jordahl explique comment elle a été attrapée alors qu'elle cherchait à se débarrasser d'un siège design ridiculement cher. Elle écrit : « Dans ma profession, il faut disposer d'une "conscience culturelle appropriée", comme on dit. Si tes parents ne t'ont jamais montré la chèvre de Rauschenberg¹⁰, il faudra travailler dur. Longtemps, j'ai cru qu'une Cadillac était plus élégante qu'une limousine. Je croyais aussi qu'une comédie de boulevard était autant culturelle qu'une pièce d'Ibsen au théâtre municipal. Je ne pensais pas qu'un roman de gare valait moins que le livre d'un prix Nobel. Quand tu viens de la classe ouvrière, il y a pas mal de lacunes à combler ! »

J'ai accroché au mur de mon appartement une photo de moi à l'école primaire. Mes cheveux mi-longs retombent sur le col d'un survêtement de sport aux tons roses. J'ai l'air inquiet, mais tout de même plein d'espoir – comme si j'étais déjà sur des autres rails. Je ressens de la sympathie et de la compassion pour ce timide hard-rocker que je vois – un garçon qui, plus tard, aura

10. Installation de Robert Rauschenberg, plasticien américain renommé.

tout fait pour s'adapter aux différentes sous-cultures successivement à la mode : j'ai été tour à tour un odorant hippie avec des dreadlocks, un hipster à pull rayé et un punk avec ses piercings appropriés.

Aujourd'hui, j'en suis encore à un autre stade. J'ai atterri quelque part entre deux extrêmes – entre la radio commerciale et le programme culturel. Ça me va. D'un côté, je me sens toujours à l'aise sur des canapés en cuir super kitsch devant une télévision qui tourne sans arrêt. De l'autre côté, avec les alternatifs de classe moyenne, j'ai appris à boire du thé dans des tasses Moumines¹¹ hors de prix et j'ai compris que les hommes ne devaient pas nécessairement s'y connaître en voitures. Sinon, mes goûts musicaux se sont améliorés et je vois à quoi ressemble une armoire design. J'ai aussi appris à donner mon avis – même si je ne le fais pas tout le temps, je sais au moins que je ne mourrai pas si je le fais. Parfois, parmi mes amis de classe moyenne, j'ai l'impression d'être le pauvre petit gamin de banlieue, qui a été adopté par pitié – ce qui, je le concède, a aussi ses bons côtés.

Je n'ai jamais osé devenir un authentique hard-rocker. Mais j'ai tout de même recouvert la veste en jean que j'ai reçue pour mes trente ans avec tous les patchs qu'il faut, et notamment le drapeau vert et blanc de Hammarby¹². Oui, j'ai changé d'équipe. Je sais que c'est un peu gênant, mais je ne pouvais pas faire autrement... Tous les gauchistes sont fans de Hammarby.

FREDRIC CARLSSON-ANDERSSON

11. Personnages imaginaires des romans pour enfants de l'illustratrice finlandaise Tove Jansson.

12. Autre club de foot suédois, plutôt réputé de tradition ouvrière.

HAINÉUX (2008)

ATTILA PISKIN

JE NE SUIS PLUS JALOUX NI AUTANT ÉNERVÉ. MAIS JE NOURRIS toujours une certaine haine. Je connais la plupart de vos codes, ce qui signifie aussi que je vois au travers de vous. Je vois ce que votre enfance a fait de vous, combien votre contexte social vous détermine. Je vois ça immédiatement, il ne vous faut même pas ouvrir la bouche.

Le temps est venu pour vous de m'écouter. Ça ne devrait pas être trop difficile. Vous avez toujours plein de textes entre les mains. Vous avez l'habitude de lire, d'analyser et de discuter. Il vous faut seulement vous taire un moment. Vous avez discoursé en long et en large sur la société sans classes. J'acquiesçais, tout en réfléchissant dans mon coin. Mais ici et maintenant, c'est moi qui parle : jamais votre révolution ni votre société sans classes ne deviendront réalité. Vous avez tout faux, et je trouve détestable que vous ne le reconnaissiez pas. Tout ce que vous faites, c'est brandir un drapeau et invoquer de grands mots à propos d'une utopie. Ça ne suffit pas.

Je gravite dans vos milieux depuis si longtemps que presque aucun d'entre vous ne pourrait deviner que je viens de la classe ouvrière. J'ai appris à simuler. Si vous vous étiez davantage efforcés de nous comprendre, peut-être que nous n'aurions pas dû publier ce livre. Nous n'aurions pas dû nous cacher derrière vos habits, votre vocabulaire et vos manières. Vous auriez été forcés de nous accepter. Mais il n'est pas trop tard pour commencer.

Nous pouvons être pénibles. Il nous faut parfois plus de temps pour saisir certaines choses et, quand vous utilisez des mots compliqués, nous devons vous demander de les expliquer. Et ça nous met en rogne. Vraiment en rogne. Mais nous ne voulons plus attendre pour prendre la parole. Que vous l'approuviez ou non, ça m'est égal. Tout ce que je veux, c'est que vous restiez tranquilles et que vous écoutiez – pour une fois, prendre la balle dans notre camp. On joue à ce petit jeu depuis trop longtemps, trop souvent et trop parfaitement.

Le travail sur ce bouquin nous a notamment montré qu'on ne peut pas toujours faire confiance aux gens lorsqu'il s'agit de leur prétendue origine sociale. Il est devenu évident que de nombreuses personnes prétendent appartenir à la classe ouvrière sans rien avoir à faire avec elle en réalité. Ça a profondément ébranlé ma confiance en la sincérité de beaucoup de monde. Yelah publie notre bouquin. On a essayé avant avec la maison d'édition syndicaliste Federativs, mais, malgré notre insistance, rien ne s'est passé – on n'a reçu ni leur accord ni leur refus¹. Voilà pour la lutte des classes. Bien sûr, on est contents d'avoir trouvé un éditeur pour notre bouquin, et Yelah jouit d'une certaine estime auprès des personnes (militantes) à qui nous nous adressons. Ça veut dire que tout va bien ? Évidemment, non. Il n'a pas été

1. Yelah était une maison d'édition anarchiste suédoise, fondée en 1994. Federativs förlag est la maison d'édition de la SAC, *Sveriges Arbetares Centralorganisation*, centrale d'origine syndicaliste révolutionnaire.

simple d'accepter de confier notre travail à un groupe de personnes qui ont les moyens d'exploiter une maison d'édition non commerciale. J'ai dû me résigner à l'idée de faire relire nos textes à des gens de classe moyenne. Pourquoi ces gens-là devraient-ils me dire ce que je dois écrire et de quelle manière ?

Un « forum de classe » a été organisé à Malmö au printemps 2007. La classe ouvrière devait y être examinée sous différents aspects. Certain·e·s d'entre nous y sont allé·e·s et ont parlé de notre projet de livre devant un public large et médusé. Le forum s'est pourtant révélé concentrer tous les problèmes qui émergent lorsque c'est la classe moyenne qui décide de la manière dont il faut traiter de la question des classes. Bien que la majorité des organisatrices et organisateurs soient d'origine ouvrière, les histoires d'ouvriers n'ont pas pris le devant de la scène. Le forum se déroulait à Rosengård, un quartier connu pour son taux de criminalité élevé, sa forte population immigrée et Zlatan Ibrahimovic². C'est un endroit très chargé symboliquement. La plupart des habitant·e·s sont de la classe ouvrière. Je ne sais pas ce que les organisateurs et organisatrices avaient entrepris pour intégrer ces gens au forum. En tout cas, ils/elles n'y étaient pas. Le public était constitué de Suédois·es jeunes et blond·e·s. Les universitaires dominèrent les discussions pendant les deux jours. Comment est-il possible, dans ces conditions, d'aborder sérieusement la problématique des classes ? Comment est-ce possible quand toutes les personnes qui analysent et débattent ont effectué une ascension sociale ou ont déjà grandi dans la classe moyenne ? Je hais l'uniformité de la classe moyenne. Évidemment, ça existe aussi dans la classe ouvrière : sois propre et discipliné·e, travaille dur et convenablement. Mais la classe moyenne

2. Footballeur évoluant dans des clubs internationaux, Ibrahimovic, enfant d'immigrés bosniaques et croates, a grandi dans le quartier populaire de Rosengård.

est quand même meilleure sur ce plan. Ça se voit dans toutes les batailles sur les marchés de la formation et du travail, pour un statut social. Sur ce plan, la classe moyenne l'emporte toujours sur la classe ouvrière. La formation est particulièrement importante pour la classe moyenne. Mais qu'est-ce qui est si génial là-dedans ? Semestre après semestre, les gens étudient tout ce qui est possible, puis, à un certain moment, ils choisissent ce qu'ils « souhaitent vraiment devenir ». Ils/elles étudient encore quelques années, considérant que tout ce processus est nécessaire. Mais quel est le problème avec les neuf ans d'école obligatoire ?

Il y a des étudiant·e·s qui travaillent comme infirmiers/infirmières pendant leurs études. Font-ils/elles partie de la classe ouvrière pour autant ? Dès qu'ils/elles auront leur diplôme en poche, ils/elles ne devront plus jamais nettoyer la merde des autres. Ils/elles accèdent à des boulots épanouissants, passionnants et intéressants : en bibliothèque, dans le social, peut-être en programmation ou dans la psychologie – la liste est longue. Parfois, c'est l'occasion d'un engagement sincère pour aider des personnes qui sont dans des conditions difficiles. Mais, dans la plupart des cas, cet engagement disparaît au fil des années.

Une autre façon de « parvenir », c'est de se hisser dans une profession – réussir à acquérir le pouvoir et les compétences qui y sont indispensables afin d'avoir d'autres personnes sous ses ordres. Toutes les professions n'offrent pas cette possibilité. Comment veux-tu te hisser quand tu sers de la nourriture dégueulasse à des sales gamins d'une école primaire au fin fond du pays ? Pour t'élever, il te faut aussi être dans une profession où il est possible de s'élever. Il te faut un boulot qui t'assure un statut. Mais les boulots de ce genre restent en général dans le cercle familial. Le statut est ainsi préservé de génération en génération.

Peut-être vous étonnez-vous de ce que je ne m'adresse pas aux véritables crapules : les capitalistes, les exploiters/trices, les vrai·e·s méchant·e·s – les bourgeois·es. Eh bien, ma réponse est

simple : ceux/celles-là n'éprouvent pas de honte ni ne simulent. Les bourgeois·es assument ce qu'ils/elles sont ; ils/elles ne prétendent pas être quoi que ce soit d'autre. Leur puissance est si évidente depuis des générations que l'impuissance ne rentre simplement plus en compte. Ils/elles ne se sentent ni provoqué·e·s ni menacé·e·s. Il est incroyablement difficile de se faire une place parmi les bourgeois·es. Ça n'a pas à voir avec l'argent, mais plutôt avec l'héritage social.

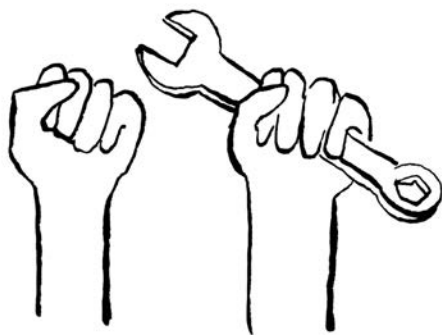
Par contre, le rapport entre la classe moyenne et la classe ouvrière est différent. Il s'agit de luttes. Il est possible (en tout cas ici en Suède) de s'extraire de la classe ouvrière vers la classe supérieure, bien que ça prenne du temps et que ça ne réussisse pas toujours. Toutefois, suite à une ascension sociale réussie, le passé ne s'efface pas. La plupart de celles et ceux qui ont accédé à la classe moyenne passent toute leur vie à défendre leur statut nouvellement acquis – à suivre attentivement les informations nécessaires et « tenir le rythme » dans les discussions. Pour la classe moyenne, le savoir, c'est de l'or. On brille dans les conversations uniquement pour briller dans les conversations. C'est nécessaire pour préserver son statut.

La mauvaise conscience dont souffrent beaucoup de gens de classe moyenne est une conséquence du rapport compliqué entre la classe moyenne et la classe ouvrière. La classe ouvrière en fait les frais sous plusieurs aspects. J'ai toujours particulièrement haï cela. Ça prend parfois des formes très étranges – par exemple lorsque des gauchistes de bonne famille choisissent un boulot d'ouvrier pour se pavaner devant leurs amis de classe moyenne en se vantant de s'être bougé le cul dans un « vrai boulot ». Je trouve insupportable cette idéalisation de la classe ouvrière. Les gens de classe moyenne ont l'opportunité de *choisir* ce genre de boulots. La plupart ne font ça que quelques années, peut-être même seulement quelques mois. Puis ils font une formation et une carrière dans la profession de leurs rêves.

Pour la classe moyenne, voyager dans la classe ouvrière, c'est une forme de tourisme comme une autre. Quelque chose qui enrichit l'expérience. Quelque chose dont on peut revenir. Pour les ouvrier·e·s, il n'y a pas de retour possible après une ascension sociale. Ils/elles quittent leur milieu social, perdent leurs ami·e·s et parfois leur famille. Ils/elles débarquent dans un endroit inconnu, doivent s'installer en partant de rien. C'est étrange de voir des gens de classe moyenne parmi mes ami·e·s là où je travaille – difficile de se débarrasser de l'impression qu'ils ne sont pas vraiment à leur place. Un sentiment où se mêlent jalousie, méfiance, inquiétude, haine et insécurité.

Pour conclure : comment tout ça pourrait s'améliorer ? Est-ce que ça m'importe vraiment ? Ou bien me suis-je retiré dans un coin où ma haine me suffit ? Difficile à dire. En tout cas, je veux que vous nous écoutiez, plutôt que de nous prendre en pitié. Arrêtez d'avoir honte de vos origines ! Ça ne vous aide pas, et nous non plus. C'est seulement une fois que cette honte sera surmontée qu'on pourra se battre côte à côte. Si c'est bien ce que vous voulez – ce que nous voulons. Sinon, tout restera inchangé. Et la haine continuera.

ATTILA PISKIN



L'ASCENSEUR EST DANS L'ESCALIER¹

GABRIEL SIDLER

QUE L'ON DÉPLORE À GRANDS CRIS SA « PANNE » OU QUE L'ON se félicite d'avoir pu l'emprunter (et, bien sûr, d'en être sorti aux étages supérieurs), l'« ascenseur social » apparaît régulièrement dans les discours politiques à gauche, toujours pour en vanter les mérites incomparables. Quant aux questions de savoir à combien on peut s'y serrer, et surtout s'il y aura de la place pour tou-te-s là-haut, elles sont plus rarement évoquées, et pour cause...

La rhétorique de l'ascenseur social est une rhétorique de la réussite individuelle, et s'oppose en cela frontalement à l'idée de « société sans classe » qui constitue le fondement de tout projet réellement égalitaire. Que certain-e-s à gauche entonnent ce couplet de « la panne de l'ascenseur social » qu'il s'agirait de réparer n'est rien d'autre que le signe de leur abandon d'un projet d'émancipation collectif, et marque leur ralliement à l'idéologie

1. Texte paru dans *Pages de gauche*, Lausanne, n° 118 (janvier 2013) et *Le Courrier*, Genève, 24 janvier 2013.

libérale de « l'égalité des chances ». Parler d'« ascenseur social », c'est présupposer les étages : c'est donc inévitablement admettre l'inégalité dans la société et conforter l'argument du mérite qui justifie l'inégalité comme produit de l'égalité des chances, c'est-à-dire de la mise en concurrence généralisée des individus.

Comme le notait déjà Marx, « plus une classe dominante est capable d'accueillir dans son sein les individus éminents des classes dominées, plus son règne sera stable et dangereux » (*Le Capital*, livre III). Il s'agit donc bien au contraire de redécouvrir ce qu'Albert Thierry, enseignant syndicaliste du début du ^{xx}e siècle, appelait le refus de parvenir : « Refuser de parvenir, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de vivre ; c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi. »

GABRIEL SIDLER



ANNEXES

TESTAMENT D'UN COMBATTANT

des Conditions de la Paix

essai de morale révolutionnaire

DERNIER OUVRAGE D'

ALBERT THIERRY

A l' " Union pour la vérité "

21, rue Visconti, 21

PARIS (VI^e)

MCMXVI

DES CONDITIONS DE LA PAIX (1916)

ALBERT THIERRY



INTRODUCTION

SI ALBERT THIERRY EST RÉGULIÈREMENT ASSOCIÉ À LA NOTION du « refus de parvenir », formule dont on lui attribue la paternité, il est surprenant de constater que les mentions de ce concept ne s'accompagnent très fréquemment que d'une seule et unique définition tirée de ses écrits : « Refuser de parvenir, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de vivre : c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi. » Cette phrase permet sans doute de donner une bonne première définition du refus de parvenir. Toutefois, sa popularité peut également s'expliquer en partie par le fait qu'elle a été reprise isolément dans les plus anciennes publications évoquant Albert Thierry, et transmise par la suite uniquement à partir de ces sources secondaires¹,

1. Notamment dans Maurice Dommanget, *Les Grands Éducateurs socialistes. Albert Thierry*, Paris, Sudel, 1950 ; Maurice Dommanget, *Les Grands Socialistes et l'éducation. De Platon à Lénine*, Paris, Armand Colin, 1970 ; Marianne Enckell, *Le Refus de parvenir*, Montpellier, Indigène, 2014. Elle est également citée de manière fautive – « Refuser de parvenir, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de

l'ouvrage duquel elle provenait initialement étant devenu presque introuvable.

Il nous a dès lors semblé intéressant de reproduire un passage du livre en question, *Des conditions de la paix*², afin de replacer cette citation dans son contexte et de permettre ainsi une meilleure appréhension de la façon dont Thierry concevait le refus de parvenir. Si on peut en effet relever quelques occurrences de l'expression dans des articles antérieurs rédigés par Thierry pour *La Vie ouvrière*³, le passage que nous reproduisons est celui dans lequel il s'applique le plus longuement à en définir les contours.

Publié en 1916, après la mort d'Albert Thierry en mai 1915 dans les tranchées de la Grande Guerre, *Testament d'un combattant. Des conditions de la paix. Essai de morale révolutionnaire* est un livre peu ordinaire. Rédigé sur le front, que Thierry avait rejoint comme soldat du rang, entre novembre 1914 et mai 1915, l'ouvrage est organisé en différents « traités » successifs, constitués de courtes thèses numérotées dans lesquelles l'auteur expose ses considérations sur les « droits des peuples » au niveau mondial, puis sur les conditions d'une « paix européenne », celles d'une « paix

vivre : c'est refuser de vivre et d'agir aux fins de soi » (à la place de « pour soi et aux fins de soi ») – dans la biographie d'Albert Thierry par Louis Clavel figurant en introduction des *Réflexions sur l'éducation* (Paris, Librairie du travail, 1923), ainsi que dans la présentation de la réédition de la préface au même livre par Marcel Martinet (*Culture prolétarienne*, Marseille, Agone, 2004). Enfin, le recueil de textes d'Albert Thierry intitulé *Vous dites grandir* (Blainville-sur-Mer, L'Amitié par le livre, 1963) comporte des passages extraits des *Conditions de la paix*, mais ne reproduit que les paragraphes 114 à 127 du « Traité cinquième » dans son chapitre « Le refus de parvenir », et non notre célèbre citation qui figure au paragraphe 145.

2. Albert Thierry, *Testament d'un combattant. Des conditions de la paix. Essai de morale révolutionnaire*, Paris, Union pour la vérité, 1916.

3. Dans ses n° 69 (5 août 1912) et 95 (5 septembre 1913) ; textes repris dans Albert Thierry, *Réflexions sur l'éducation*, *op. cit.*, p. 51 et 118.

française », et enfin celles de « la paix intérieure » que doit rechercher chaque individu. La tonalité générale du texte est assez grandiloquente, mêlant à des formulations juridico-diplomatiques un utopisme naïf mais assumé, Thierry décrivant lui-même ses propositions comme « les premiers mirages saisissables de la société à venir »⁴.

Malgré sa proximité du syndicalisme révolutionnaire, Albert Thierry n'a jamais caché un certain patriotisme : en 1914, il figure ainsi parmi les partisans de l'Union sacrée. Plus largement, *Des conditions de la paix* est fortement empreint de l'idée concomitante de « réconciliation » : patrons et ouvriers français doivent désormais « tâcher de s'aimer les uns les autres »⁵. Comme le note Maurice Dommanget, « la vérité oblige à dire que, sur la fin de sa vie, quand il est devenu combattant de la Grande Guerre, Thierry n'entend plus son refus de parvenir uniquement dans le sens de classe. Il le transpose sur le plan national comme sur le plan international et en fait à la fois un instrument du relèvement français et un facteur de paix universelle »⁶. Il n'est ainsi pas non plus indifférent que le livre n'ait pas été publié par un éditeur proche du mouvement ouvrier, mais par l'Union pour la vérité de Paul Desjardins : cette société d'intellectuels républicains défendait entre autre « la nécessité d'une régénération éthique qui permit le resserrement du lien social et le rapprochement entre classes antagonistes »⁷. Si son projet pédagogique et son exigence morale pouvaient rapprocher Albert Thierry de ces cercles élitistes, une conception syndicaliste de la société qui prenne en compte la lutte des classes en semble par contre plutôt éloignée.

4. Albert Thierry, *Testament d'un combattant*, *op. cit.*, p. 54.

5. *Ibidem*, p. 48.

6. Maurice Dommanget, *Albert Thierry*, *op. cit.*, p. 32.

7. François Chaubet, « L'Union pour l'action morale et le spiritualisme républicain (1892-1905) », *Mil neuf cent*, n° 17, 1999, p. 70.

On peut enfin remarquer, dans cet ouvrage mais aussi plus largement chez Albert Thierry, la forte présence d'un vocabulaire à connotation religieuse, comme l'avaient déjà relevé la plupart de ses commentateurs, le qualifiant de « saint laïc »⁸, d'« ascète de la démocratie », ou encore confirmant son « esprit monastique »⁹. Dans *Des conditions de la paix*, la partie finale sur laquelle débouche sa construction logique allant du général (la situation internationale) au particulier (l'individu) est intitulée « Des conditions de la paix intérieure ». Ce principe de « paix intérieure », dont la pratique individuelle devrait selon lui permettre d'élargir un processus de pacification, de proche en proche, jusqu'au niveau mondial, est constitué par le refus de parvenir.

Dans le passage que nous reproduisons, cette notion semble définie essentiellement comme un principe moral premier, dépourvu de portée politique propre et pouvant être résumé à une éthique du désintéressement et du dévouement. Si ce préalable moral peut sembler indispensable à la construction d'un projet politique libertaire, on peut émettre l'hypothèse que, si la pensée d'Albert Thierry, et en particulier ce dernier livre, a pu susciter des tentatives de récupération tant du côté de catholiques (notamment en vertu de « sa liaison persistante avec Charles Péguy »¹⁰, qui avait publié en 1909 son livre *L'Homme en proie aux enfants*¹¹) que des réactionnaires (Maurice Barrès a ainsi pu faire l'éloge de Thierry et décrire *Des conditions de la paix* comme « un essai de morale sérieux, [...] un bel arbre français »¹²), cela est dû

8. Jean Houssaye, « Albert Thierry, un saint (laïc) en pédagogie ? », in Albert Thierry, *L'Homme en proie aux enfants*, Paris, Fabert, 2010, p. 7-15.

9. Maurice Dommanget, *Albert Thierry, op. cit.*, p. 33 et 4.

10. *Ibid.*, p. 4.

11. Albert Thierry, *L'Homme en proie aux enfants*, Paris, Cahiers de la quinzaine, 1909.

12. Maurice Barrès, *Les Diverses Familles spirituelles de la France*, Paris, Émile-Paul, 1917, p. 131.

à ce fait qu'elle se centre sur un questionnement *moral* plus que politique (le livre est d'ailleurs sous-titré *Essai de morale révolutionnaire*)¹³. Le fait que des auteurs chrétiens ou nationalistes puissent s'en revendiquer indique que le refus de parvenir est une condition nécessaire mais non suffisante du projet d'émancipation.

COLLECTIF DU CIRA

TRAITÉ V^e :
DES CONDITIONS DE LA PAIX INTÉRIEURE¹⁴
(FRAGMENTS)

DE LA JUSTICE

107. J'appelle ce moyen [de résoudre les derniers conflits qui séparent les hommes entre eux et divisent l'homme d'avec lui-même] *le refus de parvenir*. – Mais pour mieux le comprendre, il faudrait savoir ce qu'est le parvenir.

108. Qu'il s'agisse de s'enrichir, ou de prendre femme, ou de s'anoblir, ou de prendre rang, par là de gagner la jouissance, le loisir, la vanité et les femmes – une société pareille à celle d'autrefois, mais plus hypocrite, appelle cela une noble ambition.

13. On peut cependant remarquer qu'Albert Thierry ne semble pas opérer de distinction claire entre morale et politique (voir par exemple ci-dessous au § 128).

14. Albert Thierry, *Testament d'un combattant. Des conditions de la paix. Essai de morale révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 107-117.

109. Un cynique la traduit : Enrichissez-vous ! – Les cyniques plus naïfs l'avaient proclamée en ouvrant la carrière au talent.

110. De là, anciennement et aujourd'hui, et peut-être éternellement, tant de soucis, de travaux, de faussetés, de veilles intéressées, de guerre intérieure et de forfaits extérieurs pour parvenir ; c'est-à-dire pour dépasser du chapeau, du bâton ou de la couronne les compagnons de son enfance.

111. On distingue une ambition noble et une ambition déréglée. On distingue un parvenir légitime et un parvenir illégitime.

112. (*Supprimé par la censure*)

113. Point de paix intérieure à moins, disons-le avant de le démontrer, d'admettre et de croire qu'il n'y a pas de parvenir légitime – et que l'ambition d'utiliser pour soi seul, à fin d'égoïsme et de gloire, l'immensité du travail social (même en en prenant sa part) est une ambition injuste ; – et qu'en d'autres termes il n'y a PAS de parvenir légitime.

114. Que porte la devise des parvenus et de ceux qui veulent parvenir ? – *Jour davantage !*

115. Et pour cela (qu'est-ce qui leur coûte ?) ils renient au premier succès d'école ou de société leur famille et leurs amis pauvres.

116. Révolutionnaires afin d'effrayer une injustice bien assise, ils se laissent capter par elle et caresser sur ses genoux : ainsi le régicide devient préfet et l'anarchiste ambassadeur.

117. Toute sympathie est pour eux calcul, tout amour exploitation, toute foi hypocrisie, tout effort résultat, tout progrès de la pensée trahison, toute montée écrasement.

118. Ainsi le parvenir fait tout le trouble intérieur, en systématisant les ambitions de l'homme et en les rendant injustes et insatiables ; – et il est responsable également du trouble extérieur puisqu'il entretient dans les hommes une *volonté d'injustice* et renouvelle ceux qui l'exerceront en les divisant continuellement d'avec le peuple opprimé.

119. Refuser de parvenir serait donc à la fois remédier à ce trouble extérieur en tarissant son principe, et remédier au trouble intérieur en assainissant le désir de l'homme.

120. Refuser de parvenir, ce serait (pauvre surtout, mais riche aussi) renoncer à acquérir (à conserver) la richesse – et avec elle dans un État fondé sur l'or –, l'autorité sociale, prestige ou charge, le loisir, le luxe, la jouissance, le faux amour, la liberté d'être injuste.

121. Analytiquement, on voit que cette morale du refus de parvenir comporte une éducation – la même ouvrière, scientifique et philosophique – dont il a été parlé déjà, et qui dispose à l'adaptation et à la sagesse.

122. Elle comporte pour tout homme et tout citoyen l'obligation du travail : elle assure donc à chacun également la capacité *économique*, fondement premier du droit.

123. (Comme si le misérable ou seulement le pauvre ou l'infirme avait un droit assuré dans notre fausse société ! Comme si leur sort incertain ne faisait pas notre plus constante angoisse !)

124. Tandis que les anciennes prescriptions sociales (tacites) n'exigeaient rien des hommes les mieux doués, et leur permettaient de s'élever *par leurs vertus et leurs talents* ou par les mille moyens vils des *affranchis*, celle-ci pour la première fois fait obligation à ces privilégiés de se dévouer à leur classe premièrement (faut-il recevoir ainsi du hasard l'injonction du sacrifice !) – c'est-à-dire à la classe la plus pauvre, la plus iniquement traitée – et de lui redistribuer en les purifiant les biens spirituels (artistiques, scientifiques et moraux) accumulés jadis par la classe la plus favorisée.

125. Ainsi le fleuve fait retour à sa source et l'embellit en l'accroissant : l'élite sortie du peuple (autrement d'où sortirait-elle, et la démocratie a rendu plus évidente seulement une loi plus ancienne qu'elle) – et qui autrefois ne songeait plus qu'à l'opprimer et l'exploiter – aujourd'hui se retourne vers ce peuple (à la

première ou à la seconde génération) et se dévoue à lui. — À cela désormais, à cela seulement, qu'elle soit reconnue élite.

126. Est-ce à dire que par là nous assisterions à une renaturation de l'homme — et que refuser de parvenir serait obtenir à la fois — avec l'ancienne *culture* aristocratique — le sentiment profond (grossier encore ?) du *juste* dû aux démocraties.

127. Par là le sage n'est plus un empire tranquille au milieu d'un empire de douleurs. Il redevient humain et son cœur devient apte à des passions plus pures.

128. Les avantages de cette politique (ou de cette morale) pour le prolétariat sont évidents : l'éducation du parvenir lui enlevait ses meilleurs hommes, afin de les employer aux ordres de la bourgeoisie à le surveiller et à le tyranniser ; l'éducation du refus de parvenir les lui ramène instruits, cultivés, pleins de dévouement et prêts à penser pour lui en travaillant avec lui.

129. (Supposé que déjà le premier affranchissement et le plus précieux de tous au jugé de l'esprit ne soit pas justement de pouvoir penser en travaillant).

130. Ces avantages ne sont sensibles qu'à la réflexion pour la bourgeoisie. Il est clair qu'un refus de parvenir fermement pratiqué par les hommes du peuple amènerait la bourgeoisie à l'extinction. Comptons avec l'égoïsme. Disons seulement que la bourgeoisie aurait sans doute intérêt à conjurer une révolution de misère, où elle perdrait tout et la vie, par une révolution de vertu où, perdant ses privilèges, elle conserverait son avance dans l'esprit avec un grand accroissement de dignité et d'honneur.

131. L'ancienne aristocratie, à condition de renoncer aux airs protecteurs et à la tyrannie par bienfaisance, y retrouverait un rôle assez voisin de ceux qu'elle a jadis joués.

132. Cependant qu'elle n'aille pas au peuple, qu'elle se fasse peuple !

133. Mais si le refus de parvenir est un principe de paix

intérieure, avant tout c'est parce qu'il est un principe de justice nationale et internationale, personnelle et interpersonnelle.

134. Que le peuple refuse de parvenir, que la bourgeoisie renonce à son parvenir : la paix française est établie à jamais.

135. Il y a un parvenir des nations. Que la plus peuplée renonce à imposer son hégémonie politique ou religieuse à des nations également civilisées, et la paix européenne ne sera plus troublée.

136. Et la paix universelle une fois établie durera par le même principe, dès que les nations auront senti que la plus haute capacité sociale leur impose de prendre en commun, comme il a été indiqué déjà dans un précédent essai¹⁵, la tâche de la civilisation terrestre.

137. Dans ce grand effort, celui de l'individu est aussi minime qu'indispensable : et l'immense ramification des institutions pacifiques sort de sa paix intérieure comme du gland le branchage du chêne.

138. Refusant de parvenir, l'homme est beaucoup plus fermement lié à la famille de son père et de sa mère : on peut dire qu'il ne la quitte pas et qu'elle soutient son esprit ou son cœur à chacun de leurs battements.

139. Refusant de parvenir et même par le travail, l'homme en arrive à tenir bien davantage à son travail. Il conçoit ce métier, non seulement, comme il a été dit, artistiquement et scientifiquement, comme un des moyens de parachever l'instrumentation et l'ornementation du monde, mais encore, socialement, comme celui de contribuer à l'ordination des hommes et à l'institution de la justice.

140. Refusant de parvenir, l'homme qui travaille pour le peuple d'où il est sorti par l'éducation, où il revient par le sacrifice,

15. Albert Thierry fait ici référence au précédent « traité » de son livre, « Des conditions de la paix universelle » (pages 85 à 94) [NDE].

apprend à le préférer dans ses vertus et se promet de le guérir de ses vices ; il l'aime autant que s'il y était demeuré en pleine conscience, et il l'aime mieux...

141. Refusant de parvenir, et s'agrégeant à des groupes de même pensée, l'homme goûtera plus gravement la douceur, la noblesse et l'effort de la camaraderie honnête et de l'amitié accordée sur des principes justes.

142. De même l'amour terrestre sera plus beau pour lui ; mais on s'en ressouviendra à traiter de l'amour divin.

143. Dès lors un élargissement de paix se produit du métier à la classe, de la classe à la nation, de la nation aux diverses confédérations nationales et à la confédération terrestre ; l'ambition individuelle et les ambitions nationales se taisant, leur conflit cessera et le travail terrestre s'accomplira pour la première fois depuis le commencement de l'histoire dans la paix.

144. Car il y aura toujours un travail terrestre ; car il y aura toujours un travail de l'esprit.

145. Refuser de parvenir, ce n'est ni refuser d'agir ni refuser de vivre : c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi.

146. Ce refus comporte une activité : on peut dire qu'il fonde un amour désintéressé du progrès, une passion désintéressée de la justice.

147. Fondé lui-même sur une passion vigoureuse – l'amour de son peuple chez l'homme du peuple, l'amour des plus malheureux et des moins justement traités chez le bourgeois –, ce refus de parvenir devient un vœu de servir, un solennel engagement de se dévouer au juste et au plus juste : on peut dire par là, illusion d'expérimentateur à part, qu'il prépare dans l'individuel et dans le social une véritable réfection de l'homme.

148. L'individu reçoit enfin pour la vie et pour sa vie un principe qui le guide à son bonheur et à toute justice : la passion morale qu'il fallait autrement fonder sur diverses autres passions (comme l'intérêt ou la sympathie, ou l'orgueil, ou la crainte de

Dieu, ou l'amour abstrait du devoir) est fondée dès lors sur elle-même et autonome.

149. Spirituellement, l'homme est poussé à se complaire – à se cultiver, à se parfaire, à préparer l'élan de toute sa force – par l'estime qu'il fait de soi. Et mieux il s'estime, plus il aime.

150. Enrichissez-vous ! disait l'un – et depuis lui personne n'a dit autre chose.

151. Dévouez-vous, dit le refus de parvenir, – dévouez-vous pour être homme, aux vôtres et à l'homme.

152. Socialement ainsi l'individu devient, plus qu'il n'a jamais été, l'instrument de tout progrès et de toute grandeur.

153. Par un renoncement vrai à l'être apparent dans un développement extérieur et tout de surface, il obtient le contact avec l'être réel.

154. Qu'est-ce en effet que l'argent et toute l'autorité et le prestige et le faux amour qu'il procure si abondamment ? – C'est un dépôt tout matériel, l'outillage et le résidu d'une société faite avec le plus stable, donc le plus égoïste de l'âme humaine. – Le posséder, c'est n'avoir que la paix extérieure.

155. La paix intérieure, c'est une pauvreté tranquille, une sociabilité adaptée, une compréhension correcte du monde – toutes trois en même temps limitées et rendues véritablement sans limites par la volonté de justice.

156. Comment définir cette justice et cette volonté ?

157. Justice est que chacun parvienne à la pleine capacité sociale, ou, en d'autres termes, que tout homme soit premièrement homme ; – et qu'il applique au bien de l'homme les vertus et qualités individuelles qu'il a par au-delà de l'homme.

158. Justice est ainsi, premièrement pour autrui et secondement pour nous, volonté que le dû soit calculé et payé, puis que le meilleur et le plus beau soient imaginés dans son prolongement.

159. Par ce refus – la volonté de la justice tient au désespoir

et au renoncement : les deux passions souffrantes les plus puissantes qui soient dans l'homme.

160. Par cette activité et cette immensité d'espérance – la volonté de justice tient de l'orgueil, de l'amour et de l'invention, trois des vertus actives les plus puissantes qu'il y ait dans l'homme.

161. Ainsi la douleur y est, mais sublimée ; ainsi la joie y est, mais nourrie au désespoir.

162. Ainsi affirmation de l'être, comme dans l'amour, ainsi renoncement à l'être, comme dans la sainteté.

163. Ainsi, comme dans tous deux, déblaiement du faux être, atteinte jusqu'à l'être vrai, et repos en lui.

164. Repos ? Pas encore : le refus de parvenir est dans un premier sens une contemplation, et ainsi de l'ordre de l'art ; dans un second sens une révolte, et ainsi de l'ordre de la justice ; mais *si proche* qu'il soit de l'amour et de la sainteté, il n'en est pas, il reste trop humain, il ne se confond pas encore avec l'ordre de la prière.

165. Un sage arrive à jouir d'une paix intérieure à sa mesure : elle est toute intellectuelle et elle le laisse égoïste.

166. Un juste arrive à jouir d'une paix intérieure à sa mesure (et plus noble déjà) : elle est toute active et le laisse orgueilleux.

167. Reste une paix intérieure plus passionnée encore, qui intéresse le cœur et l'intelligence ensemble et fasse avec tout l'esprit un brasier tendre et humble : c'est alors avec l'amour et la *religion* que l'homme devient et se sent tout homme.

168. L'amour et la religion seraient ainsi une seule et même chose ou, si l'on veut, un seul amour : et l'amour terrestre reflèterait un autre amour, qu'il soit divin ou prométhéen.

ALBERT THIERRY

DU CYCLE DE PRÉSENTATIONS À LA PUBLICATION

RETOURS SUR LA NAISSANCE
ET LE MÛRISSEMENT DU PROJET

CETTE PUBLICATION EST NÉE D'UN CYCLE DE PRÉSENTATIONS-discussions initié en 2013 pour marquer les cinquante ans d'inlassable engagement de Marianne Enckell au sein du CIRA de Lausanne. Laissant pour une fois de côté la question de l'avenir des bibliothèques et archives militantes (professionnalisation des connaissances, adaptation au contexte numérique, financement, relève, etc.), l'idée était de proposer un thème qui permette de faire écho au travail effectué au CIRA et à la mémoire qui y est conservée, de tracer une continuité entre les engagements des anciennes générations et les luttes actuelles, de lier des destins collectifs et des choix individuels, avérés ou en devenir. Le tout susceptible d'intéresser à la fois les habitué·e·s du CIRA et un public plus large.

Lors du choix des sujets, des intervenant·e·s à inviter ou des films à projeter, nous avons abordé la thématique avec une certaine liberté par rapport à la référence historique. En parlant autour de nous, il est vite apparu que l'expression quelque peu désuète d'Albert Thierry était largement méconnue. Les recherches dans le catalogue du CIRA ne ramenaient que de maigres résultats, alors qu'il est évident que nous possédons une

importante littérature qui aborde le sujet (mais peut-être pas de façon centrale dans le titre des documents, pas formulé en ces termes ou invisible car évoqué dans des périodiques).

Quand nous avons lancé le premier volet de ce qui allait devenir un cycle, il a donc fallu expliciter ce qu'était le refus de parvenir. Nous avons amorcé la réflexion en suggérant des liens entre son acception historique et des pratiques contemporaines que nous pouvions observer autour de nous. Le thème a alors vite suscité l'enthousiasme, faisant écho à des questionnements bien présents dans les collectifs actuels.

Devant ce succès, plusieurs autres volets ont suivi, attirant un public tellement fourni qu'il a fallu se serrer pour faire entrer tout le monde dans les locaux du CIRA. Nous avons rencontré des personnes qui n'étaient jamais venues auparavant, les discussions se sont souvent poursuivies jusqu'à des heures tardives au jardin. Des demandes répétées nous ont été faites pour que subsiste une trace de ces débats.

La première idée de publier les présentations a fait place à un appel à contribution plus large. Nous avons ainsi voulu stimuler une dynamique collective et éviter de nous faire piéger dans la posture de spécialistes de la question, qu'au demeurant nous n'étions pas. Cet appel ayant rencontré peu d'écho, les textes originaux qui composent ce volume sont le fruit de sollicitations ciblées auprès d'intervenant·e·s à notre cycle de présentations, élargies à quelques autres groupes ou personnes.

COMMENT ONT ÉTÉ RÉCOLTÉES LES CONTRIBUTIONS

Le suivi a été effectué par un groupe de travail composé d'une demi-douzaine de personnes d'âges, d'expériences et de parcours divers, qui collaborent régulièrement à la bonne marche du CIRA. Ne pouvant prédire la résonance qu'allait rencontrer notre premier appel à contributions, nous ne savions pas la forme

exacte que prendrait la publication (brochure ou monographie, multimédia...).

Il a fallu se rendre à l'évidence que le foisonnement de réactivité verbale soulevée autour du cycle ne se traduisait pas par des contributions formelles pour la publication. Cela s'explique au moins en partie par une inégale familiarité avec l'écriture. De plus, la plupart des personnes ou collectifs sollicités pour parler de pratiques actuelles n'étaient pas à l'aise avec l'idée de « se mettre en avant », à plus forte raison pour évoquer le refus de parvenir. Le grand nombre d'interviews qui figurent dans ce recueil reflète sans doute une stratégie plus ou moins délibérée pour botter en touche, en fournissant des contributions plus proches de l'oralité ou en sollicitant des groupes tiers. Si cela a permis d'élargir l'éventail des sujets traités, la multiplication des intermédiaires a néanmoins rendu plus difficiles la coordination des textes et le travail éditorial.

Certains textes ont facilement pu être repris tels quels, d'autres ont été passablement retravaillés (particulièrement les interviews ayant donné forme à l'assemblage « Discussion polyphonique »).

Entre-temps, un avant-goût a paru chez Indigène, éditeur auquel Marianne Enckell a fourni une contribution personnelle sur le même sujet, mêlant retours du cycle, éléments autobiographiques et mémoires autour du CIRA¹. Ce texte n'est pas reproduit dans le présent recueil.

BIBLIOTHÈQUES ET ARCHIVES MILITANTES : UN TERRAIN FERTILE ?

Ce n'est probablement pas un hasard si l'idée de cette publication a germé dans un lieu comme le CIRA. D'un côté, les bibliothèques

1. Marianne Enckell. *Le Refus de parvenir*, Montpellier, Indigène, 2014, 35 p.

sont souvent perçues comme des « temples de la connaissance » qui renvoient l'individu·e à son ignorance, tandis que les archives sont par définition un enjeu de pouvoir pour l'interprétation du présent par le contrôle du passé. Mais d'un autre côté, on devient rarement bibliothécaire ou archiviste pour la gloire, encore moins lorsqu'on l'est de façon militante et non rétribuée. Bien avant la mode de la « valorisation » des fonds désormais érigée en dogme dans toute institution patrimoniale, le CIRA a d'ailleurs toujours cherché à rendre facilement disponibles ses collections, fidèle à la tradition des bibliothèques ouvrières et à leur vocation d'éducation populaire².

Dans de plus grandes bibliothèques, certain·e·s luttent contre l'emprise du managérial, de la compétition, de la « lutte des places », pour retrouver la tradition du partage et de la mutualisation, qui est une composante importante de l'histoire de la profession. C'est avec plaisir que nous avons appris, peu après le lancement de notre cycle sur le refus de parvenir, que des collègues de la Progressive Librarian Guild d'Edmonton (Canada) organisaient de leur côté un atelier « *Rise with the ranks* » pour questionner leurs pratiques professionnelles³.

Cela nous amène aussi à réfléchir sur l'évolution du champ académique et éditorial. Pendant longtemps, l'anarchisme a été méprisé par les universités. Si l'on peut se réjouir que la recherche s'ouvre désormais à l'histoire et aux courants de pensée anarchistes, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur le paradoxe de voir des universitaires faire carrière en devenant des spécialistes

2. Le CIRA est membre de la Fédération internationale de centres d'étude et de documentation libertaires (FICEDL), qui regroupe plus de soixante bibliothèques et archives dans une vingtaine de pays, dont la plupart fonctionnent sans salaires, de façon militante. Plus d'informations: ficedl.info.

3. Voir leur site : plgedmonton.ca. L'expression « *Rise with the ranks* » se réfère à une célèbre citation du syndicaliste Eugene V. Debs au début du xx^e siècle (voir notre introduction, p. 13.).

« ès anarchisme » et sur les phénomènes de vampirisation du patrimoine collectif que cela représente.

Leurs travaux sont en outre publiés à des prix prohibitifs chez certains éditeurs académiques ou commerciaux, qui n'ont aucune raison de fournir un exemplaire gratuit à des bibliothèques dépourvues de budget d'acquisition. Rappelons que les collections du CIRA sont intégralement constituées par des dons. À cela s'ajoute la marchandisation croissante des documents d'archives, qui se retrouvent accaparés par des collectionneurs ou collectionneuses et deviennent des objets de spéculation, échappant de ce fait aux communautés de luttes qui les ont produits⁴.

Face à ces conditions adverses, les recherches indépendantes, les dons d'archives personnelles ou de groupes, la mise en ligne gratuite de textes anciens ou nouveaux sont plus que jamais à encourager.

COLLECTIF DU CIRA,
Lausanne, été 2015

4. Des photos « carte de visite » de communards ou d'anciennes photos anthropométriques sont achetées par des musées d'art (*Bulletin du CIRA*, n° 55, 1999) ; des brochures à un sou provenant de la succession d'Arthur Lehning sont vendues 100 euros (rotes-antiquariat.de), pour ne citer que quelques exemples.

RENCONTRES ORGANISÉES À LAUSANNE, 2013-2014

Voici la liste des rencontres qui se sont tenues dans le cadre du cycle organisé par le CIRA autour de refus de parvenir en 2013-2014.

Nous avons ajouté quelques références pour qui souhaiterait creuser ces thèmes.

James Guillaume – par l'historien genevois Marc Vuilleumier (13 mars 2013)

Biographie d'un enseignant neuchâtelois devenu imprimeur, de la Fédération jurassienne au syndicalisme révolutionnaire.

OUVRAGES ET ARTICLES DE MARC VUILLEUMIER

- *Histoire et combats : Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960*. Genève, Collège du travail & Lausanne, en bas, 2012.
- « De l'esprit libertaire de la Première Internationale au syndicalisme révolutionnaire du XX^e siècle : James Guillaume (1844-1916) », *Action libertaire*, n° 1, Groupe James-Guillaume de la Fédération anarchiste, s.d.
- « Notes sur James Guillaume, historien de la Première Internationale et ses rapports avec Max Nettlau et Jean Jaurès », *Cahiers Vilfredo Pareto, revue européenne des sciences sociales*, n° 7-8, Genève, Droz, 1965, pp. 82-109.
- Collectif, *Le Mouvement ouvrier suisse. Documents. Situation, organisation et luttes des travailleurs de 1800 à nos jours*, Genève, Adversaires, 1978.

Louis Bertoni – par Gianpiero Bottinelli et Marianne Enckell (17 mars 2013)

À l'occasion de la publication en français de la biographie du rédacteur-typographe du *Réveil anarchiste-Risveglio anarchico* de 1900 à 1947.

RÉFÉRENCES

- Gianpiero Bottinelli. *Louis Bertoni. Une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève*, Genève, Entremonde, 2012 ; traduit de l'italien (*Luigi Bertoni, la coerenza di un anarchico*, La Baronata, 1997) par Marianne Enckell et Alain Perrinjaquet. (Traduction allemande : *Die Stimme der Freiheit. Luigi Bertoni und der Anarchismus in der schweizerischen ArbeiterInnenbewegung*, Berne, A propos, 2013.)
- Christiane Wist, *Des anciens du bâtiment racontent la vie quotidienne et les luttes syndicales à Genève, 1920-1940*, Genève, Collège du travail, 1984.

Charles mort ou vif, film d'Alain Tanner, 1969 – Projection hors-murs (1^{er} mai 2013)

Chef d'entreprise, Charles Dée en a la nausée ; il abandonne sa boîte, ses lunettes, sa voiture, pour retrouver la liberté, fidèle à ses aïeux aux prénoms d'anarchistes jurassiens. Ça finit mal.

Le refus féministe de parvenir – par Les Pires, collectif féministe (non mixte), de sensibilité antiautoritaire, antiraciste et anticapitaliste basé à Lausanne (5 juin 2013)

Sous forme de pistes pour une discussion, le collectif Les Pires explique son parcours et sa position face à l'institutionnalisation et la professionnalisation du militantisme et des études féministes. Il aborde en particulier les logiques de personnalisation et de pouvoir propres à ce contexte et partage ses perspectives collectives de dissidence face à ce dernier.

Mémoires libertaires, Lyon 1919-1939 – par Claire Auzias
(29 juin 2013)

Les conteurs et conteuses de ces mémoires ont vécu à Lyon, carrefour de trois émigrations, ville de tradition anarchiste ancienne. Ils se sont opposés à la montée du bolchévisme et du fascisme en Europe, affirmant leur anarchisme dans les luttes ouvrières, dans l'affinité, l'éducation, le végétarisme, le salaire unique et égal pour tous, l'insoumission, l'éthique, la libre-pensée.

RÉFÉRENCE

- Claire Auzias, *Mémoires libertaires : Lyon 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Vernissage du livre *Vivre dans un monde fini* – de Pierre Lehmann, réalisé par François Iselin (19 décembre 2013)

Ingénieur physicien, Pierre Lehmann a travaillé dans le nucléaire et les sondages pétroliers avant de remettre en question les fondements de notre société techno-industrielle : mythes du progrès, du développement et de la vérité scientifique, critique du pouvoir, de l'économie et de leurs avatars. Il a également cherché à transposer ces critiques dans sa vie quotidienne, notamment en développant son autonomie énergétique (récupération de l'eau de pluie, chiottes secs, chauffage à bois, solaire thermique et photovoltaïque).

La fin souhaitable de l'université – par Anne Steiner
(17 février 2014)

L'acquisition et le partage des savoirs peuvent-ils passer par d'autres voies que celle de l'université, qui n'a d'universel que le nom ?

Ne vivons plus comme des esclaves, film documentaire de Yannis Youlountas, 2013 – Projection hors-murs (12 mars 2014)

Venu des catacombes grecques de l'Europe, un murmure traverse le continent dévasté [...]. Sur les murs des villes et sur les rochers des campagnes, sur les panneaux publicitaires vides ou détournés, dans les journaux alternatifs et sur les radios rebelles, dans les lieux d'occupation et d'autogestion qui se multiplient, tel est le slogan que la résistance grecque diffuse [...].

youlountas.net

bloggy.net

La réussite militante : des hiérarchies dans les groupes anarchistes ? – par Nicholas Pohl (9 avril 2014)

Après plusieurs volets consacrés au refus de parvenir « en société », l'idée est de nous interroger sur les formes d'arrivisme qu'on peut parfois retrouver dans les groupes militants. Quels processus de hiérarchisation sont susceptibles de revenir par la petite fenêtre au sein de groupes anarchistes qui, en théorie, revendiquent l'antiautoritarisme ? Quelles sont les implications pour les individus qui investissent ces groupes ? Et comment faire face à ces processus ? Ces problèmes ont été abordés à partir de données récoltées durant une enquête ethnographique au sein d'une section anarcho-syndicaliste du métro de Madrid. Cette présentation permet également d'aborder la place ambiguë qu'occupent les chercheurs/euses lors d'une enquête militante.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
Collectif du CIRA	
 INTRODUCTION. DES CHOIX INDIVIDUELS DOUBLÉS DE PRATIQUES COLLECTIVES	15
Collectif du CIRA	
 RÉUSSIR (1983)	41
André Panchaud	
 HISTOIRES ET IDÉES	47
 UNE ÉCOLE DU « REFUS DE PARVENIR » ? LA PÉDAGOGIE D’ACTION DIRECTE D’ALBERT THIERRY (1881-1915)	49
Grégory Chambat	
 ANARCHISTES D’ANTAN : L’INCONGRUITÉ DE PARVENIR	67
Claire Auzias	
 DÉCLASSEMENT ET RÉVOLUTION CHEZ BAKOUNINE	83
Jean-Christophe Angaut	
 SOCIALISME ET INTELLECTUELS	103
Gianpiero Bottinelli	

LES PROLÉTAIRES INTELLECTUELS (1914)	112
Emma Goldman	
UNIVERSITÉ : LA CHANGER OU L'ACHEVER ?	122
Anne Steiner	
L'ASCENSION	140
Fanny K.	
VÉCUS ET PRATIQUES COLLECTIVES	149
REFUSER DE PARVENIR. UNE DISCUSSION CRITIQUE	151
T'Okup !	
REFUS FÉMINISTE DE PARVENIR	175
Les Pires	
QUARANTE ANS DE PHOTOGRAPHIE COLLECTIVE ET MILITANTE À GENÈVE	187
Entretien avec Interfoto	
REFUS DE PARVENIR EN CONSTRUCTION UN POSITIONNEMENT DE COLLECTIFS D'ARCHITECTURE	217
CARPE-mit-Etc	
DISCUSSION POLYPHONIQUE	237
Entretien avec 70FPS, Bobar, Vialka , Zeppo & AbSTRAL	
LE POING DANS LA POCHE. UNE ANTHOLOGIE SUÉDOISE	252
À LA PLACE DE CHE GUEVARA	255
Fredric Carlsson-Andersson	

HAINEX	265
Attila Piskin	
L'ASCENSEUR EST DANS L'ESCALIER	271
Gabriel Sidler	
ANNEXES	273
DES CONDITIONS DE LA PAIX	275
Albert Thierry	
DU CYCLE DE PRÉSENTATIONS À LA PUBLICATION. RETOURS SUR LA NAISSANCE ET LE MÛRISSEMENT DU PROJET	287
Collectif du CIRA	
RENCONTRES ORGANISÉES À LAUSANNE, 2013-2014	292

ILLUSTRATIONS

– Des dessins originaux ont été offerts pour ce recueil :

Anonyme : p. 48.

Fanny Vaucher : illustration de couverture et p. 14, 30, 39, 182, 236, 270, 272, 275.

Krzysztof Klabon : p. 216.

Line Marquis : p. 139, 181, 186.

meyk.ch : p. 8, 247.

Tilo Steireif : p. 46, 150.

– Les entretiens de la **CARPE** et d'**Interfoto** sont illustrés par leurs propres photos.

– Les autres illustrations ne sont pas originales :

Affiche d'Alternative libertaire, vers 1980. Dessin de **Soulas** : p. 36.

Affiche de la Fédération anarchiste, 2001 : p. 82.

Affiche des inutiles de Nanterre, 2013-2014 : p. 135

Affiche lyonnaise des années 1920-1930. Collections du Mundaneum, Mons : p. 73.

Brochure *La Drogue de la promotion*, Strasbourg, Vroustch, 1974. Collections du CIRA : p. 33, 174.

Pochoir, Lyon Croix-Rousse, 2014. Photo **Mimmo Pucciarelli**, tirée de son blog www.atelierdecreationlibertaire.com/croix-rousse-alternative : p. 45.

Première édition & dépôt légal : mars 2016

Réimpression sur les presses de Grafo,
à Bilbao, en mars 2019.